

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Élections (fédérales – complémentaire Québec): Éducation</b> .....	<b>3</b>
LE DEVOIR : Transferts fédéraux en éducation – Étudiants et syndicats réclament 3,5 milliards – Édition du mardi 30 septembre 2008 .....	3
LA PRESSE : Éducation postsecondaire : Des étudiants et des syndicats réclament 3,5 milliards – Mardi 30 septembre 2008 .....	3
24 HEURES : 1 <sup>ère</sup> page et Vidéo : 3,5 milliards \$ pour l'éducation – mardi 30 septembre 2008 .....	4
RADIO-CANADA / CÔTE-NORD / CANADA 2008 : Cégep de Sept-Îles : Un premier débat - Mise à jour le lundi 29 septembre 2008 à 17 h 03.....	4
LE DEVOIR : L'imagination au pouvoir : Les étudiants en design graphique de l'UQAM proposent des affiches électorales... osées - Édition du samedi 27 et du dimanche 28 septembre 2008 .....	4
LA PRESSE : Des étudiants de l'UQAM réinventent les affiches publicitaires – Samedi 27 septembre 2008 .....	5
MÉTRO : École de design de l'UQAM : Des étudiants dans la campagne – Lundi 29 septembre 2008.....	5
LA VOIX DE L'EST : De l'aide aux étudiants – Samedi 27 septembre 2008.....	6
24 HEURES : De plus en plus d'étudiants se mettent de la partie – vendredi 26 septembre 2008.....	6
THE GAZETTE : Vote is about sovereignty, PQ's Marois tells students : UdM RALLY Péquiste leader joins Duceppe on the trail – Friday, September 26, 2008 .....	6
24 HEURES : Actualités : SEMAINE DE LA SOUVERAINETÉ : Pauline Marois et Gilles Duceppe à l'UdeM - Le vendredi 26 septembre 2008 .....	7
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2008 / QUÉBEC : Débat dans la circonscription de Louis-Hébert : Le conservateur brille par son absence - Mise à jour le mardi 23 septembre 2008 à 10 h 51.....	7
THE GAZETTE : Cover : SHARPER IMAGES STUDENTS ADD BITE TO POLITICAL POSTERS – Friday, September 26, 2008 .....	7
Students show the parties how it's done .....	7
LE SOLEIL : Débat à l'Université Laval : une absence remarquée des conservateurs - Le mardi 23 septembre 2008.....	8
LE NOUVELLISTE : L'AGÉUQTR dépose 52 revendications aux candidats – Mardi 23 septembre 2008 .....	8
LE DROIT / LA PRESSE : Sondage: La politique indiffère les jeunes – Le jeudi 18 septembre 2008 / Le vendredi 19 septembre 2008.....	9
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Des manifestants contestent la présence de Harper à Drummondville – Jeudi 18 septembre 2008 .....	9
24 HEURES : Les étudiants lancent VoteEducation.ca – Jeudi 18 septembre 2008.....	10
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Élections complémentaires : Débat houleux à l'Université Laval - Mise à jour le lundi 15 septembre 2008 à 17 h 18 10	10
MÉTRO: Demandes aux partis politiques: les étudiants veulent davantage d'argent – Vendredi 12 septembre 2008.....	10
24 HEURES: Campagne électorale fédérale 2008: Les étudiants réclament 3,5 milliards pour l'éducation – Vendredi 12 septembre 2008 .....	10
RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2008 : Parti vert : Les étudiants courtisés – Mise à jour le jeudi 11 septembre 2008 à 16 h 13 .....	11
<b>Nouvelles maîtrises : Cahier spécial Le Devoir</b> .....	<b>11</b>
LE DEVOIR : Voici venu le temps de «l'esprit critique» : S'il y a des constantes, les programmes de maîtrise revêtent des formes assez diversifiées - Édition du mercredi 24 septembre 2008 .....	11
Université Laval - De la biogéosciences de l'environnement? .....	12
EMBA McGill-HÉC - Des leaders pour demain .....	12
Maîtrise ès arts en théâtre à Ottawa - Un petit programme affiche de grandes aspirations !: Ils ne seront que six à pouvoir s'inscrire chaque année .....	13
Design urbain - «La ville est une entité culturelle complexe» : les avenues développées dans un projet devront être mobilisatrices et structurantes.....	14
Une nouvelle profession est née - Sherbrooke introduit le médiateur interculturel dans le paysage québécois : chaque cours sera donné par trois professeurs issus d'horizons différents.....	14
L'École de technologie supérieure se veut pratique - Tout est fait pour que travail et études se conjuguent : « Nous avons plusieurs règles qui gèrent les enjeux de la confidentialité et de propriété intellectuelle » .....	15
Université du Québec à Montréal - Les études supérieures de courte durée ont la cote : l'établissement se veut innovant au troisième cycle .....	15
<b>Réussir sa vie : enquête du Devoir</b> .....	<b>16</b>
LE DEVOIR : Réussir sa vie, enquête – Édition du Lundi 11 septembre 2008 .....	16
1 <sup>ère</sup> page : Des adolescents au savoir éclaté : l'impression d'un appauvrissement de la culture générale reste vive au Québec .....	17
L'éducation en crise : 62,00 % des Québécois estiment que la qualité de l'enseignement s'est détériorée depuis 10 ans.....	17
Les formations professionnelle ou technique reprennent du lustre.....	18
<b>Réflexions, éditoriaux : inégalités, privatisation</b> .....	<b>19</b>
LE SOLEIL : Les étudiants voient leur avenir financier avec optimisme - Le vendredi 05 septembre 2008.....	19
BANQUE DE MONTRÉAL : Les nouveaux diplômés ont de grandes attentes : Près des deux tiers des étudiants sont optimistes au sujet de leur avenir, malgré le ralentissement économique – Jeudi 04 septembre 2008 .....	19
MÉTRO : Un gros cadeau fiscal, par Léo-Paul Lauzon – Jeudi 04 septembre 2008.....	20
THE GAZETTE : Editorial : The hope and challenges of a new school year – Tuesday, September 02, 2008 .....	20
<b>Cégeps</b> .....	<b>20</b>
Édouard-Montpetit harcelé par le PQ?.....	20
CYBERPRESSE : Une histoire de kiosque cause des frictions à Édouard-Montpetit - Publié le 24 septembre 2008 à 17h35   Mis à jour le 24 septembre 2008 à 17h40 .....	20
JOURNAL DE MONTRÉAL : Édouard-Montpetit : des cégépiens « harcelés » par le PQ – Jeudi 25 septembre 2008 .....	21
24 HEURES.CA : Actualités : Cégep Édouard-Montpetit : Les étudiants et le PQ à couteaux tirés - Le jeudi 25 septembre 2008.....	21
Sécurité au Collège Ahuntsic .....	21
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Collège Ahuntsic : La sécurité revue à la hausse : Mise à jour le vendredi 26 septembre 2008 à 11 h 21 .....	21
LE DEVOIR : En bref - Altercation devant le Collège Ahuntsic - Édition du jeudi 25 septembre 2008 .....	22
LA PRESSE : Bagarre et coups de feu au Collège Ahuntsic - Publié le 25 septembre 2008 à 08h24   Mis à jour à 08h28 .....	22
JOURNAL DE MONTRÉAL : Drame – Ahuntsic : Vent de panique au collège - Mise à jour: 25/09/2008 08:56 .....	22
MÉTRO : Coup de feu au collège Ahuntsic – Jeudi 25 septembre 2008 .....	23
THE GAZETTE : Brawl has CEGEP worried about gangs – Thursday, September 25, 2008 .....	23
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Ahuntsic : Une altercation sème l'émoi - Mise à jour le mercredi 24 septembre 2008 à 17 h 03.....	23
Gouvernance des cégeps .....	23
LE SOLEIL : La gouvernance des cégeps dans la mire de la ministre - Publié le 25 septembre 2008 à 05h00   Mis à jour à 05h00 .....	23
Nouvelles diverses .....	23
LE SOLEIL : Formation en thanatologie : le Campus Notre-Dame-de-Foy entre dans le bal – Lundi 29 septembre 2008.....	23
24 HEURES : École supérieure de ballet contemporain et le Cégep du Vieux-Montréal : Une table de concertation avec les directeurs artistiques – Vendredi 26 septembre 2008 .....	24
LE SOLEIL : Le français périlite au cégep : les cours de mise à niveau de plus en plus « populaires » au cégep - Publié le 25 septembre 2008 à 05h00   Mis à jour à 05h00 .....	24
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de la Gaspésie-Les Îles : Une organisation fructueuse - Mise à jour le mercredi 24 septembre 2008, 11 h 00 .....	25
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Carleton : Former des ambulanciers - Mise à jour le mardi 23 septembre 2008, 16 h 26 .....	25
LE QUOTIDIEN : PROMOTION DE LA CARTE DES PROGRAMMES DANS LES CÉGEPS : Jonquière abandonne la stratégie régionale - Le mardi 23 septembre 2008 .....	25
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Rimouski : Équilibre et stabilité - Mise à jour le mercredi 17 septembre 2008, 12 h 04.....	25

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Publicité : Reproches au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le vendredi 12 septembre 2008 à 12 h 12.....	25
THE GAZETTE : No student ID? Tough, fork over \$118 : PUBLIC TRANSIT Opus pass confusion a problem for some – Friday, September 05, 2008.....	26
THE GAZETTE : Students wonder: What's the agenda? Day planner handed out at Dawson College features ad for casino in Kahnawake – Thursday, September 04, 2008 .....	26
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Techniciens ambulanciers : Emplois garantis - Mise à jour le mercredi 3 septembre 2008, 10 h 58 .....	26
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : L'AGECD invoque le recours à une injonction contre la direction du Cégep : Et voit des signes de répression dans la non disponibilité de ses locaux - Article mis en ligne le mardi 2 septembre 2008 à 15:04.....	26
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : La direction du Cégep se montre surprise de cette sortie publique de l'AGECD : Une solution temporaire avait été retenue, dit-on - Article mis en ligne le 2 septembre 2008 à 15:06.....	27
LA VOIX DU SUD : Le Cégep Lévis-Lauzon formera des « salubristes » - Article mis en ligne le 3 septembre 2008 à 14:12.....	27
<b>Québec : universités .....</b>	<b>28</b>
LE DEVOIR : Étudiants étrangers dans les universités canadiennes - Un logo avec une feuille d'érable qui ne plaît pas au PQ - Édition du lundi 29 septembre 2008 .....	28
RADIO-CANADA / ESTRIE : Achat de travaux universitaires : Un phénomène marginal, dit l'Université de Sherbrooke - Mise à jour le vendredi 26 septembre 2008 à 15 h 28.....	28
LE DEVOIR : 1 <sup>ère</sup> page : Le réseau de l'UQ est remis en question - Édition du vendredi 26 septembre 2008 .....	28
LE SOLEIL : Éditorial : Autonomie relative, par Brigitte Breton, le vendredi 26 septembre 2008.....	29
LE SOLEIL : Syndicats de cégeps opposés au projet de gouvernance - le vendredi 26 septembre 2008.....	29
LE SOLEIL : Journée de grève en vue à l'Université Laval - Publié le 25 septembre 2008 à 05h00   Mis à jour à 05h00 .....	29
LE SOLEIL : Haute surveillance sur l'Université Laval : Michelle Courchesne mécontente de la récente démission de la présidente du C.A. - Publié le 25 septembre 2008 à 05h00   Mis à jour à 05h00.....	30
LE DEVOIR : Les ministres canadiens de l'Éducation veulent attirer davantage d'étudiants étrangers - Édition du mardi 23 septembre 2008.....	30
THE GAZETTE : Immigrants' children more likely to graduate from university : STATISTICS CANADA'S NEW STUDY Close-knit South American family has played major role in her success, student says – Tuesday, September 22, 2008 .....	30
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Santé : L'Université Laval formera plus d'orthophonistes - Mise à jour le lundi 22 septembre 2008 à 17 h 25 .....	31
RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université d'Ottawa : Seulement pour les femmes - Mise à jour le dimanche 21 septembre 2008 à 17 h 07 .....	31
THE GAZETTE : Concordia blocks out internal Facebook use : REJECTS CRITICISM OF CENSORSHIP Says university's network is vulnerable to spam, phishing from social websites, by Peggy Curran – Thursday, September 18, 2008 .....	31
LE DEVOIR : Opinion : Gouvernance des universités: une loi cosmétique, par Guy Rocher et Michel Seymour, Professeurs à l'Université de Montréal - Édition du mercredi 17 septembre 2008 .....	31
LE SOLEIL : Le recrutement, une priorité à l'Université Laval - Le mercredi 17 septembre 2008 .....	32
LE DEVOIR : Idées: Les vraies conditions d'une «bonne gouvernance» des universités, par Denis Monière, Professeur de science politique à l'Université de Montréal – Édition du vendredi 12 septembre 2008.....	33
LE DEVOIR : Élimination du plafond des droits de scolarité des étudiants étrangers - La déréglementation est remise en question par le CCAFE: Le comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études s'inquiète du manque de balise du projet – Édition du vendredi 12 septembre 2008 .....	33
LE DEVOIR : Les étudiants ne veulent pas plus de membres externes dans les conseils – Édition du vendredi 12 septembre 2008.....	34
24 HEURES : Déréglementation des frais pour les étudiants internationaux: Les étudiants s'insurgent – Vendredi 12 septembre 2008 .....	34
CYBERPRESSE / LA PRESSE : Déréglementation des frais de scolarité des étudiants universitaires étrangers - Le jeudi 11 septembre 2008 / Vendredi 12 septembre 2008.....	34
LE DEVOIR : Étudiants internationaux - Les universités pourront établir les droits de scolarité dans six facultés: « Cela va forcer les universités à être plus agressives, plus dynamiques et plus créatives », croit Québec – Édition du jeudi 11 septembre 2008 .....	35
THE GAZETTE : Quebec universities cry foul over minister's tough rules, by Peggy Curran – Tuesday, September 11, 2008.....	35
LE DEVOIR : 1 <sup>ère</sup> page : Universités: Courchesne est prête pour le coup de barre : Le projet de loi sur la gouvernance sera déposé cet automne contre vents et marées, a-t-elle révélée au <i>Devoir</i> – Édition du mercredi 10 septembre 2008 .....	36
LE SOLEIL : Université Laval : un nouveau pavillon d'exception à Percé - Le lundi 08 septembre 2008 .....	36
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Éducation : L'Université Laval à Percé - Mise à jour le dimanche 7 septembre 2008, 14 h 32 .....	36
LE DEVOIR : L'UQAM et Concordia profiteront peu de la manne fédérale – Édition du vendredi 05 septembre 2008 .....	37
QUÉBEC HEBDO : Rentrée à l'Université Laval (1/2) : La CADEUL veut se faire connaître sur le terrain – Vendredi 05 septembre 2008 .....	37
QUÉBEC HEBDO : Rentrée à l'Université Laval (2/2) : Quatre dossiers principaux sur la table -Vendredi 05 septembre 2008 .....	37
LA TRIBUNE : Un cours pour apprendre à être... étudiant - Le jeudi 04 septembre 2008.....	38
MÉTRO : Réduction de l'accès à l'eau dans les campus : les abreuvoirs se font plus rare - Le mercredi 03 septembre 2008 .....	38
<b>UQAM : Suite .....</b>	<b>39</b>
THE GAZETTE : UQAM rector hopes his call to end strife isn't just an academic exercise : "Corbo is appealing to students to be realistic.", by Peggy Curran – Thursday, September 25, 2008 .....	39
24 HEURES.CA : Actualités : Le syndicat des employés de l'UQAM pense qu'il a fait sa part de concession =- Le jeudi 25 septembre 2008 .....	39
LE DEVOIR : UQAM: Courchesne doit agir vite, dit le PQ – Édition du mercredi 24 septembre 2008.....	39
LA PRESSE : Le PQ et l'UQAM pressent Québec de verser l'argent promis - le mercredi 24 septembre 2008 .....	40
MÉTRO : Îlot Voyageur de l'UQAM : « Le désastre a assez duré » - Mercredi 24 septembre 2008.....	41
24 HEURES.CA : Scandale financier : L'UQAM a fait ses devoirs, affirme le recteur - Le mercredi 24 septembre 2008 .....	41
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : L'opposition blâme le gouvernement - Mise à jour le mardi 23 septembre 2008 à 16 h 38 .....	41
LA PRESSE : Québec doit sortir l'UQAM de l'impasse, selon le PQ - le jeudi 23 septembre 2008.....	41
fLE DEVOIR : La situation financière menace de se détériorer : Moody's met l'UQAM en garde – Une nouvelle décote ramènerait les obligations de l'université à un titre de « pacotille » – Édition du samedi 06 et du dimanche 07 septembre 2008.....	42
LAPRESSEAFFAIRES.COM : Moody's décote (encore) l'UQAM – Vendredi 05 septembre 2008 - 12h42 .....	42
LE DEVOIR : En bref - Isabelle Hudon présidera l'UQAM - Édition du jeudi 04 septembre 2008 .....	42
24 HEURES : 1 <sup>ère</sup> page : Dans la controverse administrative à l'UQAM : Isabelle Hudon nommée présidente du CA - Jeudi 04 septembre 2008 .....	43
MÉTRO : Isabelle Hudon à la tête du CA de l'UQAM – Jeudi 04 septembre 2008.....	43
24 HEURES : Le scandale de l'Îlot Voyageur s'agrippe à l'UQAM – Édition du mercredi 03 septembre 2008.....	43
<b>Les titres du Courrier international .....</b>	<b>44</b>
les titres du 30 septembre 2008 .....	44
les titres du 29 septembre 2008 .....	44
les titres du 26 septembre 2008 .....	45
les titres du 25 septembre 2008 .....	45
les titres du 24 septembre 2008 .....	46
les titres du 23 septembre 2008 .....	46
les titres du 22 septembre 2008 .....	47
les titres du 19 septembre 2008 .....	47



les titres du 18 septembre 2008 .....	48
les titres du 17 septembre 2008 .....	49
les titres du 16 septembre 2008 .....	49
les titres du 15 septembre 2008 .....	50
les titres du 12 septembre 2008 .....	50
les titres du 11 septembre 2008 .....	51
les titres du 10 septembre 2008 .....	51
les titres du 9 septembre 2008 .....	52
les titres du 8 septembre 2008 .....	52
les titres du 5 septembre 2008 .....	53
les titres du 4 septembre 2008 .....	54
les titres du 3 septembre 2008 .....	54
les titres du 2 septembre 2008 .....	55
les titres du 1er septembre 2008 .....	55

# Élections (fédérales – complémentaire Québec): Éducation

## LE DEVOIR : Transferts fédéraux en éducation - Étudiants et syndicats réclament 3,5 milliards - Édition du mardi 30 septembre 2008

Fabien Deglise



Photo: Jacques Nadeau

Trois milliards et demi pour l'avenir du pays. Hier, fédérations étudiantes et centrales syndicales ont uni leur voix pour demander aux partis politiques fédéraux de réinvestir massivement dans l'éducation postsecondaire au pays. Un geste nécessaire, selon eux, pour lutter contre le sous-financement chronique des institutions scolaires et ainsi s'assurer que le Québec trouve sa place dans un environnement de plus en plus mondialisé.

«Ce que nous demandons, ce n'est pas la lune, a indiqué en conférence de presse Xavier Lefebvre Boucher, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec. C'est 3,5 milliards de dollars», soit le montant des transferts fédéraux pour

le milieu postsecondaire supprimés en 1994 par Ottawa. De cette enveloppe, Québec devrait recevoir 800 millions, a-t-il ajouté.

Pour la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), cet appel à la hausse des transferts n'est rien d'autre que l'expression d'un «consensus social», a indiqué David Paradis, président de ce regroupement d'étudiants. «S'il ne se passe rien, ce sera une démonstration d'irresponsabilité.» Au début du mois, la FEUQ a d'ailleurs inscrit cette mesure en tête de sa liste des «revendications pour les élections fédérales 2008» tout en exigeant que les «transferts fédéraux en éducation postsecondaire soient inconditionnels».

La Confédération des syndicats nationaux acquiesce. «C'est la revendication qui est la plus porteuse d'avenir, a déclaré la présidente de la centrale, Claudette Carbonneau. Dans le monde d'aujourd'hui, [investir adéquatement dans l'éducation] c'est une carte majeure pour l'économie et le rayonnement du Québec.» C'est également une façon de lutter contre l'asservissement des institutions scolaires à la grande entreprise, a ajouté Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec qui, avec la Fédération des travailleurs du Québec, appuie les demandes des étudiants. «Aujourd'hui, pour avoir un laboratoire

à la fine pointe, il faut laisser entrer les transnationales dans les universités, a-t-il déploré. Et ce, avec des conditions qui font en sorte que les universités ne sont plus aussi indépendantes qu'elles devraient l'être.»

La légère augmentation des transferts dans les dernières années n'a pas été suffisante, selon les fédérations d'étudiants et les centrales syndicales qui souhaitent que les chefs se prononcent dans les prochains jours sur cette importante question. Pour le moment, le Bloc québécois a placé les 3,5 milliards de transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire au cœur de son «énoncé politique». Le Nouveau Parti démocratique s'est engagé dimanche à instaurer un nouveau programme de transferts vers les provinces pour l'éducation postsecondaire, sans toutefois le chiffrer. Ces transferts seraient accessibles à condition de répondre à des critères de qualité, d'accessibilité ou encore de saine administration, ont prévenu les néodémocrates.

Par ailleurs, libéraux et conservateurs n'ont pas encore pris position. «C'est pour cela qu'il faut continuer à mettre de la pression», a conclu Mme Carbonneau.

## LA PRESSE : Éducation postsecondaire : Des étudiants et des syndicats réclament 3,5 milliards – Mardi 30 septembre 2008

Marie Allard, La Presse

Les partis fédéraux doivent s'engager à verser 3,5 milliards de dollars pour l'éducation postsecondaire au Canada, selon une coalition formée d'étudiants et de syndicats. «Ce qu'on demande, ce n'est pas la lune, c'est 3,5 milliards qui nous ont été coupés en 1994, a dit hier Xavier Lefebvre-Boucher, 19 ans, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Cela donnerait 800 millions pour le Québec et c'est ce qu'il faut pour le développement de notre éducation.»

Il y a urgence d'investir dans les cégeps et universités pour rester compétitifs au niveau mondial, ont fait valoir les syndicats.

«L'Inde produit chaque année 252 000 ingénieurs, la Chine en produit 600 000, a indiqué

Michel Bibeault, porte-parole de la FTQ. Pendant ce temps-là, nous on se demande si on doit investir ou pas dans notre éducation. C'est un non-sens.»

### L'îlot Voyageur

Faute de moyens suffisants, les universités se sont lancées dans des projets «qui ne sont pas de leur ressort» comme l'îlot Voyageur, a souligné Réjean Parent, président de la CSQ. Elles ont aussi haussé leurs droits de scolarité et laissé une trop grande place au privé entre leurs murs, selon lui.

La coalition entretient peu d'espoir à l'égard de Stephen Harper, qui répète que le déséquilibre fiscal est réglé. Claudette Carbonneau, présidente de la CSN, a carrément appelé les Québécois à

«lui régler son compte le 14 octobre prochain». Son collègue de la FTQ a conseillé de voter pour le Bloc, les autres (CSQ, FEUQ et FECQ) ne se prononçant pas.

### Universités et cégeps réclament aussi de l'argent

Un réinvestissement a aussi été réclamé hier par la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) et la Fédération des cégeps.

Les universités publiques et les collèges américains reçoivent un financement supérieur de 8000\$CAN par étudiant, par rapport aux établissements canadiens correspondants, a fait valoir la CREPUQ.

ÉTUDIANTS ET SYNDIQUES SONT UNANIMES

# Plus d'argent pour l'éducation postsecondaire

PAR KARINE LAPIERRE

Les fédérations étudiantes (FEUQ et FECQ) et les groupes syndicaux (CSN, FTQ et CSQ) demandent aux partis politiques de rétablir les transferts fédéraux à la hauteur de 1994. Au Québec, le réinvestissement exigé s'élève à 800 millions de dollars.

Claudette Carboneau. Il avait promis de régler le déséquilibre fiscal et il mène sa campagne électorale en jurant l'avoir fait, alors que c'est complètement faux.»

**Une somme de 800 M \$ serait nécessaire pour l'éducation postsecondaire.**

« Un réinvestissement en éducation est la première condition pour permettre à tous, même aux fils et aux filles d'ouvriers, l'égalité des chances de succès. C'est aussi un important facteur de rétention quand on souhaite retenir les jeunes en région », a précisé la présidente de la CSN, Claudette Carboneau, hier matin en conférence de presse.

Le président de la CSQ, Réjean Parent, rappelle que le sous-financement force les universités à se tourner vers le privé pour pouvoir réussir à se payer de l'équipement technologique adéquat, et ce, au prix de leur indépendance. « Pour que le peuple puisse rester propriétaire de ses universités, comme il l'a voulu lors de la Révolution tranquille, un réinvestissement en éducation s'avère nécessaire ».



La présidente de la FTQ, Claudette Carboneau, en compagnie des représentants des regroupements étudiants. PHOTO ÉRIC BOLTÉ

## D'autres moyens de pression pour les policiers

PAR JEAN-CLAUDE GRENIER

Rien ne va plus entre les membres de la Fraternité des policiers de Montréal et l'administration du maire Tremblay. Les négociations ont abouti dans une impasse au cours des derniers jours. Évidemment, la question salariale constitue la principale pomme de discorde entre les parties. Les policiers de Montréal s'expliquent difficilement l'offre déposée récemment par la Ville. L'offre monétaire placerait les policiers du

SPVM parmi les moins bien payés au Québec. La semaine dernière, les policiers montréalais ont poursuivi leurs moyens de pression en remplaçant leurs jeans par des pantalons de combat. D'autres moyens sont prévus au cours des prochains jours. Cependant, la Fraternité assure que les moyens de pression qui seront préconisés ne mettront pas en cause la sécurité des citoyens.

**ACTUALITÉ**

**800 M \$ pour l'éducation**

Les fédérations étudiantes et les syndicats réclament un investissement majeur pour l'éducation postsecondaire.

## RADIO-CANADA / CÔTE-NORD / CANADA 2008 : Cégep de Sept-Îles : Un premier débat - Mise à jour le lundi 29 septembre 2008 à 17 h 03

Trois candidats de la circonscription de Manicouagan ont débattu devant les étudiants du cégep, lundi midi. Il s'agissait du premier débat local de la campagne. Dans un premier temps, les échanges n'ont pas permis de dégager de différences majeures entre le bloquiste Gérard Asselin, le conservateur Pierre Breton ou le libéral Randy Jones. Ainsi, les trois candidats s'entendent sur l'importance de favori-

ser la relève et d'investir dans les routes 138 et 389 pour favoriser le développement de la région. Rapidement, les jeunes ont mis de l'avant leurs préoccupations. L'étudiante, Diane Chouinard, a apostrophé sans ménagement le candidat conservateur Pierre Breton: « J'ai l'impression que vous parlez que de routes, que d'asphalte. J'aimerais savoir si on parle de condition féminine, de la condition des jeunes, de la condition des aînés, si

on y met un petit peu d'asphalte, si vous allez en débattre autant. » La présence du Canada en Afghanistan, l'environnement et les compressions du gouvernement Harper en culture ont soulevé l'intérêt des jeunes. Les candidats ont tous promis une seule et même chose soit de défendre les intérêts des Nord-Côtiers à Ottawa.

## LE DEVOIR : L'imagination au pouvoir : Les étudiants en design graphique de l'UQAM proposent des affiches électorales... osées - Édition du samedi 27 et du dimanche 28 septembre 2008

Stéphane Baillargeon



Les gars se sont fait prendre en photo les «bobettes» à terre. La fille a remonté son slip vert. Le slogan du parti écolo dit donc: «Mettez vos culottes.»

Sur une autre affiche, le C majuscule du Parti conservateur, muni de grands crocs méchants, mord dans une tendre feuille d'érable. Cette fois,

le mot d'ordre libéral implore: «Lâche prise, M. Harper!»

Ces fausses publicités ont été produites au cours des derniers jours par des étudiants en design graphique de l'UQAM. «En général, les propositions de mes étudiants m'apparaissent innovatrices, audacieuses et dans tous les cas bien plus intéressantes que les vraies affiches utilisées par les grandes formations», juge sans fausse modestie Nelu Wolfensohn, professeur titulaire de l'École de design de cette université montréalaise, responsable du projet. Il s'agit d'une cinquième expérience de «campagne parallèle» pour lui, ses finissants précédents du Programme de design graphique ayant déjà imaginé des pubs factices pour quatre élections municipales ou provinciales depuis 2002. «Ce projet récurrent se veut une réaction à la pollution visuelle des partis, qui nous inondent de la même médiocrité d'une campagne à l'autre.»

Des exemples concrets? Le professeur Wolfensohn note que le logo du Bloc québécois pastiche celui de la Banque de Montréal. «Et la typographie de

ses affiches est affreuse», ajoute-t-il. Il souligne que Stephen Harper ne figure étrangement pas sur les affiches du PC alors qu'il s'avère plus populaire que son parti au Québec. Aucune photo de candidat de cette formation ou d'une autre ne le satisfait. «Les publicités électorales sont laides et sans audace», tranche-t-il encore une fois.

Les affiches alternatives ont été produites par une cinquantaine d'étudiants de troisième année au baccalauréat, regroupés en petites équipes. Les créateurs ont tiré leurs «clients» au sort, le nombre de productions pour chacune des formations dépendant des intentions de vote au Québec, selon un sondage du début septembre. Il y a donc plus de fausses pubs du Bloc.

Les travaux des campagnes précédentes n'ont visiblement pas bousculé les habitudes des partis politiques, tous très conservateurs de ce point de vue. Mais le professeur Wolfensohn ne perd pas espoir, d'autant plus que certaines autres démocraties (les Pays-Bas, par exemple) s'avèrent plus originales en matière d'affichage. «Les meilleures affiches électorales, dont celles des étudiants, font



réfléchir un peu plus et font confiance à l'intelligence des électeurs, dit le professeur. Elles utilisent des images métaphoriques et multiplient les couches de sens. En tout cas, elles ne se contentent pas de placer dans un coin la photo mal

cadrée d'un candidat et de répéter un slogan insignifiant.»

On peut voir les travaux de propagande de la campagne parallèle à l'adresse suivante: [www.uqam.ca/nouvelles/2008/08-292-](http://www.uqam.ca/nouvelles/2008/08-292-)

elections2008.pdf. Ils seront exposés au Pavillon de design de l'UQAM à compter du 2 octobre.

## LA PRESSE : Des étudiants de l'UQAM réinventent les affiches publicitaires – Samedi 27 septembre 2008



L'affiche de Mikael Cossette-Lebleu et Mélissa du Sault et celle de Évelyne Caillé-Guibert et de Francis P. Paquin.

Louise Leduc, La Presse

S'il revenait à des étudiants en design de concevoir les affiches publicitaires des partis politiques, il n'y a pas de doute, on s'arrêterait mais pas toujours pour les bonnes raisons!

Nelu Wolfensohn, professeur à l'UQAM, a demandé à ses étudiants de se prêter à l'exercice. Il nous a soumis leurs travaux, une trentaine de publicités au total.

Certaines nous ont fait rigoler. Peut-on imaginer le Parti conservateur travestir un tableau de l'Américain Grant Wood pour y mettre en vedette Stéphane Dion et Jack Layton en sous-entendant qu'ils couchent ensemble?

Comme le veut l'air du temps, plusieurs des publicités adoptent un ton négatif. Trop négatif au goût de Simon Beaudry, directeur artistique de l'agence Bos. «Pour moi, toutes les affiches qui critiquent les autres partis au lieu de proposer une idée politique ne servent à rien, elles sont vides parce qu'elles ne proposent rien et ne construisent rien.»

Par exemple, la couchette Dion-Layton nous arrache certes un sourire en coin, dit-il, mais ce n'est pas du meilleur goût.

### Simple et efficace

Les professionnels de la publicité que nous avons consultés sont plutôt tombés sous le charme de la publicité conçue par Julie Provost-McNamara avec le cube Rubik bleu. «Ce que ça dit, c'est que, s'ils se mettent ensemble, les Québécois peuvent avoir du poids, même dans l'opposition. Le Bloc pourrait vraiment adopter cette affiche pour sa campagne sans rien y changer ou à peu près», dit François Sauvé, président et directeur de la création de RED l'agence.

«Même si ce concept ne propose pas un message nouveau, il le dit de façon étonnante et sans équivoque», ajoute Simon Beaudry, directeur artistique de l'agence Bos.

Luc Dupont, professeur au département de communication de l'Université d'Ottawa, trouve aussi que cette publicité pour le Bloc est particulièrement réussie, mais son grand coup de cœur - «une note de 10 sur 10» - va au ruban vert des

libéraux. «Des messages simples, des images dépouillées, ça marche», dit-il.

### Les Dion font jaser

Pour ce qui est de la publicité qui établit une parenté entre Maman Dion, Céline et Stéphane Dion, Luc Dupont dit qu'elle est en lien direct avec ce que le chef du Parti libéral a tenté de faire en début de campagne quand il a lancé: «On va avoir du fun! Le Party, c'est au Parti libéral du Canada que ça se passe!» Le problème, c'est que le party, Maman Dion, c'est tout ce que Stéphane Dion n'incarne pas, dit Luc Dupont.

Yves Dupré, président d'Octane communication, pense de même. «S'il adoptait cette publicité, le Parti libéral reconnaîtrait qu'il lui faut vendre la personnalité de Stéphane Dion, qui ne passe pas. Il ne le ferait pas.»

Cette publicité sur les Dion serait de toute façon impensable, note François Sauvé, président et directeur de la création de Red l'agence. «Il faudrait que Maman Dion et Céline donnent leur accord, qu'elles se commettent pour le Parti libéral. Impensable.»

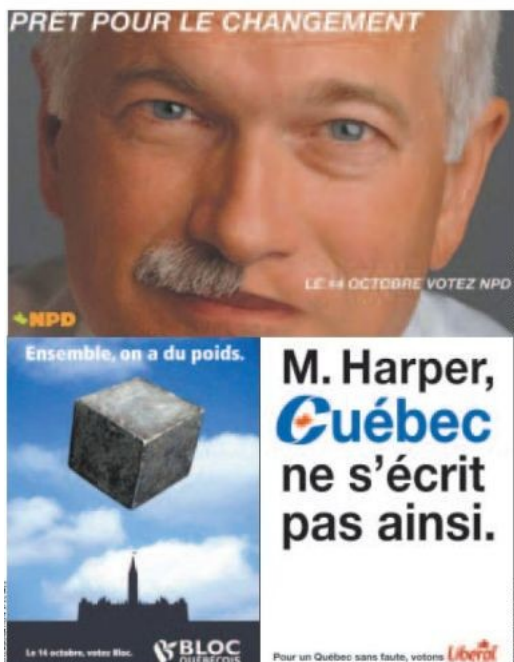
### Où sont les chefs?

De façon générale, remarque Luc Dupont, les jeunes ont osé faire carrément abstraction du chef dans plusieurs publicités: Gilles Duceppe remplacé par le cube Rubik, un simple ruban (vert) pour les libéraux Ça, les professionnels n'osent pas trop, et ils le devraient, à son avis.

## MÉTRO : École de design de l'UQAM : Des étudiants dans la campagne – Lundi 29 septembre 2008

École de design de l'UQAM

# Des étudiants dans la campagne



ELECTIONS. Ils l'avaient fait en 2002, 2003, 2005 et 2007. Voilà que, à l'occasion de la campagne électorale fédérale, les étudiants en troisième année du programme de design graphique de l'École de design de l'UQAM présentent à nouveau une série d'affiches aux messages percutants.

Le projet a été proposé aux étudiants par Nelu Wolfensohn, professeur de design graphique.

«Le temps passe et les manières de faire ne changent pas, a-t-il noté. En 2008, la propagande visuelle des partis s'inscrit, par sa banalité et son manque de vision, dans une longue et plate lignée de non-événements. Non seulement les affiches électorales sont-elles laides, sans envergure et sans message, mais de surcroît, elles polluent visuellement nos rues. Conséquemment, il fallait relever le défi et essayer de faire mieux.»

Travail d'équipe  
Les étudiants, divisés en équipes, ont tiré au sort les

**Travaillez à la maison**  
487,68\$/semaine  
Publipostage, assemblage de produits ou travail à l'ordinateur:  
[www.TopJobMontreal.com](http://www.TopJobMontreal.com)  
ou écrivez à :  
CHR Job,  
372, rue Rideau #616-MM1  
Montréal, PQ H3N 1G7

**32** C'est le nombre d'affiches différentes produites par les étudiants.

formations politiques pour lesquelles ils allaient faire campagne et se sont mis au travail. Ainsi, des affiches des cinq principaux partis ont été produites: conservateurs, libéraux, néo-démocrates, bloquistes et

verts ont ainsi eu droit à quelques affiches. La majorité des projets produits sont innovateurs, audacieux et souvent iconoclastes.

Dès le 2 octobre, les affiches conçues dans le cadre du cours seront exposées au 3<sup>e</sup> étage du pavillon de design de l'UQAM.

MÉTRO  
Dès le 2 octobre  
1440, rue Sanguin

**Conseillers clientèle**

**Fonction**  
Après une formation rémunérée de 5 semaines, (obtenant l'ensemble des connaissances techniques) le conseiller sera en contact avec des clients du PMS (Strapiant), afin de les accompagner dans leurs choix de solutions informatiques.

**Profil**

- Expériences pertinentes dans le secteur de la vente, commercial (ou étendu)
- Expériences professionnelles en France
- Aptitude relationnelle
- Stabilité à la communication et bonne diction
- Grande capacité d'adaptation à vos interlocuteurs
- Proactif et autonome

**Nous offrons**

- Salaires concurrentiels: entre 25 000\$ et 50 000\$ (plus et prime)
- Temps plein de 8h00 à 17h00, du lundi au vendredi
- Assurance collective
- 3<sup>ème</sup> semaine de congés (après 1 an)
- Indemnité de transport

**Pour postuler, envoyez-nous votre CV**

[metro@percymiller.com](mailto:metro@percymiller.com)  
514.846.9856  
514.908.7372

**Pour consulter toutes nos offres:**  
[www.percy-miller.com/centres](http://www.percy-miller.com/centres)

**Tu aimes la mode vestimentaire?**  
Tu es ac(e)

VENTE-CONSEIL EN MODE





Bernard Demers a présenté hier une partie du plan libéral qui devrait donner un coup de pouce aux électeurs de Shefford.

photo Alain Dion

**Marc Gendron, La Voix de l'Est**

Le candidat du Parti libéral dans Shefford, Bernard Demers, a présenté hier une série d'engagements que compte prendre un éventuel gouvernement Dion suivant son élection et qui, financés à même le fameux Tournant vert, devraient contribuer à améliorer le sort des électeurs de sa circonscription.

Ancien directeur du cégep de Granby, M. Demers a mis l'accent sur une mesure qui, croit-il, devrait inciter les jeunes à poursuivre leurs études plus longtemps et qui lui tient à coeur.

«En obtenant des diplômes d'études collégiales et universitaires, les gens ont de meilleures chances d'avoir de bons emplois bien rémunérés», assure-t-il.

C'est pour cette raison que le parti propose d'accorder une bourse de 1000 \$ par an à tous les étudiants qui poursuivent des études post-secondaires. De plus, un gouvernement libéral consentirait un prêt annuel de 5000 \$ à tous ces étudiants, peu importe la situation financière de leurs parents.

«En ce moment, beaucoup d'étudiants ne se qualifient pas pour un prêt parce que leurs parents font un peu plus d'argent que la limite admise, explique-t-il. Nous, on propose d'aider tous les jeunes qui veulent poursuivre leurs études.»

**Pour les familles et les aînés**

En plus de proposer des réductions d'impôt de 10 % pour les gens gagnant moins de 20 000 \$ par an et de 5 % pour ceux gagnant moins de 60 000 \$, le Parti libéral compte maintenir les 100\$ par enfant pour frais de garde en plus d'y ajouter un crédit d'impôt annuel de 350 \$.

«Nous avons aussi la ferme intention de créer 165 000 nouvelles places en garderie», ajoute-t-il.

Les conditions de vie des aînés sont aussi au coeur des préoccupations de Bernard Demers.

«Au niveau national, nous allons augmenter le supplément de revenu garanti de 600 \$ par an et de 800 \$ pour les couples, souligne M. Demers. Mais je verrai personnellement à ce que l'on indexe les prestations de retraite et à inscrire automatiquement tous les retraités admissibles au programme. De cette façon, les aînés recevront tous l'argent auquel ils ont droit.»

**24 HEURES : De plus en plus d'étudiants se mettent de la partie – vendredi 26 septembre 2008**

**De plus en plus d'étudiants se mettent de la partie**

PAR KARINE LAPIERRE

La CADEUL et L'ALIES (Université Laval, le REMDUS (Sherbrooke), L'AESS et l'AFELC (UQAM) unissent les 70 000 voix de leurs membres pour interpeler le prochain gouvernement.

Les étudiants demandent un réinvestissement fédéral de quatre milliards de dollars par l'intermédiaire de transferts inconditionnels en éducation postsecondaire.

Les associations indépendantes demandent

également un investissement supplémentaire de 185 millions de dollars par année sur les sommes allouées aux organismes subventionnaires comme les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG) et le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

Enfin, les étudiantes et étudiants de l'Univer-

sité Laval, de l'Université de Sherbrooke et de l'UQAM demandent au gouvernement de Stephen Harper de revenir sur sa décision de couper 45 millions de dollars dans la culture. Les étudiants demandent enfin une initiative de carte universelle pour que les étudiants canadiens aient accès au transport en commun partout au Canada. On demande aussi une bonification des régimes de prêts et bourses.

**THE GAZETTE : Vote is about sovereignty, PQ's Marois tells students : UDM RALLY Péquiste leader joins Duceppe on the trail – Friday, September 26, 2008**

KEVIN DOUGHERTY GAZETTE QUEBEC BUREAU Pauline Marois joined Gilles Duceppe yesterday at a Université de Montréal rally where the two sovereignist leaders told their student audience the Oct. 14 election is a choice between Stephen Harper's right-wing agenda and the Quebec vision.

And ultimately this election is about the sovereignty of Quebec, the Parti Québécois leader suggested.

"This dream is far from being extinguished," Marois said.

Marois was sidelined at the start of the campaign after emergency surgery for a burst appendix on Sept. 8, the day the election was called. ("At last," she said, beginning her speech.)

Watching the campaign on television was "not comfortable," she said before taking aim at the Conservative campaign in Quebec, which hammers the message that after 18 years, voters should switch from the Bloc to Conservative candidates, who are also Quebec nationalists.

"What use is the Bloc Québécois?" she asked.

"The Parti Québécois and the Bloc Québécois are still pursuing the same dream: the independence of Quebec," she said.

Marois said the Bloc has never been more important in Ottawa.

"There is only one party in Ottawa that is completely dedicated to the will of Quebec men and

women to achieve our goal and that party is the Bloc Québécois."

The Conservatives are preparing for "the eminent demise of an anomaly," suggesting there is no room in Canada's parliament for the Bloc.

But Marois noted that there is room for pro-independence parties in other parliaments, pointing to the Scottish National Party, which holds seats in Westminster.

The PQ leader said the "open federalism" Harper boasts of has not solved Quebec's problems with the central government.

"Canada has not changed," she said. "It is still as centralized, still as insensitive to the needs of Quebec men and women."

Duceppe briefly challenged Marois for the PQ leadership when André Boisclair resigned last year, but the pair were all smiles yesterday.

Marois introduced the Bloc leader as "my friend, a remarkable man, Gilles Duceppe."

Duceppe said of Marois, "let's hope (she is) the first woman premier of Quebec."

In his speech to the audience of 800 students, Duceppe said this election is about Harper's vision, a "conservative ideology which took root in the Reform Party and draws on the doctrinaire right in the United States."

And he repeated his mantra that the only way to stop Harper gaining a majority is by supporting the Bloc, adding that Harper's priority is sending

children to prison, rejecting Quebec's approach favouring prevention and rehabilitation of young offenders.

Harper wants to send children to the "university of crime," he said. The Bloc's vision is recovering \$820 million a year from Ottawa for "the university of knowledge."

"It's very different," Duceppe said.

The two leaders were introduced by Jean-François Landry, who heads the Bloc's youth wing. Landry appealed to university students, who don't usually do so, to vote this time.

"To abstain is to give Stephen Harper a blank cheque," Landry said.

Noting the Conservative cuts of \$45 million in subsidies for arts and culture, he quoted the French writer and one-time culture minister André Malraux, who said: "Culture is what makes man something other than an accident of the universe."

At the taping of LarocqueLapierre, a weekly television program about politics, Duceppe said he talks about sovereignty all the time, but it isn't on the agenda for this election.

"I haven't heard the federalists talking about the Canadian constitution," he added. "Quebec is divided."



## 24 HEURES : Actualités : SEMAINE DE LA SOUVERAINETÉ : Pauline Marois et Gilles Duceppe à l'UdeM - Le vendredi 26 septembre 2008



Pauline Marois et Gilles Duceppe devant les étudiants de l'UdeM

Magali Morel

Pauline Marois et Gilles Duceppe ont uni leurs voix pour dénoncer la politique de Harper, lors d'une conférence à l'Université de Montréal, ce jeudi matin. C'est à l'invitation du Mouvement des étudiants souverainistes de l'UdeM que la chef du

Parti québécois et le chef bloquiste ont pris la parole.

L'ambiance était survoltée dans l'amphithéâtre de 750 places de l'UdeM quand Pauline Marois et Gilles Duceppe ont fait leur entrée sous les applaudissements nourris des 750 étudiants agitant leurs drapeaux.

Réagissant aux coupes dans la culture annoncées par le gouvernement Harper, Jean-François Landry, le président du Forum jeunesse du Bloc Québécois, a conclu son discours d'ouverture par une citation d'André Malraux : «La culture est ce qui a fait de l'homme autre chose qu'un accident de l'univers», avant d'ajouter : «Faisons de Harper un accident de parcours politique au Québec». Le ton était donné !

### Haro contre Harper

La chef du Parti québécois et le chef bloquiste se sont ensuite succédé sur l'estrade pour tenter de démontrer que le Bloc était la seule alternative possible pour battre les Conservateurs. Pauline Marois a tout d'abord tenu à répondre à ceux qui se demandaient encore à quoi servait le Bloc. «J'ai une nouvelle pour eux. Nous poursuivons

toujours le même rêve et le même objectif : l'indépendance du Québec.»

De son engagement en faveur de la guerre en Irak à son rejet du protocole de Kyoto en passant par son mépris pour la loi 101, Stephen Harper a été la cible de toutes les critiques. Gilles Duceppe a réitéré ses propos : «Pour Harper l'éducation n'est pas une priorité, sa priorité est d'envoyer les enfants de 14 ans en prison. Ce sont deux visions qui s'opposent : celle d'Harper qui veut envoyer les jeunes à l'université du crime et celle du Québec qui préfère l'université du savoir.»

### Réaction

«C'étaient vraiment de très bons discours, les thèmes comme la guerre en Irak, l'environnement ou les frais de scolarité touchent directement les étudiants, a confié Gabrielle Lemieux, présidente du Mouvement des étudiants souverainistes de l'UdeM. Le Bloc défend bien les intérêts des jeunes, la grande majorité d'entre eux sont souverainistes. D'un point de vue politique, ils sont convaincus mais nous devons lutter contre l'abstentionnisme et le cynisme qui les touchent parfois.»

## RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2008 / QUÉBEC : Débat dans la circonscription de Louis-Hébert : Le conservateur brille par son absence - Mise à jour le mardi 23 septembre 2008 à 10 h 51



Pascal-Pierre Paillé (BQ), Denis Blanchette (NPD) et Jean Beupré (PLC)

Audio et Vidéo  
[Ghislain Beau-lieu a assisté au débat organisé par les étudiants de l'Université Laval](#)

Le candidat conservateur et député sortant Luc Harvey ne s'est pas présenté au débat électoral organisé

par les étudiants de l'Université Laval entre les candidats de la circonscription de Louis-Hébert. Cette absence a été dénoncée par ses adversaires, mais aussi par les étudiants. Selon un porte-parole du Parti conservateur, M. Harvey préférerait rencontrer ses électeurs individuellement, en poursuivant son porte-à-porte.

Les principales attaques ont porté sur la question environnementale. Les trois candidats présents Pascal-Pierre Paillé, du Bloc québécois (BQ), Denis

Blanchette, du Nouveau Parti démocratique (NPD), et Jean Beupré, du Parti libéral du Canada (PLC), n'ont pas manqué de souligner l'absence du candidat conservateur pour répondre aux questions des étudiants. « Les conservateurs sont absents ici. Ils sont absents aussi aux tables d'environnement. M. Harper n'a jamais voulu débattre d'environnement avec M. Dion. C'est quoi leur politique? C'est du favoritisme », affirme le candidat libéral.

Ce dernier a aussi eu à se défendre dans le dossier de l'environnement. Denis Blanchette et Pascal-Pierre Paillé ont accusé les libéraux de se vautrer dans l'immobilisme en matière d'environnement. « Il faudrait aussi souligner que ce sont les libéraux qui ont signé Kyoto, et qui, en 13 ans, n'ont rien fait, alors qu'ils étaient au pouvoir. En fait, les conservateurs ont simplement imité les libéraux dans l'inaction », soutient le candidat néodémocrate. Quant à Pascal-Pierre Paillé, il ajoute « qu'encore une fois, les actes ne suivent pas les paroles ».

Les étudiants se sont montrés très déçus de l'absence du candidat conservateur, mais ils ont

quand même apprécié le débat. Le président de la Confédération des associations étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Simon Bérubé, n'y est pas allé de main morte pour commenter l'absence de Luc Harvey: « Ça démontre le peu de considération que le candidat conservateur a pour les étudiants de l'Université Laval, et pour l'Université Laval en général comme institution présente dans Louis-Hébert et présente dans la Capitale nationale. »

Par ailleurs, sur la question du financement de l'éducation postsecondaire, tous les candidats ont souhaité une participation accrue du fédéral. « Nous demandons le retrait du gouvernement fédéral en matière d'éducation, qui est de compétence québécoise », avance Pascal-Pierre Paillé. « On bonifie les enveloppes pour les universités et on bonifie les enveloppes pour les étudiants », suggère pour sa part Jean Beupré. Bref, les candidats ont des intentions semblables, mais proposent des façons différentes d'arriver au même résultat.

## THE GAZETTE : Cover : SHARPER IMAGES STUDENTS ADD BITE TO POLITICAL POSTERS – Friday, September 26, 2008

NO HANGUPS Nelu Wolfensohn, a graphic-design professor at the Université du Québec à Montréal, had his students pick parties' names out of a hat

### Students show the parties how it's done

These campaign posters use vivid images and powerful messages – and they make you think. Of course, they're not real. They're the work of students at the Université du Québec à Montréal. Graphic-design professor Nelu Wolfensohn assigned teams of third-year students to create signs as a class project. They picked parties out of a hat and could not switch to a side that better fit their own views.

The students were given two weeks to produce posters. It's the fourth time Wolfensohn has tapped into an election campaign to inspire students.

and design political posters as a class project. Their creative output puts to shame the drab, unattractive official campaign signs that are blan-

Their creative output puts to shame the drab, ugly, pointless official campaign signs currently blanketing the city, Wolfensohn said yesterday. The students "always go much further than just having a photo on the corner of a poster with a name and party," he said.

"They make people think a bit more. Most use "a metaphoric image, they bring another layer of understanding."

The posters will be on display at UQÀM's design school, 1440 Sanguinet St., starting on Oct. 1.

keting the city during this federal election, Wolfensohn contends. "They make people think a bit more," he says.





## LE SOLEIL : Débat à l'Université Laval : une absence remarquée des conservateurs - Le mardi 23 septembre 2008

Michel Corbeil, Le Soleil  
Québec

**Les absents ont peut-être tort, mais, en politique, ils font parler d'eux. Luc Harvey, le député sortant conservateur dans Louis-Hébert, s'est fait remarquer en évitant d'apparaître au débat contradictoire organisé par les étudiants de l'Université Laval.**

Hier, la joute oratoire a opposé le bloquiste Pascal-Pierre Paillé, le libéral Jean Beaupré et le néo-démocrate Denis Blanchette. Les trois concurrents sur les rangs dans la circonscription dont fait partie le campus universitaire ont émaillé leur discours d'allusions au conservateur manquant. Le président de la CADEUL — la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval — n'a pas caché sa déception. «Ça démontre, a commenté Simon Bérubé, le peu de considération du candidat conservateur pour les étudiants de Laval» et pour l'institution. Il a indiqué au Soleil qu'il a invité le député Harvey, il y a deux semaines, à venir débattre de ses idées. Mais, a enchaîné M. Bérubé, les organisateurs conservateurs lui ont fait savoir que des «conflits d'horaire» empêchaient la participation non seulement de Luc Harvey, mais aussi de tous

les autres candidats de la formation de Stephen Harper dans la région.

«Si M. Harvey est si fier (du bilan du gouvernement conservateur) et qu'il n'a rien à cacher, il pourrait se présenter pour nous dire ce qu'il propose. Les autres (concurrents) ont répondu sans hésiter.»

**Au cégep**

Un autre public étudiant pourrait être privé du point de vue du Parti conservateur du Canada.



Hier, la joute oratoire à l'Université Laval a opposé le bloquiste Pascal-Pierre Paillé, le néo-

démocrate Denis Blanchette et le libéral Jean Beaupré.

*Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve*

L'association étudiante du Collège François-Xavier-Garneau est sans nouvelles du PCC pour la confrontation qu'elle organise en après-midi.

Le responsable des affaires externes, Olivier Grondin, a indiqué qu'il a reçu confirmation de la présence de représentants du Bloc québécois, du Parti libéral du Canada, du Nouveau Parti démocratique et du Parti vert. «Nous avons réservé une place aux conservateurs.

«Mais jusqu'à date, aucun de leur candidat n'a été capable de se libérer, selon ce que nous disent les responsables des agendas. Nous les relancerons (aujourd'hui). Mais je suis loin d'être convaincu qu'ils veulent se présenter. Je ne peux pas forcer un conservateur à venir nous rencontrer.»

Joint à Ottawa, un porte-parole du PCC, Frédéric Baril, a nié l'existence d'une directive interdisant la participation à des débats contradictoires. Luc Harvey a choisi de «privilégier (le travail sur) le terrain. Luc est très, très actif sur le terrain. Une campagne électorale, ça se gère chacun dans son local et on décide de ses stratégies».

## LE NOUVELLISTE : L'AGÉUQTR dépose 52 revendications aux candidats – Mardi 23 septembre 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

L'Association générale des étudiants de l'UQTR a présenté, hier, la liste des revendications qu'elle souhaite faire valoir auprès des candidats aux prochaines élections fédérales.

La majorité d'entre elles touchent le monde de l'éducation, bien que ce champ de compétence appartienne au gouvernement provincial.

L'AGÉUQTR rappelle toutefois que le fédéral contribue au financement de l'éducation postsecondaire. À ce chapitre, l'association étudiante estime qu'Ottawa devrait augmenter de 3,5 milliards\$ les transferts en espèces en matière d'éducation postsecondaire, dont 816 millions\$ pour le Québec.

L'AGÉ estime aussi que les sommes consacrées au Régime enregistré d'épargne études et la Subvention canadienne pour l'épargne études favorisent les familles mieux nanties et devraient plutôt être attribuées au Programme canadien de prêts étudiants.

D'autre part, depuis 1998, un étudiant ne peut, même en déclarant faillite, se libérer de ses dettes.



tes d'études pour les dix premières années. Selon l'AGÉ, le prochain gouvernement fédéral doit révoquer immédiatement tout délai de libération des dettes étudiantes. Du côté de la recherche, l'AGÉ estime que pour répondre aux défis imposés par l'économie du savoir, le gouvernement fédéral n'aura d'autre choix que de hausser le budget annuel de ses organismes subventionnaires. L'association considère aussi que le gouvernement fédéral devrait

mettre sur pied un programme spécial de financement de la recherche dans les universités de plus petite taille. Le Québec devrait pouvoir se retirer, ajoute l'AGÉ, de tout programme fédéral d'aide financière ou de bourses et bénéficier en échange d'une entière compensation financière. L'association demande aussi que le gouvernement tienne une consultation sur l'actualisation de la Loi sur les droits d'auteur et y convie les étudiants

puisque cette actualisation touchera ces derniers à plusieurs niveaux. La commercialisation des résultats de recherche et le projet de réforme de cette loi se retrouvent au cœur de débats intenses actuellement. La liste de l'AGÉUQTR comprend 52 revendications parmi lesquelles on trouve aussi sa position sur l'économie sociale, la situation internationale, le registre des armes à feu, l'environnement, la vie démocratique et la culture.

## LE DROIT / LA PRESSE : Sondage: La politique indiffère les jeunes – Le jeudi 18 septembre 2008 / Le vendredi 19 septembre 2008

Daphnée Cameron, La Presse

**Les jeunes Québécois risquent d'être nombreux à bouder le scrutin du 14 octobre. Soixante pour cent d'entre eux sont indifférents face à la politique, révèle un sondage exclusif Segma – La Presse – Groupe Gesca portant sur les 18-30 ans et dont tous les résultats seront dévoilés dans notre édition de demain..**

**Autre révélation : ce sont les jeunes de droite qui démontrent actuellement le plus d'intérêt envers les affaires de l'État.**

«Les 18-30 ans qui veulent des baisses d'impôts, qui privilégient le développement économique plutôt que la protection de l'environnement et qui se disent religieux s'intéressent davantage à la politique que les autres jeunes », explique le président de Segma, Raynald Harvey. Après des années d'adoption de politiques plus à gauche, je crois que les jeunes de droite souhaitent maintenant exercer un retour du balancier.»

Pour la majorité des jeunes sondés, le politicien idéal aurait 36 ans. «Ce décalage avec la réalité est probablement une bonne piste pour expliquer le peu d'intérêt des jeunes, reprend M. Harvey. C'est prouvé que les gens votent pour des politiciens qui leur ressemblent. Avec tous ces vieux routiers en politique, il est normal que les jeunes aient de la misère à se retrouver en eux.»

Si 40 % des jeunes sont «peu intéressés» et 20 % «pas du tout intéressés» par les affaires publiques, c'est en partie la faute aux politiciens, croit Frédéric Gagnon, professeur de sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal.

«Il n'y a pas vraiment de leaders inspirants dans lesquels les jeunes peuvent se reconnaître en ce moment. Le Québec n'a pas de Barack Obama ni

même d'Hillary Clinton », explique-t-il. «Le cynisme envers la classe politique n'est pas quelque chose de nouveau, poursuit-il. Mais avec le scandale des commandites et plus récemment l'affaire Julie Couillard, les jeunes ont peut-être tendance à mettre les politiciens tous dans le même paquet.»

Si la jeune génération peut sembler cynique, elle valorise toutefois l'honnêteté chez ses dirigeants. Être intègre et avoir une bonne vision des choses sont les principales qualités recherchées chez un bon politicien. Pour les allophones et les anglophones, il doit aussi être bon communicateur.

Notre sondage a également dévoilé que les hommes ayant un diplôme universitaire (60 %) sont davantage passionnés par la chose publique. Les parents (28 %) et les jeunes de la région (34 %) le sont moins.

Eugénie Dostie-Goulet, qui travaille à la chaire d'études électorales de l'Université de Montréal, affirme que le taux d'intérêt envers la politique oscille entre 50 et 60 % dans la population adulte. Mais avant de dire que les moins de 30 ans sont moins allumés par la politique que les baby-boomers, il faut faire attention. «Je pense que les jeunes sont plus intéressés par la politique que ce sondage ne le laisse entendre, dit-elle. C'est vrai qu'ils ont de la misère à se reconnaître dans les politiciens et qu'ils sont plus difficiles à mobiliser, mais lorsqu'on leur demande leur avis sur le réchauffement climatique ou la coopération internationale, ils se sentent rapidement interpellés.»

Selon Elections Canada, 25 % des 18-24 ont exercé leur droit de vote aux élections fédérales de 2000, par rapport à 80 % chez les électeurs de

plus de 58 ans. Chez les 25-30 ans, environ 45 % des électeurs se rendent aux urnes.

Le sondage Segma-La Presse-Groupe Gesca a été réalisé du 5 au 19 août 2008 auprès de 608 Québécois de 18 à 30 ans. Il est précis à quatre points de pourcentage près, 19 fois sur 20.

Êtes-vous très, assez, peu ou pas du tout intéressé par la politique en général ?		Pour vous, un bon politicien, c'est d'abord quel'un de...	
Très intéressé	10,2 %	Intègre	26,3 %
Assez intéressé	30 %	Visionnaire	20,5 %
<b>Total intéressé</b>	<b>40,2 %</b>	Bon gestionnaire	17,7 %
Peu intéressé	39,5 %	Bon communicateur	15 %
Pas du tout intéressé	20,3 %	Rassembleur	9,8 %
<b>Total pas intéressé</b>	<b>59,8 %</b>	Créatif	7,2 %
		Toutes ces réponses	1,3 %
		Autres	0,4 %
		NSP / NRP	1,8 %

Pour vous, quel est l'âge idéal pour faire un bon politicien, dans le cas d'un homme ?		Pour vous, quel est l'âge idéal pour faire une bonne politicienne, dans le cas d'une femme ?	
18 à 24 ans	2,8 %	18 à 24 ans	2,8 %
25 à 30 ans	29,3 %	25 à 30 ans	30,8 %
31 à 34 ans	1,1 %	31 à 34 ans	1,1 %
35 à 39 ans	13,3 %	35 à 39 ans	12,4 %
40 à 44 ans	26,8 %	40 à 44 ans	28,4 %
45 à 49 ans	8,1 %	45 à 49 ans	7,5 %
50 ans +	8,4 %	50 + ans	7,1 %
NSP / NRP	10,0 %	NSP / NRP	9,9 %
<b>Moyenne</b>	<b>36,5 %</b>	<b>Moyenne</b>	<b>36,1 %</b>

Methodologie : Ce sondage a été réalisé du 5 au 19 août 2008 par Segma pour le compte de La Presse et du Groupe Gesca auprès de 608 Québécois de 18 à 30 ans. Sa marge d'erreur est de 4 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Favorable pour les deux groupes.

## L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : Des manifestants contestent la présence de Harper à Drummondville – Jeudi 18 septembre 2008





par Caroline Lepage  
Des manifestants contestent la présence de Harper à Drummondville (photos)  
Une cinquantaine de jeunes, en majorité des étudiants du cégep de Drummondville, ont sorti dans la rue avec leurs pancartes pour s'opposer à la venue de Stephen Harper à Drummondville, ce soir.  
Escortés par des policiers, ils sont partis du cégep de Drummondville, à pieds, afin de se rendre, en groupe, à l'hôtel Bestwestern universel, où était attendu le premier ministre du Canada, en début de soirée.  
«Go home, Harper», clamaient-ils en chœur, tout au long du parcours. Ce mouvement de contestation s'est orchestré de façon tout à fait spontanée. Aucun acte de violence n'est survenu. «On voulait juste se faire entendre», a affirmé une jeune.  
Ils sont restés un moment devant l'entrée du Bestwestern pour décrier haut et fort les politiques de droite du gouvernement conservateur.

plusieurs millions de dollars d'Hydro-Québec. Tu ne peux pas les critiquer, on me l'a dit à l'Université Laval », soutient M. Dutil.  
Pour le candidat adéquate Martin Briand, la solution consiste à mieux contrôler les dépenses en santé pour investir davantage en éducation : « Ça fait entre 10 et 15 ans que le budget de la santé est hors contrôle. Le nouveau ministre de la Santé, Yves Bolduc, qui tente de se faire élire dans Jean Talon, est convaincu que le redressement des finances passe par une meilleure gouvernance. Nous allons déposer un projet de loi sur la gouvernance pour qu'il y ait une meilleure représentation au conseil d'administration, et pour que l'argent soit bien géré. »  
Cette idée a fait bondir Marc-André Gauthier, de Québec Solidaire : « Je me demande où il est allé piger cette idée-là. Qui est mieux placé que les étudiants et le corps professoral pour savoir comment une université doit fonctionner? »  
Quant à la candidate du parti québécois, Francoise Mercure, elle n'a pas manqué de rappeler que le fédéral n'assume pas sa juste part dans le financement des études postsecondaires.  
**Bolduc, un candidat « parachuté »**  
Lors du débat, le candidat du parti libéral, le Dr Yves Bolduc, s'est fait reprocher d'avoir été parachuté dans cette circonscription. Un étudiant n'a pas manqué de rappeler que le scénario se répétait pour une deuxième fois de suite. Le docteur Bolduc, actuel ministre de la Santé, s'est défendu en disant qu'il n'était pas le seul candidat à vivre une situation semblable.

## MÉTRO: Demandes aux partis politiques: les étudiants veulent davantage d'argent - Vendredi 12 septembre 2008

Demandes aux partis politiques

# Les étudiants veulent davantage d'argent

MARIE-ÈVE SHAFER  
m.shaffer@journalmetro.com

**ÉTUDES.** Les étudiants interpellent les partis politiques engagés dans la mêlée électorale. Ils leur demandent de s'engager à réinvestir 3,5 G\$ supplémentaires dans le système d'éducation postsecondaire. « Il faut un retour de l'investissement fédéral à la hauteur de 1994 », dit hier le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), David Paradis. La situation de sous-financement chronique dans le réseau de l'éducation québécoise provient essentiellement des coupures budgétaires qui ont été faites en 1994 dans les transferts fédéraux.

Si les partis répondaient favorablement à la demande des étudiants, les transferts fédéraux en matière d'éducation pour le Québec totaliseraient 816 M\$. Les étudiants veulent aussi davantage d'argent pour la recherche. Les conseils subventionnaires devaient avoir à leur disposition 1,5 G\$ de plus, selon eux. Ils réclament aussi un financement de 65 % des frais indirects de recherche, qui comprennent notamment les frais d'électricité et de chauffage d'un laboratoire. Avec le déclenchement des élections, le projet de loi C-207, qui prévoyait l'octroi d'un crédit d'impôt de 8 000 \$ aux étudiants qui s'installent dans une région, est tombé à l'eau. « On demande le gros bon sens aux partis politiques pour que le processus continue et qu'on obtienne ce crédit d'impôt », indique le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECCQ), Xavier Lefebvre-Bouché. La FEUQ et la FECCQ



Les présidents de la FEUQ et de la FECCQ, David Paradis et Xavier Lefebvre-Bouché, comptent mobiliser les étudiants afin qu'ils se présentent aux urnes le 14 octobre.

comptent mobiliser leurs membres pour qu'ils se présentent aux bureaux de vote le 14 octobre. Seulement 20 % d'entre eux se rendent généralement aux urnes, selon M. Paradis. Entre-temps, les fédérations étudiantes demandent aux partis politiques, qu'elles accusent de négliger la jeu-

**À la défense**

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) dénonce le projet de la ministre de l'Éducation Michelle Couche de dégrader les droits de scolarité des étudiants internationaux inscrits à grandes écoles universitaires.

Le quotidien *Le Devoir* rapporte hier que les étudiants inscrits en médecine, en génie, en informatique, en administration, en droit ainsi qu'en sciences pures et mathématiques seront touchés par cette mesure. « La ministre veut que les étudiants internationaux deviennent des vaches à lait », a clâmé le président de la FEUQ, David Paradis.

Selon lui, la facture des droits de scolarité pourrait exploser à tout moment. Il a ajouté que ce projet touche davantage les universités anglophones, ce qui encouragera les universités francophones à donner plus de programmes en anglais.

MARIE-ÈVE SHAFER  
neuve, de faire connaître leurs engagements en éducation.

## 24 HEURES : Les étudiants lancent VoteEducation.ca - Jeudi 18 septembre 2008

# Les étudiants lancent VoteEducation.ca

Depuis hier matin, les étudiants et leurs familles ont une nouvelle ressource pour connaître les positions des partis sur l'éducation postsecondaire et la recherche.

**L'éducation post-secondaire doit être une priorité pour chaque parti politique.**

Conçu par la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, le site [VoteEducation.ca](http://VoteEducation.ca) fournit des analyses politiques, des renseignements sur comment s'y prendre pour voter, et les toutes dernières nouvelles sur les enjeux électoraux qui ont rapport avec les universités et les collèges.

« Le système d'éducation postsecondaire au Canada est confronté à plusieurs défis. Beaucoup de ces défis, comme l'adoption d'une loi équitable sur le droit d'auteur et l'augmentation de la participation des autochtones à l'éducation postsecondaire, sont des questions sur lesquelles le gouvernement fédéral doit se pencher », dit Katherine Giroux-Bougard, présidente nationale de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants. « Les chefs des partis fédéraux doivent aussi présenter un plan pour protéger les étudiantes et étudiants et leurs familles contre les hausses des droits de scolarité et des frais afférents. »

Les membres de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants se mobiliseront dans des collectives partout au

Canada pour que l'éducation postsecondaire devienne un enjeu électoral déterminant. Il y a plus de 200 universités et collèges publics dans des centaines de collectivités urbaines et rurales au Canada.

« Les étudiants veulent un premier ministre qui comprend que les dépenses pour l'éducation postsecondaire constituent en fait un investissement économique dans la main-d'œuvre de demain », ajoute Giroux-Bougard.

(24h)



PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE  
Un incitatif pour les étudiants à exercer leur droit de vote.

## RADIO-CANADA / QUÉBEC : Élections complémentaires : Débat houleux à l'Université Laval - Mise à jour le lundi 15 septembre 2008 à 17 h 18

Un débat a été organisé par la Confédération des étudiantes et étudiants de l'Université Laval (CADEUL) entre cinq candidats à l'élection complémentaire dans dans la circonscription de Jean-Talon. Il a permis de constater que tous s'entendent pour déplorer le manque de financement des universités québécoises, mais que personne ne s'entend pour dire comment régler le déficit de 400 millions qui accable les administrateurs des établissements universitaires.

Selon Yvan Dutil du Parti vert, le manque de financement que les Universités connaissent depuis 15 ans a créé une situation déplorable. Le sous-financement hypothèque les travaux de recherche à l'Université Laval, car les chercheurs n'ont d'autre choix que de se tourner vers les grandes compagnies pour avoir des fonds. « Il faut laisser les chercheurs libres. Tu ne peux pas demeurer libre de critiquer quand tu reçois une subvention de

Québec interpelaient les partis politiques en les enjoignant à présenter des enjeux touchant davantage les jeunes, donc à parler davantage d'éducation.

« Il faut un retour de l'investissement fédéral en éducation postsecondaire à la hauteur de 1994, soit une hausse des transferts de 3,5 milliards de dollars. Un tel engagement saura mobiliser la jeu-



nesse afin de se rendre aux urnes le 14 octobre», a affirmé le président de la FEUQ, David Paradis.

### Les jeunes peu concernés par la politique

Les jeunes, selon les fédérations étudiantes, ne se retrouvent pas dans les enjeux abordés par les politiciens lors des campagnes électorales, et c'est pour cette raison qu'ils sont si peu représentés par le vote.

Selon une enquête de Statistique Canada, 59 % seulement des personnes dans la vingtaine avaient voté à au moins une élection s'étant déroulée immédiatement avant l'enquête menée en 2003. À l'échelle nationale, 77 % de la population en âge de voter l'ont fait.

« Qu'un parti propose des mesures qui sauront

plaire aux étudiants, et je vous garantie qu'il fera sortir leur vote», a ajouté le président de la FECQ, Xavier Levebvre Boucher.

### La recherche, l'aide financière et les régions

Les fédérations étudiantes chiffrent aussi leurs demandes en ce qui a trait à la recherche : « L'effort du fédéral en recherche universitaire doit être à la hauteur des ambitions que nous nous fixons dans une économie du savoir. Nous demandons pour ce faire 1,5 milliards pour les conseils de recherche et un financement couvrant 65% des frais indirect de recherche.»

Les étudiants demandent également aux partis de faire preuve de bon sens en ramenant le projet de loi C-207, qui incitait les étudiants à retourner

s'établir en région grâce à un crédit d'impôt de 8000\$, qui viendrait s'ajouter aux 8000\$ de crédit d'impôt dont bénéficient les étudiants au Québec.

Ils affirment enfin s'inquiéter de la forme que prendra le nouveau système de prêts et bourses du gouvernement canadien. «Le Québec ayant son propre programme de prêts et bourses, il est essentiel que les sommes du nouveau programmes dédiées au Québec lui soit versées pour qu'il puisse abaisser le plafond de prêt des étudiants québécois».

La FEUQ représente 120 000 étudiants universitaires, la FECQ, 40 000 étudiants collégiaux.

## RADIO-CANADA / ÉLECTIONS 2008 : Parti vert : Les étudiants courtisés - Mise à jour le jeudi 11 septembre 2008 à 16 h 13

Au lendemain de son acceptation aux débats des chefs, la dirigeante du Parti vert du Canada, Elizabeth May, est entrée dans le vif du sujet en faisant une annonce électorale. Elle promet, si elle est élue première ministre, d'augmenter le soutien financier aux étudiants de niveau postsecondaire et d'alléger leur dette.

Pour ce faire, le Parti vert compte sur son programme canadien de prêts et de bourses aux étudiants. La formation écologiste s'engage à effacer la moitié de la dette de ceux et celles qui obtiennent leur diplôme ou certificat.

S'adressant à des étudiants de l'Université St. Francis Xavier, en Nouvelle-Écosse, Mme May a indiqué que « les jeunes du Canada méritent d'avoir accès à une éducation de qualité qui ne les condamne pas à vivre endettés ».

La dirigeante verte veut mettre fin à ce qu'elle qualifie de double pénalité des étudiants, celle de s'acquitter de frais de plus en plus élevés pour payer leurs études universitaires et celle de payer les intérêts qui découlent de leurs prêts.

Par ailleurs, Elizabeth May a annoncé qu'un gouvernement vert augmenterait les transferts fédéraux aux provinces pour les établissements postsecondaires. « Les universités canadiennes ont besoin d'un financement stable et à long terme pour éviter qu'elles ne tombent dans le piège du mécénat d'entreprise », a-t-elle dit.

Enfin, le Parti vert offrira des bourses de recherche aux établissements qui privilégient la recherche dans les domaines de l'énergie renouvelable, de la croissance bien pensée et de l'économie d'énergie.

### La démocrate canadienne « se porte à merveille »

Commentant son inclusion dans les débats des chefs, Elizabeth May, visiblement ravie, a affirmé que la démocratie « se porte à merveille au Canada ». Elle a qualifié la polémique ayant suivi son exclusion de « véritable tonique pour la démocratie ».

Le consortium des médias, qui réunit Radio-Canada, TVA, CBC, CTV et Global, a finalement accepté d'inviter la chef du Parti vert aux prochaines joutes télévisées, et ce, après le revirement des conservateurs et des néo-démocrates qui s'y sont initialement opposés.

## Nouvelles maîtrises : Cahier spécial *Le Devoir*

### LE DEVOIR : Voici venu le temps de «l'esprit critique» : S'il y a des constantes, les programmes de maîtrise revêtent des formes assez diversifiées - Édition du mercredi 24 septembre 2008

Brigitte Saint-Pierre

Qu'est-ce qu'une maîtrise aujourd'hui? Y a-t-il des dénominateurs communs entre les différents programmes? Un même mot est-il au contraire utilisé pour faire référence à des diplômes très différents les uns des autres? Regard sur cette question.

Les exigences du marché du travail sont plus importantes que par le passé et le niveau de scolarité de la population est en augmentation. La proportion des Québécois âgés de 15 ans ou plus qui détiennent un diplôme universitaire est passée de 11 % en 1986 à 21 % en 2006. Selon le plus récent recensement, la maîtrise correspond au plus haut niveau de scolarité atteint pour 3,1 % de la population québécoise de 15 ans ou plus, comparativement à 1,7 % quinze ans plus tôt, en 1991.

Mais à quoi correspond ce diplôme de deuxième cycle universitaire? En comparant les différents programmes, on peut noter certaines constantes, mais aussi des différences assez importantes.

«Dans tous les cas, les études de maîtrise donnent lieu à un approfondissement des connaissances», souligne Louise Béliveau, vice-rectrice adjointe aux études supérieures et doyenne de la faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université de Montréal. «L'esprit d'analyse, la capacité de synthèse, l'habileté à trouver et à traiter des informations sur un sujet, la capacité de communiquer, d'échanger ces informations et la rigueur intellectuelle sont des aptitudes que l'ensemble des programmes de maîtrise visent à développer», ajoute-t-elle. «Les études de deuxième cycle permettent aussi d'aiguiser l'esprit critique», affirme Bernard Garnier, vice-

recteur aux études et aux activités internationales de l'université Laval.

Les étudiants à la maîtrise sont notamment appelés à s'interroger sur la qualité de l'information trouvée. «Avec les technologies de l'information, la connaissance est facilement accessible. Mais il faut montrer aux étudiants à faire la distinction entre ce qui est obtenu par Google, qui est non arbitré, qui est non validé souvent, et des articles scientifiques qui, eux, sont validés par des pairs», dit Daniel Coderre, vice-président à l'enseignement et à la recherche de l'Université du Québec. «Et même dans le cas des articles scientifiques validés par des pairs, il faut aussi leur apprendre que ce n'est pas la vérité absolue.» M. Coderre évoque par ailleurs les enjeux éthiques abordés.

#### Exigences

«Pour être admis à la maîtrise, un étudiant doit généralement avoir une moyenne minimale de 3 sur 4 ou l'équivalent», indique Lissa Matyas, directrice du recrutement et de la rétention des étudiants aux cycles supérieurs à l'université McGill. Cette exigence peut varier un peu d'un programme à l'autre ou d'une université à l'autre. Un programme de maîtrise compte généralement 45 crédits. Parfois, les étudiants doivent en obtenir 48 ou même plus, par exemple 57 dans certains programmes de maîtrise en administration des affaires (MBA). La durée des études prévues est souvent de deux ans à temps plein. Bon nombre de personnes poursuivent toutefois maintenant leurs études de deuxième cycle à temps partiel, indique M. Garnier, ajoutant par ailleurs qu'il existe désormais certains programmes de formation à distance.

D'une discipline à l'autre, les maîtrises peuvent prendre des formes assez variées. Les études de deuxième cycle en génie mécanique seront évidemment très différentes de ce qu'elles sont en économie, en histoire ou en littérature. En musique, certains programmes comprennent des récitals, et dans certains profils de maîtrise en arts, les étudiants sont appelés à créer une oeuvre.

#### Des maîtrises de recherche ou professionnelles

Certaines maîtrises sont axées sur la recherche, alors que d'autres sont orientées vers le marché du travail. «Dans une maîtrise de recherche, une grande proportion des crédits sont reliés à un projet de recherche, qui donne lieu à un mémoire», souligne le vice-président à l'enseignement et à la recherche de l'Université du Québec. Le nombre des crédits attribués à la recherche et à la rédaction du mémoire peut varier d'une université à l'autre et d'un programme à l'autre. Il est par exemple de 24 crédits dans certains cas et de 35 dans d'autres. L'étudiant effectue son mémoire sous la supervision d'un directeur de recherche et s'intègre parfois à un groupe de recherche. Un jury évalue par la suite son mémoire.

En faisant une maîtrise avec mémoire, l'étudiant «apprend le métier de chercheur, les règles de l'art de la recherche, qui sont généralement de poser une hypothèse, de vérifier, d'analyser les données et de pouvoir en tirer des conclusions», dit M. Coderre, qui ajoute qu'il faut s'appuyer sur les connaissances existantes, mais aussi aller plus loin. «Dans le cadre de la maîtrise de recherche, il y a une contribution à l'avancement des connaissances», souligne-t-il. Le sujet de recherche



retenu est généralement assez pointu, mentionne pour sa part Mme Matyas.

Le mémoire prend souvent la forme d'un texte suivi avec une introduction, une recension des écrits, des pages consacrées à la problématique et à la méthodologie, une présentation et une analyse des résultats, une réflexion et une conclusion. Certains étudiants optent, quant à eux, pour le mémoire par articles, en particulier en sciences de la nature. Ils intègrent ainsi dans leur mémoire des articles scientifiques qu'ils ont publiés. L'ensemble doit toutefois former un tout cohérent.

Plutôt que de faire un mémoire, des candidats à la maîtrise peuvent choisir de suivre davantage de cours et de rédiger un travail dirigé ou un essai, moins long. Il existe aussi des programmes de maîtrise professionnelle avec stage ou projet d'intervention. «Il s'agit alors de bonifier les qualifications des étudiants», mentionne Mme Bélieu. Les étudiants qui suivent des programmes de maîtrise professionnelle acquièrent des connaissances et des compétences qu'ils pourront mettre à profit sur le marché du travail.

#### Nouvelles tendances

On peut par ailleurs observer de nouvelles tendances. Il existe au Québec une volonté de réduire la durée des études de maîtrise, et les étudiants peuvent parfois passer directement de la maîtrise au doctorat sans avoir déposé de mémoire.

Le vice-recteur aux études et aux activités internationales de l'université Laval mentionne par ailleurs qu'il est maintenant possible d'y faire une maîtrise sur mesure. «Il existe deux types de maîtrise sur mesure», explique M. Garnier. Le premier permet à un étudiant de se constituer un programme qui convient à ses besoins professionnels et personnels, tout en respectant certaines balises. Dans le deuxième cas, il s'agit de répondre aux besoins de formation spécifiques d'un groupe de personnes, d'une organisation. La maîtrise sur mesure demeure toutefois l'exception plutôt que la règle, et le projet de formation de l'étudiant doit recevoir l'aval de l'université.

Dans certains cas, les étudiants peuvent par ailleurs commencer par s'inscrire à un micropro-

gramme de deuxième cycle, puis obtenir un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de 30 crédits en y intégrant ceux du microprogramme et ensuite incorporer les cours du diplôme à un programme de maîtrise, indique M. Garnier. Cela est aussi possible dans des établissements de l'Université du Québec, dit M. Coderre. Des étudiants peuvent aussi parfois obtenir une maîtrise par cumul de programmes courts de deuxième cycle dans des domaines complémentaires, ajoute-t-il.

Plusieurs formations sont maintenant interdisciplinaires et certaines sont conçues pour répondre à des attentes de la société. M. Coderre mentionne à titre d'exemple que l'Université du Québec est en train de mettre au point une maîtrise en gestion durable des écosystèmes forestiers, qui n'est ni une maîtrise en foresterie ni une maîtrise en écologie. «Cela répond à une attente du milieu. C'est une tendance que l'on voit de plus en plus», conclut-il.

### Université Laval - De la biogéoscience de l'environnement?

Thierry Haroun

Depuis 2006, plusieurs nouveaux programmes de maîtrises et autres concentrations sont offerts à l'université Laval dans des domaines aussi variés que la biophotonique, les arts visuels, l'administration des affaires, la santé communautaire et les sciences géomatiques. Tour d'horizon avec Marie Audette, doyenne de la faculté des études supérieures de l'université Laval. Entre le moment où naît l'idée d'instituer un nouveau programme de maîtrise et sa consécration dans les classes, plusieurs étapes doivent être franchies, note Marie Audette. «Il y a tout un mécanisme à suivre, sur le plan académique, afin de mener à bien l'établissement d'un nouveau programme de maîtrise. Dans un premier temps, il y a un comité d'exploration qui doit évaluer bien des choses, à savoir s'il y aura assez d'étudiants qui s'y intéresseront et si c'est viable sur le plan financier en faisant des projections. Une fois cela fait, c'est au tour du comité d'élaboration du projet d'en étudier les fins détails quant aux cohortes projetées, aux revenus estimés et aux ressources professorales devant être mobilisées. Ce comité est, bien sûr, appuyé par la faculté des études supérieures. Puis, c'est au tour de la commission des études de voir si tout se tient. Par la suite, il faut obtenir l'approbation du conseil universitaire avant d'envoyer le dossier à la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Et une fois que la CREPUQ a donné son aval, le dossier se dirige vers le ministère de l'Éducation (MELS) à des fins d'approbation et de financement.»

#### Nouveaux programmes

Concrètement, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) vient justement de donner sa sanction au nouveau programme de maîtrise en physiothérapie (continuum baccalau-

réat-maîtrise) de l'université Laval. «En fait, il faut dire que, dans ce cas précis, toutes les universités qui offrent une formation en physiothérapie ont dû s'engager dans un programme de maîtrise. C'est la profession qui l'exige maintenant», note Mme Audette. Il est aussi question d'un nouveau programme de maîtrise de recherche et doctorat en biophotonique dispensé depuis l'automne 2008. La biophotonique est l'application de l'optique et de la photonique à la biologie, dans le cadre de la recherche fondamentale, du diagnostic et de l'intervention biomédicale. Les principaux secteurs concernés sont la santé (thérapie en milieu hospitalier, imagerie médicale, biomatériaux, cosmétologie, etc.), l'agro-alimentaire, l'écologie, l'environnement (par exemple, la détection de contaminants) ainsi que le domaine militaire.

Et, depuis l'été 2006, la première université francophone en Amérique du Nord met à la disposition de ses étudiants une maîtrise professionnelle multidisciplinaire en biogéosciences de l'environnement qui associe la faculté de foresterie et de géomatique, la faculté des sciences et de génie ainsi que quatre départements.

#### Nouvelles concentrations

À ces programmes se sont ajoutées, au cours des deux dernières années, plusieurs concentrations (majeures) parmi lesquelles on compte les sciences infirmières (soins de première ligne). «C'est un cheminement très spécial qu'on offre depuis l'hiver 2008, auquel participent présentement 23 étudiants. Ces infirmières praticiennes vont devenir ce qu'on appelle les superinfirmières qui vont bénéficier d'un niveau d'autonomie plus élevé. Cette formation particulière répond à un besoin important dans la société.» D'autres concentrations portent sur l'organisation et l'évaluation des services de santé, la pharmaco-épidémiologie, le

développement international et l'action humanitaire, la responsabilité sociale et écologique des organisations, la gestion géomatique, la finance, la biostatistique, la géo-informatique, la gestion territoriale et foncière, la géomatique appliquée, la géographie appliquée ou encore l'enseignement collégial des arts visuels.

À noter également que l'université Laval offrira à l'hiver 2009 une concentration, en anglais, appelée Global Supply Chain Management, en collaboration avec le Swiss Federal Institute of Technology, l'École nationale des ponts et chaussées de Paris et le Purchasing Management Association of Canada. «C'est un programme qui est à caractère interuniversitaire et international. Il se donnera d'ailleurs en anglais dans notre université et en français à Paris», précise Marie Audette.

#### Concurrence ?

Cela décliné, il s'agit maintenant de savoir s'il existe une concurrence interuniversitaire quant à l'offre des programmes de maîtrise au Québec; par exemple, est-ce qu'une université tentera, par la porte de derrière, de prendre de vitesse une concurrente pour une formation en particulier? «La question peut se poser, mais il faut savoir que la CREPUQ et le ministère de l'Éducation s'assurent que le développement des maîtrises se fait de manière harmonieuse. Sincèrement, je vous dirais qu'il n'est pas question de cannibaliser le voisin et d'avancer par exemple: "Toi, t'as une maîtrise dans tel domaine, alors je vais en offrir une à mon tour et j'irai chercher tes étudiants". Non. On tente plutôt de ne pas aller dans les mêmes pâturages que notre voisin. On va plutôt penser offrir un programme qui ne s'offre pas. Mais je vous dirais en même temps qu'on ne fait pas de l'angélisme non plus. Plus largement, je préfère parler d'une saine émulation entre universités», conclut-elle.

### EMBA McGill-HÉC - Des leaders pour demain

Claude Lafleur

HÉC Montréal et l'Université McGill s'associent pour offrir une maîtrise en administration des affaires taillée sur mesure pour les gestionnaires en pleine ascension. Ce faisant, les deux écoles ne visent rien de moins que d'offrir l'un des meilleurs programmes de MBA au monde. «Nous avons un objectif très ambitieux: former la prochaine génération de leaders, lance Louis Hébert, professeur titulaire aux HEC Montréal et directeur pédagogique du programme EMBA McGill-HEC. Pour y parvenir, nous offrons une formation très concrète qui s'appuie sur l'expérience de ceux qui y partici-

pent.» Ainsi, les 36 participants qui constituent la première cohorte de ce EMBA comptent en moyenne 18 ans d'expérience (et sont âgés de 42 ans en moyenne).

Qui plus est, les deux établissements se sont unis pour ce programme de maîtrise, plutôt que de faire cavalier seul. «Nous sommes deux grandes écoles de gestion reconnues internationalement, souligne Louis Hébert. Nous aurions donc chacune été capable d'offrir notre propre MBA. Toutefois, nous avons choisi de nous associer parce que, de part et d'autre de la montagne, nous avons le sentiment qu'il nous faut offrir un programme

exceptionnel, un programme qui pourrait très tôt se comparer à tout ce qu'on retrouve ailleurs, sinon même le surclasser. En prenant donc ce qu'il y a de meilleur chez l'un comme chez l'autre, nous offrons quelque chose d'exceptionnel!»

#### Pour gestionnaires d'expérience

La maîtrise en administration des affaires -- dite EMBA pour Executive Master in Business Administration -- vise avant tout à répondre aux besoins en perfectionnement des gestionnaires qui exercent déjà une fonction de cadre supérieur ou qui s'y préparent. À titre de prérequis, les candidats

doivent posséder une dizaine d'années d'expérience, dont au moins cinq à un poste de gestion. Il s'agit d'un programme aussi dynamique qu'exigeant, puisque les participants réalisent leur maîtrise en 15 mois seulement tout en poursuivant leurs activités professionnelles. Les cours se donnent une fois par mois, du jeudi au dimanche, en plus de deux modules de 7 et de 10 jours en résidence (le second module ayant lieu en Amérique latine ou en Asie). Enfin, au terme de 11 mois de formation, ils ont quatre mois pour rédiger un «mémoire» de maîtrise qui porte sur un aspect concret de la gestion.

«Notre programme s'appuie sur l'expérience des gens qui y participent», insiste M. Hébert. Par-delà les théories et les notions de base, ceux-ci doivent partager leurs expériences sur des enjeux très concrets. Ce programme vise essentiellement à développer leur force, notamment en analyse de soi, et leurs capacités de réflexion.

«Nous préconisons une approche davantage axée sur les processus et la réflexion plutôt que sur du contenu, souligne le responsable universitaire. Ainsi, en examinant les enjeux de gestion tels qu'ils se présentent aux gestionnaires, on traitera de création de valeur, d'excellence opérationnelle, de prise de décisions dans un environnement turbulent, de changements et d'innovations face à la concurrence, etc. Le E de notre EMBA pourrait aussi signifier "expérience" puisqu'il s'agit d'un programme où on utilise abondamment l'expérience des participants.»

#### **Du recul et de la réflexion**

Selon M. Hébert, cette EMBA se distingue entre autres parce qu'elle comprend un large volet où les participants doivent apprendre à prendre du

### **Maîtrise ès arts en théâtre à Ottawa - Un petit programme affiche de grandes aspirations !: Ils ne seront que six à pouvoir s'inscrire chaque année**

Émilie Corriveau

Ottawa, une ville de fonctionnaires où plus rien ne bouge à la tombée du jour? Si cette fameuse image vient à l'esprit de nombreux Québécois, l'Université d'Ottawa a plutôt tendance à faire mentir le cliché! La capitale nationale abrite un établissement en pleine ébullition, dont témoigne la nouvelle maîtrise ès arts en théâtre. C'est à Ottawa que se trouve la plus importante université bilingue au pays. Dans dix facultés, elle compte plus de 360 programmes de premier cycle et plus de 110 des cycles supérieurs. En pleine effervescence depuis le début des années 2000, l'université a récemment connu beaucoup de changements. Son corps professoral s'est grandement renouvelé, de nombreux programmes novateurs ont été mis sur pied et le nombre de ses étudiants a explosé. C'est dans cette mouvance qu'a été élaborée la nouvelle maîtrise ès arts (M.A.), suite logique de la maîtrise en pratique théâtrale (M.P.T.) créée en 2004.

Joël Beddows et Yana Meerzon, tous deux professeurs agrégés au département de théâtre, sont les principaux orchestrateurs de cette maîtrise portant sur la théorie et l'histoire théâtrales, ainsi que la dramaturgie. «Pour nous, ça s'est fait naturellement», explique Joël Beddows. Nos collègues avaient obtenu, quelques années plus tôt, la création d'un programme de conservatoire en mise en scène au deuxième cycle. Avec la croissance que connaît le département, l'ajout d'un volet théorique allait de soi.»

#### **Toujours au conservatoire**

Cette nouvelle maîtrise, dont la durée est de deux ans, permet aux étudiants d'accroître et d'améliorer leurs capacités d'analyse et leur sens critique. Les étudiants participent à l'analyse des principales traditions théâtrales occidentales, selon des perspectives théoriques diverses, et sont invités à

recul et à réfléchir à partir de leurs propres expériences. «Nous amorçons le programme avec la gestion du soi, comme humain et comme gestionnaire, indique-t-il. Nous amenons les participants à se questionner et à réfléchir par rapport à eux-mêmes...»

Les concepteurs de la EMBA désirent également que les connaissances et l'expérience acquises durant le programme soient intégrées au travail du gestionnaire aussitôt que possible. «Nous ne voulons pas attendre à la fin du programme pour dire: "Eh bien voilà, maintenant que vous êtes certifié MBA, vous pouvez commencer à travailler!" Non, les compétences doivent être transférées au fur et à mesure.» De surcroît, le programme cherche à arrimer formation et travail. «Nous désirons que la classe soit alimentée par le travail, et vice versa, résume le responsable. À cette fin, on a créé des activités qui facilitent ce passage.» Entre autres, durant les onze mois de scolarité, les participants réalisent un projet lié directement à leur travail.

La EMBA vise en outre à créer un réseau international de gestionnaires. «Nous cherchons à développer un consortium avec des programmes d'EMBA ailleurs dans le monde qui partagent notre approche, indique Louis Hébert. De la sorte, on espère faire se rencontrer les participants d'un peu partout afin qu'ils tissent une communauté de pratique internationale.»

#### **Assembler l'équipe judicieuse**

Louis Hébert rapporte que l'EMBA McGill-HEC a intéressé dès le départ la communauté des affaires, puisque les candidats inscrits y ont été plus nombreux que les places disponibles (et, déjà, 40 % des places sont réclamées pour la session

approfondir leur compréhension des deux grandes traditions théâtrales canadiennes.

«La maîtrise pratique étant un programme de conservatoire, nous aidons les étudiants à se lancer dans une démarche qui leur est propre. La M.A., elle, est vraiment un programme traditionnel, où les étudiants ont des cours obligatoires à suivre et doivent parfaire leurs connaissances. Ils ont aussi un cours de lecture dirigée, qui est la préparation à la rédaction d'une thèse», précise M. Beddows.

À qui est destiné ce programme? «La maîtrise théorique peut intéresser les étudiants qui désirent élargir leurs connaissances théâtrales, ceux qui s'intéressent au fonds d'archives, à la dramaturgie, à l'analyse du texte, à la critique, aux activités qui entourent la création. Elle peut aussi s'adresser aux étudiants qui s'intéressent aux programmes de troisième cycle en théâtre», souligne le professeur.

#### **Dans les petits pots les bons onguents**

Seul hic pour les intéressés: il y a beaucoup d'appelés, mais peu d'élus. Chaque année, seulement six étudiants sont admis au programme, alternativement en anglais et en français, ce qui fait que jamais plus de 12 candidats sont inscrits à la fois. Ce choix a été fait afin de préserver la qualité de l'enseignement dispensé.

«Le département jouit d'une très bonne réputation et nous voulons poursuivre dans cette voie, souligne M. Beddows. Nos étudiants sont nos ambassadeurs, leur excellence est notre excellence. Nous en sommes très conscients. Nous voulons protéger la proximité entre professeurs et étudiants et nous nous sommes battus pour que le nombre d'inscrits soit petit, car c'est la meilleure façon de garantir l'excellence. Vaut mieux bien former moins d'étudiants que d'en former trop et mal!»

d'automne 2009). Par conséquent, révèle-t-il, il ne suffit pas d'avoir les prérequis nécessaires pour y être admis, il faut aussi sembler s'imbriquer adéquatement aux autres participants. «Notre sélection a été très sévère, dit-il, et nous avons fait des choix.»

L'un des critères importants a été le suivant: qu'est-ce que le candidat pourrait apporter au groupe -- qu'est-ce qu'il contribuerait de particulier? -- et qu'est-ce qu'il pourrait récolter du groupe? Et est-ce le bon groupe au bon moment, dans la carrière de ce candidat? «Nous avons donc procédé à une sélection structurée et organisée, de manière à créer un groupe qui soit aussi synergique que possible», précise M. Hébert. Les responsables ont ainsi cherché à créer «une belle diversité».

C'est pourquoi les participants proviennent de la grande, de la moyenne et de la petite entreprises, mais également d'entreprises familiales comme d'organismes publics. De même, ils viennent du secteur des services ainsi que de la fabrication traditionnelle comme de la haute technologie, d'OSBL et d'ONG, etc. «Nous voulions disposer d'un maximum de diversité afin de générer de riches échanges d'expérience», dit-il avec fierté.

Un autre objet de fierté pour lui est la participation importante des femmes. «En Amérique du Nord, les programmes de MBA comptent en moyenne 20 % de femmes, indique Louis Hébert. Or, pour le nôtre, il y en a plus de 40 %. Nous en sommes très heureux, puisque nous recherchons la plus large diversité possible. Et n'oublions pas que nous formons les leaders de demain!»

Depuis sa création, en 1848, l'Université d'Ottawa accueille des étudiants anglophones et francophones. Ceux-ci, peu importe la langue dans laquelle ils ont choisi de suivre leur programme, peuvent remettre leurs travaux écrits et leurs examens dans la langue de leur choix. C'est dans cette optique que les étudiants admis chaque année au programme de maîtrise ès arts en théâtre le sont alternativement en anglais et en français.

«Nous voulions que le bilinguisme soit conservé, car c'est une tradition très ancrée à l'Université d'Ottawa, clarifie Joël Beddows. Nous avons décidé d'accepter les cohortes une à la fois. Toutefois, les bilingues peuvent s'inscrire dans la langue de leur choix. C'est vraiment le seul programme du genre en Amérique du Nord.»

#### **Une collaboration particulière**

Les échanges fréquents entre théoriciens et praticiens caractérisent le département de théâtre de l'Université d'Ottawa. Les étudiants en maîtrise ès arts partagent deux cours-clés, Dramaturgie et Analyse de la représentation théâtrale, avec les étudiants de la maîtrise en pratique théâtrale, en plus de collaborer à un certain nombre de projets. La coexistence des deux maîtrises crée un lieu d'influence mutuelle entre la pratique et la théorie et enrichit l'apprentissage des étudiants en théâtre. «Les praticiens ont tendance à avoir peur de la théorie, et les théoriciens, à ne pas vouloir s'approcher trop de leur sujet d'étude. Chez nous, ce genre de réflexions, c'est illégal, lance en riant M. Beddows. On veut que les gens se rencontrent. La discussion est encouragée.»

Une autre des particularités du département de théâtre réside dans son corps professoral. Composé de plusieurs jeunes aux spécialités variées, celui-ci est très dynamique et engagé auprès de ses étudiants. La diversité des champs de recherche des professeurs est grande et un grand nombre d'enseignants sont autorisés à diriger des

mémoires de maîtrise. «L'hétérogénéité est remarquable au sein du corps professoral! Nous nous démarquons sur une échelle nationale», fait remarquer M. Beddows.

Les cours n'étant entamés que depuis quelques semaines, il est encore un peu tôt pour tirer des

## Design urbain - «La ville est une entité culturelle complexe» : les avenues développées dans un projet devront être mobilisatrices et structurantes

Estelle Zehler

De nos jours, les architectes sont appelés à concevoir des projets de grande envergure aux impacts considérables sur la ville. Aussi, s'avère-t-il indispensable d'entreprendre des démarches complexes en amont et en aval des projets afin d'assurer la cohérence non seulement des projets eux-mêmes mais aussi du développement de la ville. Un professionnel intervient à ce niveau: le designer urbain. Pour permettre à ce nouveau spécialiste de se former, l'Université de Montréal offre, depuis l'automne 2007, une maîtrise individualisée en design urbain, maîtrise qui est devenue un programme commun avec l'université McGill. La définition du design urbain est sujette à plusieurs débats. Selon Alan Knight, professeur agrégé à la faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal et responsable du programme, elle est toutefois relativement simple. Il la lie à la conception des espaces urbains composés par les bâtiments, les rues, les parcs, les places, les promenades, etc., mais sans toutefois entrer dans le design détaillé des bâtiments. «La ville n'est plus considérée comme une série d'objets techniques, telle l'ingénierie du trafic, mais comme une entité culturelle complexe qu'il faut comprendre à plusieurs niveaux et à plusieurs échelles.»

Aujourd'hui, il n'est plus possible de faire l'économie de la lecture du fonctionnement de l'espace urbain public, que ce soit à l'échelle de la ville, d'un quartier ou encore d'un site d'intervention plus circonscrit. «Il faut saisir les forces vives d'une ville et situer le site dans cette série de forces afin d'intervenir sur la continuité des espaces publics.» Du point de vue fonctionnel, il pourrait s'agir d'un circuit de magasinage ou d'un circuit culturel. Quels en sont les usages? Comment peut-on les étendre à travers un projet et ne pas les bloquer?

### Sensibilité au projet urbain

conclusions sur la nouvelle maîtrise. Chose certaine, elle semble donner un souffle d'inspiration aux membres du département de théâtre, qui ont des projets plein la tête. De la rénovation des locaux à l'élaboration d'un programme de conservatoire au premier cycle, le corps professoral ne manque pas

Centrée sur les cahiers de conception des projets urbains, la maîtrise s'adresse essentiellement aux professionnels et aux étudiants diplômés en architecture, en architecture du paysage, en urbanisme, voire en design industriel. Grâce à cette nouvelle formation qui se concentre sur l'étude critique des pratiques urbaines actuelles, les personnes inscrites à cette maîtrise pourront exercer le leadership exigé par les projets, avec pour mission la sauvegarde de leur cohérence. «De par la façon dont les municipalités sont structurées actuellement, précise Alan Knight, soit généralement par dossiers techniques, l'exercice est très ardu.»

Il incombera donc au designer urbain de coordonner, de conjuguer les diverses expertises en présence afin de surmonter les difficultés liées à la durée d'élaboration du projet -- certains projets s'étendent sur plus de 10 ans -- et à la multiplicité des interventions techniques. «L'enjeu réel, répété-t-il, est de respecter la cohérence des projets et pas seulement de faire de la gestion.» Le projet urbain doit être absolument distingué de la planification.

Outre les cours théoriques représentant 12 crédits, le programme de 45 crédits se centre sur deux ateliers, qui sont en fait des sessions de recherche sur la ville et le projet, et sur deux séminaires et il se conclut par un travail final dirigé. «Ce qui est particulier, c'est que chaque atelier est suivi d'un séminaire où certains sujets de prédilection de l'étudiant seront examinés et analysés. L'angle de la recherche et de la création est incontournable.» Il est aisé de former les étudiants à la planification mais plus délicat d'enseigner le projet urbain, qui, rappelons-le, doit être acheminé à travers le mécanisme municipal tout en arrimant les volontés du promoteur et les volontés publiques. «On peut dessiner un plan qui n'est rien d'autre que des vœux pieux. Mais comment créer un projet plus réaliste, à même d'être

d'idées pour poursuivre la revitalisation du département. Pour Joël Beddows, toute cette mouvance est très positive: «C'est un programme qui dynamise l'ensemble du département, c'est clair!»

adopté par un promoteur?» La pratique réflexive s'avère indispensable.

### Apprentissage par l'action

L'enseignement par ateliers permet de tendre vers cet objectif, puisque chaque étudiant y développera un projet. Une personne pourrait par exemple choisir de travailler sur le projet de Griffintown, dont l'actualité suscite de très nombreuses réactions citoyennes. Le site concerné est bordé au nord par la rue Ottawa, à l'ouest par la rue du Séminaire, au sud par le canal de Lachine et le bassin Peel et à l'est par l'autoroute Bonaventure. La réflexion de l'étudiant devra dépasser le terrain privé acquis par le promoteur Devimco. Si le site est isolé, car ceinturé par l'autoroute, il ne peut être toutefois soustrait de l'entité urbaine qui l'accueille. L'étudiant devra mettre au jour les forces le soutenant afin que les avenues développées soient mobilisatrices et structurantes pour la communauté montréalaise. La rédaction d'un Programme particulier d'urbanisme (PPU) par la Ville, comme celui réalisé pour le projet Griffintown, peut difficilement être considérée comme un modus vivendi viable.

Au terme de la première année d'enseignement, l'enthousiasme de la première cohorte d'étudiants est très révélateur, sans compter les nouveaux candidats qui se sont présentés. La maîtrise répond à un réel besoin. Pour l'instant, le programme s'appuie sur les cours et les ateliers de l'École d'architecture, de l'Institut d'urbanisme et de l'École d'architecture de paysage. Mais ce succès laisse envisager à Alan Knight l'officialisation de la maîtrise afin qu'elle soit financée pleinement par l'université.

Cette expérience initiale, qui plus que jamais a souligné l'amplitude qui sépare le projet urbain de la planification, comme le relèvent les deux universités, renforce la spécificité du champ d'étude et d'intervention du design urbain.

## Une nouvelle profession est née - Sherbrooke introduit le médiateur interculturel dans le paysage québécois : chaque cours sera donné par trois professeurs issus d'horizons différents

Pierre Vallée

La question des accommodements raisonnables, autrefois réservée aux seuls juristes, a pris une telle ampleur populaire au Québec qu'elle a mené à la mise en place de la commission Bouchard-Taylor. L'intérêt soudain pour cette question a aussi mis en lumière le fait que le Québec est devenu un lieu multiculturel et que la cohabitation entre les différentes cultures peut être source de frictions. Comment parer aux frictions et autres désaccords qui marquent la vie québécoise en ces temps où on voudrait des accommodements raisonnables? En formant des médiateurs interculturels, répond l'Université de Sherbrooke, qui lance cet automne son tout nouveau programme de maîtrise en médiation interculturelle, une première au Canada.

### Dès 2004

«Le début de ce projet remonte à 2004, soit avant la commission Bouchard-Taylor, explique Claude Gélinas, anthropologue à la faculté de théologie, d'éthique et de philosophie de l'Université de Sherbrooke et codirecteur de ce programme de maîtrise. Il est né d'une préoccupation que partageaient plusieurs professeurs de différentes facultés qui s'intéressaient, chacun dans son champ

d'expertise, aux relations interculturelles. Nous avons même présenté un mémoire à ce sujet devant la commission Bouchard-Taylor.» Rappelons que la formation de médiateurs interculturels correspond à l'une des recommandations de la commission Bouchard-Taylor, et cette nouvelle maîtrise y répond parfaitement.

La première cohorte d'étudiants compte quinze membres, également divisée entre étudiants sortant du baccalauréat et étudiants présents sur le marché du travail. Précisons que le baccalauréat est un préalable pour quiconque veut s'inscrire. «Nos étudiants proviennent de plusieurs disciplines et le lien commun est leur intérêt pour les relations interculturelles. Les étudiants qui sont déjà sur le marché du travail ont parfois été confrontés à ces questions dans leur secteur d'activité. On a même un conseiller municipal, responsable de l'immigration, qui s'est inscrit.» Maîtrise multifacultaire et démarche multidisciplinaire

Cette maîtrise innove aussi puisqu'elle est multifacultaire, non seulement dans son origine, mais aussi dans son fonctionnement. La quinzaine de professeurs qui donneront les cours proviennent

de plusieurs facultés, dont le droit, les sciences sociales, la psychologie, etc.

La démarche se veut aussi multidisciplinaire et chaque cours sera donné, règle générale, par trois professeurs issus d'horizons différents. «Nous voulons ainsi donner aux étudiants plusieurs perspectives sur un même sujet. Par exemple, un de nos cours porte sur les courants migratoires. Comment les immigrants sont-ils arrivés sur notre territoire? Ce cours sera donné par un historien, mais aussi par un juriste et un professeur en service social. Le juriste traitera de l'effet de cette migration sur nos lois et le professeur en service social s'intéressera à la façon dont ce courant migratoire a été vécu sur le terrain.»

Cette façon d'enseigner sera maintenue pour tous les 16 cours que comprend ce programme de maîtrise, qui vont des mouvements migratoires aux politiques des États en passant par la situation actuelle de l'immigrant. «Nous avons mis en place des cours qui traitent de façon très large de l'interculturalisme, pour ensuite traiter de cas particuliers et par la suite s'intéresser directement à l'individu. On cherche ici à cerner l'ensemble des enjeux sociaux de l'interculturalisme.»

La première année de cette maîtrise de deux ans est essentiellement consacrée aux cours théoriques. En deuxième année, c'est le côté pratique qui prend le dessus. «Comme il s'agit d'une maîtrise en médiation interculturelle, il faut donner aux étudiants une méthodologie et une démarche de base en médiation. Mais il n'y a pas de recette et les situations de médiation diffèrent. Les étudiants doivent apprendre à s'adapter aux divers contextes.» La maîtrise se termine par un stage «dans un milieu où il y a des enjeux interculturels».

Les cours de cette maîtrise se donneront selon un horaire particulier, soit le vendredi et le samedi, et ce, toutes les deux semaines. Les cours plus étoffés s'échelonnent sur plusieurs fins de semaine. «De cette façon, les étudiants qui sont sur le marché du travail n'ont que deux jours de congé par mois à négocier avec leur employeur.»

#### **Médiation interculturelle**

Pour le commun des mortels, la médiation interculturelle, et les accommodements qui en découlent, rime souvent avec les questions religieuses. Ces dernières seront traitées, certes, mais elles ne sont pas la pierre d'assise de cette maîtrise.

### **L'École de technologie supérieure se veut pratique - Tout est fait pour que travail et études se conjuguent : « Nous avons plusieurs règles qui gèrent les enjeux de la confidentialité et de propriété intellectuelle »**

Martine Letarte

L'École de technologie supérieure (ÉTS) a la réputation d'être à l'écoute de l'industrie. Or, depuis quelques années, les entreprises lui laissent entendre qu'on avait besoin de programmes de maîtrise avec un projet d'application plutôt que le traditionnel mémoire. De plus, on voulait que les ingénieurs soient mieux formés en gestion de projet et en gestion de l'innovation. Les souhaits de l'industrie ont été exaucés. «Nous avons fait quelques tentatives et, finalement, nous avons décidé de créer une maîtrise en gestion de l'innovation avec un projet appliqué», indique d'emblée Isabelle Deschamps, professeure à l'ÉTS et responsable du programme.

Ce programme compte 45 crédits comme une maîtrise ordinaire, mais ils sont répartis différemment. Au lieu de contenir des cours en génie pour l'équivalent de 15 crédits et un mémoire de 30 crédits, il compte 15 crédits en cours de génie, 15 crédits en cours de gestion et 15 crédits pour un projet appliqué.

Il y a deux grandes familles de cours de gestion qui sont offertes aux étudiants de 2e cycle de l'ÉTS: gestion de projet et gestion de l'innovation. «Les cours en gestion de projet abordent des thèmes comme les différentes étapes de développement d'un projet, l'optimisation du budget et le respect des échéanciers, alors que, en gestion de l'innovation, on traite plutôt d'enjeux comme le processus d'innovation et la propriété intellectuelle», précise Mme Deschamps.

#### **Projet ou mémoire**

Les étudiants de 2e cycle ont plusieurs options lorsqu'ils décident de se lancer dans un projet appliqué. Comme l'ÉTS fournit un bon encadrement, en plus d'un laboratoire bien équipé et même d'un peu d'argent pour lancer un projet, plusieurs en profitent pour y développer une technique qu'ils souhaitent par la suite mettre en marché.

«Nos laboratoires servent souvent d'incubateurs de projet. Dans les 10 dernières années, une soixantaine d'entreprises ont été mises sur pied par nos étudiants. Et maintenant, grâce à la nouvelle maîtrise qui offre des cours en gestion,

«Nous ne croyons pas que les questions religieuses sont les seules questions soulevées par l'interculturalisme. Prenons, par exemple, la situation de la femme. Quels sont les rapports entre les hommes et les femmes qui travaillent ensemble dans une entreprise dont les employés proviennent de cultures différentes? On peut parler aussi de philosophie d'entreprise. Qu'attend de ses employés immigrants un employeur québécois et, à l'inverse, qu'attend un entrepreneur immigrant de ses employés québécois? La conception que l'on se fait du travail peut varier selon la culture. Ce sont des situations qui peuvent créer des frictions et qui appellent une médiation interculturelle.»

#### **Une nouvelle profession**

Selon Claude Gélinas, cette nouvelle maîtrise mène à la création d'une nouvelle profession. «Je ne peux pas dire à mes étudiants où ils travailleront, mais je peux leur dire qu'ils trouveront un emploi. Les besoins sont là.» Deux champs d'action s'ouvrent aux futurs diplômés. «Certains travailleront sans doute comme consultants autonomes, et d'autres trouveront des emplois, surtout dans les secteurs de la santé et de l'éduca-

tion, mais aussi au sein des administrations publiques et des grandes entreprises.»

De plus, cette nouvelle profession est stimulante. «Le caractère imprévu des situations fait en sorte que le médiateur interculturel doit faire preuve de beaucoup d'initiative dans l'exercice de sa profession. Il doit tenir compte des particularités de la situation qu'il tente de dénouer.»

De plus, le médiateur interculturel, en plus d'être formé pour dénouer des situations conflictuelles, possède aussi le savoir pour faire de la prévention. «Dans une école, par exemple, où le taux d'étudiants étrangers augmente, le médiateur interculturel peut être en mesure de voir venir les frictions possibles et de mettre en place aussitôt les mécanismes qui permettront une meilleure intégration de ces étudiants et ainsi éviter les conflits.»

Pour le moment, la maîtrise en médiation interculturelle se donne uniquement au campus principal de l'Université de Sherbrooke. «Mais on songe sérieusement à l'offrir à notre campus de Longueuil, si évidemment la demande est au rendez-vous.»

nous voyons encore plus de ce type d'étudiants au 2e cycle», explique la professeure.

Toutefois, il n'est évidemment pas nécessaire d'avoir la fibre entrepreneuriale pour s'inscrire à cette maîtrise. Plusieurs employés de grandes entreprises décident, avec l'appui de leur employeur, de développer un projet appliqué qui fera partie d'une maîtrise. «Plusieurs professionnels nous viennent des milieux de l'aérospatiale et des télécommunications. Dans ces cas-là, les étudiants sont codirigés par un professeur et par quelqu'un de leur entreprise. Évidemment, comme nous avons l'habitude de gérer de tels projets en lien avec l'industrie, nous avons plusieurs règles qui gèrent les enjeux de confidentialité et de propriété intellectuelle», assure Mme Deschamps.

De plus, dans les cas où le projet est proposé par l'étudiant et son entreprise, un professeur se penche toujours sur l'intérêt du projet avant de donner le feu vert.

«Le professeur doit s'assurer que le projet corresponde au niveau d'études, qu'il ne soit pas trop facile ni trop ambitieux», ajoute pour sa part Sylvie Dorée, professeure et doyenne des études à l'ÉTS.

Il arrive aussi, surtout dans les cas de maîtrise traditionnelle avec mémoire, que des professeurs proposent des sujets aux étudiants. «Souvent, le sujet est lié à un financement que le professeur a réussi à aller chercher. C'est très intéressant pour les étudiants à temps plein qui ne savent pas trop où se diriger», indique Mme Dorée.

#### **Une maîtrise en trois modules**

Comme bien des étudiants de 2e cycle à l'ÉTS sont des professionnels qui travaillent à temps plein en entreprise, des mesures devaient être prises pour leur simplifier la vie. Car une maîtrise, ça représente beaucoup de travail pendant longtemps! «Souvent, les ingénieurs s'inscrivaient à la maîtrise, faisaient les quelques cours qui les intéressaient et ensuite ils abandonnaient. Ce n'était bon ni pour leur dossier scolaire, ni pour notre taux de diplomation», indique Isabelle Deschamps.

Voilà pourquoi l'ÉTS a créé sa nouvelle maîtrise en trois modules qu'on peut cumuler. «L'étudiant peut s'inscrire à l'attestation de programme court, qui équivaut aux 15 crédits de cours de gestion de l'innovation. Il a son diplôme et ensuite, s'il le souhaite, il fait son projet qui lui donne une autre tranche de 15 crédits et un diplôme d'études supérieures spécialisées. Par la suite, il peut décider de compléter ses cours pour avoir ses 15 crédits qui lui donneront son diplôme de maîtrise», explique-t-elle.

L'ÉTS a aussi ouvert ses programmes de gestion de projet et de gestion de l'innovation à des gens qui ne sont pas diplômés en génie, mais qui sont tout de même des professionnels de la technologie en industrie. «Par exemple, des chimistes, des designers industriels peuvent suivre ces programmes, tout comme des avocats spécialisés en propriété intellectuelle», précise Mme Deschamps.

#### **CITÉ-ÉTS**

Toujours pour répondre aux besoins de formation de l'industrie, l'ÉTS a aussi créé dernièrement le Centre d'innovation et de transfert d'expertise (CITÉ-ÉTS). «Par exemple, une entreprise nous contacte parce qu'elle a 15 ingénieurs qu'elle veut former en gestion de projet, en les inscrivant à deux ou trois cours de 2e cycle. S'ils ne veulent pas se déplacer, alors c'est notre professeur qui se rend sur place, les soirs ou les fins de semaine, selon les préférences de l'entreprise», explique Mme Deschamps, qui est également directrice de CITÉ-ÉTS.

La différence entre ces services et la formation continue par traditionnelle, c'est que les cours offerts par le CITÉ-ÉTS peuvent être crédités, et ainsi les travailleurs peuvent décider par la suite de poursuivre leurs études de 2e cycle.

«Le besoin de main-d'œuvre qualifiée et la capacité de la former localement deviennent vraiment des enjeux, remarque Mme Deschamps. Bien sûr, il faut former les jeunes, mais ce n'est pas suffisant. Il faut aussi former les gens déjà en emploi, mettre à jour leurs connaissances et mieux les outiller de façon à ce qu'ils deviennent plus productifs.»

### **Université du Québec à Montréal - Les études supérieures de courte durée ont la cote : l'établissement se veut innovant au troisième cycle**

Réginald Harvey

L'Université du Québec à Montréal (UQAM) a connu une croissance marquée sur le plan des

diplômes d'études supérieures spécialisées (DESS) au cours des dernières années. Il y a une



hausse marquée d'une clientèle étudiante à la recherche de programmes courts de 2e cycle qui servent notamment au perfectionnement professionnel. André Bourret, directeur du Bureau de l'enseignement et des programmes de l'UQAM, se livre à une description des diplômés d'études supérieures spécialisées: «On parle, pour ces diplômés, de 24 à 30 crédits et d'une année d'études comportant quatre ou cinq cours par trimestre. Pour ce genre de programme, il n'y a pas de rédaction de mémoire à la fin des études, bien qu'un travail puisse être exigé. À la maîtrise traditionnelle, il est question de deux à deux ans et demi d'études à temps complet, qui sont suivis de la rédaction d'un mémoire qui prend un temps variable.»

#### Une série d'exemples

Il donne un exemple plutôt novateur: «On a créé notamment, il y a quelques années, un DESS en instruments dérivés, conjointement avec la Bourse de Montréal, qui couvre de façon spécifique le champ des produits dérivés. La Bourse fournit les logiciels spécialisés nécessaires pour assurer l'apprentissage des étudiants. C'est une formation spécialisée de haut niveau qui est vraiment centrée sur des besoins de perfectionnement pour le 2e cycle.» Un autre DESS, celui-là en design d'événements, cadre bien avec la réalité du milieu: «On connaît toutes les manifestations publiques qui se déroulent au Québec; il y a notamment les festivals en tout genre. Il existe tout un design physique, sur le plan des installations extérieures, des équipements et de la conception plus large, qui les entoure. On fait beaucoup de recrutement à l'international pour ce programme en architecture ou en aménagement des lieux; il y a parfois la moitié ou plus des étudiants qui viennent de l'étranger pour étudier ici dans un domaine d'excellence pour l'UQAM, qui est celui du design.»

L'an dernier, l'université a mis sur pied un DESS en gestion des risques majeurs: «On parle de risques liés à la sécurité civile et pouvant être associés aux épidémies, aux attentats, aux tremblements de terre, au verglas, etc. Le programme s'est développé durant la fameuse année de

l'ouragan Katrina aux États-Unis. Il s'agit de toute la gerance des situations de catastrophe après que celles-ci sont survenues, de leur analyse a posteriori pour apprendre à éviter les erreurs dans le futur. C'est la deuxième année pendant laquelle on accueille les étudiants et on est en train de travailler pour que le programme devienne une maîtrise; il arrive parfois que le DESS représente une étape vers l'offre d'une maîtrise.» Un programme court de 2e cycle en pédagogie de l'enseignement supérieur attire bon nombre de gens: «Il comporte 15 crédits, ce qui est à peu près l'équivalent d'une demi-année universitaire. Il s'adresse à des gens qui veulent enseigner au collège ou à l'université; ce sont souvent des personnes qui ont un baccalauréat ou une maîtrise dans une discipline et qui veulent être aptes à remplir de telles fonctions. Chaque année, de 70 à 80 personnes s'inscrivent. C'est un des seuls programmes au Québec qui donnent la chance de se qualifier pour l'enseignement supérieur.»

#### Émergence du 3e cycle

L'UQAM considère avoir atteint une certaine maturité dans le domaine des maîtrises, alors qu'elle couvre la plupart des champs de connaissances. Il en va autrement pour les programmes de doctorat, où elle prépare ses interventions dans diverses disciplines. Il en est ainsi en chimie, comme le rapporte André Bourret: «On attend l'approbation de la ministre pour ouvrir un programme de doctorat en chimie. Il se fait beaucoup de recherche dans ce secteur-là par un département très jeune, très dynamique et très renouvelé.» En droit, l'UQAM a trouvé une façon de se démarquer au 3e cycle: «Notre département de droit et de sciences juridiques est probablement l'un de ceux qui ont la plus forte tradition de recherche au Québec; habituellement, les facultés de droit sont davantage axées sur la formation professionnelle, ce qui est absolument normal. Ici, c'est un peu le contraire, parce que beaucoup de gens sont juristes ou avocats mais sont aussi passés dans leur formation par les sciences sociales, au sens plus large. Ils ont donc réalisé une espèce de mariage entre les méthodes typiques de la sociologie et du droit, ce qui les a conduits au déve-

loppement d'un programme de doctorat. C'est une des particularités et des forces de l'université.»

Le directeur se tourne vers une autre des caractéristiques de l'UQAM inscrites à son registre pédagogique des études supérieures: «C'est un doctorat très novateur en pratique des arts. Beaucoup d'étudiants y sont inscrits et on peut même parler de 70 ou 80, ce qui est énorme au doctorat. Chez nous, il existe plusieurs disciplines artistiques, et on n'avait pas envie d'avoir un programme de doctorat pour chacune.»

Il cerne le but visé: «C'est l'aboutissement du modèle qu'on a beaucoup développé ici aux cycles supérieurs en arts: il s'agit d'une sorte de recherche-création au sein de laquelle les gens pratiquent les arts. Par exemple, en théâtre, quelqu'un pourrait être appelé à faire une mise en scène; par la suite, il doit se livrer, dans son mémoire de maîtrise, à une réflexion en profondeur plus théorique et plus globale, de 80 ou 100 pages, sur son projet, une fois celui-ci réalisé.» Le doctorat en pratique des arts applique la même formule de façon plus poussée.

#### Les sciences sont boudées

L'UQAM dispense des formations supérieures en sciences de la terre et de l'atmosphère, qui ont récemment été réformées, de même qu'en sciences de l'environnement: «À ce chapitre, on est vraiment dans l'interdisciplinarité totale», assure-t-il.

Ces programmes traitent de sujets qui occupent un large espace dans les préoccupations sociales contemporaines, tels les changements climatiques, par exemple. André Bourret se montre préoccupé à leur sujet: «Il y a relativement peu d'inscriptions dans ceux-ci, bien qu'ils soient des programmes d'excellence. Ce sont des sujets qui intéressent les jeunes générations et, en plus, les conditions sont idéales parce qu'on retrouve là des professeurs qui sont tous très performants, généreusement subventionnés et qui sont à l'œuvre dans des secteurs de pointe. Malgré tout cela, c'est difficile de recruter des étudiants. Allez savoir pourquoi! Il y a comme une zone grise de la formation scientifique au Québec, même s'il y a beaucoup de possibilités dans ce domaine-là.»

## Réussir sa vie : enquête du *Devoir*

### LE DEVOIR : Réussir sa vie, enquête – Édition du Lundi 115 septembre 2008




**L'ÉTAT DE LA CULTURE GÉNÉRALE DES QUÉBÉCOIS**  
Trouvez-vous qu'au cours des dernières décennies, les connaissances et la culture générale des québécois se sont...?

	% (n=1005)
Détériorées	49 %
Améliorées	30 %
Sont restées les mêmes	17 %
Je ne sais pas / refus de répondre	4 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir


Le sondage Léger Marketing *Le Devoir* a été effectué par téléphone auprès de 1005 Québécois, du 13 au 17 août 2008. La marge d'erreur maximale est de + ou - 3,4 %, 19 fois sur 20. Les données ont été pondérées selon le sexe, l'âge, la langue maternelle et la région, de façon à être représentatives de la population du Québec, selon les dernières données de Statistique Canada.



**LA QUALITÉ DE LA FORMATION**  
Selon vous, laquelle, de l'école privée ou de l'école publique, offre aux jeunes la meilleure formation?

	TOTAL (n=1005)	HOMME (n=485)	FEMME (n=520)
L'école privée	55 %	61 %	49 %
L'école publique	9 %	10 %	7 %
La qualité est la même	31 %	26 %	36 %
Je ne sais pas / refus de répondre	5 %	3 %	8 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir



**ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT**  
Au cours des dix dernières années, avez-vous l'impression que la qualité de l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires du Québec s'est améliorée, détériorée ou est restée la même?

	TOTAL (n=1005)	Avec enfant (n=306)	Sans enfant (n=438)
Détériorée	62 %	57 %	65 %
Améliorée	13 %	17 %	11 %
Est restée la même	18 %	21 %	17 %
Je ne sais pas / refus de répondre	7 %	6 %	7 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir



# 1<sup>ère</sup> page : Des adolescents au savoir éclaté : l'impression d'un appauvrissement de la culture générale restée vive au Québec

Clairandré Cauchy

Qu'est-ce que réussir sa vie? Sa carrière? Ses amours? Jusqu'à samedi, l'équipe du Devoir vous présente une synthèse d'observations fascinantes recueillies sur sept volets d'un même thème: qu'est-ce qu'une vie réussie? Afin d'alimenter la réflexion, nous avons demandé à la firme Léger Marketing de sonder le cœur des Québécois dans une grande enquête nationale. Et nous abordons aujourd'hui un sujet dont l'actualité récente démontre l'importance: qu'est-ce qu'une éducation réussie? «Cette jeunesse est pourrie depuis le fond du cœur. Les jeunes gens sont malfaisants et paresseux. Ils ne seront jamais comme la jeunesse d'autrefois. Ceux d'aujourd'hui seront incapables de maintenir notre culture.» La citation percutante fait écho à plusieurs tirades entendues récemment. Mais voilà, on a pu la lire sur une poterie découverte dans les ruines de Babylone datant d'environ trois millénaires avant notre ère. L'anxiété des adultes envers ceux qui les suivent n'est pas propre à notre époque! L'impression d'un appauvrissement de la culture générale est néanmoins encore bien vive chez les Québécois, en dépit d'un accroissement notable de la scolarisation depuis la Révolution tranquille. Près de la moitié (49 %) d'entre eux estiment que le niveau de connaissances et de culture générale s'est détérioré au cours des dernières décennies, selon un sondage Léger Marketing-Le Devoir. Ils sont presque autant à penser le contraire: 30 % disent que le niveau s'est amélioré et 17 % ne voient pas de différence notable.

L'évolution des technologies de l'information, l'accélération de la production des connaissances et l'émergence d'une culture populaire largement répercutée dans les médias incitent à renouveler la réflexion en des termes contemporains. Réussir son éducation en cette époque de bouleversements sociaux constitue un défi aux multiples visages.

## Le piège Internet

Aux États-Unis, où le taux de pénétration des technologies de l'information et des communications (TIC) atteint des sommets encore inégalés chez nous, on s'inquiète des effets de cette révolution technologique. Professeur de littérature anglaise à l'Université Emory, à Atlanta, Mark Bauerlein a publié récemment un essai au titre choc -- The Dumbest Generation (traduction libre: La génération la plus ignorante) -- qui porte sur les moins de 30 ans ayant grandi à l'ère numérique. On y dépeint une génération refermée sur elle-même, engagée dans une socialisation frénétique accentuée par Internet, le cellulaire et autre Facebook.

Le danger d'un déclin culturel est selon cet auteur bien réel. «Les outils technologiques permettent aux adolescents d'être obnubilés par leur monde d'adolescents, et les considérations d'adultes n'arrivent pas à se frayer un chemin jusqu'à eux», constate-t-il.

Résultat: la culture historique, géographique, civique ou encore littéraire de ces jeunes est limitée. Leur langage est déficient, bourré de fautes et simpliste. Provocateur, le professeur américain lance régulièrement à ses étudiants: «L'histoire n'a pas commencé le jour de vos 13 ans; il y a des choses plus intéressantes dans le monde que ce qui s'est passé à la cafétéria; il y a d'autres modèles que le capitaine de l'équipe de football.»

L'adolescence étant par définition éphémère, elle finit par passer. Oui, mais ces jeunes perdent un temps précieux qu'ils ne pourront rattraper par la suite, réplique M. Bauerlein. «Or, si on ne s'instruit pas, si on ne lit pas les classiques à 20 ans, on ne les lira jamais.»

Pourtant, Internet recèle une pléthore de sources d'information. Le professeur Bauerlein en convient: «Si j'en ai la curiosité, Internet est pour moi une fenêtre ouverte sur le monde des idées, de l'histoire, de la beauté. Mais pour les jeunes de 17 ans, c'est autre chose. C'est un outil pour placoter, envoyer des photos ou des vidéos d'eux-mêmes et de leurs amis. Ils se renferment dans un cocon générationnel.»

Dans la chaumière de Julie, 36 ans, où vivent deux parents, trois enfants de 11 mois à 5 ans et deux adolescents de 12 et 13 ans, l'usage de l'ordinateur et de la télévision est limité, et l'on ne retrouve pas de console de jeux. L'ordinateur familial est réservé aux travaux scolaires, et la télévision compte seulement quelques chaînes, les parents ayant choisi de ne pas faire installer le câble. «L'été, nous passons deux mois au chalet, et nous débranchons la télévision par satellite. Sinon, c'est trop facile de s'écraser et de ne faire que ça», explique la mère.

Elle avoue chercher le fragile équilibre entre les TIC et la vie de famille. «On se dit: "C'est ça la vie maintenant, jusqu'où faut-il en éloigner les enfants?". On ne veut pas non plus que nos enfants soient complètement arriérés sur le plan des technologies.»

## Bris de transmission?

Patrick Moreau, l'auteur de Pourquoi nos enfants sortent-ils de l'école ignorants?, que l'on pourrait qualifier de pendant québécois de l'essai de Bauerlein, a lui aussi ce sentiment que la société québécoise a failli à transmettre son héritage aux plus jeunes. «Je dis souvent à mes étudiants, un peu à la blague: "On dirait que vous n'avez pas de grands-parents!". Lorsqu'on leur parle des années 1960 ou 1980, seulement 10 ans avant leur naissance, on a parfois l'impression qu'on leur parle d'une histoire lointaine. On dirait que l'histoire vivante ne s'est pas transmise de génération en génération. Quelque chose s'est brisé. C'est probablement lié à l'emploi du temps», avance l'enseignant d'origine française qui travaille au collège Ahuntsic depuis 14 ans.

Anciennement directrice d'école, Françoise Martin-Marceau consacre aujourd'hui son temps à la fondation qui porte son nom et qui est vouée à promouvoir le développement de la pédagogie et l'innovation en éducation. Elle relativise les propos de M. Moreau en rappelant que le Québec a fait un bond immense en matière de scolarisation. «La plupart des gens, et peut-être beaucoup de professeurs d'université, ont eu des parents très peu scolarisés, voire analphabètes. Il ne faut pas oublier que le Québec s'est développé très vite. Il n'y a pas quatre générations de gens cultivés qui ont transmis leur bagage», fait valoir la retraitée qui a entamé sa carrière en 1962, une fois son brevet B en poche (l'équivalent d'une formation collégiale, qui permettait de devenir institutrice).

## Être de son époque

Suffit la nostalgie! lancent les blogueurs Mario Asselin et François Guité, qui tiennent tous deux sur Internet une chronique quasi quotidienne de leurs réflexions, de leurs trouvailles sur les nouvelles recherches ou qui discutent simplement des grands débats qui tenaillent le milieu de l'éduca-

tion. Les jeunes ne sont pas incultes, ils en savent probablement même plus que leurs aînés, claument-ils.

Leur savoir est cependant probablement beaucoup plus éclaté, diversifié. Il ne se cantonne plus au champ de la culture générale plus classique qui, au demeurant, était surtout l'apanage d'une élite. «Mais ce que les jeunes ne savent pas aujourd'hui est beaucoup plus grand que ce que leurs prédécesseurs ne savaient pas. Il y a 20 ans, la masse de choses à savoir était moins étendue», croit Mario Asselin, qui est par ailleurs consultant en utilisation des TIC en éducation.

Son camarade blogueur François Guité, qui enseigne l'anglais à l'école secondaire De Rochebelle à Québec, abonde dans ce sens. «Les critiques comme M. Moreau ont une conception nostalgique de la culture, avec un grand C. [...] La culture, c'est aussi celle des jeunes. Pourquoi est-ce mauvais qu'ils s'approprient cette culture présente au détriment de celle du passé? Il faut décrocher de l'ancien schéma pour faire place au présent», fait-il valoir. Il souligne aussi que l'école forme aujourd'hui des jeunes qui occuperont des emplois qui n'existent même pas encore et utiliseront des outils qui restent à inventer. Le slam de Grand Corps malade mérite donc sa place dans l'antre de la poésie.

Quant à la nostalgie de la culture du livre, malmenée par le réflexe qu'ont les jeunes de glaner des informations à gauche et à droite sur la Toile, elle rappelle les détracteurs des révolutions technologiques précédentes, poursuivent MM. Guité et Asselin. «Quand Gutenberg a changé le support de la transmission des connaissances, il y a eu exactement les mêmes réactions qu'aujourd'hui. On craignait que cela déshumanise la transmission du savoir», fait valoir Mario Asselin.

François Guité renchérit en rappelant que Socrate boudait l'écriture, lui préférant la transmission orale et les vertus de la mémoire. Il a fallu que Platon transcrive ses enseignements pour qu'ils traversent ainsi les âges.

Comme ce fut le cas successivement pour l'écriture puis le livre, Internet permet de libérer davantage l'esprit afin qu'il puisse se consacrer à des tâches plus complexes. «Le fait de libérer la pensée d'une partie de la mémorisation permet de transférer cette activité vers la créativité, l'imagination, la pensée complexe. C'est plus productif», poursuit M. Guité.

Transmission des connaissances contre créativité; culture classique contre culture populaire ou technologique; passé contre futur; sagesse contre jeunesse; ces concepts apparemment en opposition s'inscrivent dans une même dialectique. «De tout temps, il y a eu une fracture entre ce que les gens voulaient que les jeunes sachent et ce qui les intéresse. Cela n'a jamais empêché le monde de fonctionner, et c'est même nécessaire pour assurer que la roue tourne et que la culture s'enrichisse», croit M. Asselin.

Le détracteur de la «génération la plus ignorante» Mark Bauerlein le rejoint. «Il est sain que les plus vieux veuillent transmettre leur héritage et il est sain que les jeunes y résistent en décrivant le caractère rigide et autoritaire de leurs aînés. Mais pour dire que l'on incarne la nouveauté, encore faut-il avoir une idée du passé», conclut le pamphlétaire.

Des têtes bien pleines ou bien faites? La tension entre les deux est probablement source d'évolution.

**L'éducation en crise : 62,00 % des Québécois estiment que la qualité de l'enseignement s'est détériorée depuis 10 ans**



Clairandré Cauchy  
L'école est en déroute; la grammaire passe sous le tapis; on n'apprend plus rien aux enfants; la réforme les entraîne sur la voie de la facilité: ce discours catégorique est omniprésent depuis quelques années, tel un bruit de fond qui acquiert le statut de vérité à force d'être entendu. Le «gâchis scolaire», auquel faisait référence la semaine dernière l'ex-premier ministre Jacques Parizeau, inquiète dans les chaumières, tant et si bien qu'un bon nombre de parents des grands centres désertent le réseau public au secondaire. Réalité ou perception, quoi qu'il en soit, le débat ne souffre pas d'un excès de nuance. L'opinion publique est pour sa part bien campée: 62 % des Québécois estiment que la qualité de l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires s'est détériorée depuis 10 ans, selon un sondage Léger Marketing-Le Devoir. Seulement 13 % des répondants pensent au contraire que l'enseignement est aujourd'hui de meilleure qualité et 18 % jugent la situation comparable.

Auteur du pamphlet Pourquoi nos enfants sortent-ils de l'école ignorants?, l'enseignant de littérature française au collège Ahuntsic Patrick Moreau est découragé par les copies bourrées de fautes, à la syntaxe alambiquée et à l'argumentation faiblarde que lui remettent ses élèves. Et encore, il appréhende avec pessimisme l'arrivée dans ses classes, dans deux ans, de la génération issue de la réforme.

L'enseignant de cégep a l'impression que l'école refuse en quelque sorte de transmettre des connaissances. «On veut toujours faire baigner les enfants dans un environnement familial. On les amène rarement à découvrir des choses qu'ils ne connaissent pas. On ne les déstabilise pas», déplore M. Moreau.

La rhétorique de l'élève «apprenant» qui construit sa propre réflexion et que l'enseignant doit seulement «accompagner» dans son cheminement l'exaspère. «Il faut lui imposer quelque chose, il s'en libérera après», tranche-t-il. S'il se désole du manque de culture générale des cégépiens, c'est avant tout la qualité du français qui l'incite à critiquer sévèrement ses collègues du primaire et du secondaire.

#### **Démocratisation: explication ou excuse?**

Le jugement péremptoire du professeur de cégep fait bondir une retraitée du milieu de l'éducation, Françoise Marton-Marceau, qui a été directrice pendant plusieurs années de l'école alternative Nouvelle-Quérbes, à Outremont.

«Foutaises! s'exclame-t-elle. La société québécoise ne s'est jamais remise de la loi sur la fréquentation obligatoire [jusqu'à 14 ans en 1943 puis jusqu'à 16 ans dans la foulée du rapport Parent dans les années 1960]. Il faut voir qui était à l'école à cette époque. On y trouve maintenant tout le monde, y compris les enfants dyslexiques, autistes, ceux qui ont le syndrome d'Asperger...»  
«C'est vrai que tout le monde connaît une tante qui avait seulement une cinquième année et écrit sans fautes. Mais combien n'écrivaient pas du tout et étaient incapables de lire?», lance la dame qui a amorcé sa carrière comme enseignante de français au secondaire en 1962. Cela dit, elle reconnaît néanmoins des lacunes dans le systè-

me, notamment pour le niveau des étudiants en éducation, qui en savent bien peu sur la matière qu'ils sont appelés à enseigner.

L'excuse de la démocratisation de l'éducation ne satisfait pas le professeur Moreau. «On peut certes trouver des copies avec autant de fautes dans les dictées du Frère Untel. Mais ces gamins-là sortent quand même de 11 ans de scolarité. Ils ont été sélectionnés pour entrer au collège, ce ne sont pas les pires du secondaire. Si on prend prétexte de la démocratisation de l'enseignement pour affirmer qu'il est normal que le niveau baisse, alors cette démocratisation est perverse», lance M. Moreau.

Auteur d'un blogue très fréquenté en éducation et consultant sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications (TIC) en milieu scolaire, Mario Asselin se réjouit du débat, bien qu'il ne partage pas le pessimisme et la nostalgie ambiants. Au moins, le Québec se préoccupe de l'éducation, contrairement à la décennie des années 1990 où l'on n'en avait que pour la santé.

Il attribue une bonne part des sévères critiques à l'égard de l'école au niveau élevé de scolarité des parents, que leurs enfants pourront difficilement dépasser. «La démocratisation de l'enseignement a été réussie avec la Révolution tranquille. [...] Cela a un impact sur la société. Les adultes ont la conviction de connaître l'école et de savoir comment cela doit se transmettre l'éducation. Paradoxalement, ils oublient souvent ce qu'ils ont à faire à la maison pour que cela se transmette», croit l'homme en faisant référence notamment aux piètres habitudes de lecture.

#### **Réussir malgré l'école**

Ce défenseur du Renouveau pédagogique, qui a longtemps été directeur d'une école privée dans la région de Québec, ne porte pas de lunettes roses pour autant. Il s'inquiète vivement des 40 % de jeunes qui n'arrivent pas à terminer leur secondaire dans le temps alloué. L'école n'arrive pas à trouver sa pertinence à leurs yeux. «Quand j'étais directeur, j'étais toujours impressionné de constater que les décrocheurs étaient parmi les gens les plus intelligents au primaire. À force de se faire aborder par la technique du bourrage de crâne, ils avaient déchanté. Peut-être parce qu'ils étaient trop clairvoyants sur ce qu'ils allaient faire avec ces connaissances?»

C'est un peu le cas de Yan Bolduc, étudiant en technologie de l'architecture au cégep Saint-Laurent, qui a en quelque sorte réussi malgré l'école, et peut-être un peu aussi malgré sa famille où la culture scolaire était pratiquement absente. Lorsqu'il fréquentait une école secondaire difficile de Lachine, il se réfugiait dans un roman fantastique pendant ses cours, parvenant malgré tout à récolter d'excellentes notes. «J'ai fait mon secondaire en autodidacte, en lisant les manuels. J'ai commencé à lire une trentaine de romans par année en classe après avoir passé près d'échouer mon cours de maths en première secondaire», explique le jeune homme de 19 ans, conscient que son rêve de travailler en architecture lui a donné la motivation nécessaire pour réussir son secondaire.

Selon lui, les enseignants étaient complètement dépassés par la discipline, amers de ne pas enseigner au privé ou dans un milieu mieux nanti. «Quand les profs se foutaient de nous, n'étaient pas là pour enseigner, mais bien pour le chèque de paie, je lisais. Celui de science physique en quatrième secondaire était passionné, cela se sentait. C'est un des rares cours où je n'ai jamais ouvert de livre», explique Yan.

#### **Privé-public**

Cette impression de chaos au sein de l'école secondaire publique montréalaise fait peur à de nombreux parents, à un point tel que 22 % choisissent le privé au secondaire (cette proportion avoisine le tiers dans la région de Montréal).

Si l'argent n'était pas un obstacle, cette proportion serait vraisemblablement plus élevée. Selon les répondants au sondage Léger Marketing-Le Devoir, 55 % des Québécois pensent que l'école privée offre la meilleure formation, contre seulement 9 % qui sont convaincus que l'on forme mieux les jeunes au public. C'est blanc bonnet, bonnet blanc pour 31 % des répondants. L'école publique a d'ailleurs perdu des plumes depuis 10 ans: les mêmes questions posées en 1999 montraient que 15,4 % des gens faisaient davantage confiance au public.

Julie, enseignante au primaire à la Commission scolaire de Montréal et mère de trois enfants de 11 mois à 5 ans, ainsi que belle-maman de deux adolescents, se range de façon surprenante dans le camp des partisans du privé au secondaire, non sans un certain malaise. «Si j'étais à Québec, je serais peut-être plus ouverte au public. À Montréal, c'est un peu la jungle. Au privé, il y a plus d'encadrement, plus d'activités parascolaires. Les classes sont plus fortes: on est certain qu'il n'y a pas une dizaine d'enfants dans la classe qui font perdre leur temps aux autres. Les parents font un meilleur suivi. S'ils sont prêts à payer 5000 \$ par année, c'est que l'éducation est valorisée», explique-t-elle.

La présidente de la CSDM, Diane De Courcy, trouve injustes les comparaisons privé-public. «L'élite d'une société parle plus fort, fait sa propre promotion», constate-t-elle, forcée de prendre acte de l'échec aux chapitres des perceptions. On demande au public de faire réussir les enfants en fonction de leur potentiel individuel alors que le privé sélectionne les meilleurs et tente ensuite de les faire réussir en fonction du niveau présumé qu'ils devraient pouvoir atteindre, poursuit Mme De Courcy.

Faire la guerre aux perceptions est ardu pour la CSDM, qui a néanmoins réussi cette année, au terme d'une opération charme auprès des parents, à augmenter son taux de rétention lors du passage du primaire au secondaire de 69 % à 75 %. Le gain est cependant encore timide, lorsque l'on sait que, depuis cinq ans, la CSDM perdait environ 2 % de ses élèves de plus par année au profit du privé.

Il est, selon Mme De Courcy, grand temps de se pencher au Québec sur une «Politique d'éducation nationale» et de concentrer les ressources sur le système public, quitte à réduire graduellement le financement attribué au privé, qui oscille autour de 60 %.

## **Les formations professionnelle ou technique reprennent du lustre**

Clairandré Cauchy

Yan Bolduc rêve d'architecture depuis qu'il a fait une recherche sur Gustave Eiffel en cinquième année du primaire. Au moment de l'admission au cégep, il ne s'imaginait pas devoir attendre ses études universitaires, deux ans plus tard, avant de goûter à sa passion. La technique en architecture s'est rapidement imposée, et le jeune homme a entrepris ce mois-ci sa cinquième session au cégep Saint-Laurent. Cette voie de la formation

professionnelle ou technique est plus valorisée qu'on pourrait le penser. Interrogés sur le cheminement le plus prometteur pour un jeune, 41 % des Québécois estiment qu'il vaut mieux «poursuivre des études jusqu'à l'obtention d'un diplôme professionnel ou technique», selon un sondage Léger Marketing-Le Devoir.

«Il y a eu beaucoup d'efforts mis ces dernières années pour faire la promotion de la formation professionnelle et technique, pour expliquer aux

jeunes qu'elle offre des débouchés extrêmement intéressants sur le marché du travail. On voit que le message a été intégré», analyse Mathieu Gagné, directeur de recherche chez Léger marketing. L'université reste tout de même l'idéal à atteindre: 51 % des répondants voient dans le diplôme universitaire le cheminement le plus prometteur. Signe que le message public sur l'importance d'un diplôme qualifiant a aussi été entendu: seulement 3 % des répondants estiment qu'il vaut mieux

trouver un emploi bien payé le plus tôt possible, même sans diplôme.

Sans exclure la possibilité de poursuivre ses études à l'université, Yan Bolduc a clairement mis de côté le parcours du collégial préuniversitaire. «Je n'ai pas vraiment pensé cégep ou université, mais plutôt programme préuniversitaire ou technique. Je voulais du concret. Je ne me voyais pas étudier en sciences de la nature avec des cours de chimie qui ne m'intéressaient pas. J'ai passé mon secondaire à avoir des cours dont je savais qu'ils ne me serviraient à rien», explique le jeune homme.

Il se félicite après coup à l'idée d'avoir bientôt en poche un diplôme qui lui permettra de faire son entrée sur le marché du travail.

#### Formations professionnelles délaissées

Le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher, se réjouit de voir l'option technique

talonner de près celle des études universitaires. Cela dénote selon lui une conscience accrue des pénuries de main-d'œuvre qui commencent à poindre, alors que les techniciens et les travailleurs de métier seront très recherchés.

«Voilà des années qu'on entend le message qu'il n'est pas nécessaire d'aller à l'université pour réussir, qu'on peut avoir un excellent métier, bien gagner sa vie, progresser dans une entreprise avec une technique. Peut-être que c'est en train de percer», croit M. Boucher.

La présidente de la Commission scolaire de Montréal (CSDM), Diane De Courcy ne partage cependant pas son enthousiasme. Elle a le sentiment que si les techniques commencent à tirer leur épingle du jeu, les formations professionnelles (dispensées au secondaire) sont encore les parents pauvres au jeu des perceptions.

«C'est clair que le mythe de la voie royale de formation qui passe nécessairement par le cégep et l'université est tenace. À preuve, c'est que les étudiants inscrits en formation professionnelle à la CSDM ont en moyenne 27 ans. Les jeunes n'y croient pas, leurs parents non plus», constate avec dépit Mme De Courcy.

Ces étudiants de 27 ans ont soit décroché et tâté du marché du travail avant de revenir vers les centres de formation professionnelle, soit essayé préalablement les études supérieures. La réforme des curriculums permet maintenant d'amorcer plus rapidement certains programmes de formation professionnelle, aussi tôt qu'en troisième secondaire. Il reste à voir si l'opinion publique changera en conséquence et considérera la formation professionnelle comme une option valable plutôt que comme une position de repli.

## Réflexions, éditoriaux : inégalités, privatisation

### LE SOLEIL : Les étudiants voient leur avenir financier avec optimisme - Le vendredi 05 septembre 2008

Louis Tanguay, Le Soleil  
Québec

#### Les étudiants de niveau postsecondaire voient leur avenir financier avec optimisme, si on en croit un récent sondage en ligne.

En effet malgré le ralentissement économique, 74 % des étudiants qui ont reçu leur diplôme récemment ou qui devraient l'obtenir d'ici à 12 ou 24 mois prévoient que leur situation financière personnelle (et celle de leur famille) sera meilleure ou au moins aussi bonne, dans un an.

Plus de la moitié (58 %) des répondants interrogés pour le compte de la Banque de Montréal pensent qu'ils seront prêts à acheter leur premier logement dans les trois à huit ans suivant l'obtention de leur diplôme.

Mais la priorité financière de la grande majorité (71 %) ira au remboursement de leur prêt étudiant.

Six sur dix indiquent aussi comme prioritaire d'amasser suffisamment d'argent pour une mise de fonds sur l'achat d'une maison ou d'un appartement.

Selon Sid Chopra, vice-président, BMO Banque de Montréal, «les étudiants doivent se montrer rigoureux en ce qui concerne la gestion de leurs finances et commencer à économiser très tôt». En effet, explique le spécialiste, «l'âge moyen d'un acheteur d'une première maison est de 33 ans et l'âge moyen d'un diplômé de niveau postsecondaire est de 22 ans». «Vouloir acheter un logement dans les trois à huit ans est un objectif ambitieux, mais certainement réalisable», a-t-il commenté.

Le sondage indique par ailleurs que 61 % des étudiants pensent que l'éventail de produits d'épargne et de placement est relativement intimidant.

#### Dans la moyenne

Et cela, même si 91 % des répondants au sondage considèrent que leurs habiletés en gestion financière sont dans la moyenne et au-delà.

Malgré leur optimisme général, que M. Chopra associe à la perspective d'une forte demande pour les diplômés qualifiés, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la technologie, 43 % des répondants de cette génération estiment qu'ils ne seront pas en mesure de prendre leur retraite avant l'âge de 65 ans.

Le sondage en ligne de Harris-Decima a été effectué du 31 juillet au 7 août 2008, auprès d'un échantillon de 1005 étudiants et nouveaux diplômés de niveau postsecondaire, d'un océan à l'autre.

### BANQUE DE MONTRÉAL : Les nouveaux diplômés ont de grandes attentes : Près des deux tiers des étudiants sont optimistes au sujet de leur avenir, malgré le ralentissement économique - Jeudi 04 septembre 2008

**MONTRÉAL, le 4 septembre 2008** - Le ralentissement de l'économie n'a pas affecté l'optimisme des étudiants qui ont récemment obtenu leur diplôme ou devraient l'obtenir d'ici les 12 à 24 prochains mois d'une université ou d'un cégep canadien, selon un sondage effectué pour le compte de BMO Groupe financier.

Les résultats du sondage, effectué par la firme Harris-Decima, indiquent ce qui suit :

- près des deux tiers des étudiants, soit 62 pour cent, affirment que la situation économique actuelle exercera soit une influence positive, soit aucune influence, sur leurs projets une fois leur diplôme obtenu;

- soixante-quatorze pour cent sont convaincus que leur situation financière personnelle et celle de leur famille sera meilleure, ou au moins aussi bonne, dans un an.

« Il est encourageant de voir l'état d'esprit positif qui anime les diplômés du niveau postsecondaire », a déclaré Sid Chopra, vice-président, BMO Banque de Montréal. « Les résultats du sondage montrent que les étudiants sont optimistes quant à leur avenir, quelle que soit la situation économique. Ils sont convaincus que la demande sera forte pour les diplômés qualifiés, en particulier dans les secteurs de l'éducation et de la technologie. »

#### Planifier pour l'avenir : priorités financières

La majorité des répondants au sondage reconnaissent l'importance de réduire leurs dettes et de planifier pour l'avenir.

Ainsi, selon les résultats du sondage :

- sept étudiants sur dix, soit 71 pour cent, affirment que l'une de leurs priorités, sur le plan financier, sera de rembourser leur prêt étudiant;
- six sur dix, soit soixante-deux pour cent, indiquent comme priorité financière d'amasser suffisamment d'argent pour une mise de fonds en vue d'acheter une maison ou un appartement;
- plus de la moitié des répondants, soit 58 pour cent d'entre eux, pensent être prêts à acheter leur premier logement d'ici trois à huit ans.

« Étant donné que l'âge moyen d'un acheteur d'une première maison est de 33 ans au Canada et que l'âge moyen d'un diplômé de niveau postsecondaire est de 22 ans, le fait de vouloir acheter un logement dans les trois à huit années suivant l'obtention d'un diplôme est un objectif ambitieux, certes, mais certainement réalisable », a ajouté M. Chopra. « Afin qu'il devienne réalité, les étudiants doivent se montrer rigoureux en ce

qui concerne la gestion de leurs finances, et commencer à économiser très tôt. »

Bien qu'ils soient optimistes au sujet de leur avenir financier, 43 pour cent des diplômés de cette génération croient qu'ils ne seront pas en mesure de prendre leur retraite avant l'âge de 65 ans.

« De plus en plus, les Canadiens demeurent sur le marché du travail au-delà de l'âge de 65 ans, mais il est possible pour ceux qui débutent leur carrière de réduire cet horizon, s'ils s'y attellent dès maintenant », a poursuivi M. Chopra. « BMO dispose de conseillers financiers qui sont en mesure d'aider à l'élaboration d'un plan financier permettant d'aider les étudiants à atteindre leurs objectifs, à la fois à court et à long terme. »

#### Gestion des finances

En plus de faire preuve d'un état d'esprit positif, les étudiants de niveau postsecondaire sont confiants au sujet de la gestion de leurs finances, même s'ils sont plusieurs à penser que les choix sont trop nombreux en matière de produits d'épargne et de placement, et qu'ils devraient être simplifiés.

Ainsi, toujours selon les résultats du sondage :

- quatre-vingt onze pour cent des répondants se considèrent dans la moyenne ou supérieures



<p>à la moyenne en ce qui concerne leurs habiletés en matière de gestion financière;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• près des deux tiers des répondants, soit 64 pour cent, estiment qu'il devrait être plus facile de choisir les produits dans lesquels ils souhaitent investir;</li> <li>• six étudiants sur dix, soit 61 pour cent, pensent que la vaste sélection de produits</li> </ul>	<p>d'épargne et de placement est relativement intimidante.</p> <p>En plus d'offrir des conseils en matière de planification financière aux étudiants de niveau postsecondaire, BMO Banque de Montréal propose des programmes financiers spécialement conçus pour les étudiants actuels, tels que la gratuité sur les services bancaires courants, une marge de crédit aux étudiants, ou encore la carte MasterCard Mosaik BMO SPC. De plus, BMO est la seule ban-</p>	<p>que à offrir aux diplômés une année complète de services bancaires gratuits une fois leur diplôme obtenu.</p> <p>Le sondage en ligne Harris/Decima a été effectué du 31 juillet au 7 août 2008, auprès d'un échantillon de 1005 étudiants et nouveaux diplômés de niveau postsecondaire, d'un océan à l'autre.</p>
--	---	---

## MÉTRO : Un gros cadeau fiscal, par Léo-Paul Lauzon – Jeudi 04 septembre 2008

<p>Les fondateurs de CGI, messieurs Godin et Imbeau, viennent d'encaisser un rutilant 126 M\$ en vendant 30 % de leurs actions, et Guy Laliberté, du Cirque du Soleil engrange un p'tit 400 M\$ en cédant 20 % de ses actions à deux fonds d'investissements arabes. «Ça sécurise une partie de mon futur et celui de ma famille. Je pense que c'est ma responsabilité de parent», a-t-il dit sérieusement.</p> <p>Faut pas faire nos jaloux. Ça va nous enrichir collectivement puisqu'ils devront payer beaucoup d'impôt. Eh bien, détrompez-vous. Dans un article du chroniqueur Gérard Bérubé paru le 24 mai dans Le Devoir, on a appris qu'ils n'auront pas d'impôt à payer sur ces immenses revenus avant 25 ans, grâce à la complicité de leurs politiciens qui ont succombé aux charmes de leurs lobbyistes</p>	<p>et qui ont tripoté les lois fiscales pour les accommoder raisonnablement. Tout simplement abominable. Pourquoi aller dans les paradis fiscaux quand on peut le faire si aisément au Québec? C'est ainsi que nos élus sous-financent tous nos services publics et se prive volontairement de revenus en accordant d'innombrables faveurs fiscales au gratin. Par contre, les politiciens n'ont aucune gêne à taxer «généreusement» le peuple en augmentant le coût de tous les services publics. Mes amis, un dollar déboursé dans 25 ans ne vaut rien aujourd'hui. C'est le principe des valeurs actualisées. Et ça, c'est en supposant qu'ils acquittent leurs impôts dans 25 ans. En vérité, je vous le dis, ils vont pouvoir le reporter indéfiniment. Oh que j'aimerais pouvoir payer mes impôts dans 25 ans seulement! Pas vous?</p>	<p>Je ne veux surtaxer personne. Je milite uniquement pour des politiques fiscales équitables, qui taxent tous les revenus de tout le monde de la même manière. L'homme le plus riche du monde, Warren Buffet, a dit que ça n'avait aucun sens que sa secrétaire ait aujourd'hui un taux effectif d'imposition plus élevé que le sien.</p> <p>Ce sont les privilégiés détaxés qui nous disent comment gérer l'État, en privatisant et en tarifant davantage les services publics du monde ordinaire et en diminuant les impôts du monde extraordinaire. Même qu'ils poussent l'audace jusqu'à exiger de se faire payer une immense salle de cirque et une salle pour leur orchestre symphonique à même les fonds publics. Faut le faire!</p>
---	--	--

## THE GAZETTE : Editorial : The hope and challenges of a new school year – Tuesday, September 02, 2008

<p>The calendar page turns, and tens of thousands of Montreal students are heading back to school. Most CEGEPs have been in for a week already. Grade schools and high schools opened last week or today. University campuses are bustling. Some students love to grumble at this time of year, but still there's something reassuring about "la rentrée." We hear incessantly about how vital a really good education is in life, and here we are, as a society, buckling down again to pass on what we know to a new generation.</p> <p>It would all be more reassuring still, however, if education in Quebec were in a better state. From grade schools to universities, the system has serious problems, not only important current flashpoint issues such as curriculum reform and school closures and moral-education courses and the shocking lack of English textbooks (though some progress has just been made on that one) but also what we might call semi-permanent crises. In this category we include a stubborn high-school drop-out rate, rowdiness and violence in schools, ineffective school boards, and university underfunding.</p>	<p>The continued growth of so-called private schools – in fact most such schools charge fees but also get some government money – reflects parental concern that public schools are failing in important ways. This becomes a self-fulfilling prophecy as growing numbers of education-conscious parents go private, requiring public schools to concentrate first on social-work issues before they can get to education. The solution to this problem will be found only in additional government investment in public schools, coupled with improved governance. Mario Dumont's widely-derided views on school discipline and uniforms were overstated and simplistic, but contain a grain of sense: Students need to be focused on learning.</p> <p>Pending government legislation, Bill 88, should solve some of the problems of school boards. But reducing the number of commissioners and adding an ombudsman will not solve problems like the factional mess that has made the English Montreal School Board such a shambles. Measures need to be found to make sure all players, including teachers' unions, give priority to the quality of education.</p>	<p>At the university level, Quebec actually spends more per student than other provinces, including an additional \$250 million over five years in last spring's budget. But because tuition remains so low, the total funding available to universities is badly insufficient.</p> <p>Education Minister Michelle Courchesne is said to be fed up with university deficits and financing crises. We don't blame her, but neither can we blame universities for trying to keep going and educate students. Ultimately, under-funded universities produce under-educated graduates, and who wants that?</p> <p>In that budget last spring, Finance Minister Monique Jérôme-Forget stepped up education spending by 4.6 per cent, a considerable improvement. Only health spending and "support for families and seniors" climbed more, at 5.5 per cent each. The fact remains, however, that we will be betraying our young people if we don't try harder to make their education the best it can possibly be.</p>
---	---	---

## Cégeps

### Edouard-Montpetit harcelé par le PQ?

## CYBERPRESSE : Une histoire de kiosque cause des frictions à Édouard-Montpetit - Publié le 24 septembre 2008 à 17h35 | Mis à jour le 24 septembre 2008 à 17h40

<p>La Presse Canadienne, Montréal</p> <p>Une banale histoire de kiosque d'information dans un cégep a causé un quiproquo entre l'association étudiante du Collège Édouard-Montpetit et des représentants du Parti québécois.</p> <p>C'est l'association étudiante de ce cégep de Longueuil qui a tiré la sonnette d'alarme, mercredi, en diffusant un communiqué pour dénoncer l'insistance de certains représentants du Parti québécois à vouloir installer un kiosque d'information sur l'éducation au cégep, même après que l'association le leur eut refusé.</p>	<p>Dans son communiqué, l'association étudiante affirme carrément que le PQ l'a harcelée par téléphone et par courriels.</p> <p>En entrevue, le président de l'association étudiante, David Charbonneau, a expliqué que ce n'est pas que l'association s'opposait au Parti québécois en tant que tel, mais plutôt qu'elle a comme politique, lorsqu'un parti veut rencontrer les étudiants, d'inviter tous les partis politiques pour donner une information plus complète aux étudiants.</p>	<p>M. Charbonneau rapporte qu'après que l'association étudiante eut exprimé ce refus au PQ, «des attachés politiques» et des représentants des députés locaux du Parti québécois auraient insisté, en téléphonant et en adressant des courriels, pour demander s'il n'était pas possible de changer d'idée. «Ils nous ont fait beaucoup de pression au téléphone», a relaté M. Charbonneau.</p> <p>La direction du cégep a confirmé qu'un représentant du PQ aurait également insisté auprès d'elle, après qu'on l'eut informé de la politique de l'association étudiante d'inviter tous les partis. «Il a</p>
--	---	--

insisté pour avoir quand même un kiosque et pour souligner que ce n'était pas dans le cadre de la campagne électorale», a rapporté Guy Bédard, directeur des affaires étudiantes et communautaires.

Le cégep prend habituellement ce genre de décision en collaboration avec l'association étudiante, a-t-il expliqué, puisqu'il s'agit de gens qui veulent rencontrer des étudiants.

M. Bédard précise toutefois que comme il était également prévu que des députés du Parti québécois rencontrent le directeur général du cégep, et qu'il s'agit là d'élus de l'Assemblée nationale qui rencontrent des représentants d'institutions publiques, on a dérogé à la règle et une table et des chaises ont finalement été mis à la disposition du PQ pour qu'il puisse y monter un kiosque.

«On leur a fait une place spéciale. Il s'agissait quand même de représentants de l'Assemblée nationale qui désiraient venir faire un point sur des questions d'éducation; ça nous concernait. Le

collège n'était pas confortable, dans ce contexte-là, de leur refuser ça», a expliqué M. Bédard.

La direction du cégep a donc rencontré les députés péquistes Marie Malavoy (députée de Taillon et porte-parole du PQ pour les dossiers d'enseignement supérieur), Sylvain Gaudreault (Jonquière) et Alexis Wawanoloath (Abitibi-Est). Ceux-ci ont ensuite tenu un point de presse à l'extérieur du cégep, comme il était d'ailleurs prévu.

En bout de ligne, le Comité national des jeunes du PQ a choisi de ne pas occuper la table et les chaises mis à sa disposition pour y monter son kiosque.

En entrevue, la présidente du comité, Isabelle Fontaine, a assuré que ni elle ni personne du PQ n'a insisté pour installer le kiosque du PQ au cégep. «Pas du tout, pas du tout», a-t-elle dit.

«Il y a peut-être des gens qui sont venus les voir en disant que le Parti québécois devait... il y a eu toutes les discussions 'est-ce qu'ils ont droit de nous empêcher» et tout. Non, peut-être que légalement ils n'ont pas le droit de nous empê-

cher. Mais à aucun moment on a eu l'intention de contrevenir à leurs règlements généraux», a ajouté la présidente du Comité national des jeunes du PQ.

Selon Mme Fontaine, le PQ fait actuellement deux tournées, l'une des députés du Parti québécois qui rencontrent des représentants d'institutions et de groupes dans les régions, et l'autre du Comité des jeunes du PQ, qui rencontre des jeunes dans les cégeps et les universités.

Elle affirme n'avoir jamais vu une telle directive à l'égard des partis politiques, surtout en l'absence de campagne électorale au provincial. «Ils ont une façon de fonctionner qui est différente de partout ailleurs», a-t-elle conclu.

L'Action démocratique du Québec a mis son grain de sel dans ce quiroquo. «Le Parti québécois manque de respect envers l'association (étudiante) en tentant d'imposer son modèle de pensée dans le collège», a affirmé la présidente de la Commission des jeunes de l'ADQ, Catherine Goyer, dans un communiqué.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Édouard-Montpetit : des cégépiens « harcelés » par le PQ – Jeudi 25 septembre 2008



### 24 HEURES.CA : Actualités : Cégep Édouard-Montpetit : Les étudiants et le PQ à couteaux tirés - Le jeudi 25 septembre 2008

Un quiroquo entre l'association étudiante du Collège Édouard-Montpetit et des représentants du Parti québécois a finalement été tué dans l'oeuf, après que le PQ se soit résigné à ne pas utiliser un kiosque qu'il avait voulu installer au cégep et que l'association étudiante lui avait d'abord refusé.

C'est l'association étudiante de ce cégep de Longueuil qui a tiré la sonnette d'alarme, mercredi, en diffusant un communiqué pour dénoncer l'insistance de certains représentants du Parti québécois à vouloir installer un kiosque d'information au cégep, même après que l'association le lui eut refusé. Dans son communiqué, l'association étudiante parle carrément de harcèlement par téléphone et par courriels.

En entrevue, le président de l'association étudiante, David Charbonneau, a expliqué que ce n'est pas que l'association s'opposait au Parti québécois en tant que tel, mais plutôt qu'elle a comme politique, lorsqu'un parti veut rencontrer les étudiants, d'inviter tous les partis politiques pour donner une information plus complète aux étudiants.

M. Charbonneau rapporte qu'après que l'association étudiante eut exprimé ce refus au PQ, "des attachés politiques" et des représentants des députés locaux du Parti québécois auraient insisté, en téléphonant et en adressant des courriels, pour demander s'il n'était pas possible de changer d'idée.

**La direction a aussi été sollicités**

La direction du cégep confirme qu'un représentant du PQ aurait également insisté auprès d'elle, après qu'on l'eut informé de la politique du cégep d'inviter tous les partis.

La direction précise toutefois que comme il était également prévu que des députés du Parti québécois rencontrent la haute direction du cégep, et qu'il s'agit là d'élus venus rencontrer des représentants d'institutions publiques, une place leur a finalement été faite pour que le PQ puisse y monter un kiosque.

En bout de ligne, le Comité national des jeunes du PQ, disant ne pas vouloir s'imposer, n'a pas occupé le kiosque mis à sa disposition.

## Sécurité au Collège Ahuntsic

### RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Collège Ahuntsic : La sécurité revue à la hausse : Mise à jour le vendredi 26 septembre 2008 à 11 h 21

À la suite des événements violents survenus mercredi, les troisièmes du genre depuis la rentrée des classes, le Collège Ahuntsic a décidé d'embaucher du personnel de sécurité supplémentaire.

Le directeur général du cégep, Luc Demers, affirme que les mesures de sécurité seront révisées et que des caméras de surveillance seront ajoutées à l'extérieur du collège.

L'établissement d'enseignement est le théâtre de nombreux actes de violence depuis le début des

classes, et le dernier en lice a secoué la communauté étudiante mercredi après-midi. Une altercation survenue devant l'établissement vers 14 h a dégénéré en bagarre générale, vraisemblablement entre deux gangs rivaux: les bleus et les rouges.

#### Des gangs dans le collège?

Le directeur du collège nie que son établissement soit aux prises avec un problème de gangs de rue.

**Il n'y a pas de raison particulière d'être inquiet.**

— Luc Demers

Des élèves le contredisent toutefois sur ce point. Certains avancent que des gangs sont clairement visibles et identifiables, notamment lors de grands rassemblements comme l'heure du dîner.

Les dires des élèves sont soutenus par la criminologue et spécialiste des gangs de rue Maria Mourani, auteure du livre *La face cachée des gangs de rue*. Elle soutient que les bandes sont présentes au cégep Ahuntsic parce que certains de leurs membres fréquentent l'établissement.



**Il ne faut pas se fermer les yeux et trouver ces individus, qui sont dans le cégep, et les sortir du cégep.**

— Maria Mourani

#### Coup de feu?

Des témoins ont entendu une détonation lors de l'altercation de mercredi. La détonation, que des témoins ont attribuée à un coup de feu, a provoqué la panique et la dispersion de l'attroupement. Personne n'a été blessé.

Les policiers sont incapables de confirmer que la détonation entendue était bel et bien un coup de

feu. Ils n'ont retrouvé ni projectile ni douille. Ils ont toutefois arrêté cinq personnes en fin de journée grâce aux descriptions recueillies auprès de témoins. Les agents disposent également de descriptions de trois véhicules à bord desquels des suspects ont fui.

### LE DEVOIR : En bref - Altercation devant le Collège Ahuntsic - Édition du jeudi 25 septembre 2008

#### Devoir Le

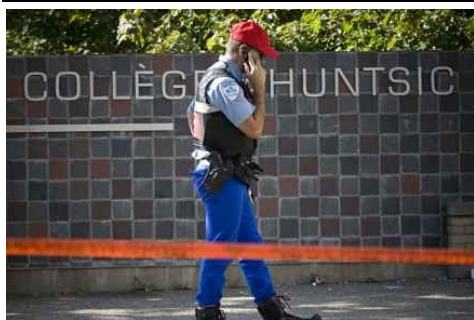
Un affrontement entre deux groupes de jeunes est survenu près du Collège Ahuntsic, à Montréal, hier vers 14 heures. Selon la porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal, Lynne Labelle, personne n'a été blessé.

La porte-parole a aussi indiqué qu'une détonation a été entendue lors de l'altercation, mais la police ne peut confirmer pour l'instant qu'il s'agit d'un

coup de feu. Plusieurs témoins ont jugé qu'il s'agissait bel et bien d'un coup de feu. Lorsque les policiers sont arrivés sur les lieux, les deux groupes étaient déjà partis. Au moment de mettre sous presse, on avait toutefois procédé à l'arrestation de cinq suspects grâce aux descriptions données par les témoins. Un couteau a été retrouvé près du collège, mais la police devra procéder à des analyses pour savoir s'il a été utilisé

lors de l'altercation. Les recherches se poursuivaient hier en soirée pour tenter de retrouver les autres individus impliqués dans l'affrontement. Malgré les événements, qui ont ravivé un instant le spectre de la fusillade survenue au Collège Dawson en 2006, les cours se sont poursuivis en après-midi au Collège Ahuntsic.

### LA PRESSE : Bagarre et coups de feu au Collège Ahuntsic - Publié le 25 septembre 2008 à 08h24 | Mis à jour à 08h28



C'est la troisième fois depuis le début de l'année que le cégep Ahuntsic est sous haute tension.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Hugo Meunier, La Presse

Une bagarre impliquant une trentaine de jeunes est survenue vers 14h hier, devant le Collège

Ahuntsic, à Montréal. Des élèves ont entendu des coups de feu, cinq jeunes ont été arrêtés, mais personne n'a été blessé.

C'est la troisième fois depuis le début de l'année que le cégep est sous haute tension. En début d'année, un jeune a été poignardé devant le cégep (mais l'enquête piétine, la victime ne voulant rien dire) et mardi, une bagarre s'est produite dans l'établissement entre deux bandes de jeunes.

Pendant plus de deux heures, en après-midi hier, les policiers étaient en état d'alerte aux abords du collège, devant une foule de collégiens attroupés dehors pour en savoir plus.

«On n'a retrouvé aucune douille et personne n'a été blessé», a dit Lynne Labelle, du Service de police de la Ville de Montréal.

La police n'a pas été en mesure de confirmer s'il s'agissait d'élèves du cégep et si les jeunes appartenaient à des gangs de rue. Les trois jeunes

arrêtés en après-midi l'ont été dans un appartement non loin du collège.

André-Anne Guénette, qui étudie en intervention en délinquance, était assise dehors, en train de fumer, quand elle a vu un groupe de personnes s'en prendre à deux ou trois jeunes. «J'ai cru voir qu'ils se donnaient des coups de matraque, puis j'ai entendu des coups de feu. Tout le monde s'est mis à courir. J'ai vraiment eu peur.»

Luc Demers, directeur du collège, a confirmé que deux agents de sécurité supplémentaires avaient été embauchés hier, après la bagarre de la veille. Il envisage maintenant de renforcer encore la sécurité et d'installer davantage de caméras de surveillance.

Malgré les événements, le cégep est resté ouvert et les cours n'ont pas été annulés.

### JOURNAL DE MONTRÉAL : Drame – Ahuntsic : Vent de panique au collège - Mise à jour: 25/09/2008 08:56



Dans les heures qui ont suivi, les policiers ont arrêté cinq individus âgés dans la vingtaine liés à la bagarre.

Photo Le Journal - Pierre-Paul Poulin

Mélanie Brisson, Le Journal de Montréal

Une bagarre de gangs de rue qui s'est terminée par ce qui pourrait être un coup de feu a semé la panique au Collège Ahuntsic hier après-midi, au lendemain de la tuerie dans une école finlandaise. Selon un intervenant communautaire, une vingtaine de jeunes membres des Rouges de Saint-

Léonard, appelés «les gars de Brooklyn», et des Bleus du boulevard Pie-IX se sont bagarrés vers 13h40 à l'extérieur, devant le Collège Ahuntsic.

Cette querelle serait consécutive à la rencontre fortuite de deux jeunes de ces gangs rivaux qui s'étaient affrontés par le passé.

On évalue pour voir si cet incident ne serait pas lié à une altercation survenue la veille, également à l'entrée du collège, et qui avait suscité de la tension à l'intérieur de l'établissement au point où la direction avait jugé bon d'ajouter deux agents de sécurité.

«Oh my God !»

Dans la mêlée d'hier, des témoins affirment avoir vu l'un des belligérants sortir une arme de sa poche et viser quelqu'un. Une détonation d'origine inconnue a ensuite été entendue, semant la panique chez les élèves, qui ont cru à un coup de feu.

«Tout le monde a eu peur. Le monde capotait, courait dans des directions opposées», dit José Henrique, qui se trouvait alors à l'extérieur. D'autres élèves se sont rués à l'intérieur pour s'y réfugier.

«Sur le coup, avec tout ce qui se passe, on a fait Oh my God ! On a pensé à une fusillade», a confié une autre élève.

«On était dans un cours de sociologie, en train de parler de la fusillade en Finlande. Puis on a entendu un gros pow ! La prof a fait sortir tout le monde de la classe», mentionne Marie-Andrée. «On était un peu sur le nerf, mais on est sorti calmement. On voyait des classes très paisibles, où les gens travaillaient», d'ajouter son amie Karine.

Le directeur général du collège, Luc Demers, a précisé qu'évacuer l'école était la pire chose à faire puisque le danger se trouvait justement à l'extérieur.

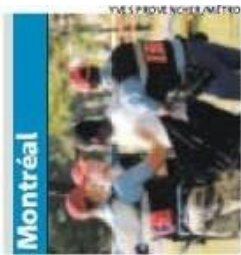
#### Coup de feu ou non ?

«On est en train d'évaluer si un coup de feu a été tiré ou non», précise la porte-parole du SPVM, Lynne Labelle, qui ajoute qu'aucune arme, aucun point d'impact ni aucune douille n'ont été trouvés sur place et qu'il n'y a pas eu de blessé.

Un couteau a toutefois été retrouvé sur un coin de rue, un peu plus loin.

Tout de suite après la détonation, les belligérants ont fui les lieux. Grâce aux descriptions fournies par des témoins, la police a par la suite arrêté cinq d'entre eux.

Le Collège prévoit renforcer la sécurité, notamment par l'ajout de caméras à l'extérieur.



Des policiers en train d'arrêter un suspect.

## Coup de feu au collège Ahuntsic

**GANG.** Un affrontement entre deux groupes de jeunes est survenu près du collège Ahuntsic, à Montréal, hier, vers 14 h. Selon la porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal, Lynne Labelle, personne n'a été blessé. La porte-parole a aussi indiqué qu'une détonation a été entendue lors de l'altercation, mais la police ne peut confirmer pour l'instant s'il s'agit d'un coup de feu. Lorsque les policiers sont arrivés sur les lieux, les deux groupes avaient déjà déguerpi. Le SPVM a toutefois procédé à l'arrestation de trois suspects, grâce aux descriptions données par des témoins. Un couteau a été retrouvé près du collège, mais la police devra procéder à des analyses pour savoir s'il a été utilisé dans l'altercation. Les cours se sont poursuivis en après-midi.

LA PRESSE CANADIENNE

### THE GAZETTE : Brawl has CEGEP worried about gangs – Thursday, September 25, 2008

There's no visible presence or activity of street gangs in the corridors and classrooms of Collège Ahuntsic, the CEGEP's top administrator said yesterday.

"But we are not sheltered from what's going on outside," director-general Luc Demers declared after a brutal 2 p.m. brawl – which police suggested might be street-gang-related – erupted almost on the school's front doorstep.

Police had picked up five suspects by last night, but hadn't completed their interrogations or decided on charges.

With usual calm of the school's northcentral Montreal campus shattered by the violent fisticuffs, "people (are) talking about the blues and the reds," Demers said, in reference to street-gang colours.

An unconfirmed report of a single gunshot during the melee also resurrected painful memories of the Dawson College shootings two years ago.

There is "a good possibility" that the "huge fight" in the school's main parking lot between a dozen or more men sprung from a confrontation between rival street gangs, said Constable Lynne Labelle of Montreal police.

Witnesses say two vehicles, each carrying five men in their mid- to late-20s, pulled into the parking lot about 1:45 p.m., Demers said.

When fighting erupted, "three to five others" jumped in, he added. All combatants scattered with the approach of police sirens.

A single report of a gunshot was called into 911, but police said it could not be confirmed.

Bystanders reported hearing "a detonation," Demers said. "Nobody knows if it was a blank or a firecracker."

Demers said he wasn't aware of any knife sightings, and police found no evidence of firearm discharge, or bullet or knife wounds.

Demers said the brawl is the most disruptive event he is aware of at the public junior college since it opened 41 years ago.

Ahuntsic has 7,000 full-time students, 1,500 continuing education students and 900 staff, including 700 faculty.

On Aug. 25, a man in his 20s was attacked and beaten by at least five people near the entrance to the college.

Demers said a police probe concluded the victim was mentally unstable and that the attack was not gang-related.

### RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Ahuntsic : Une altercation sème l'émotion - Mise à jour le mercredi 24 septembre 2008 à 17 h 03



Des policiers enquêtent au cégep Ahuntsic

Le Collège Ahuntsic a été secoué, mercredi après-midi, par une altercation survenue devant l'établissement. Des témoins ont rapporté avoir entendu un coup de feu, mais les policiers sont incapables de le confirmer.

Les policiers ont arrêté cinq personnes en fin de journée grâce aux descriptions recueillies auprès de témoins. Les agents disposent également de descriptions de trois véhicules à bord desquels les suspects ont fui.

#### Bagarre générale

L'altercation entre deux individus a dégénéré en une bagarre générale impliquant une vingtaine de belligérants vers 14 h devant le cégep. Une détonation, que des témoins ont attribuée pour un

coup de feu, a provoqué la panique et la dispersion de l'attroupement.

Personne n'a été blessé.

Dépêchés sur les lieux, des agents du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ont établi un périmètre de sécurité, mais ils n'ont trouvé aucun suspect sur les lieux. Une porte-parole du SPVM, Lynne Labelle, précise que l'altercation est survenue à l'extérieur du collège et qu'à aucun moment les individus n'ont pénétré dans l'institution.

Il pourrait s'agir d'un affrontement entre deux gangs de rue.

audio-vidéo

[L'altercation concernait des gangs de rue, explique Marie-Maude Denis.](#)

## Gouvernance des cégeps

### LE SOLEIL : La gouvernance des cégeps dans la mire de la ministre - Publié le 25 septembre 2008 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

Il n'y a pas que les universités québécoises qui sont visées par le projet de loi sur la gouvernance que compte déposer cet automne la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Les cégeps sont aussi dans sa mire.

En entrevue au Soleil hier, elle a indiqué que les mesures contenues dans le projet de loi s'appliqueront autant au réseau collégial qu'universitaire. «Oui, je souhaite que les membres des conseils d'administration soient tout aussi imputables», a-t-elle affirmé. La ministre entend exiger que les deux tiers des membres des conseils d'administration proviennent de l'externe.

Tout en reconnaissant que les enjeux diffèrent entre cégeps et universités, Mme Courchesne insiste sur le rôle des collèges dans leur région, qui pourrait être bien servie par une participation accrue des représentants de la communauté au conseil d'administration.

«Pour moi, le cégep a un rôle socio-économique très important à jouer dans le développement des régions au Québec, dit-elle. Le conseil d'administration va être le reflet de la personnalité de chacune des régions.»

Cette annonce semble beaucoup mieux accueillie dans le réseau collégial qu'universitaire, où on note une grande réticence. Le président de la

Fédération des cégeps, Gaëtan Boucher, s'est dit a priori «favorable» au projet de loi hier, si les changements s'inscrivent dans la foulée des recommandations du Groupe de travail sur la gouvernance des universités, présidé par le professeur des HEC Jean-Marc Toulouse.

«On y voit des éléments intéressants pour les cégeps, comme le poids des membres externes, la clarification du rôle et des responsabilités des administrateurs et les mécanismes de reddition de comptes», dit-il.

## Nouvelles diverses

### LE SOLEIL : Formation en thanatologie : le Campus Notre-Dame-de-Foy entre dans le bal – Lundi 29 septembre 2008



Marc Larouche, Le Soleil  
Le Collège de Rosemont à Montréal n'est plus le seul au Québec à offrir une formation en thanatologie. Dès aujourd'hui, une première cohorte de 15 étudiants du volet conseiller funéraire aux familles sera admise à Saint-Augustin-des-Desmaures, au Campus Notre-Dame-de-Foy.

«La thanatologie comprend le volet thanatopraxie (embaumeur), mais aussi l'assistance aux familles, qui est de plus en plus en demande, et cela augmentera davantage à cause du vieillissement de la population. Nous sommes les seuls dans la grande région de Québec à offrir cette nouvelle

formation», explique la directrice de la formation continue de l'établissement collégial privé, France Hamel.

La formation de conseiller funéraire aux familles est d'une durée de 16 mois (quatre sessions), est prodiguée par un thanatologue professionnel et mène à une attestation d'études collégiales. La tâche principale du conseiller à la famille est d'accueillir les familles ou les proches du défunt, les guider et les conseiller tout au long du processus. Le conseiller est aussi responsable de l'information à transmettre en ce qui a trait aux préparatifs funéraires.

«Les tâches peuvent varier d'un milieu à l'autre, dépendant que l'on exerce en ville ou en milieu rural, dans un grand salon funéraire ou un plus modeste. Dans certains villages, la personne responsable fait pratiquement tout, des conseils aux proches à la direction de la cérémonie, sauf l'embaumement, quoique nos étudiants en posséderont tout de même quelques notions», conclut Mme Hamel. Le Campus Notre-Dame-de-Foy a présenté une demande pour prodiguer le programme complet de DEC en thanatologie et est en attente d'une réponse. Les perspectives d'emplois sont excellentes.

## 24 HEURES : École supérieure de ballet contemporain et le Cégep du Vieux-Montréal : Une table de concertation avec les directeurs artistiques – Vendredi 26 septembre 2008

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE BALLET CONTEMPORAIN ET LE CÉGEP DU VIEUX MONTRÉAL

# Une table de concertation avec les directeurs artistiques

24 HEURES

Dans le contexte d'un milieu de la danse en constante évolution, l'école supérieure de ballet contemporain de Montréal et le Cégep du Vieux-Montréal ont initié sur pied une table de concertation réunissant dans un premier temps cinq des principaux directeurs artistiques du Québec qui ont fait appel aux finissants du programme d'interprétation en danse classique. Cette table de concertation permettra notamment

de mieux adapter aux besoins du milieu la mise en œuvre du programme de formation collégial. Cinq représentants de compagnies québécoises de Montréal ont été invités à faire partie de la table de concertation des directeurs artistiques. De plus, afin de renforcer la dimension internationale de cette concertation, certains employeurs internationaux seront également mis à contribution. De façon plus particulière, une rencontre est déjà prévue au cours des prochaines semaines entre les représentants de l'ESBCM et ceux des Grands ballets canadiens afin d'amorcer la réflexion autour des travaux de la table de concertation.

STAGES

D'autre part, Didier Chirpaz, directeur artistique de l'ESBCM, envisage également la mise sur pied de stages ou de contrats de spécialisations hors programme qui seraient axés sur les besoins spécifiques de chacune de ces compagnies. Il affirme être en mesure de pouvoir répondre totalement et adéquatement aux besoins en main-d'œuvre des principales compagnies de danse professionnelles. La création de cette table de concertation des directeurs artistiques démontre la grande volonté d'apporter des solutions concrètes aux préoccupations des compagnies.



PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE  
Des moyens pour rendre la danse encore plus accessible.

## LE SOLEIL : Le français périlite au cégep : les cours de mise à niveau de plus en plus « populaires » au cégep - Publié le 25 septembre 2008 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

Les profs de cégeps sont nombreux à dénoncer les lacunes des étudiants en français, qui ne font qu'empirer selon plusieurs. Or, les chiffres leur donnent raison. Les étudiants sont de plus en plus nombreux à devoir suivre des cours de mise à niveau en français, lorsqu'ils font le saut du secondaire au cégep.

Selon les données fournies par la Fédération des cégeps, 4767 étudiants étaient inscrits au cours de mise à niveau en langue et littérature (français) en 2002 au cégep. En 2006, ce nombre était passé à 6478. Une augmentation de 36 %, en quatre ans seulement.

Selon la Fédération, cette hausse peut être attribuée aux difficultés grandissantes des jeunes Québécois en français. «Instinctivement, on a tendance à croire que la hausse n'est pas liée à l'augmentation des exigences des collègues, mais plutôt à de plus grandes lacunes en français», affirme la directrice des communications, Caroline Tessier.

### Faible moyenne

Généralement, les cours de mise à niveau sont imposés aux élèves qui ont leur diplôme d'études

secondaires en poche, mais dont la moyenne générale en français est faible. Puisqu'il n'y a pas de règle commune pour tous les cégeps, certains établissements se basent aussi sur la note obtenue à l'examen de français du ministère de l'Éducation.

Au Cégep de Sainte-Foy, par exemple, un étudiant qui a obtenu une moyenne de 65 % et moins à l'examen du ministère et en français de cinquième secondaire doit suivre un cours de mise à niveau au cégep. La seule façon d'y échapper est de réussir un test de classement qui lui permettrait d'accéder directement au cours de français régulier.

Le cours de mise à niveau ? dont la réussite est obligatoire ? permet de revoir des notions de base : grammaire, orthographe, syntaxe, ponctuation, etc. En cas d'échec, la plupart des cégeps offrent une deuxième chance.

Mais réussir le cours de mise à niveau n'est pas nécessairement un gage de succès pour la suite. Le nombre de fautes permis y est deux fois plus élevé que dans les cours de français régulier : une erreur tous les 15 mots, comparé à une erreur tous les 30 mots.

L'augmentation des étudiants inscrits aux cours de mise à niveau n'étonne pas Patrick Moreau, professeur de français de cégep au Collège Ahuntsic. Il a publié récemment le livre Pourquoi nos enfants sortent-ils de l'école ignorants? où il tire à boulets rouges sur le système d'éducation québécois. «La langue s'enseigne de plus en plus mal dans les écoles, affirme-t-il. La majorité ont des lacunes énormes et ils ont de la difficulté à exprimer clairement leurs idées, surtout à l'écrit.» Selon M. Moreau, qui enseigne depuis une quinzaine d'années, les élèves ne sont pas nécessairement pires qu'avant, mais il sont deux fois plus nombreux à massacrer le français. Patrick Moreau n'est pas le seul à tirer la sonnette d'alarme. Le printemps dernier, l'Office québécois de la langue française a compilé les résultats des élèves aux épreuves de cinquième secondaire.

Résultat : le taux de réussite a diminué depuis 2000. Précisons, par ailleurs, que ces chiffres ne concernent pas les élèves de la forme, qui sont maintenant en quatrième secondaire.

Mais ce sombre portrait n'est pas partagé par tous. Chantale Lebel, enseignante de français au Cégep Limoilou, y voit aussi quelques lueurs



d'espoir. «Je ne sais pas s'ils sont vraiment moins bons à l'écrit, mais une chose est sûre, c'est qu'ils

ont plus d'idées, dit-elle. Parfois, ça sort tout croche, mais ils ont de quoi argumenter.»

Reste à voir comment s'en tireront les élèves de la réforme, qui feront le saut au cégep à l'automne 2010.

## **RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de la Gaspésie-Les Îles : Une organisation fructueuse - Mise à jour le mercredi 24 septembre 2008, 11 h 00 .**

La fondation du cégep de la Gaspésie et des Îles, la Fondation Cornélius-Brotherton, a amassé 1,2 million de dollars en moins d'un an.

Cet argent est le bienvenu pour le petit cégep qui souhaite inciter les jeunes Gaspésiens à poursuivre leurs études dans leur région d'origine.

La présidente de la campagne de financement, Claudine Roy, qui a étudié à Gaspé, rappelle que la présence du cégep est capitale pour la région.

« Je me suis dit que de m'impliquer au niveau de la fondation, ça assure tout de même une pérennité », ajoute Mme Roy.

L'argent servira à acheter de nouveaux équipements pour certains programmes techniques et à financer des activités étudiantes. La fondation souhaite aussi mettre en place un programme de bourses pour les étudiants.

La directrice de la fondation, Maryse Dufresne, précise que les bourses de 500 \$ à 1000 \$ seraient remises à des diplômés du secondaire qui souhaitent étudier au cégep de la Gaspésie et des Îles. « On va aussi offrir des bourses pour des étudiants du collège pour des besoins spécifiques, ou encore qui sont méritants », explique Mme Dufresne.

## **RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Carleton : Former des ambulanciers - Mise à jour le mardi 23 septembre 2008, 16 h 26 .**

La MRC Bonaventure souhaite instaurer un programme de techniques ambulancières au Cégep de Carleton. L'organisme souligne qu'il y a une pénurie de main-d'oeuvre dans ce secteur et qu'elle risque d'être encore plus marquée en raison de changements dans les méthodes de travail.

Le préfet de la MRC Bonaventure, Jean-Guy Poirier, déplore l'absence d'un programme de formation pour les ambulanciers en Gaspésie. « Ces gens-là sont obligés de se déplacer à Rivière-du-Loup », observe-t-il.

M. Poirier croit que l'absence d'une technique dans la région décourage certains jeunes à choisir le métier d'ambulancier. « Il n'y a pas de relè-

du tout. Alors, il va falloir qu'il y ait un geste concret qui soit posé à court terme », ajoute le préfet.

De son côté, le Regroupement des techniciens ambulanciers du Québec craint que ces difficultés de recrutement ne compromettent des changements qui pourraient améliorer le service offert en Gaspésie.

## **LE QUOTIDIEN : PROMOTION DE LA CARTE DES PROGRAMMES DANS LES CÉGÉPS : Jonquière abandonne la stratégie régionale - Le mardi 23 septembre 2008**

Isabelle Labrie, Le Quotidien  
CHICOUTIMI

**La bonne entente qui régnait entre les quatre cégeps de la région pour faire la promotion de la carte des programmes n'existe plus. Le Cégep de Jonquière a décidé cette année de faire cavalier seul.**

Dans une publicité commune publiée dans les journaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean cette fin de semaine, les cégeps de Chicoutimi, d'Alma et de Saint-Félicien ont en effet mis en évidence tous les programmes disponibles sur l'ensemble du

territoire. Contrairement aux années précédentes, le Cégep de Jonquière a choisi de ne pas prendre part à cette offensive promotionnelle, brisant ainsi une stratégie mise sur pied il y a cinq ans.

Le directeur général du Cégep de Jonquière, Michel Gravel, n'a pas voulu s'étendre sur les raisons qui ont motivé son retrait de cette stratégie publicitaire conjointe. Sans parler de chicane, il admet qu'il y a des "malentendus" entre lui et ses collègues des autres cégeps sur les façons de faire du marketing et d'attirer de nouveaux étudiants.

"Nous ne voulions plus faire une promotion de ce type-là, qui met en évidence tous les programmes. Nous voulons faire une promotion plus ciblée de certains de nos programmes qui sont porteurs d'avenir pour l'économie régionale et qui sont un peu désertés. C'est le cas des programmes en techniques physiques. Nous voulons les faire ressortir en faisant valoir des informations justes et correctes, comme les opportunités d'emplois", explique Michel Gravel.

## **RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Rimouski : Équilibre et stabilité - Mise à jour le mercredi 17 septembre 2008, 12 h 04**

Le cégep de Rimouski entreprend l'année 2008-2009 avec une clientèle stable et un budget équilibré.

Les efforts de recrutement de l'établissement d'enseignement donnent des résultats et la clientèle du cégep, qui s'établit cet automne à 2632 étudiants, se maintient. C'est le cas aussi à l'Institut maritime où 239 sont inscrits et du centre matapédien d'études collégiales qui a réussi à attirer 152 étudiants.

De plus, l'établissement, qui dispose cette année d'un budget de 45 millions de dollars, a pu bénéficier d'un transfert fédéral ce qui a augmenté ses crédits de 1,7 million. L'argent permettra entre autres d'embaucher de nouveaux enseignants.

Cette embellie permettra à la direction du cégep de se préparer à affronter la diminution de clientèle régionale. Cette année, la commission scolaire des Phares a subi une baisse de clientèle de 370 élèves.

Le défi du directeur général Jean-Pierre Villeneuve sera donc d'accroître les stratégies de recrutement pour éviter la décroissance.

Le cégep a mis en place certains éléments attractifs comme une équipe de football collégial et un parti-pris envers les activités culturelles qui semblent porter ses fruits. Toutefois, M. Villeneuve souhaite analyser la véritable portée de ces outils pour établir une approche gagnante. « Parce que si à l'avenir, il faut déployer des moyens pour

attirer davantage d'élèves, on veut bien comprendre ce phénomène-là », commente M. Villeneuve.

Le cégep tient à conserver tous les programmes offerts actuellement. « Dans les prochaines années, l'objectif est de maintenir la carte de programmes, c'est évident », ajoute M. Villeneuve. Le cégep a donc revu les programmes d'informatique, d'électronique, de foresterie et de diététique pour mieux les adapter à la réalité du marché du travail.

Une vaste réflexion s'amorcera cet automne afin d'établir le projet éducatif et de définir le prochain plan stratégique prévu pour 2010.

## **RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Publicité : Reproches au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le vendredi 12 septembre 2008 à 12 h 12**

Les étudiants et les enseignants du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue à Rouyn-Noranda se mobilisent pour demander le retrait des publicités qui tapissent maintenant les murs de l'établissement.

Mercredi soir, l'association étudiante a adopté une résolution s'opposant à l'affichage de panneaux publicitaires provenant d'entreprises privées.

Pour sa part, le syndicat des enseignants devrait adopter le 22 octobre une résolution demandant à la direction de mettre fin aux contrats de publicité. « Il y a l'aspect de l'endettement étudiant qui est très grand. Les étudiants ont des problèmes financiers et c'est sûr que de les pousser à la consommation à l'intérieur même des murs du

cégep c'est pas quelque chose qui va les aider à ce niveau-là. D'autre part, pour pouvoir s'offrir les biens de consommation qu'on leur propose, ces étudiants-là doivent travailler. Et évidemment, les heures de travail qui s'ajoutent aux heures qui sont nécessaires à leurs études, d'habitude ça nuit plutôt que ça les aide à réussir au niveau scolaire », affirme la présidente du syndicat des enseignants du Cégep, Frédérique Godefroy.

Depuis le début de la session, de grands panneaux publicitaires ornent les murs du cégep, vantant notamment les mérites de téléphones cellulaires et de vaccins contre le papillome humain.

« On n'est pas dans des produits genre Coke ou Pepsi. On est vraiment dans des produits qui s'adressent au bien-être des étudiants et je pense que c'est de bon aloi d'aller chercher ces sommes-là, pourvu qu'on les retourne directement aux étudiants », affirme le directeur de l'établissement, Daniel Marcotte.

À la Fédération étudiante collégiale du Québec, on indique qu'on n'est pas contre ce type d'affichage, à condition que certaines règles soient respectées. Les responsables souhaitent que l'argent gagné, comme à Rouyn-Noranda, profite aux étudiants.

[audio-vidéo](#)

- [Un reportage de Marc Simard](#)





PIERRE OBENDRAUF THE GAZETTE

*Christopher Handfield with his monthly transit pass at Atwater métro station yesterday. The 17-year-old student was ticketed last week at Lionel Groulx métro because did not yet have his Dawson College ID or the new Opus student card with his photo on it.*

Welcome to CEGEP – here's a \$118 ticket for using public transit without the proper ID. That's the lesson a freshman Dawson College student got from a Montreal Transit Corp. inspector last week, as long lines of students formed and some confusion set in over the implementation of the new Opus transit pass for students. The MTC is currently photographing 175,000 students for the cards, which permit users to "load" them with passes from various transit agencies in Greater Montreal.

**THE GAZETTE : Students wonder: What's the agenda? Day planner handed out at Dawson College features ad for casino in Kahnawake – Thursday, September 04, 2008**

A stack of colourful agendas sits on a beat-up couch in the Dawson Student Union office.



*The Dawson Student Union is under fire for allowing a Kahnawake gaming hall to advertise in agendas distributed to teenagers.*

The day planner is free to all students at Dawson College to help them organize a busy back-to-school schedule.

But flipping through the agenda also reveals numerous advertisements, including one inside the glossy front cover that has the student union in hot water.

The ad is for Plaza 138 Poker, a gambling centre on the Kahnawake Mohawk Territory that offers

"I really didn't understand and I was really confused," Christopher Handfield, 17, said, recalling how an MTC inspector pulled him aside at Lionel Groulx station Aug. 26.

Handfield had just slid his August student pass through the turnstile scanner and was then asked by the inspector to show valid student identification.

Handfield, a social commerce student, did not have his Dawson ID yet or the new Opus student card with his photo on it.

Lines for both types of ID formed in Dawson's cafeteria last week and Handfield said he waited an hour in one line before leaving to attend class. Donna Varrica, a spokesperson for Dawson College, said the Opus line-ups "were very long."

The line-ups for Dawson student IDs were quite swift in comparison, she said.

Handfield, who takes two buses and the métro to commute from his home in Dollard des Ormeaux, said he didn't know he could have used his ID from last year at St. Thomas High School to prove he is a student.

Since last week, he has been playing a cat and mouse game, shifting his commute to avoid being nabbed. He was stopped again on Tuesday at Du Collège métro but was let off without a ticket when he showed the inspector some other school documents bearing his name.

Marianne Rouette, a spokesperson for the MTC, defended the ticketing, saying it is an obligation of transit users when asked to prove they are eligible for a reduced fare.

"It seems to me they should know about all this since we gave them all the information," Rouette said. "They're CEGEP students, after all."

Meredith Toivanen, 19, a second-year Dawson student, was handed a \$215 ticket on Aug. 22 at Charlevoix métro station for not showing proper student ID to prove her eligibility for her MTC student pass.

Toivanen, who takes a commuter train and the métro to school from her home in Beaconsfield, showed her TRAM ID card, which proves she's a student but is only good when buying a TRAM student pass for the commuter train.

Under the Opus system, it will be possible to combine both types of passes on the one card.

Students have a grace period – until Oct. 31 – during which they can show their most recent, school-issued student ID to prove they are students and can buy monthly MTC student passes, Rouette said.

Handfield's mother, Helen Tsalakos, will contest the ticket.

"Give these kids a break," she said. "It was the first week of school. A warning or a \$20 ticket would have been okay, but \$118? Come on."

free alcohol and food and also allows indoor smoking.

In a college setting, where ads for tobacco, gambling and alcohol are usually banned, many were surprised by that ad.

"It encourages students to develop bad habits," Frederika Ouellet, 19, a Dawson student, said yesterday. "I ripped out, like, 30 pages of ads from my agenda yesterday. But the ad for the casino is on the inside cover, so I can't do anything about it."

Student union spokesperson Katerina Teller acknowledged the advertisement was an error and promised a policy would be put in place to prevent a similar mistake next year.

"It's too late to make any changes for this year because all the agendas have been printed. But we apologize to students and promise this won't happen again," Teller said yesterday.

Donna Varrica, a college spokesperson, said it was an unfortunate mistake but she understood how it happened.

"Maybe it's a lack of experience," Varrica said. "They don't have their antennas up for these things. But they're here to learn. This is what college is all about."

Noaman Khan, a manager at Plaza 138, said when the poker house was contacted to advertise in the Dawson agenda, he asked them to make sure the school's administrators wouldn't have a problem with it.

Unlike most casinos, Plaza 138 Poker does not have slot machines or electronic gambling devices – only poker tables, he said.

"It's not some scene of debauchery. It's a relaxed environment and anyone over 18 is a young adult and can make the choice to come play or not."

Many students at Dawson agreed yesterday they are mature enough not to be influenced by an advertisement.

"Something like this will not push someone to become a gambling addict," said Alice Khoushinsky, 19. "It's a bit of an overreaction to think that."

Jeffrey Derevensky, co-director of the International Centre for Youth Gambling Problems and High-Risk Behaviours at McGill University, said teenagers are at risk of developing gambling problems because they often feel impervious to the perils. "Teens are dropping out of school because of gambling, and it needs to be taken more seriously."

**RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Techniciens ambulanciers : Emplois garantis - Mise à jour le mercredi 3 septembre 2008, 10 h 58**

Une cinquantaine de postes de techniciens ambulanciers seront disponibles sur la Côte-Nord d'ici les prochaines années.

Plusieurs régions comme la Côte-Nord et la Gaspésie vont manquer de professionnels pour assurer l'accroissement des services ambulanciers dans les prochaines années.

Le passage des horaires de garde aux horaires de faction pour améliorer la couverture et la rapidité

d'intervention en région entraînera la création de nombreux postes.

Les étudiants en Techniques ambulancières du cégep de Baie-Comeau sont quasi assurés d'un emploi à la fin de leur formation. L'an dernier, le cégep de Baie-Comeau a obtenu une autorisation spéciale d'un an du ministère de l'Éducation pour offrir une attestation d'études collégiales en Techniques ambulancières.

Une vingtaine d'étudiants ont commencé au printemps leur nouvelle formation d'un an.

L'intérêt et la motivation des étudiants sont visibles. La majorité des étudiants ont quitté un autre métier pour s'inscrire au cours. Il y a eu un seul abandon en trois mois.

Il n'est pas exclu que le cégep de Baie-Comeau puisse former une deuxième cohorte l'an prochain.

**L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : L'AGECD invoque le recours à une injonction contre la direction du Cégep : Et voit des signes de répression dans la non disponibilité de ses locaux - Article mis en ligne le mardi 2 septembre 2008 à 15:04**

## par Gérard Martin

L'AGECD invoque le recours à une injonction contre la direction du Cégep

Et voit des signes de répression dans la non disponibilité de ses locaux

Le moins que l'on puisse dire, ce n'est pas l'harmonie en ce début d'année scolaire entre certains représentants de l'Association générale étudiante du Cégep de Drummondville (AGECD) et la direction de cette maison d'enseignement alors que les premiers n'hésitent pas à parler de répression.

Dans un communiqué de presse signé conjointement par Éric Faucher, porte-parole de l'AGECD, et Pascal Chabot, coordonnateur de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), ceux-ci accusent l'administration du Cégep de Drummondville de bafouer leurs droits fondamentaux reconnus par la Charte canadienne des droits et libertés.

Selon ces derniers, la direction du Cégep de Drummondville a brimé les droits d'association de l'AGECD en bloquant l'accès à son local et en empêchant les membres de l'association de pas-

ser librement sur le campus des journaux étudiants.

Ceux-ci plaident qu'en vertu de la loi 32 sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves, celles-ci ont comme mandat de promouvoir les intérêts des étudiants et étudiantes.

Selon leurs prétentions, en agissant ainsi, l'administration du Cégep empêche l'AGECD de respecter son mandat, d'autant plus que la loi 32 stipule que l'administration doit fournir gratuitement un local à l'AGECD.

Or, soutiennent-ils, durant l'été, l'administration a entrepris des travaux de rénovation au Cégep dont aux locaux de l'AGECD, mais ceux-ci n'ont pas été complétés.

«La rentrée scolaire est le moment le plus important pour les associations étudiantes d'informer les étudiantes et étudiants de leurs droits. Comment est-il possible pour une association d'être capable de répondre aux besoins des étudiants et étudiantes et de défendre leurs intérêts sans local et sans pouvoir se promener librement dans le Cégep avec des journaux étudiants», questionne Éric Faucher, porte-parole de l'AGECD.

## L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : La direction du Cégep se montre surprise de cette sortie publique de l'AGECD : Une solution temporaire avait été retenue, dit-on - Article mis en ligne le 2 septembre 2008 à 15:06



*Le début de l'année scolaire au Cégep de Drummondville est assombri par un différend entre certains ténors de l'AGECD et la direction de l'établissement au sujet du local de l'association qui n'est pas disponible pour l'instant. Des travaux sont néanmoins en cours au Cégep selon un ordre de priorités établi par la direction, de concert avec l'entrepreneur. (Photo : Jean-Guy Fréchette)*

par Gérard Martin

La direction du Cégep se montre surprise de cette sortie publique de l'AGECD

## LA VOIX DU SUD : Le Cégep Lévis-Lauzon formera des « salubristes » - Article mis en ligne le 3 septembre 2008 à 14:12

par André Poulin

Le Cégep de Lévis-Lauzon offre dès cet automne une toute nouvelle formation dans la région : une attestation d'études collégiales (AEC) en Hygiène et salubrité en entretien sanitaire. « Dans le contexte actuel, où l'éclosion et la propagation des infections liées à la contamination par les bactéries et autres organismes est une préoccupation de tous les instants, l'offre de formation développée avec le Centre de santé et de services sociaux (CSSS) du Grand Littoral tombe à point. Développé par le Collège de Shawinigan, ce programme vise à former des personnes capables de réaliser diverses tâches d'entretien sanitaire, tout

en respectant des normes spécifiques d'asepsie et de désinfection. On y enseigne l'application de techniques liées à l'hygiène et la salubrité dans les milieux tels que les centres hospitaliers, les résidences de soins de longue durée, les services de garde, les entreprises de transformation des aliments et toute autre entreprise qui requiert l'application de normes en prévention des maladies et infections.

C'est suite à une consultation menée auprès du Centre de santé et de services sociaux (CSSS) du Grand Littoral que le Cégep de Lévis-Lauzon a pris la décision d'offrir ce programme. Les établissements de santé de la région auront besoin, au

Selon ce dernier, si l'administration n'agit pas rapidement pour lui fournir un local, l'AGECD pourrait même tenter une injonction contre la direction du Cégep.

De plus, autres doléances, selon MM Faucher et Chabot, les étudiants et étudiantes de Drummondville, qui sont actuellement membres de l'ASSÉ, ne peuvent pas avoir accès au journal de leur syndicat étudiant.

«L'ASSÉ dénonce l'attitude répressive de l'administration du Cégep de Drummondville qui brime le droit associatif, et la liberté d'expression dans les murs du Cégep. Pour construire une société plus juste, l'ASSÉ croit qu'il est primordial de commencer la lutte chez soi et de dénoncer la montée de l'autoritarisme et de la répression au Canada. Le sous-financement de l'éducation ne doit pas être un prétexte pour les instituons scolaires d'enlever l'espace nécessaire au bon déroulement de la démocratie étudiante», fait valoir Pascal Chabot en rappelant que cette association milite depuis sa création en faveur de la gratuité scolaire à tous les niveaux.

Une solution temporaire avait été retenue, dit-on. Ce n'est pas sans étonnement, voire déception, que la direction du Cégep de Drummondville a pris connaissance du contenu de la sortie publique d'un porte-parole de l'AGECD et de la force des mots employés pour dénoncer deux situations très particulières.

Pierre Grondin, directeur des affaires étudiantes et des communications, n'a pas caché d'abord que la direction du Cégep a été surprise des doléances formulées par un porte-parole de l'AGECD quant à la non-disponibilité de son local en ce début d'année scolaire.

Selon M. Grondin, il est bien malheureux que l'entrepreneur, en raison des délais occasionnés par la pluie sur d'autres chantiers, n'ait pas été en mesure de compléter les travaux entrepris au Cégep dans un délai plus rapide, sauf qu'il s'agit là d'une situation hors de contrôle.

Or, toujours au dire de Pierre Grondin, il n'y a pas que l'AGECD qui a souffert de cette situation, si bien que la direction du Cégep a établi auprès de l'entrepreneur une liste de priorités privilégiant la réfection des locaux d'enseignement, puis les autres locaux destinés aux étudiants (dont celui de l'AGECD) et enfin, ceux de la direction.

Devant ce contretemps, toujours selon la version du porte-parole du Cégep, ce dernier et Jacques Contant, directeur des services administratifs, ont rencontré trois représentants de l'AGECD, Jonathan Gaudreau, président par intérim, José-Carl Noisoux et Cédric Lampron, pour leur offrir une solution de rechange.

Ainsi, on aurait proposé à l'AGECD de partager temporairement le local des Verts de la terre en attendant que son propre local soit remis en état, ce qui devrait être fait d'ici la fin de septembre.

Selon M. Grondin, ce compromis avait été accepté par les représentants étudiants, d'autant plus que l'AGECD doit assumer sa part de responsabilité dans les bris faits à son local.

En ce qui a trait aux doléances formulées par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) concernant un empêchement de la direction relativement à la distribution des journaux étudiants, Pierre Grondin y va d'un autre son de cloche.

Selon ce dernier, les agents de sécurité du cégep ont interpellé un individu qui distribuait des tracts sans en avoir demandé l'autorisation, comme cela fait partie des règlements internes de l'institution. De plus, après s'être déclaré étudiant au Cégep de Drummondville, ce même individu n'a pas été en mesure de présenter sa carte d'identité en conséquence, si bien qu'on lui a demandé de quitter les lieux.

Selon M. Grondin, il est exagéré de parler de répression lorsque l'on fait appliquer les règles et, à cet égard, il affirme que l'ASSÉ et l'AGECD ont la pleine liberté de diffuser leur journal en se pliant aux règles existantes.

Pierre Grondin trouve d'ailleurs dommage que certaines personnes tentent de faire un plat avec ce qui n'est pas un.

cours de leur formation, les étudiants bénéficieraient donc de cette expertise. Le programme, d'une durée de 615 heures, débutera le 27 octobre prochain, de jour, à raison de 25 heures de cours par semaine. Il se termine par un stage en établissement de 225 heures, une excellente porte d'entrée sur le marché du travail. Emploi-Québec appuie également ce programme en offrant du soutien financier aux personnes sans

emploi qui répondent aux critères d'admissibilité pour un retour aux études. Informez-vous auprès du centre local d'emploi (CLE) le plus près de chez vous. Cette attestation s'adresse à des candidats adultes, qui possèdent un diplôme d'études secondaires. Il n'y a pas de frais de scolarité et la formation est admissible au programme d'aide financière du ministère de l'Éducation, du Loisir et du

Sport. Pour répondre à toutes vos questions concernant le programme, le marché du travail, les exigences d'admission, les possibilités de financement, une première rencontre d'information aura lieu le mardi 9 septembre prochain à 19h00, au Cégep de Lévis-Lauzon. Les personnes désireuses d'y participer peuvent s'inscrire par téléphone au 418-835-1421, poste 3360.

## Québec : universités

### LE DEVOIR : Étudiants étrangers dans les universités canadiennes - Un logo avec une feuille d'érable qui ne plaît pas au PQ - Édition du lundi 29 septembre 2008

Clairandrée Cauchy

L'image de marque toute canadienne lancée la semaine dernière par le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (CMEC) pour attirer des étudiants étrangers dans les universités canadiennes irrite au plus haut point le Parti québécois.

Un logo avec une feuille d'érable stylisée est accompagné d'un slogan au bilinguisme approximatif: Imagine Education in/au Canada. L'image de marque est destinée à être utilisée sur le matériel promotionnel des universités, des provinces ainsi que sur celui distribué dans les ambassades. Sa conception, bien que la coordination ait été assurée par le CMEC, a été financée en majeure partie par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada.

La porte-parole du Parti québécois en matière d'éducation postsecondaire, Marie Malavoy, décrie l'initiative, qu'elle qualifie de nouvelle intrusion du fédéral dans les champs de compétence des provinces. «Le Québec doit se garder d'embarquer dans une telle aventure. Il faut développer notre propre image de marque québécoise», fait valoir la députée péquiste.

«Il faut que ce soit clair pour les étudiants étrangers que le Québec est un État francophone, et non une province bilingue. Cela projette l'image d'un pays bilingue. C'est un cas patent où il aurait fallu que le Québec marque ses distances», poursuit Mme Malavoy.

Lors du lancement de l'image de marque, le Québec ne s'est pas dissocié de l'initiative. Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Michelle

Courchesne, on insiste cependant pour dire que le gouvernement québécois n'a aucunement financé l'image de marque du CMEC. L'attaché de presse de la ministre, Jean-Pascal Bernier, ajoute que le matériel promotionnel en question ne sera pas utilisé dans les délégations québécoises à l'étranger. On mise plutôt sur les dépliants, produits par la Conférence des recteurs et principaux d'universités du Québec, qui s'intitulent Étudier au Québec.

Le gouvernement du Québec a aussi dans ses cartons le projet de créer un Secrétariat voué au recrutement des étudiants étrangers, afin de coordonner les efforts des universités en la matière. Ce projet a d'ailleurs été abordé plus tôt ce mois-ci lors d'une rencontre entre la ministre Courchesne et les dirigeants des universités.

### RADIO-CANADA / ESTRIE : Achat de travaux universitaires : Un phénomène marginal, dit l'Université de Sherbrooke - Mise à jour le vendredi 26 septembre 2008 à 15 h 28

L'achat de travaux sur Internet ou à individu ne semble pas être un phénomène répandu à l'Université de Sherbrooke. Selon la direction de l'établissement, bien que certains étudiants sont pris à plagier, l'achat ou la vente de travaux sont des phénomènes marginaux.

Selon un reportage diffusé à l'émission *Enquête*, des individus demandent entre 300 \$ et 400 \$ pour effectuer des travaux universitaires de 15 à

20 pages. Les étudiants qui achètent ces travaux obtiennent habituellement de très bons résultats et se font rarement prendre à tricher.

De l'avis du vice-recteur aux études de l'Université de Sherbrooke, Martin Buteau, ce type de tricherie est peu fréquent. « Les cas [...] de plagiat, de ne pas citer ses sources ou un truc comme ça, ça je pense que l'on reconnaît que ça peut

exister. D'acheter des travaux sur Internet, on est vraiment dans les cas extrêmes », soutient-il.

Dans la Faculté d'administration, des affiches posées sur les murs rappellent aux étudiants que le plagiat est un délit. L'Université de Sherbrooke travaille actuellement à uniformiser les politiques sur le plagiat et la tricherie dans toutes les facultés.

### LE DEVOIR : 1<sup>ère</sup> page : Le réseau de l'UQ est remis en question - Édition du vendredi 26 septembre 2008

Clairandrée Cauchy

Le fonctionnement du réseau de l'Université du Québec (UQ) est remis en question par ses propres constituantes. Plusieurs établissements prônent la réduction des pouvoirs du siège social au profit d'une plus grande autonomie des conseils d'administration locaux. «Université en réseau ou réseau d'universités», voilà comment on peut résumer les deux visions qui s'affrontent par les temps qui courent au sein du réseau d'État. Le débat figurera d'ailleurs à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée des gouverneurs du réseau UQ, où siègent notamment les chefs d'établissement des différentes constituantes.

Le réseau, qui chapeaute les universités en région, l'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'École nationale d'administration publique (ENAP), l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) et l'École de technologie supérieure (ETS), a été créé il y a de cela 40 ans. La loi qui le régit prévoit que les principales décisions des composantes doivent être entérinées par l'assemblée des gouverneurs de l'UQ.

L'UQAM a sonné la charge contre le siège social du réseau au début du mois en mettant au jeu une proposition de modification de la loi de l'UQ. Le document, qui a circulé dans les différents établissements et dont Le Devoir a obtenu copie,

suggère que le réseau UQ devienne un simple regroupement d'établissements universitaires voué à la mise en commun de services. Les universités membres seraient donc pleinement autonomes et ne seraient plus assujetties au pouvoir réglementaire de l'UQ. L'organisme serait dirigé par une «Assemblée des recteurs et des directeurs généraux des établissements membres», qui élirait un président parmi les chefs d'établissement (il n'y aurait donc plus de membres externes, ni de président nommé par Québec).

Au siège social de l'UQ, le président Pierre Moreau s'est abstenu de commenter le document en question, préférant attendre l'issue des discussions de l'interne. La responsable des communications de l'UQ, Valérie Reuillard, a rappelé que «le rapport du Vérificateur général [sur l'UQAM] a soulevé l'importance de revoir la gouvernance».

Au fil du temps, les différentes composantes ont gagné en autonomie dans la pratique, bien que les pouvoirs de l'UQ demeurent sur papier très importants. Elles négocient, par exemple, directement leurs subventions avec Québec depuis le tournant du millénaire. Cela dit, les remontrances du Vérificateur général envers l'UQ au sujet de la dérive immobilière de l'UQAM pourraient inciter la direction à préconiser un pouvoir central plus fort. La table est donc mise pour une redéfinition des

rôles et pouvoirs de chacun, d'autant plus que la ministre de l'Éducation mène une réflexion plus large sur la gouvernance des universités, qui devrait conduire à une loi cet automne.

Une réflexion large

Si l'UQAM figure au premier rang de ceux qui voudraient revoir en profondeur l'UQ, elle n'est pas isolée pour autant. Interrogés ce printemps par la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, au sujet de la gouvernance des universités, sept des neuf composantes de l'UQ ont ouvert la porte, à des degrés divers, à une redéfinition des rôles respectifs du réseau UQ et des conseils d'administration des établissements dans leurs commentaires, comme le rapporte le document produit par l'UQAM.

Le recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Michel Belley, considère qu'une réflexion s'impose, 40 ans après l'adoption de la loi sur l'UQ. Sans appuyer la proposition émanant de l'UQAM, M. Belley y voit une «proposition intéressante» qui devra être discutée, comme d'autres, «sereinement». «Je suis plus de ce côté du spectre que du côté d'une centralisation plus forte», explique M. Belley, qui a déjà amorcé une réflexion avec son conseil d'administration local.

Son collègue de l'Université du Québec à Trois-Rivières, Ghislain Bourque juge lui aussi que

l'heure d'une révision du modèle est venue. À l'instar de ses collègues contactés par Le Devoir, il se montre néanmoins circonspect sur la nouvelle forme que pourrait prendre l'UQ. «Dans l'état actuel des choses, il y a beaucoup de dédoublements dans le réseau en ce qui a trait aux présentations et à la gouvernance. [...] La réflexion devrait nous amener à repenser le réseau tel que défini et voir comment il peut s'ajuster aux autonomies de chacun des établissements», fait valoir M. Bourque, soulignant que l'actuel modèle d'organisation ne correspond plus à la réalité. Pour y voir plus clair, il croit qu'une commission de l'UQ pourrait sillonner les différents campus pour sonder les âmes et les cœurs sur les différents modèles possibles. «On en est à dire ce qu'on ne veut plus, il faudra définir ce qu'on veut», poursuit M. Bourque.

Le directeur général de l'ÉNAP, Marcel Proulx, partage aussi l'analyse voulant qu'un chevauchement des paliers décisionnels puisse nuire à la gouvernance. Avec la volonté de la ministre de l'Éducation de renforcer la gouvernance et la reddition de compte au sein des conseils d'administration des universités, et le réflexe du réseau UQ de renforcer les mesures de contrôle après la crise à l'UQAM, on pourrait se retrouver devant un «excès de gouvernance», estime l'expert en administration publique. «L'expérience montre que si vous dédoublez les structures de gouvernance, vous ne renforcez pas la gouvernance, vous l'affaiblissez. Il est pertinent d'avoir une définition beaucoup plus rigoureuse des rôles de chacun», poursuit M. Proulx. Cette délicate discussion déjà amorcée entre les chefs d'établissement et les représentants du

siège social du réseau devrait se poursuivre lors de l'assemblée des gouverneurs de l'UQ la semaine prochaine, en présence des membres indépendants. En entrevue au Devoir au début de septembre, la ministre de l'Éducation s'était montrée ouverte à revoir le modèle de l'UQ, mais n'y voyait pas d'urgence. Mme Courchesne était néanmoins résolue à présenter cet automne un projet de loi sur la gouvernance des universités, prévoyant notamment la présence de deux tiers de membres externes sur les conseils d'administration. La réflexion sur l'UQ viendra dans un deuxième temps, avait précisé la ministre.

## LE SOLEIL : Éditorial : Autonomie relative, par Brigitte Breton, le vendredi 26 septembre 2008

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a raison d'avoir les universités à l'oeil. Dépendantes des deniers publics pour leur financement, celles-ci ne peuvent se contenter d'envoyer la facture au gouvernement, et à l'ensemble des contribuables, lorsque certaines de leurs décisions tournent au fiasco. Il serait toutefois illusoire de croire que la présence accrue de membres externes aux conseils d'administration des établissements éliminera toutes formes de dérapage. Après l'aventure immobilière coûteuse de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), la ministre n'a pas le choix d'examiner et de revoir les règles de gouvernance. Une confiance doit être rétablie, d'autant plus que la ministre s'inquiète de la situation et des façons de faire d'autres universités, notamment l'Université Laval. Certes, des universités fortes et bien financées sont essentielles au développement économique

et social du Québec. Mais, comme l'enseignement supérieur n'est pas l'unique mission de l'État, le gouvernement doit s'assurer que les fonds publics qu'il y consent servent à l'enseignement et à la recherche et non à corriger les égarements, les mauvais calculs ou le laxisme des dirigeants universitaires. Le rapport du vérificateur général sur l'UQAM a montré des lacunes à la direction, au conseil d'administration de l'UQAM, à l'Assemblée des gouverneurs et au ministère de l'Éducation, alors dirigé par Jean-Marc Fournier. Pour y remédier, la ministre Courchesne entend soumettre cet automne un projet de loi sur la gouvernance des universités. Elle compte exiger que le conseil d'administration soit composé aux deux tiers de membres indépendants. Il ne faut pas voir dans cette exigence une garantie à toute épreuve. Le conseil d'administration de

l'UQAM n'était pas uniquement constitué de dirigeants, de professeurs, d'étudiants ou d'employés de l'établissement. Des personnes provenant de l'extérieur s'y trouvaient également et cela n'a pas évité le cafouillage financier. Ce n'est pas parce qu'une personne est indépendante de l'université qu'elle est nécessairement plus vigilante et plus responsable dans l'administration de celle-ci. Par ailleurs, il est faux de prétendre que les membres externes mettront en péril la mission d'enseignement et de recherche des universités, pour ne défendre que des intérêts marchands. La compétence, la rigueur, le souci d'offrir un enseignement de qualité et de promouvoir la recherche au Québec se trouvent à l'intérieur et à l'extérieur des campus. C'est davantage une question d'individu que de provenance.

## LE SOLEIL : Syndicats de cégeps opposés au projet de gouvernance - le vendredi 26 septembre 2008

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil  
Le projet de loi sur la gouvernance de la ministre Courchesne fait des mécontents dans les cégeps. Les syndicats d'enseignants s'opposent à l'augmentation du nombre de membres externes au sein des conseils d'administration des collèges. «On est très inquiet», laisse tomber Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), qui représente les deux tiers des enseignants au cégep. Selon M. Cameron, un conseil d'administration composé aux deux tiers de membres externes, comme le souhaite la ministre de l'Éducation, ne garantit pas une meilleure gestion des établissements, au contraire. «On peut facilement tomber dans un régime de petits amis», dit-il.

M. Cameron souligne toutefois qu'il n'est pas contre toute participation de membres externes, à condition que ceux-ci ne proviennent pas exclusivement du milieu des affaires. «Une plus grande présence de l'entreprise privée se fait souvent au détriment du personnel dans l'établissement», dit-il. Selon la Loi sur les collèges, les conseils d'administration des cégeps sont présentement composés de 11 membres externes et de huit membres internes. Le projet de loi de la ministre Courchesne, qu'elle entend déposer au cours de l'automne, ferait passer la proportion de membres indépendants de 58 % à 66 %. Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignants de cégeps (FEC-CSQ), s'oppose lui

aussi au projet de loi, même si les membres externes sont déjà majoritaires au conseil d'administration. «On n'est pas du tout d'accord, dit-il. Les membres externes sont souvent là pour défendre leurs propres intérêts, ils ne sont pas très assidus et connaissent mal la réalité du réseau collégial. On aimerait au contraire qu'il y ait plus de membres internes.» La Fédération des cégeps a de son côté bien accueilli l'annonce de ce projet de loi, contrairement au milieu universitaire où la réticence est plus vive.

## LE SOLEIL : Journée de grève en vue à l'Université Laval - Publié le 25 septembre 2008 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil  
Les négociations entre l'Université Laval et ses professeurs sont dans une impasse. Mécontent, le syndicat hausse le ton et envisage des moyens de pression. Douze journées de grève pourraient avoir lieu d'ici la fin de la session d'automne. Lors d'une assemblée générale qui se déroulera au début octobre, le comité exécutif du Syndicat des professeurs de l'Université Laval (SPUL) recommandera à ses membres de voter en faveur de 12 journées de grève intermittentes. Les négociations, qui ont débuté en mars, sont suspendues depuis le 12 septembre.

«Le climat était très bon jusqu'au moment où on a commencé à aborder les questions monétaires», a indiqué hier le président du SPUL, John Kingma. Le syndicat demande une hausse de salaires de 6 %, pour atteindre la parité avec leurs collègues des autres universités québécoises, alors que l'Université leur offre 3 %. L'administration veut par ailleurs faire passer le plancher d'emploi de 1190 à 1180 professeurs, ajoute M. Kingma. **Première étape**  
Le président du SPUL est confiant d'obtenir le feu vert de l'assemblée générale et se dit prêt à

aller plus loin, s'il le faut. «C'est une première étape. Si ça ne débloque pas, on retournera auprès de nos membres» indique-t-il, refusant toutefois d'évoquer la possibilité d'une grève générale, du moins pour l'instant. Il a été impossible hier d'obtenir les commentaires du vice-recteur aux ressources humaines, Michel Beauchamp. La convention collective, qui devait être échue en juin 2007, avait été prolongée jusqu'au 31 mai 2008.



**LE SOLEIL : Haute surveillance sur l'Université Laval : Michelle Courchesne mécontente de la récente démission de la présidente du C.A. - Publié le 25 septembre 2008 à 05h00 | Mis à jour à 05h00**



Michelle Courchesne est claire : «On veut faire grandir la mission de l'Université, mais toutes les universités doivent tenir compte de l'intérêt public puisque 67 % du budget provient des contribuables québécois. Elles ont aussi cette responsabilité.»

Le Soleil, Jocelyn Bernier

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a l'Université Laval à l'oeil. Mécontente de la récente démission de la présidente du conseil d'administration, Diane Wilhelmy, elle suit de «très, très près» un «certain nombre de dossiers» qui, visiblement, la préoccupent.

Diane Wilhelmy, ancienne haute fonctionnaire du gouvernement québécois, a été nommée présidente du conseil d'administration de l'Université Laval en mai. Fin août, l'Université annonçait,

dans un communiqué qui a fait peu de bruit, que Pierre Genest lui succédait.

«Je n'ai pas aimé ça. C'est sûr que j'ai demandé des explications», a affirmé la ministre Courchesne hier, lors d'une entrevue avec Le Soleil. Depuis le désastre financier de l'UQAM, la ministre a fait de la participation de membres externes au conseil d'administration des universités un véritable cheval de bataille.

Mme Courchesne a donc eu une «conversation très sérieuse» avec le recteur, Denis Brière, et avec Diane Wilhelmy, peu de temps après sa démission. Puisque Mme Wilhelmy n'a pas voulu rendre publiques les raisons de son départ, Mme Courchesne a refusé d'en dire davantage. Au cours des dernières semaines, Le Soleil a tenté sans succès d'obtenir les commentaires de Mme Wilhelmy. Elle nous a plutôt référé au service des communications de l'Université, qui n'avait aucune explication à fournir.

La ministre a ajouté qu'elle suivait attentivement «l'évolution de la gouvernance et d'un certain nombre de dossiers» à l'Université Laval. «Je suis très, très près d'eux.» Mme Courchesne a cité en exemple l'agrandissement du pavillon Vandry, «qui n'est pas réglé».

«L'Université croyait pouvoir aller chercher une somme importante en autofinancement, expliquait-elle. Il faut se demander : est-ce que c'est réaliste? On va se dire les vraies choses et on va définir les objectifs et les moyens ensemble,

comme partenaires. On veut faire grandir la mission de l'Université, mais toutes les universités doivent tenir compte de l'intérêt public puisque 67 % du budget provient des contribuables québécois. Elles ont aussi cette responsabilité», a-t-elle affirmé.

Selon les chiffres fournis par le cabinet hier, le ministère de l'Éducation a versé 46,4 millions \$ pour l'agrandissement du pavillon Vandry, qui a permis de doubler sa superficie pour accueillir les nouveaux étudiants en médecine. L'Université devait y contribuer à hauteur de 13,9 millions \$ grâce à une campagne de financement. Il a été impossible hier d'obtenir plus d'information de l'Université.

La ministre a aussi indiqué qu'elle allait suivre de près les projets de développement sur le campus, comme la construction de nouvelles résidences. «Je veux que l'Université Laval grandisse, mais avant d'autoriser un projet, quel qu'il soit, il faut s'assurer qu'on soit très solide dans son financement», a-t-elle indiqué.

Mme Courchesne a l'intention de déposer cet automne un projet de loi sur la gouvernance des universités, qui comprendra notamment un conseil d'administration composé aux deux tiers de membres indépendants.

Le recteur Denis Brière n'était pas disponible hier pour commenter ces propos.

**LE DEVOIR : Les ministres canadiens de l'Éducation veulent attirer davantage d'étudiants étrangers - Édition du mardi 23 septembre 2008**

La Presse Canadienne

Fredericton -- Les ministres de l'Éducation des provinces canadiennes uniront leurs efforts et adopteront une appellation unique dans l'espoir que plus d'étudiants étrangers immigreront et, à terme, s'établissent au Canada.

L'appellation -- accompagnée d'une feuille d'érable rouge et d'un slogan bilingue intitulé «Imaginez l'éducation au Canada» -- a été dévoilée hier

lors d'une réunion des ministres de l'Éducation à Fredericton.

Illogique

Kelly Lamrock, titulaire de ce ministère au Nouveau-Brunswick, a noté qu'il était illogique d'essayer d'attirer des étudiants chinois, par exemple, en mettant l'accent sur les provinces. Il a aussi rappelé que le Canada était reconnu comme un pays accueillant envers les citoyens de diverses

origines, et offrant une éducation de haute qualité.

Lorsqu'on lui demande pourquoi les ministres ne se concentrent pas d'abord sur l'amélioration des résultats aux examens au Canada avant d'attirer les étudiants étrangers, M. Lamrock a affirmé qu'ils visaient les deux objectifs.

Selon lui, le fait d'attirer plus d'étudiants étrangers permettra d'améliorer l'environnement d'apprentissage des étudiants canadiens.

**THE GAZETTE : Immigrants' children more likely to graduate from university : STATISTICS CANADA'S NEW STUDY Close-knit South American family has played major role in her success, student says – Tuesday, September 22, 2008**

SHANNON PROUDFOOT, CANWEST NEWS SERVICE

The odds of celebrating a university graduation vary widely for young adults in Canada, largely depending on where their parents were born, according to [a new study from Statistics Canada](#).

The children of immigrants are more likely to toss a graduation cap in the air than their peers with Canadian-born parents.

However, the children of Chinese immigrants are almost three times more likely to graduate from university than those of Latin American immigrants, the report finds, at 70 per cent compared to 24 per cent.

By comparison, about 28 per cent of the children of Canadian-born parents get university degrees.

Children of Indian parents and those from other Asian countries and Africa have graduation rates above 50 per cent, while about 25 per cent of children with parents from European countries like Germany, Portugal and the Netherlands get degrees.

"The children of almost all immigrant groups have either similar or higher university completion rates than the children of Canadian-born parents," says Teresa Abada, an assistant professor of sociology at the University of Western Ontario who conducted the study for Statistics Canada.

Some of this can be explained by the fact immigrant parents are more likely to have university educations themselves and to live in big cities, she said, and those characteristics are associated with higher university graduation rates for their children.

But even taking those factors into account, the children of immigrants – especially those from China or India – still fare better than others in education, Abada said.

The scope of this study didn't allow researchers to discover why this might be, but similar research in the U.S. "suggests a sense of obligation to one's parents to do well academically" is at work, she said.

University of Calgary students' union president Dalmy Baez says her close-knit South American family has played a major role in her success at school, whether it was 2 a.m. trips to photocopy campaign posters or cheering from the sidelines at debates and sporting events.

Her Chilean mother and Paraguayan father met in Montreal after both immigrated to Canada and later moved to Calgary to raise Baez, 21, and her three siblings. Two of the Baez children attended university and two didn't, she said, though all have enjoyed success in their own fields.

"I wasn't really sure if I was going to go to university," she said. "The second I started showing interest in school and subjects, they both became incredibly supportive and encouraging."

Baez expects to graduate with a degree in political science and a minor in communications this spring and says she'll likely pursue a career in politics afterward. She and her siblings share a house in Calgary that they bought with their parents' help and now pay the mortgage on.



A shortage of funds for postsecondary school can be a major barrier for the children of immigrants, Baez said, but for her parents it was crucial that their children get the most out of the life they built in Canada.

"Our parents wanted us to take advantage of the opportunities we had here and they certainly weren't going to let us get away with not," she said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

## **RADIO-CANADA / QUÉBEC : Santé : L'Université Laval formera plus d'orthophonistes - Mise à jour le lundi 22 septembre 2008 à 17 h 25**

L'Université Laval formera plus d'orthophonistes afin de mieux répondre aux besoins de la société. En effet, près de 10 % des enfants sont aux prises avec des retards et des déficiences du langage.

Selon l'orthophoniste Marcelle Labonté, il n'est pas surprenant qu'il y ait autant d'enfants qui nécessitent l'intervention d'un orthophoniste. Il y a 25 ou 30 ans, l'orthophonie n'était pas aussi bien connue qu'aujourd'hui, donc moins d'enfants étaient suivis par un orthophoniste. Aujourd'hui, de plus en plus de parents ont recours aux services d'un orthophoniste pour leur enfant, donc la

demande a beaucoup augmenté. Bref, il manque d'orthophonistes.

Actuellement, les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous pour un enfant varient de six mois à deux ans: sur 13 000 enfants à la Commission scolaire de la Capitale, 1000 enfants ont des ennuis de langage. « Dans les centres hospitaliers, ça peut prendre de six mois à un an pour avoir un rendez-vous. Il y a même des centres hospitaliers sur la rive sud où les délais sont de deux ans. Dans les centres de réadaptation pour les clientèle spécifiques, ça peut prendre deux ans pour avoir un rendez-vous. Et pour les gens qui peuvent se permettre d'aller vers le privé, ça

peut prendre aussi de six mois à un an », affirme Mme Labonté.

Elle ajoute que c'est encore pire pour les familles qui habitent en région. Des enfants de la Beauce, de Thedford Mines, de Baie-Comeau, de Rivière-du-Loup et même des Îles-de-la-Madeleine doivent se rendre à Québec pour consulter un orthophoniste.

Par ailleurs, parmi les facteurs qui contribuent à l'aggravation du problème, Mme Labonté pointe du doigt les jeux électroniques, c'est-à-dire « les jeux vidéo, les Nintendo, les Game Boy, et ce genre de jeux où l'enfant n'est pas du tout stimulé dans le développement de sa communication. »

## **RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : Université d'Ottawa : Seulement pour les femmes - Mise à jour le dimanche 21 septembre 2008 à 17 h 07**

Un projet-pilote suscite une certaine controverse à l'Université d'Ottawa. Le Service des sports de l'établissement a décidé de réserver sa piscine et sa salle de conditionnement physique exclusivement aux femmes pendant quelques heures par semaine.

L'Université affirme répondre ainsi aux demandes de certaines étudiantes. Celles-ci, avance le directeur du Service des sports, Luc Gélinau, veulent un environnement « plus propice à leurs besoins et moins intimidant ».

Des étudiants, comme Renaud-Philippe Garner, comprennent mal cette décision. Selon lui, l'Université d'Ottawa devrait s'attaquer à la discrimination et au sexisme plutôt que de créer une asymétrie entre les femmes et les hommes.

L'an dernier, la Fédération étudiante et le Centre de ressources des femmes avaient reçu de nombreuses demandes pour que les femmes aient un accès exclusif aux installations sportives par moments. Certaines d'entre elles avaient été formulées pour des motifs religieux.

Le directeur du Service indique toutefois que le projet-pilote n'a pas été mis en place pour répondre à ces demandes. M. Gélinau précise que des sauveteurs et des préposés masculins pourront travailler pendant que les installations sont réservées aux femmes.

Par ailleurs, la Fédération étudiante souligne qu'elle serait prête à défendre un projet semblable pour les hommes si une telle demande était formulée.

## **THE GAZETTE : Concordia blocks out internal Facebook use : REJECTS CRITICISM OF CENSORSHIP Says university's network is vulnerable to spam, phishing from social websites, by Peggy Curran - Thursday, September 18, 2008**

Besieged by a daily deluge of spam and frequent phishing expeditions, Concordia University says it had no choice but to block Facebook and other social networking sites from the university's internal computer network.

Chris Mota, director of media relations at Concordia, said complaints the university has banned Facebook from its campus have been blown out of proportion. Critics have accused the university of censorship or attempting to crack down on Web surfing in the classroom and distractions in the workplace.

Mota said most students use wireless technology for their laptops on the downtown and Loyola campuses, and nothing prevents them from signing on to Facebook there. Mota said she's not aware of any complaints from students unable to access their Facebook accounts. A bank of 40 computers provided for use by students through the Concordia Student Union is not connected to the internal network.

Mota admitted the move is creating headaches for faculty and staff who use Facebook to connect with students, business associates and alumni.

The Concordia Stingers teams, in particular, rely on Facebook to build their fan base and keep people posted on coming games and events. She said the university is looking at inexpensive ways to allow employees to use wireless technology to sign onto social networks for work purposes.

Mota said the the university is routinely "bombarded with sophisticated spam" and needed to intervene to safeguard against viruses that could cripple the system, which serves more than 50,000 accounts.

She said the university's IT experts suspect social networking sites such as Facebook and MySpace could be making the system more porous and vulnerable to scammers on the prowl for sensitive information, such as usernames, passwords and other personal information.

Phishing is a scam in which mass emails are sent to trick recipients into sending back personal details and passwords.

Only yesterday, Mota said, she received a fraudulent email purporting to have been sent by the university, saying Concordia's webmail address was being changed and asking recipients to supply their email address and password.

Although people at the university are computer-savvy and have been cautioned before, Mota said 70 people had fallen for the ploy before the university sent out a disclaimer.

So far, there's no word other Montreal universities plan to follow Concordia's lead.

Last year, a British employment firm recommended companies regulate employees' use of the Internet after a poll estimated more than 230 million hours of work time was being spent surfing social networking sites.

In a report last month on trends in higher education, the U.S. Society for College and University Planning pointed to a study suggesting 89 per cent of today's college students use Facebook, with half saying they use social networks to communicate about their courses.

## **LE DEVOIR : Opinion : Gouvernance des universités: une loi cosmétique, par Guy Rocher et Michel Seymour, Professeurs à l'Université de Montréal - Édition du mercredi 17 septembre 2008**

Dans son éditorial du 11 septembre dernier, Marie-Andrée Chouinard soutient que la loi sur la gouvernance des universités, envisagée par la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne, est une réforme nécessaire. Il semble que cette loi contiendra au moins cinq dispositions, dont certaines sont issues du rapport de l'Institut sur la

gouvernance des organismes publics et parapublics (IGOPP) sur la gouvernance des universités.

Ainsi, les universités seraient dorénavant gouvernées par un conseil composé au deux tiers de membres externes à l'université. Par ailleurs, il faudrait s'assurer de la présence de divers comités, dont ceux des ressources humaines, de la gouvernance et de la vérification. Enfin, la minis-

tre Courchesne juge à propos que l'on mette en place un large forum dans lequel les membres de la communauté universitaire pourraient s'exprimer.

Or, ces diverses mesures existent déjà à l'Université de Montréal, et cela n'a pas empêché cette université d'être aux prises avec plusieurs difficultés importantes. La loi envisagée par la minis-



tre risque donc d'être purement cosmétique. En réalité, les problèmes structurels de l'Université de Montréal s'expliquent par des raisons inverses à celles qui sont invoquées par la ministre. Le problème n'est pas que la gestion des universités soit assurée par les acteurs en place, mais au contraire que ceux-ci ne sont pas assez impliqués dans la gestion de leur propre université. Une concentration accrue des pouvoirs risque fort d'empêcher le mal.

#### **La composition du c.a.**

En vertu de ses statuts, le Conseil de l'Université de Montréal doit être composé du recteur, de cinq membres de l'Assemblée universitaire, de deux étudiants, mais aussi de seize membres qui proviennent de différents horizons. La composition respecte donc le souhait de la ministre et la recommandation du rapport de l'IGOPP.

Les principaux problèmes que l'on souhaite éviter dans les universités ont-ils été atténués avec une telle composition à l'Université de Montréal? Un examen critique des récentes décisions du c.a. laisse entendre le contraire. Les membres du c.a. ont donné l'aval à la nouvelle politique budgétaire dite «entrepreneuriale», caractérisée par l'abandon du principe de péréquation interfacultaire et l'obligation pour les facultés de réaliser l'équilibre budgétaire et de produire des «plans d'affaires» -- la conséquence prévisible étant une inégalité des moyens et un appauvrissement de la diversité des disciplines.

Le Conseil a en outre approuvé sans broncher un projet immobilier d'un deuxième campus sur les terrains de la gare de triage d'Outremont, d'une envergure colossale qui risque d'engager l'institution dans une dérive immobilière et financière. Enfin, au nom de cet idéal de faire de l'Université de Montréal une université de recherche de classe mondiale, il a aussi approuvé diverses dépenses immobilières qui sont à l'origine d'un déficit accumulé de plus de 120 millions et qui, maintenant, en hypothèque le fonctionnement quotidien.

#### **Le Comité sur la gouvernance**

Il y a bel et bien à l'Université de Montréal un Comité sur la gouvernance du Conseil. Mais cela n'a pas empêché que les nominations à des postes de direction -- d'école ou de faculté -- se fassent dans des conditions inacceptables. Parfois, ce sera un membre du comité de sélection qui sera nommé au poste que le comité avait pour tâche de pourvoir.

Une question simple se pose dans ce cas: ne doit-on pas constituer les comités de sélection avec des personnes qui ne sont pas des candidats possibles? Tous auront compris que la nomination au sein de comités de sélection de personnes susceptibles d'être intéressées par les postes en jeu place ces comités en conflit d'intérêts. En d'autres occasions, le processus de consultation est interrompu, et la personne choisie ne correspond pas aux choix des membres de la communauté. À ce jour, le Comité de la gouvernance du

Conseil est demeuré silencieux et tolère ces écarts inacceptables.

#### **Le Comité de vérification**

Il y a aussi un Comité de vérification au Conseil de l'Université de Montréal, mais a-t-il joué pleinement son rôle dans l'achat, la vérification et la revente très controversée du 1420, Mont-Royal? Les évaluations initiales relatives à l'achat de l'immeuble et au coût des rénovations ont indiqué un investissement d'environ 50 millions de dollars. Une fois que les rénovations ont été amorcées et que des unités se sont installées, on a mené des vérifications supplémentaires qui ont apparemment porté le coût estimé total à 150 millions de dollars. Une erreur de 100 millions!

Pire encore, une fois l'institution engagée dans ce processus, il a été décidé de faire marche arrière et d'autoriser l'achat des terrains de la gare de triage d'Outremont. Prétendant le débordement des coûts du 1420, Mont-Royal, on s'est engagé tête baissée dans un projet immobilier pharaonique évalué pour le moment à 1,2 milliard de dollars. La seule mise à niveau des terrains de la gare de triage d'Outremont s'élève à 120 millions de dollars, et ce, avant que la première pelletée de terre n'ait été effectuée!

#### **États financiers**

L'argument invoquant l'escalade des coûts pour le 1420, Mont-Royal ne vaut plus, surtout que les sommes gigantesques que l'on veut investir dans le projet du second campus pour les prochaines décennies sont appelées à dépasser inévitablement le 1,2 milliard initialement prévu.

Enfin, malgré la présence d'un Comité de vérification du Conseil, les états financiers sont difficiles à déchiffrer. En particulier, des modifications dans les inscriptions aux différents postes budgétaires surviennent d'une année à l'autre. Ainsi au Fonds de fonctionnement, on scinde les intérêts liés à la dette (8,5 millions) en deux composantes, et on modifie les dénominations pour être en mesure dans les prochaines années de lire un montant moins important au poste budgétaire -- service de la dette (4,6 millions).

Encore là, le Comité de vérification du Conseil n'a pas émis de directives pour que ces documents reflètent réellement les mouvements de fonds et leurs attributs, bien que les représentants de la communauté universitaire l'aient exigé.

#### **Le Comité des ressources humaines**

Un comité des ressources humaines existe bel et bien au Conseil de l'Université de Montréal, mais en a-t-on tiré des bénéfices? Non. Car dans les faits les dérives se sont poursuivies. Voici quelques exemples. Un membre de la direction jouit d'un salaire annuel de 300 000 \$, qui dépasse celui du recteur, ce qui contrevient à la politique de rémunération des membres du rectorat établie par ce même Conseil.

En outre, en parfaite contravention avec les recommandations du rapport sur la rémunération des cadres supérieurs et la politique de rémunéra-

tion citée plus haut, des primes sont encore accordées à des cadres supérieurs une fois que ceux-ci reprennent leur fonction professorale. Pour d'autres cadres académiques, on maintient le cumul des congés de ressourcement et de la sabbatique. De telles pratiques, révélées et décriées par la communauté universitaire, n'ont pas été abolies malgré la présence d'un comité de ressources humaines du Conseil.

#### **Un grand forum**

Il y a enfin, comme le souhaite la ministre, un forum qui réunit toutes les composantes de la communauté universitaire à l'Université de Montréal. Il s'agit de l'Assemblée universitaire. En vertu des statuts, l'Assemblée universitaire (AU) a la responsabilité de déterminer les grandes orientations de l'Université.

Le problème avec la direction actuelle et les précédentes, c'est que cette instance représentative et pluraliste est toujours mise devant le fait accompli, quand elle est consultée. N'y a-t-il pas d'orientations plus fondamentales que le principe de péréquation entre des facultés universitaires ou que l'ambitieuse implantation d'un second campus?

Dans ces dossiers, les membres de l'AU ont été informés une fois que les décisions ont été prises. Leur rôle d'orientation a été complètement brimé. En quoi une concentration accrue des pouvoirs garantirait-elle que les instances de délibération telles que l'AU, qui font partie intégrante de la culture universitaire, ne soient pas exclues de la prise de décision?

#### **La culture du secret**

À la source de tous ces problèmes, croyons-nous, loge l'opacité, la culture du secret, des décisions prises en vase clos, le manque de respect des diverses instances de l'université, l'absence de collégialité et un refus de rendre des comptes à la communauté universitaire et plus largement à la collectivité québécoise qui y investit des ressources.

Ce diagnostic est différent de celui des membres du groupe de travail qui a rédigé le rapport de l'IGOPP et de celui qu'expose la ministre. La solution, nous semble-t-il, n'est pas d'éloigner encore davantage le Conseil de la communauté universitaire, mais bien au contraire de le rapprocher.

Le projet de loi qui chapeautera la réforme envisagée par la ministre exige une modification des chartes et des statuts des universités québécoises. Il y a là une occasion à saisir pour établir, dans chaque institution, les bases d'un collectif décisionnel qui mettra à profit les compétences des membres de la communauté universitaire et leur connaissance profonde de l'institution, tout autant que l'input de membres externes, soucieux de faire du parcours universitaire étudiant un élément essentiel pour le mieux-être des prochaines générations.

## **LE SOLEIL : Le recrutement, une priorité à l'Université Laval - Le mercredi 17 septembre 2008**

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil Québec

**L'argent est le nerf de la guerre et le recteur Denis Brière l'a bien compris. C'est pourquoi l'Université Laval maintient le cap et fait du recrutement étudiant une priorité pour l'année à venir.**

«Je ne saurais d'ailleurs trop insister sur l'importance du recrutement étudiant pour notre institution et ses finances», a-t-il affirmé hier dans son discours de la rentrée prononcé devant le Conseil universitaire, rappelant du même souffle la situation financière difficile de l'établissement, qui cumule un déficit de près de 120 millions \$.

Dans un contexte de baisse démographique et de concurrence féroce entre les universités, attirer de nouveaux étudiants reste un défi de taille. Pour y arriver, le recteur prévoit donner plus de moyens à l'équipe chargée du recrutement, miser davantage sur Internet pour faire un suivi auprès d'étudiants potentiels et offrir davantage de bourses d'étude.

Selon les chiffres disponibles à ce jour, l'Université Laval présente cette année une légère augmentation de 0,8 % du nombre total d'inscriptions, comprenant une hausse de 5,8 % de nouveaux étudiants.

M. Brière mise par ailleurs sur la recherche «de nouvelles sources de financement», notamment

dans le privé, pour poursuivre le développement de l'institution. Une politique sera élaborée sous peu afin encadrer l'investissement privé au sein de l'université, a-t-il assuré.

Le recteur en a aussi profité pour rappeler les avancées réalisées au cours de la dernière année et tracer un portrait des actions à mener au cours des prochains mois.

#### **La note de passage**

Les étudiants ont accueilli tièdement le discours du recteur, lui accordant tout juste la note de passage. «C'est comme à l'ordinaire, il a rappelé ce qu'on sait déjà», a laissé tomber Jérôme Lankoande, président de l'Association des étudiants de Laval inscrits aux cycles supérieurs (AELIES).



## LE DEVOIR: Idées: Les vraies conditions d'une «bonne gouvernance» des universités, par Denis Monière, Professeur de science politique à l'Université de Montréal – Édition du vendredi 12 septembre 2008

Les grandes entreprises qui ont été ébranlées par des scandales financiers tout comme les administrations publiques qui sont critiquées pour leur inefficacité cherchent à se donner une nouvelle crédibilité en adoptant de nouvelles règles de gestion que l'on a synthétisées sous le concept de «bonne gouvernance». Les spécialistes de l'administration ont été mobilisés pour cette opération de «relookage» et tentent de convaincre l'opinion publique que les méthodes de gestion du secteur privé devraient être transposées au secteur public.

Le choix des mots n'est jamais innocent et cache des opérations idéologiques dont l'objectif est de faciliter le consentement du public à la réalisation d'intérêts particuliers, en l'occurrence soumettre la gouverne collective et son administration aux règles du marché.

Le discours des élites économiques et politiques postule qu'il n'y a pas de différences entre le bien public et le bien privé, entre les règles du jeu économique et les règles du jeu politique. Cette logique de la confusion des sphères d'activités est préconisée par un courant idéologique fortement implanté dans les écoles de management, dans les départements de science économique et de science politique, soit le «public choice» qui stipule que les lois du marché s'appliquent aussi bien aux décisions économiques que politiques. Ce qui est bon pour l'entreprise est aussi bon pour l'État.

### Pas contre la vertu

Inspiré par cette logique, un ministre québécois a déjà dit que l'on pouvait gérer l'État comme un Provigo. S'il avait eu raison, il n'y aurait plus d'État québécois puisque son modèle de référence a été absorbé par une autre entreprise. Cette boutade montre à quel point il est absurde de postuler une similitude entre le public et le privé. Personne ne peut être contre la vertu, ce qui rend la notion de «bonne gouvernance» si insidieuse et permet à ses thuriféraires de désamorcer les critiques. À la limite, ce syntagme est absurde, car aucune organisation publique dans une société démocratique ne ferait la promotion de la mauvaise gouvernance, du gaspillage, de la malversation.

Les décideurs publics, même s'ils peuvent poursuivre des finalités personnelles et oublier l'intérêt public, sont soumis à une évaluation et à un contrôle externe, car ils détiennent leurs fonctions et leur pouvoir des électeurs qui les sanctionnent pour leur mauvaise gouvernance. Il est dans leur intérêt personnel et partisan de viser la meilleure utilisation des ressources publiques. Il ne faut pas oublier qu'ils sont aussi soumis en permanence à la vigilance des médias qui les contrôlent entre les élections.

### Sous-financement

Dans la foulée du scandale financier de l'UQAM, des rapports du vérificateur général et de l'Institut sur la gouvernance, la ministre de l'Éducation du Québec enfourche elle aussi le cheval de la bonne gouvernance des universités et se propose de revoir les chartes de ces institutions afin de modifier la composition des conseils

d'administration.

Au lieu d'attaquer la source du problème des déficits accumulés par les universités, qui est le sous-financement chronique, on envisage une opération de réforme institutionnelle qui vise à renforcer l'influence des acteurs socio-économiques et gouvernementaux dans les conseils d'administration des universités. On postule que les universités seraient mieux gérées si elles étaient contrôlées par des administrateurs provenant du secteur privé nommés par le gouvernement. Pour assurer ce contrôle, la ministre Michelle Courchesne propose de changer les chartes universitaires afin de pouvoir nommer les deux tiers des administrateurs.

### Argument fallacieux

Les membres externes seraient prétendument plus compétents et plus rationnels dans leurs décisions que les membres provenant de l'interne. Cet argument est fallacieux, car il faut rappeler à titre d'exemple qu'il y a environ 50 % des sièges du Conseil de l'Université de Montréal qui sont occupés par des membres externes et que cette forte présence n'a pas empêché l'accumulation des déficits. De même, on peut constater que la présence de membres externes au CA de l'UQAM n'a pas empêché le dérapage financier.

Le problème des universités ne se trouve pas dans la composition de leurs instances dirigeantes; et la forme de tutelle administrative sous la férule de membres externes que préconise implicitement le ministre de l'Éducation n'est pas une solution.

Être un membre externe ne garantit pas la rationalité des décisions, car cette personne n'a pas les connaissances du milieu universitaire nécessaires pour faire des choix éclairés et efficaces. Elle est coupée des informations provenant des unités de l'institution qui sont indispensables pour allouer les ressources de façon optimale. Elle n'a pas nécessairement la disponibilité requise pour suivre attentivement les dossiers.

### Priorité à l'entreprise

Puisqu'elles sont désignées pour leur compétence dans la gestion de grandes entreprises, ces personnes ne suivront que par intermittence les travaux des conseils d'administration des universités. Parce qu'elles sont des gestionnaires responsables, elles donneront la priorité à leur entreprise et traiteront dans leur temps libre les dossiers universitaires, ce qui n'est pas une condition idéale pour gérer une institution dont le budget dépasse le demi-milliard de dollars.

La nouvelle présidente du conseil d'administration de l'UQAM [Isabelle Hudon] n'a-t-elle pas dit qu'elle consacrerait la huitième journée de sa semaine à sa nouvelle fonction? Les membres externes des CA universitaires sont souvent absents des réunions du CA et, lorsqu'ils sont présents, ils s'en remettent aux officiers de l'université qui connaissent beaucoup mieux les dossiers qu'eux.

### Illusoire indépendance

Le concept d'indépendance des membres externes est aussi discutable. On reproche aux

administrateurs internes de ne pas être objectifs dans leurs prises de décisions parce que celles-ci peuvent avoir un impact sur leur rémunération, leur carrière, leur milieu de vie, etc. Ils auraient donc tendance à faire des choix qui favorisent leurs intérêts.

Ce raisonnement est simpliste parce qu'il omet le fait que ces administrateurs internes sont attachés à leur institution et sont avant tout motivés par son développement et l'accomplissement de sa mission. De plus, un professeur nommé par exemple au CA de l'Université de Montréal représente l'ensemble des composantes de l'université. Ses décisions sont orientées par le bien de l'institution et non pas par son statut de professeur, ce qui est attesté par le fait qu'il est exclu automatiquement de l'unité syndicale. Il exerce son jugement librement sans subir de contraintes de ses pairs et il offre en prime des choix fondés sur sa connaissance du milieu.

Les membres externes échappent certes aux préoccupations de la vie universitaire, mais ils ne sont pas objectifs pour autant. Nommés par le gouvernement, venant du milieu des affaires ou représentants des groupes sociaux, ils ont d'autres intérêts en tête, et leurs décisions sont elles aussi influencées par les valeurs ou les intérêts de leur groupe d'appartenance. Leur indépendance est une fiction ou un artifice rhétorique.

### Essentielle confiance

La condition essentielle d'une bonne gouvernance implique que les décideurs aient la confiance des diverses composantes de la communauté universitaire. Une université qui serait dominée par des dirigeants non universitaires serait difficile à gouverner, car ceux-ci n'auraient pas la légitimité nécessaire pour faire accepter leurs décisions. On ne peut transposer à une institution publique comme les universités les recettes d'une entreprise privée qui a pour seule mission de maximiser ses profits en produisant ou en vendant des biens.

Les critères de décisions sont beaucoup plus complexes lorsqu'il s'agit de la production et de la transmission du savoir et doivent tenir compte du facteur humain qui est capital pour assurer le succès d'une université et lui permettre d'être compétitive et attractive. [...]

### Démocratisation

La collégialité et le consensus sont deux préalables pour assurer le bon fonctionnement des universités et rendre leurs performances optimales. C'est par la transparence de ses décisions, par une plus grande implication de la communauté universitaire dans les choix stratégiques, par la responsabilisation de ses diverses composantes qu'une administration pourra construire une relation de confiance qui rendra les décisions pertinentes, efficaces et rationnelles. La démocratisation de la gestion universitaire est une autre façon d'assurer la bonne gouvernance qui sera beaucoup plus efficace que l'imposition autoritaire de décisions émanant d'une volonté extérieure.

## LE DEVOIR: Élimination du plafond des droits de scolarité des étudiants étrangers - La déréglementation est remise en question par le CCAFE: Le comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études s'inquiète du manque de balise du projet – Édition du vendredi 12 septembre 2008

Clairandré Cauchy

Le Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE) émet des réserves sur la pertinence de déréglementer les droits de scolarité imposés aux étudiants internationaux dans six domaines d'études et demande à la ministre de l'Éducation de reporter son projet. Le Devoir révélait hier que Québec s'apprête à déréglementer les droits de scolarité exigés des étudiants étrangers inscrits en médecine, en génie, en informatique, dans le secteur des mathématiques et sciences pures, en administration et en droit. Une formule de péréquation serait instaurée pendant six ans, afin de compenser partiellement les universités qui pourraient être désavantagées par une telle formule, notamment parce qu'elles reçoivent surtout des étudiants internationaux qui sont exemptés des frais supplémentaires. Le CCAFE, qui avise la ministre de l'Éducation en matière d'accessibilité à l'éducation, soulignait hier dans un avis que le projet de déréglementation ne prévoit aucune mesure pour

protéger les étudiants étrangers ayant déjà amorcé leur scolarité au Québec contre une hausse imprévue des coûts.

L'organisme note également qu'il n'y a pas de balises précises pour garantir des places aux étudiants québécois dans les domaines visés par la déréglementation (sauf pour celui de la médecine), alors que les étudiants internationaux pourraient s'avérer plus rentables financièrement aux yeux des universités. Finalement, le comité fait remarquer que le projet de règlement soumis ne prévoit pas d'obligation pour les établissements de soutenir financièrement les étudiants étrangers en difficulté.

Les étudiants aussi en désaccord

La Fédération étudiante universitaire (FEUQ) s'est elle aussi inscrite en faux contre le déplaçonnement des frais pour les étudiants internationaux. «C'est à se demander si l'incertitude fait partie des mesures d'accueil du gouvernement Charest», argue le président de la FEUQ, David Paradis, en faisant référence au caractère imprévisible des hausses pour les

étudiants ayant déjà amorcé leur scolarité.

Il s'insurge de voir le gouvernement transformer les étudiants internationaux en «vaches à lait». La plupart des étudiants internationaux qui seront dans les faits assujettis aux nouveaux tarifs fréquentent les universités anglophones puisque les universités francophones accueillent un bon nombre d'étudiants exemptés, précise M. Paradis. «Nous sommes sidérés de voir qu'on va créer de telles iniquités entre les universités francophones et anglophones; entre celles des grands centres et des régions», poursuit M. Paradis.

Les associations étudiantes de l'Université Laval ont elles aussi dénoncé le projet de règlement. «En forte compétition, alléchées par des revenus supplémentaires, il y a fort à parier que les universités favoriseront les facultés d'administration, de sciences et de génie ainsi que de médecine au détriment des lettres, des sciences sociales ou de pharmacie», fait valoir la vice-présidente aux affaires externes de l'Association des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures, Fanny Tremblay-Racicot.

## LE DEVOIR: Les étudiants ne veulent pas plus de membres externes dans les conseils – Édition du vendredi 12 septembre 2008

Clairandré Cauchy

Les étudiants rejettent catégoriquement l'idée d'accroître la représentation des membres externes dans les conseils d'administration des universités, comme le souhaite la ministre de l'Éducation. «La valeur ajoutée miraculeuse que les membres externes apporteraient n'a pas été démontrée. Au contraire, dans le cas de l'Université du Québec à Montréal, ce sont les étudiants et les professeurs qui ont tiré la sonnette d'alarme sur le projet de l'îlot Voyageur», s'exclame le président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), David Paradis, qui préférerait que les membres issus de la communauté universitaire soient majoritaires dans les instances des universités. L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) abonde dans le même sens, estimant que la ministre s'apprête à accroître

l'influence des «intérêts marchands» dans la gouvernance des universités. La porte-parole, Marie-Ève Ruel, argue que les membres externes, souvent issus du milieu des affaires et de la finance, sont moins bien placés pour orienter les destinées des universités qui «vivent l'université au jour le jour», soit ceux qui y travaillent et y étudient. Ces membres dits «indépendants» feront d'abord la promotion de «leurs propres intérêts financiers ainsi que de l'arrimage de l'éducation au marché du travail» plutôt que de défendre les «principes de bonne gouvernance», estime l'ASSE.

Les deux regroupements étudiants réagissaient hier à la volonté de Michelle Courchesne, révélée par Le Devoir, d'imposer la présence de deux tiers de membres externes dans les conseils d'administration des universités. Cette dernière doit rencontrer les dirigeants du milieu

universitaire sous peu pour présenter les grandes lignes d'un projet de loi sur la gouvernance des universités qu'elle entend présenter cet automne.

«Si le gouvernement veut vraiment contribuer au développement des universités, tout en impliquant les entreprises privées, ce doit être par une véritable imposition fiscale de ces entreprises, et non pas en leur permettant de s'ingérer dans les conseils d'administration», tonne la porte-parole de l'ASSE, Marie-Ève Ruel.

La FEUQ réclame quant à elle une meilleure reddition de comptes des universités. L'organisme souhaite que le gouvernement oblige les dirigeants d'établissement à présenter un rapport détaillé, avec des indicateurs précis sur leurs budgets et leur fonctionnement, lors de leur passage annuel devant la commission parlementaire de l'éducation.

## 24 HEURES: Déréglementation des frais pour les étudiants internationaux: Les étudiants s'insurgent – Vendredi 12 septembre 2008

Karine Lapierre

En réaction à l'article du *Devoir* qui révèle l'intention de la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, de déréglementer les droits de scolarité des étudiants internationaux, la Fédération étudiante universitaire du Québec s'insurge, et qualifie la décision de la ministre de discriminatoire et d'improvisée.

«La ministre Courchesne veut transformer les étudiants internationaux en vache à lait. C'est inacceptable», a affirmé le président de la FEUQ David Paradis, en conférence de presse.

«Les cours ont déjà commencé et les étudiants ne savent pas combien ils devront déboursier pour la poursuite de leurs études. La facture pourrait exploser à n'importe quel moment au cours de la

session. Voilà comment le Québec accueille ses étudiants étrangers, avec une claque au visage», a martelé David Paradis.

La mesure vise les étudiants des programmes d'administration, génie, droit, informatique, mathématique, sciences pures et médecine. Elle concerne également davantage les universités anglophones, dont l'université McGill, qui reçoit à elle seule le quart des étudiants étrangers qui viennent étudier au Québec.

**Les étudiants de McGill s'opposent**

Par voie de communiqué, l'Association étudiante de l'Université McGill s'est fortement opposée à la déréglementation.

«Les étudiants étrangers paient déjà plus de cinq fois les sommes déboursées par les étudiants

québécois, et même si on leur faisait payer les frais les plus élevés du monde, le déficit de financement des universités québécoises serait à peine entamé», déplore Devin Alfaro, vice-président (Externe) de l'AEUM.

Selon les étudiants de Mc Gill, l'économie du Québec est en pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, et le nombre d'étudiants universitaires stagne.

«Dans un contexte où les travailleurs québécois vieillissent et doivent être remplacés par un nombre insuffisant de jeunes, ne pas financer adéquatement les universités tout en dissuadant les gens d'aller à l'université en augmentant les frais tient de l'aveuglement idéologique irresponsable, c'est carrément contre-productif» conclut M. Alfaro, vice-président de l'AEUM.

## CYBERPRESSE / LA PRESSE: Déréglementation des frais de scolarité des étudiants universitaires étrangers - Le jeudi 11 septembre 2008 / Vendredi 12 septembre 2008

La Presse Canadienne  
Montréal

**Les frais de scolarité que déboursent les étudiants étrangers qui fréquentent les universités québécoises risquent d'augmenter très prochainement dans six facultés. En effet, le ministère de l'Éducation du Québec cesse d'imposer à ces institutions d'enseigner un plafond maximal pour**

**ces frais.**

Ainsi, les universités québécoises pourront désormais fixer elles-mêmes les droits de scolarité des étudiants étrangers inscrits en médecine, en génie, en informatique, en sciences pures, en administration, en droit et dans le secteur des mathématiques.

L'objectif est de rendre les universités québécoises plus compétitives avec leurs vis-à-vis

canadiennes, selon ce qu'a expliqué la ministre Michelle Courchesne en entrevue au quotidien *Le Devoir*.

Présentement, un étudiant universitaire étranger doit déboursier environ 14 000 \$ pour une année, au premier cycle, dans l'une des six facultés visées par la déréglementation. Ce montant est d'un peu plus de 12 000 \$ pour ceux qui étudient dans les autres disciplines.

Selon les estimations rapportées par «Le Devoir», les universités de la province pourront ainsi compter sur des revenus supplémentaires de 16 millions \$ par année. Quelque 22 000 étudiants étrangers fréquentent

les universités québécoises, selon des données de 2006. De ce nombre, environ la moitié proviennent de pays avec qui le Québec a conclu des ententes les exemptant de ces frais, et la déréglementation n'affectera pas ces étudiants.

Pour les six prochaines années, le gouvernement compte cependant offrir une compensation financière aux universités désavantagées par cette formule.

## LE DEVOIR: Étudiants internationaux - Les universités pourront établir les droits de scolarité dans six facultés: « Cela va forcer les universités à être plus agressives, plus dynamiques et plus créatives », croit Québec – Édition du jeudi 11 septembre 2008

Clairandree Cauchy

Les étudiants étrangers devront délier encore plus les goussets de leur bourse pour étudier au Québec, du moins dans certaines disciplines. Les universités québécoises pourront désormais déterminer elles-mêmes le montant des droits de scolarité qu'elles exigeront des étudiants étrangers inscrits dans certaines facultés. Le gouvernement est sur le point d'adopter un règlement qui dé plafonne les droits de scolarité pour les étudiants internationaux inscrits en médecine, en génie, en informatique, dans le secteur des mathématiques et sciences pures, en administration, ainsi qu'en droit.

«On dit aux universités: "libre marché". Elles pourront tarifier comme elles le souhaitent et garder les sous, dans ces facultés précises. [...] On se rend plus compétitifs avec les autres universités canadiennes», a expliqué la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, en entrevue au Devoir.

Auparavant, Québec imposait un plafond maximal (déjà différencié en fonction des programmes d'études), que les universités ne pouvaient excéder de plus de 10 %. Il existait alors un mécanisme de redistribution des sommes provenant des étudiants étrangers entre les universités. Le montant de 10 % supplémentaire restait cependant dans la poche des universités pour financer les services liés à l'accueil d'étudiants internationaux.

À l'heure actuelle, une année universitaire coûte environ 14 000 \$ pour un étudiant inscrit au premier cycle dans un des domaines visés par la déréglementation. Ce montant oscille autour de 12 600 \$ pour un étudiant du premier cycle inscrit dans les autres disciplines.

Avec la déréglementation des frais dans les six domaines d'études, les universités pourront déterminer elles-mêmes le montant exigé et pourront conserver le produit des droits de scolarité dans leurs propres budgets. Selon des projections basées sur la comparaison avec les droits imposés dans les universités canadiennes, on estime que les universités pourront compter sur des revenus supplémentaires de 16 millions par année.

Québec instaure cependant des mesures de compensation qui s'étaleront sur six ans pour soutenir les universités désavantagées par cette nouvelle formule. Par exemple, les universités qui accueillent un grand nombre d'étudiants français, qui sont exemptés des montants forfaitaires imposés aux étudiants internationaux, auront droit à une compensation qui décroîtra progressivement.

Au terme de six ans, ce sera le libre marché et il n'y aura plus de péréquation entre les universités pour les programmes visés. Le ministère fait le pari que les universités auront alors réussi à diversifier leur clientèle pour accueillir davantage d'étudiants étrangers provenant de pays qui ne bénéficient pas d'exemption.

On estime qu'environ 22 000 étudiants étrangers étudient dans les universités québécoises, selon les données de 2006. Précisons cependant que tous ne paient pas les frais supplémentaires pour les étudiants internationaux: environ la moitié proviennent de pays avec qui le Québec a conclu des ententes les exemptant de ces frais. La déréglementation n'affectera pas ces étudiants.

De l'ensemble des étudiants étrangers, plus du quart (26,6 %) étudiaient à McGill, et 16,6 % étaient inscrits à Concordia. L'Université de

Montréal et l'Université du Québec à Montréal suivaient, avec respectivement 13,4 % et 11,7 % des inscriptions.

La ministre écarte du revers la main les craintes d'une iniquité dans le financement des universités que pourrait susciter cette nouvelle politique. «Les universités sont contentes. Cela rétablit un équilibre. [...] Cela va forcer les universités à être plus agressives, plus dynamiques et plus créatives», a fait valoir Mme Courchesne.

### Un recrutement centralisé

Parallèlement à cette déréglementation, le gouvernement s'appête à mettre sur pied un «secrétariat au recrutement des étudiants étrangers», pour coordonner les efforts des universités

Dans la course aux clientèles, plusieurs universités ont intensifié leurs activités de recrutement aux quatre coins de la planète. La dernière en lice est l'Université du Québec (le Réseau UQ), qui a ouvert le printemps dernier un bureau à Paris.

Avec son nouveau secrétariat, Québec veut non seulement mettre en commun les efforts des universités mais aussi intensifier le recrutement d'étudiants en lien avec les besoins du marché du travail québécois. Bref, on veut certes attirer des étudiants, mais on souhaiterait aussi qu'ils s'installent ici par la suite pour alléger un peu l'ampleur des pénuries de main-d'œuvre qui se profilent à l'horizon. «On va cibler les facultés d'études et les pays d'origine qui vont répondre à des besoins de main-d'œuvre québécois et qui vont favoriser le développement économique et social du Québec», a souligné Michelle Courchesne.

## THE GAZETTE: Quebec universities cry foul over minister's tough rules, by Peggy Curran – Tuesday, September 11, 2008

I imagine you're a kid. It's a nice life, if you don't mind being broke. The only money you have is your measly allowance and whatever you can scrounge in gifts. Your older brothers have a bit more cash - they got the cream of the godparents and more chances to make money doing chores. Still, all of you are pretty careful about saving up for the things you really want.

All except your baby sister. There's this toy she wants so badly, but no one will give it to her. Desperate to keep up with the big kids, she sneaks into your mother's purse, borrows her credit card and signs for the shiniest bauble she can find.

Your mother is furious, the bank is howling, and the store won't take it back. She doesn't want it to look like she's picking on the baby. She's been wearing hand-me-downs for years and hasn't had the same chances as the older children.

And deep down, your mother knows she should have paid closer attention to that dent in her line of credit. So she decides to crack down. From now on, all of you will have to submit a detailed inventory of every expenditure - and get pre-approval from both parents for big ticket items. Not only that, she's going to ask Vito at HMV and Ginette from Couche-Tard to keep tabs on what you are buying and whether you need it. Doesn't

sound fair, does it? It's easy to see why Quebec universities have been crying foul over Education Minister Michelle Courchesne's vow to revamp university boards to add more external members and demand more stringent monitoring of large-scale projects. Under legislation to be tabled this fall, Courchesne wants to make universities more accountable to the public whose money they spend, insisting that two-thirds of their governing boards be recruited from outside the university.

There's a feeling, not unjustified, that other institutions are being punished for catastrophic real estate decisions made by the Université du Québec à Montréal. With Roch Denis at the helm, underfinanced projects included the Pierre Dansereau science complex, \$106 million over budget, and the Îlot Voyageur project, where costs had soared from \$333 million in March 2005 to \$529 million when Quebec pulled the plug.

With more than \$345 million in long-term debt - projected to top a half-billion dollars by 2012 - UQAM already had the worst credit rating of any Canadian university when Moody's bond rating service this month downgraded its outlook from "stable" to "negative."

UQAM has taken steps to redeem itself, pulling former rector Claude Corbo out of the classroom and recruiting Chambre de commerce president

Isabelle Hudon to head its board of directors.

It could it be that the minister's manoeuvre is merely an attempt to make up for years when Quebec wasn't doing a proper job of keeping track of UQAM's unconventional approach to mortgaging, which basically amounted to "if we build it, someone else will have to pay for it."

There's nothing wrong with measures that require universities to live within their means. Together, Quebec's 18 universities are carrying more than \$400 million in operating losses, something they blame on chronic underfunding. UdeM, for instance, is looking at an accumulated deficit of \$137.5 million by next spring.

But both McGill and Concordia already have strong external representation - at Concordia, corporate and alumni delegates make up roughly two-thirds of the board's 40 members. There are 18 positions on Université de Montréal's governing council and six of those seats are empty. UdeM points out it already has the human resources and auditing committees the minister insists need to be set up.

Having some outside eyes going over the math doesn't have to be a bad idea - just as long as the government doesn't insist on choosing who gets the jobs and accountants don't start dictating academic priorities based on the bottom line.



## LE DEVOIR : 1ère page : Universités: Courchesne est prête pour le coup de barre : Le projet de loi sur la gouvernance sera déposé cet automne contre vents et marées, a-t-elle révélée au Devoir – Édition du mercredi 10 septembre 2008

Clairandrée Cauchy  
Que les recteurs d'université se le tiennent pour dit, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, est déterminée à présenter cet automne un projet de loi sur la gouvernance des universités. En dépit des résistances observées dans le milieu universitaire, la ministre entend exiger la présence de deux tiers de membres indépendants au sein des conseils d'administration des universités. «En terme de gouvernance, le conseil d'administration doit pouvoir jouer pleinement son rôle. Pour ce faire, dans les règles de bonnes pratiques de gouvernance, que ce soit dans les hôpitaux, les universités, les cégeps, les entreprises, je crois à la nécessité des deux tiers de membres externes», a soutenu Mme Courchesne lors d'une rencontre éditoriale sur ses priorités de la rentrée, soulignant que ce principe a déjà été imposé aux sociétés d'État.  
Au printemps, la ministre a rencontré les présidents des conseils d'administration des différentes universités ainsi que les recteurs afin de discuter des suites à donner aux recommandations du Groupe de travail sur la gouvernance des universités, présidé par le professeur des Hautes Études commerciales Jean-Marc Toulouse. Elle entend les rencontrer de nouveau au cours des prochaines semaines, avant de faire cheminer un éventuel projet de loi dans les officines gouvernementales. Ce principe d'une forte présence de membres indépendants ne passe cependant pas comme une lettre à la poste dans le milieu universitaire. «Les universités ne veulent pas de loi. Elles pensent qu'elles peuvent modifier la situation à travers leurs chartes. Je sens une grande réticence, une résistance à ce que le gouvernement adopte une loi pour assujettir les universités aux principes de

gouvernance reconnus», a constaté Mme Courchesne.  
Elle n'entend cependant pas s'en remettre à la bonne volonté pour parvenir à ses fins. «Il faut que les universités finissent par accepter qu'elles sont très majoritairement financées par les contribuables québécois, donc par des fonds publics. Cela veut dire qu'une gouvernance appropriée doit être mise en œuvre, et une reddition de comptes détaillée. [...] Dans une société moderne, les universités ne peuvent échapper aux principes reconnus de gouvernance. Certaines de ces universités les enseignent d'ailleurs», a-t-elle lancé.  
La ministre attribue les hésitations à la crainte des membres des communautés universitaires d'être tenus à l'écart des centres décisionnels que sont les conseils d'administration. «Ce n'est pas notre objectif, tranche Mme Courchesne. Les dirigeants des universités devront développer, institutionnaliser leur capacité de rendre des comptes et de faire participer la communauté universitaire dans des forums», pour compenser la représentation moins importante des acteurs de l'université au sein des conseils d'administration.  
La loi sur la gouvernance des universités devrait aussi prévoir l'obligation de former un comité de vérification interne ainsi qu'un comité consacré aux ressources humaines. On y définirait aussi les rôles respectifs du président du conseil, des membres, du recteur ou encore du président du comité de vérification.  
Cet éventuel projet de loi fait non seulement écho au rapport Toulouse, mais aussi à celui du Vérificateur général sur la situation financière de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), déposé en juin dernier. Le Vérificateur y montrait du doigt la

composition du conseil d'administration de l'UQAM, où siègent une majorité de membres qui travaillent ou étudient à l'université. «Se considèrent-ils tous comme des administrateurs chargés de défendre les grands enjeux de l'université, dont son équilibre financier, au risque de déplaire soit au recteur, soit au groupe qu'ils représentent ou se voient-ils plutôt comme des représentants des intérêts de leur groupe», s'interrogeait alors le Vérificateur général.  
La ministre Courchesne refuse cependant de voir dans ce dossier uniquement une réaction aux problèmes survenus à l'UQAM avec le dérapage immobilier. «Arrêtez de penser que c'est juste l'UQAM. Je ne vais pas dévoiler ce que je constate dans d'autres universités, mais je les suis toutes», a-t-elle affirmé.  
Outre l'enjeu de la gouvernance des universités, les correctifs à apporter aux programmes de formation au primaire et au secondaire, pour rectifier le tir de la réforme scolaire, figureront aussi en bonne place sur la table de travail de Mme Courchesne et de son ministre. D'ici à la fin du mois, le ministère devrait pouvoir fournir aux enseignants la nouvelle mouture des programmes de français du primaire, revue et corrigée pour préciser les connaissances qui doivent être acquises par les élèves chaque année.  
Ce que l'on appelle la «hiérarchisation des savoirs» en jargon pédagogique devrait ensuite se poursuivre pour les autres matières, au primaire comme au secondaire.  
La loi sur la gouvernance des commissions scolaires, déposée au printemps, devrait aussi revenir au menu législatif de l'automne.

## LE SOLEIL : Université Laval : un nouveau pavillon d'exception à Percé - Le lundi 08 septembre 2008

Thierry Haroun, Le Soleil, Collaboration spéciale Percé  
**L'Université Laval a inauguré vendredi son pavillon d'enseignement à Percé: la somptueuse Villa Frederick James (environ 1888), installée sur le cap Canon qui côtoie le rocher Percé et située en surplomb du village mythique.**  
C'est par une journée radieuse que le gratin politique, universitaire et citoyen (jusqu'au boulanger du village) a assisté à la consécration de ce lieu en sa qualité de «campus universitaire de l'Université Laval à Percé», pour reprendre la formule de Richard Pleau, doyen de la faculté d'aménagement, d'architecture et d'arts visuels. C'est d'ailleurs sous l'impulsion de cette faculté

que la Villa James sert d'agora, depuis 2002, à l'École internationale d'été de Percé, qui dispense des formations intensives de type ateliers de création et des classes de maître dans les domaines des arts visuels, du design, de l'aménagement du territoire, du développement régional et de la philosophie.  
Maintenant, il faut savoir que l'Université Laval a acquis cette villa, en novembre, grâce au don de la Fondation de l'Héritage canadien du Québec, ce qui explique l'inauguration officielle des lieux. L'Université est aussi propriétaire, depuis 2003, du Domaine Biard, qui loge les étudiants qui viennent séjourner le temps d'une formation. Ainsi, l'annonce de la semaine dernière a été l'occasion pour l'Université de rappeler que

l'enseignement à la Villa James est là pour rester durablement, et ce, à la faveur de Percé et de la Gaspésie. «Tout comme cette école, Percé a un rayonnement international. On confirme donc une présence continue de notre université ici et on souhaite à terme pouvoir offrir des formations à l'année», souligne le recteur de l'Université Laval, Denis Brière. «Par son caractère international, l'école contribue au rayonnement de la Gaspésie, d'autant qu'elle permet à la population d'accéder à une formation universitaire», a dit Nathalie Normandeau, ministre des Régions et des Affaires municipales.  
Depuis sa fondation, cette école a accueilli plus de 650 étudiants du Québec et d'ailleurs.

## RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Éducation : L'Université Laval à Percé - Mise à jour le dimanche 7 septembre 2008, 14 h 32

L'Université Laval a désormais pignon sur rue dans la ville de Percé, en Gaspésie. En effet, la Villa Frederick James a été officiellement inaugurée vendredi en tant que pavillon de l'Université Laval.  
La cérémonie d'inauguration s'est effectuée en présence de la ministre des Affaires municipales et responsable de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Nathalie Normandeau, et du maire de Percé, Georges Mamelonet.

La résidence au toit rouge, qui a appartenu au peintre américain Frederick James, est devenue propriété de l'Université Laval en novembre dernier.  
Depuis cinq ans, l'établissement accueille chaque année de nombreux étudiants dans le cadre de l'École internationale d'été de Percé.  
L'établissement offre notamment des formations dans les domaines des arts visuels, de l'architecture et du design.

L'été dernier, environ 130 étudiants ont fréquenté l'École internationale d'été de Percé. Depuis 2003, l'établissement a accueilli quelque 650 étudiants, dont plusieurs étrangers.  
Le recteur de l'Université Laval, Denis Brière, et plusieurs membres de la communauté universitaire étaient aussi présents à la cérémonie d'inauguration.

## LE DEVOIR : L'UQAM et Concordia profiteront peu de la manne fédérale – Édition du vendredi 05 septembre 2008

Clairandrée Cauchy  
L'Université du Québec à Montréal (UQAM) et l'université Concordia passeront pratiquement en dessous de la table dans la redistribution par Québec du réinvestissement fédéral de 112 millions. C'est que des 112 millions alloués par Québec aux universités, seulement 60 millions seront redistribués en fonction de la grille de répartition normale. L'autre part est allouée pour les universités en région, pour la bonification du financement des facultés de médecine, ainsi que pour les établissements universitaires monodisciplinaires (soit l'École de technologie supérieure, l'École des hautes études commerciales et l'École polytechnique). Québec réserve aussi une portion du transfert fédéral pour financer des bourses d'enseignement en administration et génie et la mobilité internationale.

Situées à Montréal, dépourvues de faculté de médecine et multidisciplinaires, Concordia et l'UQAM n'obtiennent aucune subvention spécifique. Cette situation est inéquitable, estime un comité d'experts indépendants chargé d'examiner la formule de financement des universités québécoises et son impact sur l'UQAM.

«C'est normal que le gouvernement puisse avoir des priorités et y consacrer une partie. Mais d'aller jusqu'à la moitié du réinvestissement pour des fins particulières propres au gouvernement, on trouve cela exagéré. C'est illogique par rapport à l'objectif d'équité poursuivi par le gouvernement dans l'établissement de la nouvelle grille», fait valoir le président du comité, Louis Gendreau, qui était incidemment sous-ministre à l'enseignement supérieur lorsque la nouvelle grille a été conçue. La nouvelle répartition des transferts fédéraux, qui doit être officialisée sous peu, s'ajoute à une formule de financement de base qui désavantage déjà l'UQAM, considèrent les experts. C'est qu'on n'y retrouve pas de faculté de sciences infirmières et de médecine et que les étudiants à temps partiel y sont plus nombreux.

Le comité d'experts arrive à la conclusion que l'UQAM ne reçoit que 7 % des nouvelles subventions, plutôt que sa part normale d'environ 11 %, ce qui représente un manque à gagner de 4 millions par année. «Quand on pense à la situation financière de l'UQAM, c'est considérable», poursuit M. Gendreau.

Son comité -- composé de l'ancienne sous-ministre à l'éducation et directrice générale de Télé-Québec Michèle Fortin, de l'ancien coprésident du comité qui a élaboré la formule de financement des universités, Michel Trahan, et d'un cadre supérieur du réseau de l'Université du Québec, Louis Chapelain -- suggère de limiter à 10 % la part du réinvestissement allouée à des priorités précises.

Les experts en financement universitaire tirent par ailleurs la sonnette d'alarme sur le financement accru accordé par Québec pour la formation des médecins résidents, ce qui équivaut à une hausse de la subvention de 13 millions cette année. Cet accroissement de la subvention de base pour la résidence, jumelée à l'accroissement du nombre d'étudiants en médecine, risque de restreindre considérablement le financement des autres disciplines dans le contexte d'enveloppes financières fermées, s'alarme M. Gendreau. Son comité suggère plutôt que le coût de la formation des résidents soit pris en charge par le ministère de la Santé.

## QUÉBEC HEBDO : Rentrée à l'Université Laval (1/2) : La CADEUL veut se faire connaître sur le terrain – Vendredi 05 septembre 2008

par Nicolas Bégin

La CADEUL veut se faire connaître sur le terrain. Assurer une présence continue sur le terrain, voilà la solution du président de la CADEUL, Simon Bérubé, au sujet du problème de méconnaissance des membres envers le travail de leurs représentants.

À l'automne 2007, la CADEUL sondait ses membres au sujet d'une possible augmentation de la cotisation de 3,50\$. Après un mois de campagne, 50,25% des étudiants ont refusé ladite proposition, au grand désarroi de l'exécutif en place à ce moment. Cinquante-six votes séparaient les deux camps.

«Les gens ne connaissent pas la CADEUL et encore moins les services qu'elle leur offre, écrivaient les membres de l'exécutif dans le rapport 2007-2008. Certains étudiants rencontrés durant la campagne ne savaient même pas que le groupe dont ils étaient présidents était financé en partie par la CADEUL. Cette constatation nous a amené à réfléchir sur la manière dont nous nous présentons.»

Un an plus tard, le nouveau président pense pouvoir solutionner le problème de méconnaissance en assurant une présence continue sur le terrain. En d'autres mots, aller à la rencontre des membres.

«On va se promener d'un pavillon à l'autre, on va souvent faire une tournée des associations, on va tenir des kiosques dans chacun des pavillons. On s'est même fait un horaire mensuel, on va aller



Le président Simon Bérubé veut assurer une présence continue sur le terrain pour mieux faire connaître le travail de la CADEUL. (Photo Nicolas Bégin)

dîner dans les pavillons, annoncer aussi qu'on va être là pour discuter de n'importe quel sujet, que ce soit relié aux services de la CADEUL ou aux droits étudiants.»

«On veut faire connaître les droits des étudiants, assurer une présence médiatique qui a beaucoup de contenu, mais qui est très crédible, ajoute-t-il. À mon avis, ça n'a jamais été un problème pour la CADEUL. Au point de vue de la crédibilité de notre association, je pense qu'on fait belle figure, sauf que c'est peut-être une question de le faire voir sur le terrain.»

La CADEUL devra aussi obtenir une bonne collaboration des associations locales pour réussir à mieux se faire connaître.

«Je pense que ça va aller très bien avec les associations locales, on a du bon monde, bien mobilisé dans nos 83 associations, indique le président. C'est par la connexion entre nous et les associations locales qu'on finit par rejoindre les membres de façon individuelle. Je pense que nous sommes sur la bonne voie cette année.»

On comptait d'ailleurs une trentaine d'associations lors du caucus de juillet, lequel se tenait la journée même du spectacle de Paul McCartney. «C'est un très bon résultat», souligne-t-il.

«Nous sommes absolument optimistes face à la participation de nos associations au fait qu'elles vont contribuer à mobiliser les gens et relayer l'information des gens jusqu'à nous et de nous jusqu'aux membres.»

## QUÉBEC HEBDO : Rentrée à l'Université Laval (2/2) : Quatre dossiers principaux sur la table – Vendredi 05 septembre 2008

par Nicolas Bégin

Quatre dossiers principaux sur la table

Parmi tous les dossiers sur la table de travail de la Confédération d'associations d'étudiants et étudiants de l'Université Laval (CADEUL), quatre principaux retiennent l'attention pour l'année 2008-2009.

Le président Simon Bérubé et son équipe entendent d'abord travailler sur la gouvernance des universités et le processus de reddition de compte des administrations universitaires.

Les hautes instances de la CADEUL représenteront ensuite les étudiants au sujet de l'augmentation

des frais institutionnels obligatoires. On parle d'une hausse de 50\$ en 2008-2009. Ceux-ci diffèrent toutefois des frais de scolarité. En fait, on parle notamment des coûts reliés à la technologie ou à la gestion de l'Université Laval.

### Halte-garderie

Bien entendu, les dirigeants de la confédération plancheront sur le projet de halte-garderie, compte tenu de l'annonce officielle dans le dossier du Super Peps. Pour faire une histoire courte, les étudiants veulent investir pour aménager une halte-garderie dans le futur complexe sportif.

«On va embaucher un chargé de projet au cours des prochaines semaines qui va travailler là-dessus à temps plein, pour voir à ce que la halte-garderie soit incluse dans les plans architecturaux du Super Peps, voir la réglementation gouvernementale, faire le plan d'affaires, voir à ce qu'il y ait un financement adéquat, un seuil de rentabilité, etc.»

### Stages en enseignement

Autre point au plan d'attaque 2008-2009, la CADEUL militera pour la rémunération des stages en enseignement, à la demande d'autres associations du Québec. Selon le président, les personnes

concernées œuvrent à temps plein à leur dernière session, sans obtenir le moindre sou pour leurs services. Certains doivent même abandonner leur emploi occasionnel dans les boutiques ou restaurants

pour aller enseigner à l'extérieur de la région. «On assiste à une augmentation considérable des dépenses tandis que les revenus cessent complètement puisqu'ils sont obligés de lâcher leur emploi à temps partiel», indique M. Bérubé.

Ce dernier se dit toutefois conscient d'affronter un problème loin d'être propre aux programmes d'enseignement. Des étudiants d'autres facultés vivent pareille situation. «Il faut cependant commencer quelque part», affirme le président.

## LA TRIBUNE : Un cours pour apprendre à être... étudiant - Le jeudi 04 septembre 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste  
Trois-Rivières

**Dès l'hiver prochain, l'Université du Québec à Trois-Rivières commencera à imposer à tous les nouveaux étudiants un cours qui porte pour l'instant les titres officiels d'«UQTR 101» ou d'«Initiation au métier d'étudiant».**

Il s'agit d'une formation dont l'objectif principal est d'abaisser le taux d'abandon chez les nouveaux venus.

«On parle d'une perte de l'ordre de 20 % la première année des nouveaux étudiants. C'est beaucoup», raconte Sylvain Delisle, doyen des études de premier cycle.

Ce phénomène n'est pas unique à l'UQTR, mais l'université trifluvienne a décidé de prendre le taureau par les cornes en créant le Bureau de la réussite étudiante.

Au printemps dernier, les instances de l'UQTR ont aussi adopté un plan quinquennal dont le contenu commencera à être appliqué dès cet hiver.

Le décrochage à l'université est un phénomène bien concret et plutôt coûteux puisque près du quart des quelque 3000 nouveaux étudiants qui font leur entrée chaque année sur le campus trifluvien abandonne les études dès la première année.

«C'est la première année qui est déterminante et même la première session. Les travaux mon-

trient que le décrochage se produit souvent très rapidement chez les étudiants, on parle même souvent de la première moitié de session, ce qui correspond aux premiers résultats d'examen», raconte M. Delisle.

«Notre objectif n'est pas de garantir à tous les étudiants qu'ils vont nécessairement réussir. On en échappe des bons, des gens qui ont tout pour réussir, qui devraient réussir. Les travaux l'ont montré, il y a toutes sortes de facteurs combinés qui nuisent à la réussite, par exemple les étudiants qui travaillent plus de 15 heures par semaine, ceux qui ont des responsabilités familiales. Il y a plein de facteurs comme ça qui, additionnés les uns aux autres, font que de bons étudiants qui auraient le potentiel pour réussir n'y parviennent pas», explique le doyen des études de premier cycle.

La forme que prendra le cours, le nombre d'heures qu'il faudra pour le compléter ainsi que la manière dont il sera dispensé sont autant d'éléments qui restent à être déterminés.

### Ne pas encombrer

Puisqu'il s'agira d'un cours obligatoire, certains départements ont déjà proposé au Bureau de la réussite étudiante de faire faire ce cours quelques jours avant le début de la session, question de ne pas encombrer les étudiants déjà débordés par leur formation scolaire.

Sylvain Denise admet qu'il prend cette suggestion très au sérieux.

«C'est un aspect qui nous préoccupe. Il ne faut pas que l'effort qu'on veut investir pour aider nos étudiants à mieux réussir devienne un obstacle», concède-t-il.

Toutefois, le cours UQTR 101 n'est pertinent qu'au début des études, fait-il valoir.

Certains programmes proposent toutefois de faire suivre le cours deux ou trois jours avant le début des études universitaires tandis que d'autres aimeraient qu'il soit offert en ligne afin qu'il puisse être suivi pendant l'été.

Ces scénarios sont donc à l'étude.

Parmi les autres mesures adoptées dans le plan quinquennal de réussite étudiante, il y a le mentorat, une formule d'accompagnement fort populaire qui a fait ses marques dans le monde des affaires notamment.

L'UQTR songe aussi à créer un Bureau de réussite spécialement dédié à la formation des futurs maîtres.

L'Association générale des étudiants n'est actuellement ni en faveur ni totalement contre le cours UQTR 101.

«C'est sûr qu'on va sonder nos étudiants pour savoir ce qu'ils en pensent avant de prendre une position officielle», laisse savoir Joanie Pothier, vice-présidente aux Affaires externes.

## MÉTRO : Réduction de l'accès à l'eau dans les campus : les abreuvoirs se font plus rare - Le mercredi 03 septembre 2008

# Réduction de l'accès à l'eau dans les campus Les abreuvoirs se font plus rares



**« Les bouteilles d'eau sont un produit de luxe. Lorsqu'on paie pour un produit que l'on peut obtenir gratuitement, c'est un luxe. »**

Martine Ouellette d'Eau Secours

de leur eau en bouteille»,  
A l'UQAM, qui n'a pas fait l'objet de l'étude, aucune entente d'exclusivité n'in-

### Moins de fontaines

L'organisation Eau Secours n'est pas surprise des résultats de l'étude. «Nous avons déjà des échos à l'effet qu'il y a moins de fontaines d'eau dans les lieux publics, a commenté la présidente, Martine Ouellette. La réduction du nombre d'abreuvoirs dans les universités va dans le sens de cette tendance. Plusieurs universités ont des ententes d'exclusivité avec certaines compagnies et prennent les moyens pour s'y conformer.»

La grande majorité des répondants ont affirmé que leur établissement d'enseignement possède une entente d'exclusivité avec une compagnie de boissons; 54 % ont indiqué que cette entente avait été signée avec

le Coca et 40 % avec Pepsi.

L'Université de Sherbrooke, qui était visée par l'étude, a tenu à démentir ses conclusions. «Nous n'avons aucune politique d'élimination des fontaines d'eau; d'autant plus de développement durables, a fait valoir la porte-parole Caroline Dubois.

Le sondage a été effectué en ligne auprès de 85 répondants provenant de 48 institutions d'enseignement en

MéTRO a tenté, en vain, d'obtenir l'avis des autres universités de Montréal.

CAROLINE ST-PIERRE  
info@journalmetro.com

**ÉTUDE.** Les fontaines d'eau se font de plus en plus rares dans les universités et les collèges canadiens. Les administrations leur préféreraient les machines distributrices, conclut une étude diffusée hier.

Le tiers des répondants interrogés ont constaté une diminution du nombre d'abreuvoirs sur leur campus, alors que 43 % ont dénoncé les délais de réparation des abreuvoirs défectueux, selon l'étude menée par le Centre canadien de politiques alternatives, le Syndicat canadien de la fonction publique et l'Institut Polaris.

Selon Tony Clarke, directeur de l'Institut Polaris, les établissements d'enseignement limitent l'accès à l'eau potable du robinet pour des raisons purement mercantiles. «Les universités et les collèges canadiens cèdent à la pression exercée par Coke et Pepsi, qui tentent d'éliminer la concurrence en faveur

# UQAM : Suite ...

## THE GAZETTE : UQAM rector hopes his call to end strife isn't just an academic exercise : "Corbo is appealing to students to be realistic.", by Peggy Curran – Thursday, September 25, 2008



"Paralyzing UQAM is never going to make a difference with decisions that lie solely with the government," Claude Corbo says.

deep in rector Claude Corbo's speech this week about the very fragile state of the Université du Québec à Montréal were some startlingly frank words.

Rebuilding won't turn UQAM into "an intellectual desert for students or a gulag for those work there," Corbo said, but coming back from the brink is going to require sacrifices from everyone.

And the university needs to stop shooting itself in the foot with internal strife and student strikes that are disruptive, counter-productive and verge on anti-democratic.

Phew. People at UQAM may not like his message, but they sure can't say they don't know what he's thinking.

Oh, Corbo's speech included the usual discourse about the university's precarious finances and the inequities of the Education Department's funding formula. You'd be antsy, too, if your credit outlook had been downgraded from bad to worse and you were spending \$56,000 a day just to service a debt expected to top a half-billion dollars by 2012.

But the grandiose, ill-conceived and under-financed real estate adventures of Corbo's predecessor, Roch Denis, are old news, no matter how hard the Parti Québécois tries, as it did Tuesday, to mine them to political advantage.

Mistakes were made, colossal mistakes that will cost Quebec taxpayers, students and UQAM personnel dearly. The provincial government had a hand in those errors when it failed to harness Denis's extravagant plans for Îlot Voyageur back in 2005, when Premier Jean Charest's Liberals were clinging to life and Education Minister Jean-Marc Fournier was batting clean-up on the loan fiasco that sent 100,000 placard-waving students into the streets in the dead of winter.

The opposition PQ appears to have forgotten UQAM's other money-sucking property, the Pierre Dansereau science complex, which was conceived

when the PQ was in power and wound up \$106 million over budget.

But the rector is more interested in what comes next. And that will mean shifting cultures and changing the rules on what passes for normal at the most rabble-rousing of Montreal university campuses.

That won't be easy. In 2005, when students at UQAM went on strike, professors were under strict orders from the administration not to give exams, teach new material or otherwise appear to give unfair advantage to students who turned up for class.

And for anyone who didn't get the message, strikers prowled corridors, tooted horns and blocked doorways.

Last spring's student strike shut down one-third of the university's classes and affected 12,438 students in four faculties for several weeks. Yet when the board sought a court injunction to halt disruptions and order students back to class, a delegation of professors called the measure excessive and a denial of UQAM's history of student activism.

A longtime political science professor who was ambushed by tuition-freeze activists en route to class one day last fall, Corbo now is appealing to students and their leaders to be realistic.

"Paralyzing UQAM is never going to make a difference with decisions that lie solely with the government," he said.

But getting students to back off won't do the trick if Corbo can't sell his vision of a new, less fractious, streamlined UQAM to the rest of the troops.

## 24 HEURES.CA : Actualités : Le syndicat des employés de l'UQAM pense qu'il a fait sa part de concession – Le jeudi 25 septembre 2008

Karine Lapiere

Le recteur de l'Université du Québec à Montréal, Claude Corbeau, prononçait un discours dans le cadre du 40e anniversaire de l'UQAM, lundi dernier, discours dans lequel il appelait syndicats et étudiants à une meilleure solidarité au sein de l'institution.

Or, plusieurs membres de la communauté jugent qu'ils ont déjà fait leur part de concession depuis l'instauration du plan de redressement financier qui doit relever l'Université de son déficit immobilier.

« Dans le plan de redressement de l'Université, les employés du Syndicat des employés de l'UQAM (SEUQAM) seront les premiers touchés par le plan de redressement. Il est clair qu'un climat de morosité s'installe parmi les employés restants, qui deviennent surchargés de travail », déplore l'agent d'information du SEUQAM, Michel Bolduc.

Le plan de redressement prévoit en effet que les employés qui partent à la retraite ne seront pas remplacés. « C'est 50 à 60 départs à la retraite

annuels qui ne sont pas comblés présentement », estime Michel Bolduc.

### Des négociations inexistantes

Les syndiqués du SEUQAM sont sans convention collective depuis mai 2007. L'UQAM se refuse à négocier avec eux tant que les sommes qu'elle attend du gouvernement se font attendre, alors que la ministre Courchesne avait promis de rétablir la situation pour la rentrée.

« On est impatient et on a hâte de négocier la nouvelle convention collective, surtout qu'on a subi un gel salarial de deux ans et quatre mois. Le SEUQAM a fait sa part sur le plan de la solidarité. Cette solidarité nous la vivons au quotidien ».

### Les associations étudiantes égratignées

Dans son discours, le recteur a égratigné les associations étudiantes en critiquant leur processus de vote de grève. Rappelons qu'à l'hiver 2009, plusieurs associations avaient votés des grèves pour protester contre la hausse des frais et les coupures budgétaires effectuées dans leur milieu.

« Je ne crois pas qu'il y ait une volonté des associations de diriger les assemblées générales ou de

les rendre inaccessible à une certaine part de leurs membres, comme le veulent certaines accusations portées l'an dernier et réitérées par le recteur », commente Frédéric Tremblay, le président de l'Association des étudiants à l'École de la Gestion de l'UQAM.

Le processus avantage certainement ceux qui prennent la peine de se déplacer pour voter. C'est toujours facile de critiquer quand on prend pas la peine de le faire ».

Frederick Tremblay reconnaît que certaines coupes et fusion ont eu lieu dans le département de Gestion depuis l'arrivée du plan de redressement. Les coupes, selon lui, n'affectent pas la qualité de l'éducation dispensée au département.

Malgré un plan de redressement serré, l'UQAM n'est toujours pas sortie du bois. C'est que la ministre Courchesne n'a pas encore honoré sa promesse de régler le dossier de l'Îlot Voyageur. En attendant, l'UQAM doit défrayer 56 000\$ par jour en frais d'intérêts pour ses erreurs de la gestion immobilière.

## LE DEVOIR : UQAM: Courchesne doit agir vite, dit le PQ – Édition du mercredi 24 septembre 2008

Clairandrée Cauchy

Le Parti québécois accuse la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de laisser «pourrir» la situation financière de l'Université du Québec à Montréal. Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, se montre lui aussi préoccupé devant les délais.Le

règlement du litige sur le plan de redressement de l'UQAM, promis par Mme Courchesne pour la rentrée scolaire, se fait toujours attendre. Il en va de même pour la prise en charge par Québec de l'Îlot Voyageur annoncée en août 2007. Entre-temps, des subventions conditionnelles de l'ordre

de 65 millions ne sont toujours pas versées, et les frais financiers continuent de courir sur la marge de crédit de l'UQAM, qui fait l'objet d'une «surveillance hebdomadaire» pour éviter le manque de liquidités.



«En retardant l'acceptation du plan de redressement, le problème devient plus difficile. Le coût pour le gouvernement et la société devient plus élevé. [...] Actuellement, l'UQAM est virtuellement en faillite. On ne peut pas vivre sur la marge de crédit éternellement», a déclaré hier le porte-parole péquiste sur le Conseil du trésor, Sylvain Simard.

Dans une allocution prononcée lundi devant des représentants de la communauté universitaire, le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, ne cachait d'ailleurs pas son impatience. «L'UQAM a fait ses devoirs. Le gouvernement doit faire sa part», lançait M. Corbo aux Uqamiens. Ce faisant, il rappelait que les mesures de redressement ont permis de ramener le déficit de fonctionnement à un million, lorsque l'on exclut les frais financiers.

«La traversée du désert n'est pas terminée, loin de là. Il faut en venir à une entente acceptable avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Mais les choses évoluent. Nous progressons. Il serait injustifié de nous décourager et

d'abandonner», a poursuivi le recteur au sujet du plan de redressement.

Quant à la prise en charge du fiasco immobilier de l'îlot Voyageur par le ministère des Finances, promise il y a maintenant plus d'un an, le recteur a expliqué que des pourparlers ont été entamés au début de l'été entre les avocats du gouvernement et ceux du promoteur immobilier Busac ainsi que ceux de l'université. «L'UQAM rappelle régulièrement au gouvernement la nécessité de mener à terme ces discussions. Nous n'avons aucune raison de penser que le gouvernement n'honorera pas son engagement à l'égard de l'îlot Voyageur. Mais la vigilance s'impose», a déclaré M. Corbo.

Ce dernier faisait appel à la solidarité de la communauté universitaire pour aider l'UQAM à se sortir de cette difficile situation. Il demande aux employés, dont les conventions collectives sont pour la plupart échues, ainsi qu'aux étudiants, qui ont multiplié les grèves l'an dernier, de se serrer les coudes. «Au-delà des intérêts et des préoccupations de chacun, nous sommes toutes et tous

dans le même bateau. La vague est forte. Si nous brassons trop le bateau, nous nous mettons tous en péril», a conclu M. Corbo.

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, on assure que les discussions vont bon train. Il n'est cependant pas question de «négocier sur la place publique», précise l'attaché de presse de Mme Courchesne.

Au début du mois, la firme de notation Moody's avait adressé un avertissement, indiquant qu'une nouvelle décote menaçait en «l'absence de progrès dans la réorientation du plan d'immobilisations de l'université ainsi que dans l'établissement d'un plan de redressement budgétaire».

Une nouvelle décote ferait passer d'éventuelles actions de l'UQAM au rang d'«obligation de pacotille». Cela dit, les obligations déjà émises ne seraient pas touchées. Il pourrait néanmoins y avoir un effet indirect sur les taux d'intérêt en vigueur pour la marge de crédit.

## LA PRESSE : Le PQ et l'UQAM pressent Québec de verser l'argent promis - le mercredi 24 septembre 2008

Marie Allard, La Presse

Il est urgent d'agir pour sauver l'UQAM, qui est «virtuellement en faillite», a dit hier le député péquiste Sylvain Simard, devant le chantier désert de l'îlot Voyageur. «La ministre Courchesne a promis en juin dernier de régler la situation financière de l'UQAM pour la rentrée universitaire, a-t-il indiqué. Or, rien n'est encore fait.»

L'UQAM paie chaque jour 56 000\$ en frais d'intérêts en raison de projets immobiliers qui ont mal tourné, soutient le Parti québécois; un gouffre financier de plus d'un demi-milliard guette l'université d'ici 2012.

«Le Vérificateur général a bien identifié qu'une des sources de responsabilité, c'est le gouvernement, a dit la députée Marie Malavoy, critique péquiste en matière d'enseignement supérieur. Si on est responsable en partie des problèmes, on doit aujourd'hui être responsable en partie des solutions.»

Québec retient des subventions conditionnelles de 65 millions, estimant insuffisants les plans de relance présentés par l'UQAM. Le gouvernement tarde aussi à prendre en charge les frais liés à l'îlot Voyageur, bien qu'il s'y soit engagé.

Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, demande lui aussi au gouvernement provincial de verser à l'université les subventions conditionnelles.

«La pratique du Ministère de retenir des subventions d'exploitation parce qu'une université est en déséquilibre financier est une pratique qui a pour

effet de creuser davantage les difficultés financières», a-t-il déclaré hier soir lors d'un entretien avec La Presse.

M. Corbo a précisé que ces subventions correspondaient à des effectifs étudiants déjà fournis au cours des dernières années. «C'est donc une spirale négative, a-t-il dit. S'il nous manque de l'argent pour le fonctionnement, il y a des risques que nous soyons déficitaires.»

Le recteur a souligné que, grâce au plan de relance mis en place par son administration en mars dernier, le budget 2008-2009 de l'UQAM comporte un déficit d'exploitation d'à peine 1 million, sur un total de 350 millions.

Toutefois, ce calcul ne tient pas compte des importants frais d'intérêts versés par l'institution. «Ces frais constituent un poids sur le budget de l'université», a convenu M. Corbo, qui a confirmé qu'ils étaient de 56 000\$ par jour.

Le recteur attend toujours que le Ministère absorbe les répercussions financières de l'îlot Voyageur, ce chantier arrêté à mi-construction faute de liquidités. «Nous n'avons aucune raison de penser que le gouvernement n'honorera pas son engagement, mais à l'heure où nous nous parlons, ce n'est pas complété.»

Le ministère de l'Éducation s'est défendu hier de tarder à venir en aide à l'UQAM. «On est déjà en train d'agir, a dit Jean-Pascal Bernier, attaché de presse de la ministre de l'Éducation. On a nommé de nouveaux administrateurs à la fin de l'été. Ils

doivent prendre connaissance des dossiers. Le travail continue.»

Ces paroles ne semblaient pas convaincre les étudiants rencontrés hier à l'UQAM. «C'est triste de voir que ceux qui peuvent faire quelque chose ne font rien», a dit Vincent Beaulieu, 19 ans, rencontré devant l'îlot Voyageur. Ironiquement, cet étudiant en gestion publique à l'UQAM aurait dû avoir des cours à l'îlot Voyageur. «Au lieu de ça, on est dans un pavillon qui tombe en morceaux», a indiqué son camarade de classe Gabriel Mackay, 20 ans.

Québec donne plus aux universités que le ROC Mais déjà, l'effort financier du Québec pour ses universités est plus important que celui du reste du Canada, selon une étude publiée lundi par le ministère de l'Éducation. Estimée à 1,85% du PIB au Québec, la dépense globale des universités n'était que de 1,48% dans les autres provinces, en 2006-2007. Cette différence est attribuable à notre PIB plus faible par habitant, mais aussi à une forte fréquentation des universités par les jeunes québécois.

Le nombre moyen d'étudiants par professeur est moins élevé au Québec que dans le reste du Canada (20,8 comparativement à 21,1), ajoute l'étude. Quant au salaire des profs, il est plus élevé que celui de leurs collègues des autres provinces, lorsqu'on tient compte du coût de la vie.



## MÉTRO : Îlot Voyageur de l'UQAM : « Le désastre a assez duré » - Mercredi 24 septembre 2008

Îlot Voyageur de l'UQAM

### « Le désastre a assez duré »

**POLITIQUE.** Le désastre financier de l'îlot Voyageur de l'UQAM a assez duré, selon Marie Malavoy, porte-parole en éducation, et Sylvain Simard, porte-parole du Conseil du Trésor du Parti québécois. L'opposition péquiste demande au gouvernement de trouver une formule de redressement, sachant que, de toute façon, ce sont les finances publiques qui vont devoir éponger le déficit.

«De toute évidence, tout le monde sait que le responsable, ultimement – l'UQAM est une université d'État –, ce sont les finances publiques, qui vont devoir payer pour les mauvaises décisions de la direction de l'UQAM et l'incapacité, l'inefficacité du ministre



L'îlot Voyageur a plongé l'UQAM dans un gouffre financier.

[Jean-Marc] Fournier. Donc, que ce soit maintenant ou dans trois mois ou dans six mois, l'État devra trouver une formule de redressement», a déclaré le député Simard. Il a compté que six plans de redressement ont été présentés jusqu'ici.

L'incertitude qui plane dans le dossier de l'îlot Voyageur et de la situation financière difficile de l'UQAM affectent déjà l'université, ont-ils déploré. L'Université du Québec à Montréal enregistre une baisse d'admissions de 1 000 étudiants cette année, une baisse que les députés péquistes attribuent aux problèmes financiers de l'université.

**56 000 \$**

«Chaque jour qui passe coûte 56 000 \$ d'intérêts à l'UQAM. On ne peut plus attendre», a lancé Marie Malavoy.

LA PRESSE CANADIENNE

## 24 HEURES.CA : Scandale financier : L'UQAM a fait ses devoirs, affirme le recteur - Le mercredi 24 septembre 2008

Karine Lapierre

Le recteur de l'Université du Québec à Montréal, Claude Corbeau, prononçait un discours dans le cadre du 40e anniversaire de l'UQAM cet après-midi, discours dans lequel il affirme que l'UQAM a «fait ses devoirs» pour redresser sa situation financière depuis le scandale immobilier qui a fait trembler ses murs, et qu'il appartient maintenant aux deux paliers de gouvernement de réinvestir en éducation pour combler le déficit des universités.

## RADIO-CANADA / MONTRÉAL : UQAM : L'opposition blâme le gouvernement - Mise à jour le mardi 23 septembre 2008 à 16 h 38

L'opposition péquiste demande au gouvernement de Jean Charest de redresser la situation financière de l'UQAM. L'université s'est enlisée dans un projet immobilier qui a tourné au fiasco. Depuis, les problèmes s'accroissent.

Les députés péquistes Sylvain Simard, Marie Malavoy, Martin Lemay et Sylvain Gaudreault, qui ont rencontré les médias devant l'îlot Voyageur mardi, pressent la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, de régler le dossier. Ils avancent que le gouffre financier de l'UQAM sera de toute façon épongé par les finances publiques.

Les députés de l'opposition accusent le gouvernement et la ministre Courchesne d'être à l'origine de la menace de décade de l'institution auprès de la maison Moody's.

**La ministre Courchesne a promis en juin dernier de régler la situation**

**financière de l'UQAM pour la rentrée universitaire. Or, rien n'est encore réglé et faute d'un plan de redressement, Moody's a modifié la perspective sur la cote de crédit de l'université, la faisant passer de stable à négative.**

— Sylvain Simard

Le boulet financier que traîne l'UQAM se creuse davantage chaque jour, soutiennent les députés péquistes. Ils déplorent que la situation pénalise les étudiants, de même que la réputation de l'établissement.

Ils tiennent également le gouvernement Charest et l'ancien ministre de l'Éducation, Jean-Marc Fournier, responsables de la situation. Ils estiment que le ministre Fournier aurait dû s'aperce-

voir que les projets immobiliers de l'établissement en menaçaient la santé financière.

L'UQAM s'est lancée dans un ambitieux projet immobilier au début des années 2000. La construction du pavillon des Sciences et de l'îlot Voyageur a engendré un gouffre de près de 300 millions de dollars.

Les dépassements de coûts pour le projet du complexe des sciences Pierre-Dansereau ont atteint 100 millions de dollars, et n'avaient jamais été signalés au conseil d'administration de l'établissement. Ils ont été découverts par la nouvelle vice-rectrice aux finances à l'automne 2006. Le recteur de l'UQAM de l'époque, Roch Denis, a démissionné en novembre de la même année dans la foulée de la découverte de ces dépassements de coûts.

## LA PRESSE : Québec doit sortir l'UQAM de l'impasse, selon le PQ - le jeudi 23 septembre 2008

Marie Allard, La Presse

Il est urgent d'agir pour sauver l'UQAM qui est «virtuellement en faillite», a dit cet après-midi le député péquiste Sylvain Simard, en point de

presse devant le chantier désert de l'îlot Voyageur.

«La ministre Courchesne a promis en juin dernier de régler la situation financière de l'UQAM pour la rentrée universitaire, a-t-il indiqué. Or, rien n'est

encore réglé.» L'UQAM paie 56 000 \$ par jour en frais d'intérêts, selon le Parti québécois.

Les députés péquistes Sylvain Simard et Marie Malavoy ont rencontré la presse, mardi, devant l'îlot Voyageur à Montréal, pour presser la minis-



tre de l'Éducation Michelle Courchesne de régler le dossier.  
«De toute évidence, tout le monde sait que le responsable, ultimement - l'UQAM est une université d'État - ce sont les finances publiques, qui vont devoir payer pour à la fois les mauvaises décisions de la direction de l'UQAM et l'incapacité, l'inefficacité du ministre Fournier (Jean-Marc, ministre de l'Éducation à l'époque). Donc, que ce soit maintenant ou dans trois mois ou dans six mois, l'État devra trouver une formule de redressement. Actuellement, la question qu'il faut se

poser, c'est: est-ce que ce sera moins cher dans six mois, dans un an? Nous, nous croyons que chaque jour qui passe rend les choses plus coûteuses, plus difficiles pour l'UQAM», a opiné le député Simard.  
L'incertitude qui plane sur le dossier de l'îlot Voyageur et de la situation financière de l'UQAM affecte déjà l'université, ont-ils déploré. L'Université du Québec à Montréal enregistre une baisse d'admissions de 1000 étudiants cette année, que les députés péquistes attribuent aux problèmes financiers de l'université.

«On ne peut pas punir 40 000 élèves, des milliers de professeurs au nom des gestes d'incompétence de quelques-uns et d'un ministre qui a laissé faire et qui a contribué à ce désastre», a commenté M. Simard. Il a compté six plans de redressement qui ont été présentés jusqu'ici.  
Quant à l'université, elle ne pourra vivre éternellement sur sa marge de crédit et devra tôt ou tard rétablir sa situation et vivre avec un plan de redressement, ont-il plaidé.

**fLE DEVOIR : La situation financière menace de se détériorer : Moody's met l'UQAM en garde – Une nouvelle décote ramènerait les obligations de l'université à un titre de « pacotille » - Édition du samedi 06 et du dimanche 07 septembre 2008**

*Chantalrée Cauchy*  
Un an après s'y être engagé, le gouvernement tarde à dégager l'Université du Québec à Montréal du projet de l'îlot Voyageur et de ses impacts financiers. Les pourparlers traînent aussi en longueur quant au plan de redressement de l'université, en préalable au versement de subventions conditionnelles. Ces longueurs incitent l'agence de notation Moody's à lancer un avertissement sur la santé financière de l'établissement. Une nouvelle décote menace l'Université du Québec à Montréal. L'agence de notation Moody's a servi un avertissement hier, par suite du retard du gouvernement à régler l'impasse financière de l'université.  
Moody's a modifié la perspective de notation de l'UQAM de «stable» à «négative», en raison de «l'absence de progrès dans la réorientation du plan d'immobilisations de l'université ainsi que dans l'établissement d'un plan de redressement budgétaire». «En conséquence, la position financière de l'UQAM n'a connu aucune amélioration et menace de se détériorer davantage», peut-on lire dans le communiqué émis hier midi par l'agence.  
La promesse de Québec de dégager l'UQAM des conséquences financières du projet avorté de l'îlot Voyageur, faite il y a un an presque jour pour jour, tarde à se concrétiser. D'autre part, Québec et l'UQAM ne sont toujours pas parvenus à une entente sur un plan de redressement satisfaisant, qui permettrait le versement des subventions conditionnelles de plus de 65 millions, toujours retenues par Québec.  
L'endettement de l'UQAM lié aux projets immobiliers devrait atteindre le demi-milliard en 2012,

selon les données du vérificateur général. «La dette de l'UQAM, équivalant à 164 % des recettes annuelles à la fin de l'année fiscale 2007, est maintenant une des plus élevées parmi les universités canadiennes», ajoute Moody's en justifiant son avertissement.  
L'actuelle cote de l'UQAM est de Baa3. Si la situation stagne, la prochaine révision pourrait amener l'université au dernier échelon des cotes de crédit, prévient Debra Roane, une analyste de Moody's jointe à New York. En jargon financier, une décote ramènerait les titres de l'UQAM au rang d'«obligations de pacotille» (junk bonds).  
Concrètement, une décote n'affecterait pas le coût des emprunts sur le marché obligataire déjà effectués par l'UQAM, mais bien celui d'éventuels nouveaux emprunts, ce qui ne figure évidemment pas dans les cartons de l'UQAM. Il n'a toutefois pas été possible de savoir hier si les frais financiers de la marge de crédit de l'UQAM s'élevant à 275 millions seraient haussés par une décote.  
L'UQAM a déjà subi plusieurs décotes depuis le début de son aventure immobilière avec le complexe des sciences et l'îlot Voyageur. En janvier 2007, Moody's avait abaissé deux fois en deux semaines sa cote de crédit en raison des émissions d'obligations, que le gouvernement a dû en partie acheter pour ne pas nuire à ses propres titres.  
Si ce n'était de la conviction que le gouvernement du Québec ne laisserait pas l'UQAM faillir à ses obligations financières envers ses créanciers, la cote de l'UQAM aurait déjà été abaissée, explique Mme Roane.

Les solutions tardent à aboutir  
Lors du dépôt du rapport du Vérificateur général, en juin dernier, Michelle Courchesne, la ministre de l'Éducation, avait indiqué sa «ferme intention» de conclure une entente sur le plan de redressement «avant la prochaine rentrée universitaire» [en septembre].  
Interrogée sur le sujet en début de journée hier, avant que Moody's ne lance son avertissement, la ministre Courchesne s'est montrée plus évasive. «Il y a un nouveau conseil d'administration, il y a eu beaucoup de travail de fait. Des propositions sont sur la table. [...] Un an plus tard, on est obligé de constater que c'est vraiment un travail en progression. Les échanges sont fructueux et positifs», a fait valoir Mme Courchesne.  
L'UQAM s'est contentée hier de souligner l'ampleur des efforts faits à ce jour pour renouer avec la santé financière.  
«La direction de l'UQAM rappelle que l'UQAM et le gouvernement n'ont pas encore conclu une nécessaire entente sur le rétablissement de la situation financière de l'université. Par ailleurs, l'UQAM a déjà commencé à faire sa part en instaurant un régime de rigueur budgétaire», peut-on lire dans un communiqué émis hier.  
La dernière version du plan de redressement ne permettrait pas à l'UQAM de renouer avec l'équilibre budgétaire. Malgré de sévères compressions, l'université prévoit être encore aux prises avec un déficit annuel de 24,4 millions en 2011-12, principalement dû aux frais financiers.

**LAPRESSEAFFAIRES.COM : Moody's décote (encore) l'UQAM – Vendredi 05 septembre 2008 - 12h42**

Maxime Bergeron  
Le fiasco de l'îlot voyageur continue de peser lourd sur les finances de l'UQAM. À preuve, la firme de notation Moody's vient tout juste d'abaisser encore une fois la cote de crédit de l'université montréalaise.  
La firme new-yorkaise a fait passer la tendance de la dette de l'UQAM de «stable» à «négative», selon un communiqué émis peu avant midi.  
«La révision de perspective reflète l'absence de progrès dans la réorientation du plan d'immobilisations de l'université ainsi que dans l'établissement d'un plan de redressement budgétaire», indique le rapport.

«La position financière de l'UQAM n'a connu aucune amélioration et menace de se détériorer davantage», ajoute le document.  
Moody's, tout comme d'autres agences de notation, a déjà abaissé à plusieurs reprises la cote de l'UQAM en raison des nombreux dépassements de coûts de ses chantiers immobiliers.  
Le fiasco de l'îlot Voyageur, ce vaste projet arrêté à mi-construction, faute de financement, est cité dans le rapport.  
«Ces événements ont exercé des pressions sur la liquidité de l'université, qui dispose de ressources financières modestes afin de faire face à ces difficultés. La dette de l'UQAM, équivalente à

164% des recettes annuelles à la fin de l'année fiscale 2007, est maintenant une des plus élevées parmi les universités canadiennes notées par Moody's.»  
Moody's maintient la perspective de la dette à long terme de l'UQAM à Baa3, mais abaisse sa tendance à négative.  
Une telle cote est considérée comme basse et place l'UQAM à risque de voir ses titres de dettes tomber dans la catégorie de «pacotille».

**LE DEVOIR : En bref - Isabelle Hudon présidera l'UQAM - Édition du jeudi 04 septembre 2008**

Devoir Le  
La présidente de la Chambre de commerce du Montréal-Métropolitain, Isabelle Hudon, a été élue à la présidence du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) mardi dernier.

Il s'agissait de la première participation de Mme Hudon au conseil d'administration, depuis sa nomination par le gouvernement du Québec cet été.  
«Mme Hudon possède une très riche expérience, un leadership reconnu et un vaste réseau de contacts. [...] Elle connaît bien le milieu universitaire, le monde des affaires et le milieu culturel. À titre de présidente, Mme Hudon s'efforcera de faire connaître, comprendre et apprécier l'importante institution montréalaise qu'est l'UQAM», a déclaré le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, en saluant la nomination de Mme Hudon.

**24 HEURES : 1<sup>ère</sup> page : Dans la controverse administrative à l'UQAM : Isabelle Hudon nommée présidente du CA - Jeudi 04 septembre 2008**



Jean-Claude Grenier

«Si je peux emprunter un cliché sportif, disons que je ne suis pas une gérante d'estrade. Je ne suis pas du genre à me lamenter sans rien faire. Au lieu de rester assise sur le banc, je préfère me retrousser les manches et sauter dans la mêlée.»

Malgré ses nombreuses occupations, Isabelle Hudon n'a pas eu besoin de se faire tirer l'oreille pour accepter la présidence du conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal.

«L'UQAM est une importante institution à Montréal. C'est vrai que l'Université a reçu une mauvaise publicité au cours des deux dernières années. Avec le recteur Claude Corbo et toutes les personnes qui composent le conseil d'administration, il y a moyen de redresser la barque et de redonner ses lettres de noblesse à l'UQAM», fait part celle qui occupe l'influent poste de présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

«Ce genre de défi me motive. Je ne m'attends pas ce que nous changions toute la situation cette année. Il s'agit d'un travail de longue haleine. On doit bâtir un plan précis pour les prochaines années.» ajoute Mme Hudon.

«Il faut redonner une fierté aux gens de l'UQAM, autant aux enseignants, aux étudiants, qu'aux administrateurs. Regagner la confiance des gens est possible si nous posons des gestes concrets. Certes, nous allons devoir prendre des décisions qui seront peut-être difficiles à accepter mais tout le monde doit travailler pour la bonne marche et l'avenir de l'UQAM.»

**Un moteur**

Je crois en l'UQAM. Cette université joue un rôle de premier plan pour le développement et l'avenir de Montréal qui est un capitale universitaire au pays», a conclu Mme Hudon.

**MÉTRO : Isabelle Hudon à la tête du CA de l'UQAM - Jeudi 04 septembre 2008**

**Isabelle Hudon à la tête du CA de l'UQAM**

MARIE-EVE SHAFER  
me.shaffer@journalmetro.com

**MONTREAL.** La présidence de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) est désormais assumée par Isabelle Hudon.

«L'UQAM est une institution dont Montréal et le Québec ne peuvent pas se passer», a indiqué hier la nouvelle présidente du conseil d'administration de l'UQAM.

Surtout connue comme présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Isabelle Hudon siège aussi au sein des conseils d'administration de la Société du Havre de Montréal, d'Aéroport de Montréal, du Technopôle Ville-Marie et de l'École nationale de l'humour.



«L'UQAM est une institution dont Montréal et le Québec ne peuvent se passer.»

Isabelle Hudon

Elle a accepté ce nouveau chapeau pour le bien de Montréal et pour Claude Corbo, le recteur de l'institution, qu'elle qualifie de «sage et rigoureux».

De grands défis attendent la nouvelle présidente, notamment celui de doter l'UQAM d'un nouveau plan stratégique et de trouver des solutions à la crise financière.

«Il va falloir regagner la confiance de la population», a soutenu M<sup>me</sup> Hudon. Il est

temps de faire la lumière [sur la situation financière] et, surtout, de tourner la page.»

Bien qu'elle soit très occupée, M<sup>me</sup> Hudon entend s'investir totalement dans ses nouvelles fonctions. «S'il y a accepté, c'est que je vais prendre le temps, a-t-elle dit. Je ne fais jamais rien à moitié.» Elle compte malgré tout alléger quelque peu son horaire prochainement pour remplir correctement ses multiples fonctions.

**24 HEURES : Le scandale de l'îlot Voyageur s'agrippe à l'UQAM - Édition du mercredi 03 septembre 2008**

**Le scandale de l'îlot Voyageur s'agrippe à l'UQAM**

PAR KARINE LAPIERRE

La rentrée universitaire se déroule sur fond de scandale à l'UQAM où la ministre de l'Éducation a confié à la Sûreté du Québec la tâche d'enquêter sur le désastre financier de l'îlot Voyageur.

Malgré que les déboires de l'UQAM aient fait l'objet d'une dense couverture médiatique, la majorité des étudiants ne semblait pas être au courant de l'affaire. Presque tous les étudiants interpellés au hasard des corridors ont affirmé non seulement ne pas savoir l'UQAM sous enquête, mais certains parmi eux n'ont jamais entendu parler de l'îlot Voyageur.

« Je n'ai jamais entendu parler de cette histoire », lance Nadia, interpellée dans les corridors de l'université.

**CRISE DE LA GOUVERNANCE**

Du côté des associations étudiantes, on se dits sceptiques que de pointer des responsables du doigt règle quoi que ce soit au véritable enjeu, le sous-financement de l'éducation.

« Une chasse aux sorcières à l'intérieur des murs de l'UQAM ou une pendaison publique des responsables n'arrangera rien au problème de financement des univer-

sités, plaide un ancien représentant des étudiants au Conseil d'administration de l'UQAM, Patrick Véronneau.

Celui qui a démissionné de ses fonctions au CA en y dénonçant le manque de transparence de l'instance croit donc qu'on a plutôt affaire à une crise de la gouvernance à l'intérieur des universités.

« Le véritable enjeu, c'est que le CA, composé en majeure partie de représentants des milieux sociaux économiques, veuille atteindre à tout prix l'équilibre budgétaire tout en sacrifiant la mission première de l'UQAM. Dans cette optique-là, il n'est pas impossible qu'un autre projet, économiquement attrayant comme l'était l'îlot Voyageur, revienne trôner sur la table du CA. »

**SUSPENDU**

Rappelons qu'en juin 2007, l'UQAM suspendait les travaux de construction de l'îlot Voyageur. Le projet immobilier devait accueillir une gare d'autobus en plus de nouveaux locaux pour la faculté de science politique et de droit de l'UQAM en plus de résidences universitaires. Quelques mois plus tôt, des

dépassements de coûts importants, de même que des erreurs de taille dans les prévisions budgétaires ont été mis au jour. À cause de cela, la dette de l'établissement atteindra le demi-milliard de dollars en 2012.

Accusés de laxisme par le vérificateur général dans un rapport publié en juin 2007, un an après le scandale, l'ancien recteur Roch Denis, le vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires administratives Mauro Malservisi, le directeur des investissements Nicolas Buono et possiblement d'autres employés de l'UQAM, font l'objet d'une enquête criminelle.

En attendant le règlement de la question, l'îlot Voyageur exhibe un squelette inachevé dans les rues du centre-ville depuis plus d'un an. Rien n'indique la reprise des travaux sous peu.

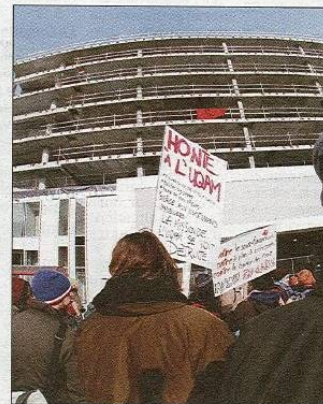


PHOTO ÉRIC BOLTÉ  
L'an dernier, quelques manifestations ont eu lieu devant le chantier de l'îlot Voyageur.



# Les titres du Courrier international

## les titres du 30 septembre 2008



### **THE MIAMI HERALD**

#### **La Congrès américain dit non au plan de sauvetage des banques**

Par 228 voix contre 205, la Chambre des représentants américaine a rejeté le plan de sauvetage du secteur financier concocté par le ministre des Finances, Henry Paulson. Pour 700 milliards de dollars, ce plan préconisait le rachat des actifs douteux des banques. "Et maintenant ?" s'interroge en une le quotidien de Miami. La nouvelle a fait replonger les marchés : Wall Street a connu sa pire journée depuis 1987, avec plus de 1 000 milliards de dollars partis en fumée. Les leaders du Congrès, qui soutenaient le projet, ont annoncé vouloir le soumettre une nouvelle fois au vote.



### **AN-NAHAR**

#### **Le Parlement libanais adopte enfin une nouvelle loi électorale**

Lundi 29 septembre, une loi électorale comportant une série de réformes du découpage des circonscriptions a été votée. Toutefois, le vote des expatriés a été reporté à 2013. Le scrutin prévu pour mai 2009 doit renouveler les 128 membres du Parlement, composé de 64 musulmans et de 64 chrétiens. Ce vote a eu lieu le jour même de l'attentat qui a fait cinq morts aux abords de Tripoli, ville du nord du Liban. Les députés ont observé une minute de silence en hommage aux victimes de l'explosion.



### **FRANKFURTER RUNDSCHAU**

#### **L'Etat allemand, à son tour, se retrouve à jouer au banquier**

"C'est une action de sauvetage d'une ampleur inédite en Allemagne", a commenté le 29 septembre Peer Steinbrück, le ministre des Finances allemand (SPD). Lui et la chancelière Merkel (CDU) voulaient à tout prix l'éviter, mais face à la panique qui s'emparait des marchés financiers, ils ont dû voler à la rescousse de la banque immobilière Hypo Real Estate. Le gouvernement a accepté de se porter caution des 35 milliards d'euros que des banques privées allemandes et la BCE ont mis à disposition de l'établissement.



### **THE ASIAN AGE**

#### **Paris et New Delhi veulent faire des affaires**

"Nous ne soutiendrons aucun Etat nucléaire qui émergerait dans notre région." En visite en France le 29 septembre, le Premier ministre indien a réaffirmé l'opposition de son pays aux ambitions nucléaires iraniennes. L'Iran a cependant "le droit au nucléaire civil", a ajouté Manmohan Singh. Paris et New Delhi se sont engagés à développer leurs relations commerciales. Objectif : 100 milliards d'euros d'échanges d'ici à 2009. Un accord de coopération dans le nucléaire civil doit être discuté ce mardi.



### **FRATERNITÉ MATIN**

#### **Le procès des déchets toxiques s'est ouvert à Abidjan**

Le procès des responsables du déversement dans les décharges publiques d'Abidjan de déchets toxiques s'est ouvert le 29 septembre. Du 9 au 20 août 2006, ce déversement de débris, provenant du cargo *Probo Koala*, affrété par une société néerlandaise, avait provoqué la mort de 17 personnes et fait plus de 100 000 malades. Neuf des douze personnes poursuivies pour empoisonnement étaient présentes hier dans le box. Aucun dirigeant de la multinationale néerlandaise Trafigura n'a daigné venir.



### **DER STANDARD**

#### **Défaites, les conservateurs autrichiens broient du noir**

Grand pendant des législatives du 28 septembre, Willhem Molterer, le ministre des Finances sortant, a démissionné de la tête de l'ÖVP (Parti populaire autrichien). Joseph Pröll, le ministre de l'Agriculture, le remplace. "Un prince héritier" chasse l'autre, mais "les problèmes du parti demeurent", titre le quotidien. L'ÖVP, qui a fait éclater la grande coalition en juillet, pourrait de nouveau devoir négocier avec les sociaux-démocrates du SPÖ. Dimanche, les partis d'extrême droite ont fait à eux deux mieux que l'ÖVP.



### **LE QUOTIDIEN D'ORAN**

#### **L'Africom sera opérationnel le 1er octobre**

L'Africom, le nouveau commandement américain pour l'Afrique annoncé en février 2007 par le président Bush, devrait être totalement opérationnel le 1er octobre, annonce le quotidien oranais. L'objectif de cet organisme est d'apporter aide et assistance au continent noir en matière de sécurité et de prévention

des conflits. La majorité des pays africains a rejeté le projet. A ce jour, les militaires américains n'ont pas trouvé de pays d'accueil pour leur quartier général et devront opérer depuis l'Europe.



### **THE INDEPENDENT**

#### **Londres entend les plaintes des demandeurs d'asile**

Pour la première fois au Royaume-Uni, des enquêtes vont être menées pour vérifier les plaintes de demandeurs d'asile qui affirment avoir été violentés par les forces de sécurité. Un rapport publié en juillet rapporte 300 cas de maltraitance et d'abus raciaux perpétrés contre des demandeurs d'asile au cours des quatre années écoulées. Premières montrées du doigt : les sociétés de sécurité privées mandatées pour encadrer la détention et l'expulsion des immigrants, souligne le quotidien anglais.



### **FOLHA DE SÃO PAULO**

#### **Un sommet au Brésil pour renforcer l'intégration économique régionale**

Le président du Brésil, Lula da Silva, doit recevoir ce mardi 30 septembre, à Manaus, ses homologues vénézuélien, équatorien et bolivien. Les quatre hommes doivent signer plusieurs accords de coopération industrielle et parler de différents projets destinés à améliorer les échanges commerciaux entre leurs pays, à l'instar d'une voie La Paz-Manaus-Caracas. Ils devraient également analyser les conséquences de la crise financière américaine sur les économies de la région.



### **THE AUSTRALIAN**

#### **L'Australie voudrait faire passer le congé maternité à six mois**

Les organisations patronales préconisaient quatorze semaines. Une commission gouvernementale va plus loin : elle recommande d'accorder dix-huit semaines de congé maternité supplémentaires aux jeunes mamans, rétribuées par l'Etat au salaire minimum (544 dollars australiens [304 euros] par semaine). En cumulant les vacances auxquelles elles ont droit, les mères pourraient totaliser six mois de congé. La mesure profiterait à 140 000 mères chaque année et coûterait 450 millions de dollars australiens (251 millions d'euros).

## les titres du 29 septembre 2008



### **KRONEN ZEITUNG**

#### **"Le SPÖ sauve sa place de premier parti d'Autriche"**

Le journal populaire, qui avait fait campagne pour le parti de Werner Faymann, veut sauver la face. Avec 29,7 % des voix, le SPÖ (Parti social-démocrate) arrive en tête des législatives du 28 septembre. Il devance de 4,1 % son ancien allié de la grande coalition, l'ÖVP (conservateur). Mais cela ne saurait masquer le reste : le SPÖ obtient le plus bas score de son histoire, quand les deux partis de l'extrême droite, le BZÖ de Jörg Haider et le FPÖ de Heinz-Christian Strache, totalisent 29 % des suffrages.



### **USA TODAY**

#### **Le plan de sauvetage des banques arrive devant le Congrès américain**

Les chefs de file du Congrès américain et l'administration Bush ont scellé le 28 septembre un accord à l'arraché pour tenter de sauver le secteur bancaire de l'effondrement. Après un week-end de négociations marathon, le ministre des Finances Henry Paulson a réussi à convaincre de la nécessité d'injecter 700 milliards de dollars pour racheter les créances douteuses des banques ébranlées par la crise de l'immobilier. L'accord doit être soumis au vote de la Chambre des représentants ce lundi et du Sénat mercredi.



### **THE ASIAN AGE**

#### **De Washington à Paris, l'Inde développe son nucléaire civil**

Par 298 voix pour et 117 contre, la Chambre des représentants américaine a adopté le 27 septembre un pacte nucléaire civil avec l'Inde. Le texte, qui doit encore être soumis au Sénat, prévoit la fourniture de matériel et le transfert de technologies entre les deux pays, pour une durée de quarante ans. Le quotidien de New Delhi salue cet accord : un atout dans la poche du Premier ministre indien, Manmohan Singh, qui est attendu ce lundi en France pour négocier un accord de coopération dans le nucléaire civil.



### **LA LIBRE BELGIQUE**

#### **La banque Fortis passe sous tutelle du Benelux**

"Le pire est évité", titre le quotidien belge. La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas ont adopté en catastrophe, le 28 septembre, un plan de sauvetage du groupe financier belgo-néerlandais Fortis. "Cette nationalisation devrait stabiliser Fortis et rassurer les épargnants. Mais l'avenir à terme de Fortis passera probablement par un rachat, voire un démantèlement." Les Etats du Benelux vont verser 11,2 milliards d'euros pour sauver la banque, dont le titre en Bourse a dévié de 71,3 % depuis janvier.



### **HOY**

#### **Le parti présidentiel triomphe en Equateur**

"Les vieilles structures ont été rejetées, le soutien à la révolution citoyenne que nous avions proposée au peuple a été confirmé." Le président équatorien Rafael Correa n'a pas attendu les résultats officiels

pour revendiquer "une victoire écrasante" : selon des sondages de sortie des urnes, sa réforme constitutionnelle, soumise à référendum le 28 septembre, aurait été approuvée à plus de 66 % des voix. Elle renforce les pouvoirs du président et prévoit, entre autres, la gratuité de la santé et de l'éducation.



### **LE PAYS**

#### **La junte mauritanienne rejette l'ultimatum de l'Union africaine**

Sous peine de sanctions et d'isolement, la junte qui dirige la Mauritanie depuis le 6 août dernier a jusqu'au 6 octobre pour redonner le pouvoir à l'ancien président Sidi Ould Cheikh Abdallah, rapporte le quotidien burkinabé. Tel est l'ultimatum lancé, le 22 septembre, par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, qui exige un "retour à l'ordre constitutionnel" en Mauritanie. Le chef de la junte, le général Mohamed Ould Abdel Aziz, a annoncé le 27 septembre qu'il rejetait cet ultimatum.



### **SÜDDEUTSCHE ZEITUNG**

#### **En Bavière, les conservateurs enregistrent un recul historique**

Cela faisait quarante-six ans que les conservateurs de la CSU détenaient la majorité absolue au Parlement de Bavière. Cette époque est désormais révolue : lors de l'élection régionale du 28 septembre, les alliés de la CDU d'Angela Merkel n'ont obtenu que 43,6 % des voix. "Il est peu vraisemblable que la CSU puisse gouverner seule", relève le journal de Munich, qui titre en éditorial sur "la fin du parti d'Etat". Pour ne

pas poursuivre sa dégringolade, il est urgent que la CSU "se renouvelle radicalement", ajoute-t-il.



### AL HAYAT

#### L'accord sécuritaire Irak-Etats-Unis pourrait être bientôt signé

"Washington a donné une réponse positive aux demandes irakiennes concernant l'accord de sécurité", rapporte le quotidien panarabe édité à Londres. Cet accord, concernant la présence américaine en Irak après 2008, butait sur plusieurs obstacles - notamment sur la question de l'immunité des soldats américains, mais aussi sur le droit des Américains de maintenir en détention des prisonniers irakiens ou sur le commandement des opérations militaires.



### ASAHI SHIMBUN

#### La valse des ministres continue au Japon

Cinq petits jours et puis s'en va : Nariaki Nakayama, le ministre des Transports japonais, a remis sa démission le 28 septembre. Il faut dire que le sieur, en poste depuis mercredi, multipliait les gaffes, qualifiant par exemple les enseignants de "cancer" du système éducatif. Le Premier ministre, Taro Aso, se heurte d'emblée aux mêmes mésaventures que son prédécesseur : Yasuo Fukuda avait été poussé au départ après des scandales et des démissions de ministres en cascade. Kazuyoshi Kaneko doit succéder à Nariaki Nakayama.



### CHINA DAILY

#### La Chine accueille en héros ses trois astronautes

Zhai Zhigang, Liu Boming et Jing Haipeng font la une du quotidien anglophone pékinois. "Ils nous rapportent des rêves des étoiles", titre le journal. Ces trois taïkonautes se sont posés le 28 septembre en Mongolie-Intérieure, de retour d'une mission de trois jours dans l'espace. Pour la première fois, quarante-trois ans après le Russe Alexei Leonov, un Chinois a effectué une sortie dans l'espace : un exploit héroïque dont s'enorgueillissent le régime et la presse chinoise.

## les titres du 26 septembre 2008



### THE GUARDIAN

#### En mai, Israël aurait demandé le feu vert de Washington pour bombardier l'Irak

"Au printemps 2008, Israël a sérieusement envisagé de bombarder les sites nucléaires iraniens, mais Bush s'y est opposé et a fait savoir qu'il ne changerait pas d'avis d'ici à la fin de son mandat", révèle le quotidien anglais, citant "une source diplomatique européenne haut placée". Le Premier ministre israélien Ehoud Olmert aurait profité de la venue de Bush dans son pays, en mai. Le président américain craignait, outre le déclenchement d'une guerre ouverte, des représailles iraniennes en Irak et en Afghanistan.



### THE NEW YORK TIMES

#### Crise bancaire : Bush échoue à sceller l'union sacrée

Jeudi 25 septembre, George W. Bush recevait à la Maison Blanche Barack Obama et John McCain, les deux candidats à sa succession, ainsi que des leaders du Congrès. Il espérait obtenir l'assentiment de tous pour faire passer son plan d'urgence, qui prévoit l'injection de 700 milliards de dollars (près de 500 milliards d'euros) pour sauver le secteur bancaire. Mais la proposition d'un plan alternatif dans les rangs républicains a semé la zizanie, McCain refusant pour sa part de prendre position. Les négociations doivent reprendre ce vendredi.



### KOMMERSANT

#### Armes et nucléaire : le menu du sommet Poutine-Chávez

Le 25 septembre, quelques heures avant l'arrivée de Hugo Chávez en Russie, le Kremlin a annoncé sa décision d'octroyer un prêt de 1 milliard de dollars (685 millions d'euros) au Venezuela pour des achats d'armes. Entre 2005 et 2007, les deux pays avaient déjà signé douze contrats portant sur un montant de 4,4 milliards de dollars. Le Premier ministre Vladimir Poutine a également profité d'un tête-à-tête avec Chávez pour lui proposer en sus un accord de coopération dans le domaine nucléaire.



### SUD QUOTIDIEN

#### Six ans après, les morts du "Joola" ne dorment toujours pas en paix

Il y a six ans exactement, le 26 septembre 2002, le ferry *Joola* coulait au large des côtes sénégalaises.

Bilan : 1 800 morts, dont 22 Français. Dès 2003, la justice sénégalaise avait classé le dossier sans suites. Or, ce mois-ci, un "petit juge" français a relancé l'affaire en émettant un mandat d'arrêt international contre neuf Sénégalais, en vue de démêler les responsabilités dans le naufrage. D'aucuns s'indignent, mais le quotidien proche de l'opposition y voit la chance de connaître un jour la vérité.



### THE IRISH TIMES

#### L'Irlande, premier pays de la zone euro en récession

Selon des chiffres publiés le 25 septembre par l'Office central de la statistique irlandais, le PIB de l'île a chuté de 0,8 % au deuxième trimestre, par rapport à la période équivalente de 2007. Pour le deuxième trimestre de suite, une baisse a donc été constatée, ce qui correspond à la définition technique d'une récession économique. Conséquence : un déficit fiscal de 7 milliards d'euros est à craindre, souligne le quotidien de Dublin. En cause : un ralentissement des dépenses de consommation et une baisse de 20 % des investissements dans le secteur de la construction.



### LE POTENTIEL

#### Le Premier ministre congolais rend son tablier

Vieux routier de la scène politique nationale, Antoine Gizenga a démissionné le 25 septembre de son poste de Premier ministre de la République démocratique du Congo. Argument avancé : à 83 ans, il aurait atteint "les limites du corps physique". Le quotidien de Kinshasa salue une "sortie honorable", même si les rumeurs de "radio-trottoir" qu'il colporte par ailleurs donnent des motifs moins avouables au retrait de Gizenga. Une question est désormais ouverte : qui va lui succéder ?



### THE TELEGRAPH

#### Tata part, le Bengale se désespère

Le transfert de l'usine de Tata, ébauché en début de semaine, s'est accéléré le 25 septembre sur le site de Singur (Bengale-Occidental). Le constructeur indien projetait d'assembler sur place sa Nano, la voiture la moins chère du monde. Mais il a affronté la colère des agriculteurs qui protestent contre l'indemnisation offerte en échange des terrains où Tata s'est installé.

Cette fronde a contraint le groupe à ajourner son projet, puis à y renoncer. Les sous-contractants locaux se désespèrent devant la fuite d'une manne qui leur semblait promise.



### EL COMERCIO

#### Fin de la campagne pour le référendum constitutionnel en Equateur

La campagne pour l'adoption d'une nouvelle Constitution plus étatiste en Equateur s'est achevée le 25 septembre à Guayaquil, où le président Rafael Correa a participé à un dernier meeting. La Constitution sur laquelle les électeurs sont appelés à se prononcer dimanche 28 septembre a pour but de défendre "une politique économique souveraine qui ne tolère les abus d'aucune multinationale, quelle que soit son importance", a déclaré Rafael Correa. Ce texte aurait la faveur des électeurs.



### AN-NAHAR

#### Rencontre Bush-Sleimane à la Maison-Blanche

"Notre mission est la vôtre : un Liban fort où les gens puissent vivre en paix", a déclaré le président américain George W. Bush à son homologue libanais, Michel Sleimane, lors de leur rencontre jeudi 25 septembre. "Cela faisait longtemps - depuis 1996 - qu'un président libanais n'avait été reçu dans le Bureau ovale", a également fait remarquer Bush. Cet accueil chaleureux a été accompagné d'une promesse d'accroissement de l'aide américaine à l'armée libanaise.



### SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

#### Les eurodéputés n'accordent aucun répit aux constructeurs allemands

Dès 2012, les constructeurs automobiles européens seront soumis à des amendes s'ils ne réduisent pas les émissions de CO2 de leurs voitures. Ainsi en a décidé, le 25 septembre, le Parlement européen. Il a fait fi des pressions exercées par l'Allemagne au nom de ses constructeurs, BMW et Mercedes en tête. Il a aussi "ignoré l'accord passé entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel" : en juin, les deux dirigeants s'étaient entendus pour réclamer un assouplissement du dispositif.

## les titres du 25 septembre 2008



### THE WASHINGTON POST

#### George Bush : "Notre économie tout entière est en danger"

Le président américain est intervenu le 24 septembre à la télévision pour défendre le plan de sauvetage du secteur bancaire élaboré par son administration. Il a indiqué avoir invité à la Maison-Blanche Barack Obama et John McCain, les deux rivaux à sa succession, pour débattre de la crise en compagnie d'élus du Congrès. La réunion devrait avoir lieu ce 25 septembre. Le plan de sauvetage ne convainc guère le quotidien, qui déplore "une absence de leadership" au moment où le pays en aurait tant besoin.



### LE TEMPS

#### Sarkozy est prêt à saper l'autorité de la CPI au Soudan

La France va-t-elle torpiller la Cour pénale internationale (CPI), créée à Rome en 1998 ? Le quotidien de

Genève s'interroge, en référence aux propos tenus par le président français le 24 septembre, lors d'une conférence de presse en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Sarkozy a demandé la levée durant douze mois des poursuites contre le président du Soudan, Omar El-Béchir, à condition que celui-ci change sa politique. Pour les nombreuses ONG qui suivent le dossier, ce marchandage est inacceptable.



### EL DIARIO

#### Le président de la Bolivie s'en prend à Washington devant l'ONU

S'exprimant devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le 24 septembre, le président bolivien Evo Morales a fustigé le comportement des Etats-Unis. Il les a accusés de soutenir des actions de déstabilisation dans son pays. "Les Etats-Unis n'ont pas condamné les actes de terrorisme contre le gouvernement bolivien. Leur ambassadeur (Philip Goldberg) conspirait contre ma gestion", a déclaré Morales. Le

représentant diplomatique américain a été expulsé de Bolivie le 10 septembre.



### DIE PRESSE

#### Elections : il manquera des voix en Autriche

A trois jours des élections législatives anticipées, le quotidien viennois consacre sa une à l'affaire des bulletins de vote par correspondance. Jusqu'à 20 % d'entre eux ne seront pas comptabilisés dimanche, car non signés ou mal datés par les électeurs. Problème : depuis que le vote par correspondance est autorisé à l'intérieur du pays, de plus en plus d'Autrichiens y recourent. A Vienne par exemple, ils sont 30 % de plus qu'en 2006 à avoir voté par courrier cette année.



### BANGKOK POST

#### Le nouveau gouvernement thaïlandais prête serment



"Laissez aux ministres le temps de faire leurs preuves, laissez-leur le temps de travailler", a demandé le nouveau Premier ministre thaïlandais. Désigné la semaine dernière, Somchai Wongsawat a dévoilé le 24 septembre la composition de son gouvernement. Il espère que la nouvelle équipe permettra "la réconciliation" entre les membres du parti au pouvoir, le Parti du pouvoir du peuple (PPP), et entre le gouvernement et les manifestants royalistes qui campent depuis le 26 août dans le centre de Bangkok.



#### CHINA DAILY

**La Chine met à nouveau le cap sur les étoiles**

Quarante-trois ans après le russe Alexeï Leonov, un taïkonaute sortira-t-il dans l'espace ? Ce 25 septembre en début de soirée, la Chine doit lancer sa troisième mission spatiale habitée, d'une durée prévue de trois jours. Le quotidien de Pékin espère qu'elle sera l'occasion pour un cosmonaute chinois de sortir du vaisseau *Shenzhou VII* pour évoluer dans le vide. Il s'agirait d'une première pour la Chine, qui a réalisé son premier vol habité en 2003.



#### CORRIERE DELLA SERA

**Le Vatican fustige la politique d'immigration italienne**

Trente-cinq immigrés clandestins qui se dirigeaient vers la Sicile sont morts noyés au large de Malte le 23 septembre. L'annonce de cette tragédie coïncide avec une nouvelle attaque du Vatican, la troisième en moins de cinq mois, contre la politique menée par Berlusconi envers les immigrés. Par la voix de l'archevêque Agostino Marchetto, secrétaire du Conseil pontifical pour les migrants, le Saint-Siège a réaffirmé que les mesures prises en matière de réfugiés et de regroupement familial étaient contraires aux droits de l'homme.



#### JERUSALEM POST

**L'historien Zeev Sternhell échappe à un attentat à Jérusalem**

L'un des intellectuels les plus influents de la gauche israélienne, l'historien Zeev Sternhell, a été légèrement blessé mercredi 24 septembre par l'explosion d'une petite bombe devant sa maison, à Jérusalem. Sternhell est l'un des membres fondateurs du mouvement israélien Shalom Akhchav (La Paix maintenant) et a obtenu en 2008 le prix Israël, décerné par l'Etat, pour ses travaux en sciences politiques.



#### FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

**Les professionnels de la santé donnent de la voix à Berlin**

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont attendus ce jeudi 25 septembre dans les rues de Berlin. Syndicalistes, employeurs, salariés et représentants communaux : tous ont décidé d'unir leurs forces pour "sauver les hôpitaux". Ils refusent que la baisse des recettes soit compensée par une hausse des coûts facturés aux clients et réclament une plus grande implication de l'Etat. Une force de taille manquera cependant à l'appel, constate le quotidien allemand : "l'armée des contribuables".



#### THE GUARDIAN

**La couronne d'Angleterre pourrait cesser d'être anglicane**

C'est "la fin du royaume anglican", titre le quotidien londonien. Il révèle que le gouvernement de Gordon Brown réfléchit à une révision des lois de succession au sein de la famille royale d'Angleterre. Des règles vieilles de trois siècles ans pourraient ainsi être supprimées : la priorité donnée aux garçons dans l'ordre de succession et, surtout, l'impossibilité pour les catholiques d'accéder au trône. Le journal se réjouit, lui qui fustige de longue date ces "rituels idiots", jugés inadaptés au XXIe siècle.

## les titres du 24 septembre 2008



#### HELSINGIN SANOMAT

**Nouveau carnage dans un lycée finlandais : 11 morts**

"La plupart des victimes sont des femmes", constate le quotidien finlandais. Le 23 septembre, un élève a ouvert le feu dans son lycée professionnel de Kauhajokki, une petite ville à l'ouest d'Helsinki. Bilan : 11 morts dont le tireur, qui s'est tiré une balle dans la tête. En 2007, une autre tuerie avait fait 8 morts. L'éditorialiste du journal souligne une montée de la violence dans les écoles (20 morts violentes l'année écoulée) et s'interroge sur le système scolaire finlandais. Réputé pour son excellence, n'a-t-il pas oublié l'essentiel : former à la vie en communauté ?



#### THE WASHINGTON POST

**Le plan de relance américain ne convainc pas le Congrès**

"Ce n'est pas parce que Dieu a créé le monde en sept jours que nous devons voter cette loi en sept jours", raille un député républicain. Le 23 septembre, la Maison-Blanche a dépêché ses conseillers au Capitole pour convaincre les députés d'adopter une loi d'urgence. Le texte prévoit d'investir 700 milliards de dollars d'argent public pour sauver le système bancaire. Démocrates et républicains rechignent. Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale, laisse entrevoir une récession si la loi ne passe pas.



#### THE IRRRAWADDY

**Le plus ancien détenu politique birman retrouve la liberté**

La junte birmane a décidé le 23 septembre de libérer Win Tin. Ce journaliste de 79 ans, membre de la Ligue nationale pour la démocratie (LND, le parti de l'opposant Aung San Suu Kyi), était en prison depuis dix-neuf ans. Il a été relâché en même temps que 9 002 autres prisonniers, dont "une poignée seulement de détenus politiques", précise sur son site Internet le magazine de l'opposition birmane, publié en Thaïlande. Win Tin serait en bonne santé, selon l'un de ses proches.



#### THE CITIZEN

**La confusion règne autour de la démission des ministres sud-africains**

Quatorze ministres auraient envoyé une lettre de démission au président Thabo Mbeki après l'annonce du départ forcé de ce dernier, le 21 septembre. Mais, à en croire le quotidien de Johannesburg, seuls six d'entre eux seraient résolus à partir. Les candidats au départ croyaient que tous les ministres devaient quitter le gouvernement en cas de démission du président. Trevor Manuel, le ministre des Finances qui avait permis le redressement économique du pays, a annoncé son maintien et rassuré les marchés.



#### IRAN

**Ahmadinejad veut bien discuter avec les Américains, mais sous conditions**

Mardi 23 septembre, le président iranien a prononcé une nouvelle fois un discours violemment anti-israélien et anti-américain à la tribune des Nations unies. Pour le quotidien iranien, cela n'empêche pas d'envisager des discussions entre Américains et Iraniens à l'avenir, une fois un nouveau président élu en novembre aux Etats-Unis. A condition seulement que les Américains reconnaissent le droit au nucléaire des Iraniens et cessent de soutenir l'Etat israélien.



#### EL NACIONAL

**Chávez espère signer des contrats en Chine**

Le président vénézuélien Hugo Chávez a débuté le 23 septembre une visite en Chine, sa cinquième en tant que chef d'Etat. Il a déclaré à son arrivée à Pékin qu'il espérait notamment signer des accords en vue de la construction de deux raffineries - en Chine et au Venezuela - et de plusieurs navires pétroliers. "Chávez a rappelé que les échanges commerciaux entre les deux pays étaient inexistantes voilà dix ans, alors qu'ils atteignent désormais 8 milliards de dollars", rapporte le journal de Caracas.



#### LA REPUBBLICA

**Les otages enlevés en Egypte ont été localisés**

Les cinq otages italiens originaires de Turin et leurs compagnons d'infortune, cinq Allemands, une Roumaine et huit accompagnateurs égyptiens, vont bien. Ils ont été localisés par le Soudan et se trouvent dans une sorte de no man's land aux confins de l'Egypte,

de la Libye et du Soudan, à plus de 1 000 kilomètres de Caire. Les tractations pour leur libération se sont intensifiées, souligne le quotidien romain, mais aucune négociation avec les ravisseurs sur une éventuelle rançon n'a été annoncée.



#### THE MANILA TIMES

**Les Philippines interdisent la vente de lait chinois**

Les services sanitaires philippins ont temporairement interdit le commerce de lait chinois. Des décisions similaires ont été prises dans bon nombre de pays asiatiques, après la révélation que le lait du groupe chinois Sanlu était contaminé à la mélamine, un produit toxique. Au moins quatre bébés chinois sont morts après avoir bu de ce lait. Sanlu avait été informé de l'existence d'incidents dès le mois de décembre, mais avait continué de commercialiser ses produits sans mener les tests qui s'imposaient.



#### THE INDEPENDENT

**Gordon Brown s'offre un moment de répit**

Intervenant le 23 septembre au congrès annuel des travaillistes britanniques, Gordon Brown a prononcé "l'un de ses meilleurs discours". Fort de son expérience de dix ans au ministère des Finances, le Premier ministre britannique s'est posé comme le meilleur rempart à la crise économique. Ovationné par l'assistance, il sauve sa place à la tête du parti. Selon l'éditorialiste du journal, ce répit n'est que provisoire : "Le seul atout des dirigeants impopulaires est qu'ils sont facilement sous-estimés."



#### THANH NIEN

**Les catholiques de Hanoi réclament leurs terres**

La municipalité de Hanoi a adressé une mise en garde à Ngo Quang Kiet, l'archevêque catholique de la ville. Objet de la missive : qu'il cesse de contester les décisions de la mairie. Ngo Quang Kiet revendique la propriété de terres confisquées par les communistes et aujourd'hui accaparées par la ville pour aménager des parcs et bâtir des édifices publics. Des travaux ont ainsi démarré, le 19 septembre, sur le terrain de l'ancienne délégation apostolique du Vietnam à Hanoi.

## les titres du 23 septembre 2008



#### ASHARQ AL-AWSAT

**Le Liban craint une intervention syrienne avaisée par la France et la Turquie**

Près de 10 000 soldats des forces spéciales syriennes se sont déployés lundi 22 septembre près de la frontière au nord du Liban, rapporte le quotidien panarabe édité à Londres. Selon Damas, il s'agit de "mesures de sécurité interne" nullement dirigées contre le Liban. Toutefois, des diplomates ont affirmé que la

communauté internationale, notamment la France et la Turquie, était au courant de ces manœuvres militaires. De son côté, le président libanais Michel Sleimane se trouve à New York, où il doit participer à l'Assemblée générale des Nations unies.



#### LE POTENTIEL

**La violence continue de faire rage en Somalie**

Le 22 septembre, les forces gouvernementales de Somalie se sont ouvertement affrontées aux insurgés

islamistes dans le centre de Mogadiscio, la capitale. Au moins vingt-neuf civils ont été tués par des tirs d'obus de mortier. Dans la nuit du 21 septembre, dix autres personnes avaient trouvé la mort dans les mêmes conditions. Ces nouvelles violences traduisent l'impasse totale dans laquelle se trouve le conflit somalien, souligne le quotidien de Kinshasa.



#### DAWN

**Violences au Pakistan : dix rebelles présumés tués**

Les forces de sécurité pakistanaises ont tué dix rebelles présumés dans le cadre d'une offensive militaire majeure lancée dans le nord-ouest du pays, près de la frontière afghane, a annoncé, mardi 23 septembre, un responsable du gouvernement. Ce dernier, Iqbal Khattak, a précisé que les rebelles avaient été tués mardi matin, lors d'un échange de coups de feu dans la banlieue de Khar, principale ville de la région tribale de Bajur.

**THE JAPAN TIMES**  
**Taro Aso sera le nouveau Premier ministre japonais**

Le Parti libéral-démocrate japonais (PLD) a choisi de placer Taro Aso à sa tête, lui assurant le poste de Premier ministre en remplacement de Yasuo Fukuda, qui avait démissionné de ses fonctions le 1er septembre. Ancien ministre des Affaires étrangères, partisan de la réduction des impôts et d'une hausse des dépenses publiques pour relancer l'économie, Aso sera officiellement désigné à la tête du gouvernement par un vote au Parlement le mercredi 23 septembre.

**HINDUSTAN TIMES**  
**Le Premier ministre indien va rencontrer le président pakistanais**

Le Premier ministre indien Manmohan Singh doit rencontrer mercredi 24 septembre le nouveau président pakistanais Asif Ali Zardari à New York à l'occasion d'une visite diplomatique de cinq jours aux Etats-Unis. Ils s'entretiendront des problèmes relatifs aux violations de cessez-le-feu et à la montée du terrorisme à la frontière indo-pakistanaise. "Sur ce dernier

point, New Delhi attend des mesures concrètes de la part de Zardari", indique le quotidien.

**LE SOIR**  
**Yves Leterme a refusé de démissionner**

La plupart des journaux belges en font leur une : le Premier ministre belge, Yves Leterme, a refusé de démissionner dimanche 22 septembre, malgré les pressions des plus hauts responsables de son parti, le CD&V (Parti démocrate-chrétien flamand), qui voulaient préserver le cartel avec la Nouvelle Alliance flamande. Dimanche, la NV-A, parti nationaliste flamand, s'était en effet désolidarisée de la majorité gouvernementale fédérale.

**FRATERNITÉ MATIN**  
**La Côte-d'Ivoire interdit la vente du lait venant de Chine**

Afin d'éviter les intoxications et de prévenir un éventuel accident, le ministre de la Production animale ivoirien, le docteur Alphonse Douati, a décidé d'interdire la vente de lait en provenance de Chine sur tout le territoire. Il a dans la foulée mis sous consigne tous les stocks de lait chinois pour des analyses en laboratoire et procédé au retrait des commerces et des marchés de tous les produits laitiers importés de Chine. Il a en outre demandé à la population d'être vigilante.

**EL PAÍS**  
**Betancourt ne fera plus de politique en Colombie**

L'ex-otage des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ne veut pas revenir dans l'arène politique colombienne. Lors de son enlèvement, en

février 2002, elle participait à la campagne électorale en vue de la présidentielle. Dans une interview diffusée le 22 septembre par la radio colombienne Caracol, elle a expliqué faire l'objet de menaces depuis sa libération, le 2 juillet dernier. Elle renonce ainsi à la politique mais a précisé qu'il existait d'"autres moyens" d'aider son pays.

**THE GUARDIAN**  
**Un discours crucial pour Gordon Brown**

Gordon Brown doit prononcer ce mardi 23 septembre un "discours crucial" censé mettre fin aux "spéculations corrosives qui entourent son leadership". Le Premier ministre britannique devrait promettre d'étendre la protection sociale, de réduire la fracture numérique et de sortir la Grande-Bretagne de la tourmente fiscale. Selon le quotidien, il s'agit du discours le plus important de la carrière de Gordon Brown après des mois de critiques virulentes issues de son propre camp.

**THE NEW YORK TIMES**  
**Crise financière : les discussions se poursuivent au Congrès**

Au Congrès, démocrates et républicains ont trouvé, lundi 22 septembre, un premier accord sur les conditions de mise en place du plan de sauvetage du système financier américain. Les discussions vont se poursuivre toute la semaine tandis que s'ouvre à New York, mardi 23 septembre, l'Assemblée générale de l'ONU, dont les discours seront centrés sur la crise financière.

**les titres du 22 septembre 2008**

**THE CITIZEN**  
**Le président sud-africain Thabo Mbeki démissionne**

Le président sud-africain Thabo Mbeki, en poste depuis 1999, a annoncé le 21 septembre à la télévision qu'il avait remis sa lettre de démission à la présidente du Parlement, à la suite des pressions du Congrès national africain (ANC), le parti au pouvoir depuis la fin de l'apartheid. Baleka Mbete, la présidente du Parlement, devrait assurer l'intérim, en attendant la prochaine élection présidentielle, prévue au printemps 2009 et pour laquelle Jacob Zuma, le président de l'ANC, fait figure de favori.

**AS-SAFIR**  
**Le dirigeant des Forces libanaises fait son mea culpa**

"Le parti a parfois commis des erreurs et des exactions inadmissibles et ignobles." C'est en ces termes qu'au nom de son parti Samir Geagea a demandé pardon, dimanche 21 septembre, à tous ceux qui ont été lésés pendant la guerre par la milice chrétienne des Forces libanaises. Parmi les anciens acteurs de la guerre civile, seul Walid Joumblatt, chef de la communauté druze et du Parti socialiste, a déjà présenté des excuses "pour toutes les fois où [il] a bafoué la démocratie".

**DAWN**  
**L'ambassadeur de la République tchèque et deux Américains tués dans l'attentat d'Islamabad**

Ivo Zdarek, ambassadeur de la République tchèque au Pakistan, ainsi que deux soldats américains et une femme vietnamienne ont trouvé la mort dans l'attentat à la voiture piégée contre l'hôtel Marriott d'Islamabad au Pakistan, le 20 septembre, annonce le quotidien sur son site. Le gouvernement pakistanais a accusé les talibans pakistanais liés à Al-Qaïda d'avoir perpétré cette attaque meurtrière qui a fait soixante morts.

**VEČER**  
**Les sociaux-démocrates gagnent les législatives en Slovaquie**

Le Parti social-démocrate (SD, ex-communiste), de l'opposition, a remporté d'une courte tête les élections législatives slovènes, lundi 21 septembre. Selon la Commission électorale, les sociaux-démocrates, dirigés par Borut Pahor, ont obtenu 30,51 % des voix (soit 29 sièges) et le Parti démocrate slovène (SDS) 29,32 % (28 sièges). Les résultats définitifs seront connus le 29 septembre, une fois que les votes par correspondance des Slovènes vivant à l'étranger auront été décomptés.

**EL MUNDO**  
**Attentat meurtrier d'ETA, le troisième en moins de vingt-quatre heures**

Un militaire espagnol âgé de 46 ans a été tué ce lundi 23 septembre dans l'explosion d'une voiture piégée près d'une école militaire de Santofña, en Cantabrie, dans le nord de l'Espagne. C'est le troisième attentat attribué à ETA en moins de vingt-quatre heures. Deux attentats, dont l'un a fait dix blessés, avaient déjà secoué le Pays basque espagnol dans la nuit du dimanche 21 septembre.

**THE NEW YORK TIMES**  
**Les banques Goldman Sachs et Morgan Stanley seront régulées par la Fed**

Goldman Sachs et Morgan Stanley, les deux dernières grandes banques d'investissement indépendantes de Wall Street, vont devenir des holdings bancaires régulées par la Réserve fédérale américaine. Le feu vert à ce "changement radical" de statut a été officiellement donné le dimanche 21 septembre. Goldman Sachs et Morgan Stanley restaient les deux seules grandes banques d'investissement américaines à avoir réussi à préserver leur indépendance face à la crise des "subprimes", qui a eu raison de Lehman Brothers et de Merrill Lynch.

**LA LIBRE BELGIQUE**  
**Yves Leterme perd le soutien des nationalistes flamands**

"Yves Leterme pris au piège de la N-VA", titre le quotidien francophone. Dimanche, la Nouvelle Alliance flamande, un des partis nationalistes flamands, s'est désolidarisée de la majorité gouvernementale fédérale.

le. "Ce retrait signifie que le gouvernement d'Yves Leterme n'a plus de majorité dans le groupe linguistique néerlandais", indique le journal. Yves Leterme devra choisir entre son alliance avec la N-VA en vue des élections régionales de juin 2009 et ses responsabilités gouvernementales.

**THE GUARDIAN**  
**Cessez-le-feu dans la "guerre du pétrole" au Nigeria**

Au Nigeria, le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (MEND) a annoncé, le 21 septembre, soit une semaine après avoir lancé la "guerre du pétrole", un cessez-le-feu unilatéral, à la suite d'une série d'attaques contre des installations pétrolières étrangères dans cette région du sud du pays. Créé en 2006, le MEND affirme se battre pour les populations locales et pour un meilleur partage des richesses du pétrole.

**LA REPUBBLICA**  
**La compagnie italienne Alitalia est de nouveau à vendre**

Au bord de la faillite le 18 septembre dernier après l'échec du plan de reprise présenté par des entrepreneurs italiens, la compagnie aérienne Alitalia est de nouveau à la recherche d'investisseurs étrangers pour redémarrer. Son commissaire extraordinaire, Augusto Fantozzi, a annoncé qu'il allait lancer un appel d'offres international. Les investisseurs intéressés auront jusqu'au 30 septembre pour se faire connaître. La compagnie allemande Lufthansa est en bonne position pour l'emporter.

**THE GUARDIAN**  
**Le plan de Gordon Brown pour lutter contre la crise financière**

Le Premier ministre britannique, de plus en plus contesté y compris dans son camp, doit annoncer mardi 23 septembre d'importantes mesures pour lutter contre la crise économique mondiale, rapporte le quotidien. Son "plan" prône notamment la mise en place de contrôles accrus des marchés financiers mondiaux et un combat contre "l'irresponsabilité" de la culture des bonus de la City.

**les titres du 19 septembre 2008**

**IL GIORNALE**  
**Alitalia dans le chaos : "Merci aux syndicats !"**

C'est un sérieux revers pour Silvio Berlusconi. Le président du Conseil italien s'était impliqué personnellement dans le plan de sauvetage de la compagnie.

Le 18 septembre, face entre autres à la fronde des syndicats de pilotes, des investisseurs italiens ont retiré leur offre de reprise, souvent présentée comme

la dernière chance de sauver la société. "Les syndicats sont le fléau de notre pays", tempête l'éditorialiste du quotidien milanais, propriété... du frère de Silvio Berlusconi.



#### **THE WASHINGTON POST**

**Crise bancaire : Washington concocté un remède de cheval**

Dans l'urgence, l'administration Bush prépare "une intervention d'envergure pour remettre sur pied le système financier", annonce le quotidien de Washington. Tout au long du week-end, Henry Paulson et Ben Bernanke, respectivement secrétaire au Trésor et chef de la Banque centrale, travailleront de concert avec les députés pour rétablir la confiance et fluidifier le marché des liquidités. Objectif : nettoyer le système bancaire de tous les emprunts à risques qui le paralysent.



#### **VEČER**

**On vote ce dimanche en Slovénie**

Ce 21 septembre, les électeurs slovènes se rendront aux urnes pour élire une nouvelle Assemblée législative. Le Parti démocratique slovène (SDS, conservateur) du Premier ministre Janez Jansa semble bien parti pour l'emporter, selon les derniers sondages. Il devancerait les sociaux-démocrates (SD) de l'ancien communiste Borut Pahor. Pour autant, la formation du gouvernement devrait plutôt se jouer après les élections : aucun parti ne devrait remporter assez de voix pour gouverner seul.



#### **HA'ARETZ**

**La victoire de Tzipi Livni divise le parti Kadima**

A peine élue à la tête de Kadima, le parti centriste israélien, Tzipi Livni a entrepris le 18 septembre des négociations pour former un nouveau gouvernement. Unifier et stabiliser Kadima ne sera pas chose aisée, prédit le quotidien israélien. Le 18 septembre, Shaul Mofaz, son rival malheureux, a annoncé son retrait provisoire de la vie politique. Son expérience sur les questions de sécurité aurait pourtant été précieuse à

Livni, déplore-t-on dans l'entourage de la nouvelle dirigeante de Kadima.



#### **THE MONITOR**

**Contre la prostitution, l'Ouganda choisit la délation**

James Nsaba Buturo, le ministre de l'Éthique et de l'Intégrité ougandais, s'est choisi un cheval de bataille : la prostitution, considérée comme un crime par la loi dans son pays. "Sans avancer de chiffres qui prouveraient que la prostitution est en hausse", il a dévoilé le 18 septembre "une nouvelle arme : divulguer dans les médias le nom des clients et des proxénètes", rapporte le quotidien de Kampala. "Nous voulons jeter la honte sur les maris qui fréquentent des prostituées", a expliqué le ministre.



#### **MAIL & GUARDIAN**

**Thabo Mbeki attend d'être fixé sur son sort**

"Le Congrès national africain (ANC) projette de renverser Mbeki", titre l'hebdomadaire de Johannesburg. Le sort du président sud-africain est en suspens : le parti au pouvoir, réuni en congrès ce week-end, pourrait le contraindre à la démission. Une épreuve de force est engagée entre Thabo Mbeki et Jacob Zuma, son successeur potentiel. Le rumeur accuse le premier d'être à l'origine des poursuites pour corruption qui ont failli mettre son rival hors jeu. Un non-lieu a finalement été prononcé le 12 septembre.



#### **THE INDEPENDENT**

**Gordon Brown n'a plus le soutien des militants travaillistes**

La base du Parti travailliste britannique, dans sa majorité, souhaite que Gordon Brown se retire, annonce ce 19 septembre le quotidien londonien. A la veille du congrès annuel du Labour, qui doit s'ouvrir samedi à Manchester, il publie les résultats d'un sondage accablant pour le Premier ministre. En délicatesse avec les parlementaires travaillistes, il comptait sur le soutien des militants pour garder la tête du parti.



#### **EL NACIONAL**

**Le Venezuela supporte mal les critiques d'Human Rights Watch**

Le gouvernement vénézuélien de Hugo Chávez a été épinglé dans un rapport sévère de l'organisation internationale de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), qui l'accuse d'avoir "affaibli les institutions démocratiques et la sauvegarde des droits de l'homme". Ce document a été publié le 18 septembre à Caracas par José Miguel Vivanco, directeur de HRW pour les Amériques. Quelques heures plus tard, le gouvernement expulsait ce dernier du pays pour avoir "agressé les institutions du pays".



#### **DIÁRIO DE NOTÍCIAS**

**Le mariage gay divise les socialistes portugais**

Le 10 octobre, le Parlement portugais étudiera une proposition de loi en faveur du mariage des homosexuels, déposée par le Bloc des gauches, un parti très minoritaire. Ce vote sera-t-il l'occasion d'une "rébellion" sur les bancs socialistes ? La direction du parti, plutôt hostile au texte, le craint. Le 18 septembre, une douzaine de députés ont fait savoir qu'ils ne souffriraient aucune consigne de vote sur le sujet. Les socialistes disposent de la majorité absolue au Parlement.



#### **DIE TAGESZEITUNG**

**L'extrême droite européenne a rendez-vous à Cologne**

Près de 40 000 personnes venues de toute l'Europe sont attendues le 20 septembre à Cologne. Un congrès international y est organisé par l'extrême droite allemande. Objectif proclamé : "stopper l'islamisation et la turquisation de l'Allemagne". La ville n'a pas été choisie au hasard : c'est à Cologne que doit être construite une grande mosquée, qui pourra accueillir 2 000 fidèles et qui sera dotée de deux minarets de 55 mètres de haut.

## les titres du 18 septembre 2008



#### **JERUSALEM POST**

**Tzipi Livni est élue à la tête de Kadima**

La ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a franchi la première étape vers le poste de Premier ministre en remportant mercredi 17 septembre les primaires du parti centriste au pouvoir, Kadima. Avec 43,1 % des votes, elle a battu de justesse son rival, l'ancien chef d'état-major et actuel ministre des Transports, Shaoul Mofaz, qui a obtenu 42 % des voix. Mofaz a accepté cette victoire malgré certaines irrégularités dénoncées par ses défenseurs.



#### **THE INDIAN EXPRESS**

**Face au terrorisme, l'Inde veut durcir son arsenal judiciaire**

Le 17 septembre, pour la première fois, le Premier ministre Manmohan Singh a reconnu "la nécessité de nouvelles initiatives face au terrorisme, soit en renforçant les lois existantes, soit en autorisant les comparaisons immédiates", cite le quotidien de Bombay. Le gouvernement indien était sur la sellette depuis samedi soir, accusé d'impuissance après une nouvelle vague d'attentats à New Delhi qui a fait 22 morts. Un groupe islamiste local, les Moudjahidines indiens, a revendiqué ces attaques.



#### **LA JORNADA**

**Les narcos mexicains responsables de l'attentat de Morelia ?**

Une attaque a fait 7 morts et 132 blessés le 16 septembre à Morelia, capitale de l'État du Michoacán (à 300 km à l'ouest de Mexico). Plusieurs grenades ont été lancées sur la foule, réunie pour la commémoration de l'indépendance. "Les premiers éléments de l'enquête désignent le crime organisé, et notamment des membres du cartel du Golfe", relate le quotidien. La violence ne cesse d'augmenter dans le pays, où elle est généralement liée à la guerre entre cartels pour le contrôle du trafic de drogue local.



#### **THE WASHINGTON TIMES**

**Un attentat au Yémen signe "le réveil" d'Al-Qaïda**

Le 17 septembre, l'ambassade des États-Unis au Yémen a été la cible d'un attentat. "Pour maximiser le nombre de morts, les kamikazes étaient suivis d'hommes armés", relate le quotidien ultraconservateur américain. L'attaque, attribuée à Al-Qaïda, a fait 16 victimes, parmi lesquelles 6 des assaillants. Selon des experts cités par le journal, il s'agirait de la première opération du réseau terroriste en 2008, ce qui indiquerait que celui-ci aurait repris des forces. Dix-neuf personnes ont été arrêtées.



#### **LE PAYS**

**La grippe aviaire fait son retour en Afrique de l'Ouest**

Un foyer de virus H5N1, détecté le 17 septembre dans une ferme de la région de Lomé, au Togo, fait craindre un retour du fléau en Afrique de l'Ouest. Selon le ministre des Ressources animales du Burkina Faso, Sékou Ba, des foyers auraient également été signalés au Bénin et au Nigeria. Le ministre s'est voulu rassurant quant à la situation dans son pays et a dévoilé qu'un plan de quadrillage du territoire avait été mis en place afin d'éviter la propagation du virus depuis les pays voisins.



#### **CORRIERE DELLA SERA**

**200 trafiquants de drogue sont arrêtés en Italie et en Amérique**

Le 17 septembre, les carabinieri italiens ont annoncé l'arrestation de plus de deux cents personnes entre la Calabre, les États-Unis, le Mexique et le Guatemala. L'opération, baptisée "Solaire", a été menée en collaboration avec le FBI pour mettre fin à un trafic de cocaïne de très grande ampleur. Les policiers ont mis la main sur 16 tonnes de cocaïne et 57 millions de dollars. La drogue était tout simplement envoyée en Italie par la poste, par paquets de 10 kilos.



#### **THE IRISH TIMES**

**Jean-Claude Juncker appelle à reporter le traité de Lisbonne**

Le 17 septembre, le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker a déconseillé au gouvernement irlandais d'organiser un second référendum sur le

traité européen tant que la crise économique sévrait. Il a reconnu, de facto, que le traité de Lisbonne n'entrerait pas en vigueur avant le 1er janvier 2010. Le 12 juin, les Irlandais ont voté non au traité et plongé l'Europe politique dans l'impasse. Seul un nouveau scrutin semble pouvoir remettre l'UE en ordre de marche.



#### **EL PAÍS**

**La famille de García Lorca accepte que soient exhumés les restes du poète**

"Même si nous ne le souhaitons pas, nous ne nous opposerons pas à ce que les restes de Federico soient exhumés", déclare au quotidien madrilène Laura García Lorca, la nièce du poète fusillé par les franquistes en 1936. Depuis des années, la famille de Federico García Lorca refusait que soit ouverte la fosse où il est censé reposer, aux côtés de trois autres victimes du franquisme. Elle a finalement cédé aux demandes de deux des autres familles, qui souhaitent récupérer les restes de leur aïeul.



#### **YOMIURI SHIMBUN**

**Les Japonais doutent du riz présent dans leurs assiettes**

Sept mille salariés et anciens employés du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de la Forêt sont actuellement l'objet d'une enquête, rapporte le quotidien de Tokyo. Ont-ils été soudoyés par des entreprises importatrices de riz ? Au début du mois, une société d'Osaka a par erreur vendu du riz chinois impropre à la consommation, qui aurait dû être utilisé pour fabriquer de la colle, à des fabricants de gâteaux. Depuis, la suspicion règne sur la filière.



#### **THE DAILY TELEGRAPH**

**Les tories britanniques battent des records de popularité**

En cas d'élections législatives, les conservateurs britanniques obtiendraient 52 % des suffrages, soit 28 % de plus que les travaillistes. Selon un sondage du quotidien anglais, les Tories jouissent ainsi d'une popularité inédite depuis l'époque de Margaret Thatcher. Ces chiffres sont publiés alors que ce week-end



## les titres du 17 septembre 2008



### JERUSALEM POST

**Livni ou Mofaz ? Ehoud Olmert aura ce soir un successeur**

Ce 17 septembre, les 74 000 membres du parti centriste israélien Kadima sont appelés aux urnes. Ils doivent élire un nouveau leader pour remplacer Ehoud Olmert, contraint à démissionner après avoir été impliqué dans un scandale de corruption. Deux candidats tiennent la corde : Tzipi Livni, actuelle ministre des Affaires étrangères, et Shaul Mofaz, ancien ministre de la Défense. Le vainqueur de cette primaire affrontera le conservateur Nétanyahou en cas de législatives anticipées.



### THE GUARDIAN

**Face à la crise bancaire, la City craint la contagion**

Après l'annonce de la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers un vent de panique souffle sur les places boursières. A Londres, le cours de HBOS, numéro un britannique du marché des prêts immobiliers, a chuté de 40 % en deux jours. Le quotidien londonien se montre alarmiste : "100 000 emplois sont menacés à la City." Aux Etats-Unis, le gouvernement et la Banque centrale se sont finalement résolus à venir à la rescousse de l'assureur American International Group (AIG), guetté par la faillite.



### EL DEBER

**La Bolivie fait un pas vers la paix**

Après trois semaines de manifestations et d'affrontements, le gouvernement socialiste bolivien d'Evo Morales est parvenu à signer un accord à l'arraché, dans la nuit du 16 au 17 septembre, pour rétablir la paix avec les gouverneurs des régions autonomistes. "La reprise du dialogue est désormais possible. Cet accord doit aussi entraîner la levée des barrages routiers, la restitution des institutions publiques occupées et la fin de la violence dans toute la république", explique le quotidien.



### CORRIERE DELLA SERA

**A Bruxelles, les Roms dénoncent leur fichage en Italie**

L'Italie a été conspuée, le 16 septembre, à Bruxelles, lors du premier sommet de l'UE sur les Roms. Cette conférence devait réfléchir à la marginalisation de cette communauté de 8 millions de personnes. Eugenia Maria Roccella, la représentante du gouvernement italien, a été sifflée lors de son intervention à la tribune. Les Roms présents ont quitté la salle. Ces derniers ont trouvé un soutien en la personne du milliardaire américain George Soros, qui craint que le fichage des Roms ne devienne la norme en Europe.



### AFTAB-E YAZD

**L'Iran resserre l'étau autour du détroit d'Ormuz**

"La défense du golfe Persique a été confiée aux gardiens de la révolution", a révélé le 16 septembre le général Rahim Safavi, qui dirige ce corps d'élite de l'armée iranienne. La marine des "pasdarans" est mieux armée et entraînée que la marine régulière. Téhéran a menacé à plusieurs reprises de fermer le détroit d'Ormuz, par où transite 40 % du pétrole mondial, en cas d'attaque contre le pays. Le 15 septembre, les Etats-Unis avaient appelé à de nouvelles sanctions dans le cadre du dossier nucléaire.



### BANGKOK POST

**La Thaïlande a un nouveau Premier ministre**

Il s'appelle Somchai Wongsawat et a pour beau-frère Thaksin Shinawatra, le Premier ministre renversé en 2006. Ce 17 septembre, il a été élu à la tête du gouvernement thaïlandais par le Parlement, dominé par le Parti du pouvoir du peuple (PPP) qui regroupe les alliés de Thaksin. Il remplace Samak Sundaravej, poussé à la démission par des milliers de manifestants royalistes la semaine dernière. Le roi doit encore valider par écrit son élection.



### LE POTENTIEL

**Le président nigérian va-t-il démissionner ?**

Beaucoup d'interrogations entourent le président Yar'Adua. Quelques jours après son retour discret d'Arabie Saoudite, où il a été hospitalisé, le pays craint un retrait précipité du chef de l'Etat. Le journal de Kinshasa relaie une rumeur qui fait, ce

17 septembre, le tour de l'Afrique. L'hypothèse de la démission "pour raison de santé" a été lancée hier par une agence de presse nigériane. Elle a aussitôt été démentie par le porte-parole de la présidence, qui l'a qualifiée de "foutaise".



### CHINA DAILY

**Lait frelaté : Pékin affirme maîtriser la situation**

Le groupe chinois SanLu n'était pas le seul à ajouter de la mélamine à son lait. Ce produit, d'ordinaire utilisé pour fabriquer de la colle, était employé par 22 des 109 groupes laitiers chinois pour fausser les contrôles de qualité. Déjà trois bébés sont morts, et plus de 1 250 autres enfants ont développé des calculs rénaux après avoir bu de ce lait. Le quotidien officiel pékinois tente d'être rassurant : tous les lots frelatés ont été retirés du marché, aucun de ceux exportés n'était contaminé.



### DAILY MIRROR

**Les Nations unies quittent le nord du Sri Lanka**

Le 16 septembre, le dernier convoi de l'ONU a quitté la ville sri-lankaise de Kilinochchi, fief des rebelles des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) dans le nord du pays. La semaine dernière, le gouvernement avait demandé aux travailleurs humanitaires de quitter la région, ne pouvant plus garantir leur sécurité alors qu'il s'apprêtait à lancer une vaste offensive contre les LTTE. Est-ce "la dernière bataille" ? Le journal de Colombo en doute : les armes ne feront pas taire le nationalisme tamoul.



### EL NUEVO HERALD

**Cuba accepte d'ouvrir le dialogue avec l'Union européenne**

"Cette décision pourrait marquer un revirement dans les relations de Cuba avec l'international", relève le quotidien hispanophone de Miami. Le 16 septembre, Javier Nino, représentant de l'UE à La Havane, a annoncé que le gouvernement de Raúl Castro était prêt à ouvrir "un dialogue inconditionnel" avec les Vingt-Sept, qui ont levé en juin leurs sanctions contre La Havane. Ces sanctions, imposées en 2003 après une vague de répression sur l'île, avait provoqué un gel des relations entre Cuba et l'UE.

## les titres du 16 septembre 2008



### PÁGINA 12

**La mémoire d'Allende plane sur la crise bolivienne**

Face à la vive crise politique que connaît son pays, le président socialiste de la Bolivie, Evo Morales, a reçu le soutien des autres dirigeants sud-américains. Ils étaient réunis le 15 septembre à Santiago, à l'appel de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), actuellement présidée par le Chili. La présidente du Chili Michelle Bachelet a déclaré que les participants à cette réunion avaient le sentiment de "revivre les événements qui se sont produits voilà trente-cinq ans au Chili", avant la chute du président socialiste Salvador Allende, renversé par un coup d'Etat fomenté par les Etats-Unis.



### THE NEW YORK TIMES

**Bourses : Washington tente d'enrayer la dégringolade**

Le 15 septembre, Wall Street a enregistré son plus fort recul depuis les attentats du 11 septembre 2001, titre le quotidien new-yorkais. L'indice Dow Jones a chuté de 4,42 %. Après la mise en faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers, c'est désormais American International Group (AIG) qui vacille. Le géant mondial de l'assurance est à court de liquidités. "Le gouvernement américain a engagé une course contre la montre pour empêcher la crise financière de s'étendre", écrit le journal.



### THE ASIAN AGE

**En Inde, les églises continuent d'être prises pour cibles**

Lundi 15 septembre, pour la seconde journée d'affilée, des églises et des salles de prière chrétiennes ont

été prises pour cibles à Mangalore, une ville portuaire du sud-ouest de l'Inde. La police a procédé à plusieurs dizaines d'arrestations. Les violences antichrétiennes se sont également poursuivies dans l'Orissa : depuis le mois d'août, dans cet Etat de l'est de l'Inde, plus de 18 personnes ont trouvé la mort lors d'affrontements interconfessionnels.



### THE TIMES

**Mugabe et Tsvangirai s'unissent... sur le dos des fermiers blancs**

Le 15 septembre, le président zimbabwéen Mugabe et le leader de l'opposition Tsvangirai ont signé à Harare un accord de gouvernement d'union censé mettre fin à plusieurs mois de crise. Il reste les portefeuilles ministériels à répartir. Le contenu exact de l'accord est inconnu. Selon le journal anglais, Mugabe et Tsvangirai auraient décidé de rendre irréversibles les expropriations de terres dont ont été victimes 4 000 fermiers blancs ces dernières années. Et ils demanderaient à Londres d'indemniser lesdits fermiers.



### LE QUOTIDIEN D'ORAN

**Douze militaires mauritaniens tombent dans une embuscade**

"La spirale de la violence semble prendre au cou la paisible Mauritanie, qui est plongée dans la hantise des attentats terroristes", constate le quotidien algérien. Dans la nuit du 14 au 15 septembre, douze soldats mauritaniens ont été tués près de la frontière marocaine, dans une embuscade tendue par un groupe terroriste appartenant à la mouvance d'Al Qaïda au Maghreb. La menace d'attentats est d'autant plus forte que les putschistes d'août 2008 sont considérés comme des "mécraents" par les islamistes.



### THE AUSTRALIAN

**Six islamistes sont condamnés en Australie pour tentative d'attentat**

"Abdul Nacer Benbrika, imam autoproclamé, est resté sans réaction lorsque, le 15 septembre, lui et cinq de ses disciples ont été reconnus coupables d'avoir appartenu à une cellule terroriste et tenté de répandre le djihad sur le sol australien", rapporte le quotidien de Sydney. En 2005, douze hommes soupçonnés de préparer des attentats depuis Melbourne avaient été arrêtés. Quatre d'entre eux ont été blanchis par le tribunal et deux attendent toujours le verdict.



### AS-SAFIR

**Le dialogue national reprend au Liban**

Les différents protagonistes libanais - les représentants de la majorité antisyrilienne et ceux de l'opposition alliée au Hezbollah, que soutient la Syrie - doivent se réunir ce mardi 16 septembre. C'est le président Michel Sleimane qui a appelé à reprendre le dialogue national là où il s'était arrêté en juillet 2006, après le déclenchement des hostilités entre le Hezbollah et Israël. Ainsi, la question non résolue du désarmement du Hezbollah devrait être au centre des discussions.



### GAZETA WYBORCZA

**Dégel entre Bruxelles et Minsk**

Les ministres des Affaires étrangères européens ont confirmé qu'ils étaient prêts à réexaminer les sanctions contre le régime de Loukachenko et à reprendre leurs échanges avec la Biélorussie si les législatives prévues pour septembre respectaient les valeurs

démocratiques, note le quotidien polonais. Il remarque que cette décision intervient peu après la visite à Minsk du chef de la diplomatie polonaise, Radoslaw Sikorski, qui, le 12 septembre, a constaté des "ouvertures démocratiques".



#### LE POTENTIEL

**Le Rwanda élit ses députés sans trace d'opposition**

Les Rwandais ont commencé à voter le 15 septembre, dans un scrutin complexe qui s'étalera sur quatre jours. L'enjeu de l'élection est réduit : les partis

d'opposition, exilés à l'étranger, ne présentent pas de candidats. Le Front patriotique rwandais (FPR), formation du président Paul Kagame, allié à quelques petits partis, est donc sûr de l'emporter. Il s'agit des deuxièmes législatives depuis le génocide de 1994 - auquel avait mis fin la prise du pouvoir par le FPR, précise le **JOURNAL DE KINSHASA**.



#### THE JAKARTA POST

**Une bousculade fait 21 morts à Java**

Vingt et une femmes sont mortes piétinées et des dizaines d'autres ont été blessées, le 16 septembre, dans l'est de l'île indonésienne de Java. En plein ramadan, quelque 2 000 personnes s'étaient rassemblées "pour recevoir de l'argent des mains d'un riche philanthrope local", rapporte le quotidien anglophone de Jakarta. "Tout le monde dans la foule jouait des coudes pour toucher ses 30 000 rupiahs [2,30 euros]", explique une femme présente sur les lieux.

## les titres du 15 septembre 2008



#### THE WASHINGTON POST

**A Wall Street, les banques entrent dans la valse**

Ce 15 septembre, aux premières heures de la matinée, la banque d'affaires Lehman Brothers a annoncé sa mise en faillite imminente. Cinquième banque de Wall Street, elle est à ce jour le plus gros établissement à avoir succombé à la crise des crédits immobiliers. Le plan de sauvetage ébauché en fin de semaine dernière a fait long feu, les autorités fédérales refusant d'investir l'argent public. Dans le même temps, la plus importante banque américaine, Bank of America, a accepté de racheter la banque d'affaires Merrill Lynch pour 50 milliards de dollars. Objectif avoué : protéger cette dernière des contre-coups de la faillite de Lehman Brothers.



#### HINDUSTAN TIMES

**Après un samedi sanglant, New Delhi demande des mesures**

Le 13 septembre, une vague d'attentats a fait 21 morts et plus de 100 blessés à New Delhi. Les attaques ont été revendiquées par les Moudjahidine indiens, un groupe islamiste à l'origine d'autres attentats. Selon le quotidien, la police serait sur la trace d'un "Ben Laden indien", un ingénieur qui aurait confectionné toutes les bombes. Pour sa part, le journal demande des mesures : plus de caméras de surveillance, des détecteurs de bombes et des forces de police sur le qui-vive 24 heures sur 24.



#### L'INTER

**Le président Gbagbo reporte à nouveau l'élection présidentielle**

Dans un discours prononcé le 13 septembre, le président de la Côte-d'Ivoire, Laurent Gbagbo, s'est déclaré "pressé qu'on arrive à l'élection présidentielle," où il briguera sa propre succession. Pourtant, il a évoqué le report au 15 décembre du scrutin, qui devait initialement avoir lieu le 30 novembre, le temps de mettre à jour les listes électorales, a-t-il expliqué. Cette annonce a suscité la colère des leaders politiques ivoiriens.



#### THE CITIZEN

**Jacob Zuma lance la campagne de l'ANC pour la présidentielle de 2009**

Jacob Zuma, le leader du Congrès national africain (ANC, au pouvoir en Afrique du Sud), se lance dans la campagne pour la présidentielle de 2009. Vendredi, les poursuites dont il était l'objet dans une affaire de corruption ont été annulées. Ses partisans accusent l'actuel président, Thabo Mbeki, d'avoir été à l'origine de la procédure. Dans son premier discours électoral, le 14 septembre à Johannesburg, Jacob Zuma a demandé que cessent les critiques envers Mbeki et que le parti retrouve son unité.



#### CHINA DAILY

**Le scandale du lait contaminé tue deux bébés en Chine**

Nouveau scandale sanitaire en Chine. Deux bébés sont morts après avoir consommé du lait contaminé par un produit chimique, la mélamine. Dans tout le pays, 580 nourrissons ont développé des calculs rénaux après avoir bu du même produit. Selon le quotidien pékinois, 19 personnes ont été arrêtées. Elles travaillaient dans les centres de collecte de lait. Elles auraient ajouté de la mélamine pour que le lait passe les contrôles de qualité : "La mélamine fait paraître le lait plus riche en protéines."



#### LA NACIÓN

**Le Chili accueille un sommet d'urgence sur la Bolivie**

La dirigeante chilienne Michelle Bachelet, qui assume la présidence tournante de l'Union des Nations sud-américaines (UNASUR), a convoqué un sommet d'urgence sur la situation en Bolivie. Ce 15 septembre, neuf des chefs d'Etat de l'UNASUR sont attendus à Santiago du Chili, précise le quotidien local. Le Bolivien Evo Morales et le Vénézuélien Hugo Chávez seront présents. En Bolivie, le dialogue a repris ce week-end entre pouvoir et opposition, après de violents heurts la semaine dernière dans le nord du pays.



#### ASHARO AL-AWSAT

**Olmert appelle à un partage de la terre avec les Palestiniens**

Dans un discours qualifié d'historique, dimanche 14 septembre, au dernier jour de son mandat, le Premier ministre israélien Ehoud Olmert a reconnu les erreurs commises par Israël à l'égard du peuple palestinien et appelé à leur réparation, rapporte le quotidien pana-

tabe. Il a également durement condamné la violence et les attaques répétées des colons contre la population civile palestinienne en Cisjordanie, en avertissant : "Il n'y aura pas de pogroms contre les non-Juifs."



#### THE STAR

**Trois arrestations suscitent la polémique en Malaisie**

Trois personnes ont été arrêtées en Malaisie le 12 septembre : une journaliste, une députée et un des blogueurs les plus lus du pays, figures de l'opposition. Ils sont accusés d'avoir attisé les tensions ethniques. Les deux derniers ont été placés en détention pour une durée limitée, comme le permet la loi sur la sécurité intérieure. Des voix se sont élevées ce week-end, parmi lesquelles celles de six ministres, pour dénoncer le recours abusif à cette loi et demander sa révision.



#### GAZETA

**Un avion s'écrase dans l'Oural : début de l'enquête**

Un Boeing 737 de la compagnie russe Aeroflot s'est écrasé le 14 septembre peu avant d'atterrir à Perm, dans l'Oural. Les 88 personnes à son bord ont été tuées. Les circonstances de la catastrophe, la plus grave depuis deux ans en Russie, restent indéterminées. L'équipage était expérimenté et l'avion avait été révisé en mai, souligne le journal. "Dix hypothèses" sont étudiées, dont celle de l'attentat terroriste : le général Guennadi Trochev, ex-commandant des forces russes en Tchétchénie, fait partie des victimes.



#### THE GUARDIAN

**Les automobilistes britanniques seront suivis à la trace**

La police de Grande-Bretagne est actuellement en train d'étendre son programme de surveillance des véhicules. A terme, elle pourra conserver durant cinq ans, et non deux comme prévu initialement, toutes les informations accumulées sur les déplacements quotidiens des Britanniques. Ses caméras électroniques seront alors capables de décrypter 50 millions de plaques minéralogiques par jour. ONG et militants dénoncent de possibles atteintes à la vie privée.

## les titres du 12 septembre 2008



#### MAIL & GUARDIAN

**Afrique du Sud : le leader de l'ANC bénéficiera-t-il d'un non-lieu ?**

L'hebdomadaire reproduit en une un dessin qui fait grincer des dents en Afrique du Sud. Il représente Jacob Zuma, le candidat du Congrès national africain (ANC, au pouvoir) à la présidence sud-africaine en 2009, s'appretant à violer une jeune femme, allégorie du système judiciaire. Elle est maintenue au sol par plusieurs hommes qui sont des alliés politiques de Zuma. Ce dernier a été acquitté en mai 2006 dans une affaire de viol. Il est cette fois poursuivi dans une affaire de corruption. Le verdict doit tomber ce 12 septembre. Le journal craint que cette affaire ne tourne court et qu'un accord politique ne soit scellé pour "acheter la stabilité" au prix de la justice".



#### DAILY NATION

**Mugabe et l'opposition s'entendent sur un partage du pouvoir**

La médiation de Thabo Mbeki, le président sud-africain, a finalement porté ses fruits, relate le quotidien kényan. Le 11 septembre, l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF),

le parti du président Mugabe, et le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), le parti de l'opposant Tsvangirai, se sont entendus sur un partage du pouvoir. Concernant la teneur précise de l'accord, peu de choses ont filtré. La situation était bloquée depuis juin et la réélection contestée de Mugabe.



#### THE WASHINGTON POST

**Washington vole au secours de la banque Lehman Brothers**

"La banque centrale et le Trésor américains aident activement Lehman Brothers à trouver un repreneur et espèrent qu'un accord pourra être trouvé d'ici à la réouverture, lundi, des places boursières asiatiques", écrit le quotidien. L'action de Lehman Brothers, la plus petite banque d'affaires de Wall Street, a perdu 74 % depuis lundi. Les marchés ne la croient guère capable de survivre seule. Les autorités américaines recherchent une solution qui ne nécessiterait pas le versement d'argent public.



#### EVENING STANDARD

**Le tunnel sous la Manche plonge dans le chaos**

Des milliers de voyageurs sont restés en souffrance après qu'un incendie s'est déclenché, jeudi 11 septembre, dans le tunnel sous la Manche. Aucun train ne devrait circuler avant samedi. Le feu serait parti accidentellement d'un camion transporté par navette et ne serait pas encore maîtrisé. Le quotidien du soir londonien rappelle qu'il y a onze ans, après un incendie, il avait fallu attendre six mois pour que le trafic revienne à la normale.



#### AL-QUDS AL-ARABI

**Les Etats-Unis refusent de fournir Israël en armes pour frapper l'Iran**

Selon des sources diplomatiques et des services de sécurité israéliens, Washington s'est opposé à la livraison de nouvelles armes offensives à Israël, de peur qu'elles ne soient utilisées pour attaquer l'Iran, rapporte le quotidien panarabe. Il s'agirait notamment de bombes antibunker et d'appareils de ravitaillement en vol. Les Américains auraient également refusé aux Israéliens l'autorisation de survoler l'Irak et leur auraient conseillé d'en débattre directement avec les autorités irakiennes.



### EL UNIVERSAL

#### Le Venezuela expulse l'ambassadeur des Etats-Unis

"A partir de cet instant, je donne à l'ambassadeur yankee (américain) soixante-douze heures pour quitter le Venezuela, en signe de solidarité avec la Bolivie et son peuple", a déclaré le président vénézuélien Hugo Chávez le 11 septembre. La veille, son homologue bolivien, Evo Morales, avait en effet adopté la même mesure contre l'ambassadeur américain en poste à La Paz, accusé d'attiser les divisions de son pays. Chávez s'est aussi dit prêt à intervenir au cas où son allié Morales serait victime d'un coup d'Etat.



### LA STAMPA

#### La fronde des salariés d'Alitalia crispe les tractations

"C'est la dernière chance de sauver la compagnie aérienne Alitalia. La seule autre alternative est la faillite", a mis en garde Maurizio Sacconi, le ministre du Travail italien. Les tractations entre syndicats et repreneurs potentiels se sont prolongées dans la nuit

du 11 au 12 septembre. Les deux parties ne parviennent pas à s'entendre sur un plan de sauvetage. Dans la rue, "les protestations des travailleurs ont contribué à tendre l'atmosphère", précise le quotidien.



### LA RAZÓN

#### Des affrontements font huit morts en Bolivie

Le gouvernement bolivien a annoncé que les heurts violents entre partisans du gouvernement d'Evo Morales et militants d'opposition qui ont éclaté le 11 septembre dans le nord du pays ont fait huit morts et plusieurs blessés. Des manifestants antigouvernement avaient déjà pris d'assaut des bâtiments publics dans l'est de la Bolivie cette semaine. Le gouvernement redoute l'explosion de nouvelles violences dans les quatre régions du pays désireuses d'obtenir leur autonomie.



### FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

#### Le petit Liechtenstein provoque la grande Allemagne

"Au cours des deux derniers siècles, nous avons déjà survécu à trois Reich. Nous survivrons bien à un

quatrième." Dans une lettre au Musée juif de Berlin, le prince Hans-Adam II du Liechtenstein explique pourquoi il refuse de prêter des œuvres pour une exposition. Il ne s'est visiblement pas remis de la décision de Berlin d'ouvrir une enquête sur les Allemands qui déposent de l'argent au Liechtenstein pour échapper au fisc. "Le prince disjoncte", commente le quotidien allemand.



### GÖTEBORGS-POSTEN

#### Des milliards sur les routes suédoises

Le gouvernement suédois a décidé d'investir 335 milliards de couronnes [35 milliards d'euros] dans le développement d'infrastructures ferroviaires et 1 150 milliards de couronnes [120 milliards d'euros] dans l'amélioration du réseau routier. Le quotidien de Göteborg estime que les chiffres sont impressionnants, mais note que les pouvoirs publics ont choisi de financer des projets ne répondant pas forcément aux besoins locaux. C'est notamment vrai dans l'ouest de la Suède. D'où les critiques.

## les titres du 11 septembre 2008



### THE INDEPENDENT

#### Climat : au Royaume-Uni, la fin justifie les moyens

"La menace posée par le réchauffement climatique est si grande qu'elle justifie les 44 000 euros de destructions que des militants de Greenpeace ont infligés à une centrale au charbon", annonce le quotidien londonien. Six membres de Greenpeace ont été blanchis, le 10 septembre, d'avoir dégradé l'an dernier la centrale de Kingsnorth, dans le sud-est de l'Angleterre. Les jurés du Kent ont eu recours à un article de loi de 1971, qui stipule que l'on peut dégrader un bien pour éviter un plus grand mal.



### LA RAZÓN

#### La Bolivie expulse l'ambassadeur des Etats-Unis

Le président bolivien Evo Morales a exigé, le 10 septembre, l'expulsion de Philip Goldberg, ambassadeur des Etats-Unis en poste à La Paz. Il l'accuse d'encourager la division de la Bolivie en soutenant les provinces autonomistes de l'est du pays. "Morales a rappelé qu'avant les incidents qui ont éclaté à Santa Cruz (plusieurs établissements publics ont été saccagés le 9 septembre) ce diplomate avait organisé des réunions avec les gouverneurs des régions qui s'opposent au pouvoir", explique le journal.



### LIBERTÉ

#### Mali : les Touaregs libèrent leurs derniers otages militaires

Il n'y a plus d'otages militaires de la rébellion touareg au Mali. Les quarante-quatre militaires maliens qui étaient détenus par le groupe du chef rebelle Ibrahim Ag Bahanga ont été libérés le 10 septembre et transférés dans la ville de Kidal, dans le nord du pays. En échange, le gouvernement malien a libéré les derniers prisonniers touaregs qu'il détenait, sans préciser leur nombre. Le chef rebelle a ainsi respecté une promesse faite à la Libye, qui avait joué les médiateurs dans cette affaire, note le quotidien d'Alger.



### THE NEW YORK TIMES

#### Au Pakistan, Bush agirait désormais à sa guise

"En juillet, le président Bush a, secrètement et la pour la première fois, donné son aval afin que les

forces des opérations spéciales américaines puissent mener des opérations terrestres au Pakistan sans accord préalable du gouvernement pakistanais", rapporte le quotidien de New York. Cela montre un revirement de la part de la Maison-Blanche, qui, depuis sept ans, s'efforçait d'impliquer le Pakistan dans la lutte contre Al-Qaïda et les talibans, précise le journal.



### LE PAYS

#### La Banque mondiale se retire du Tchad

Surfacturation, détournements de fonds, utilisation de l'argent du pétrole à des fins militaires... Ce sont les multiples raisons pour lesquelles la Banque mondiale a choisi de quitter le Tchad, rapporte le quotidien burkinabé. La Banque mondiale avait cautionné et financé la réalisation d'un complexe pétrolier, créé en 2001. Les accords signés stipulaient la création d'un fonds pour les générations futures, non menée à bien par le Tchad, qui doit rembourser à la Banque 66 millions de dollars (46 millions d'euros).



### GAZETA WYBORCZA

#### Adieu zloty : la Pologne espère passer à l'euro en 2011

"Ce sera difficile, mais réalisable !" Le 10 septembre, le Premier ministre polonais Donald Tusk a pour la première fois fixé un délai pour l'adhésion de son pays à la zone euro : 2011. Cette annonce, faite lors d'un forum économique international qui se tenait à Krynica (sud de la Pologne), marque la fin de quatre ans d'attentisme de la part de Varsovie. Intégrée à l'Union européenne en 2004, la Pologne renâclait jusqu'à présent à dire adieu au zloty, sa monnaie nationale.



### LA VANGUARDIA

#### Face à la crise économique, Zapatero se retrouve seul

"Vaincu mais pas humilié". Interrogé le 10 septembre par les députés espagnols sur la situation économique, le Premier ministre a "perdu la bataille des mots" au profit de l'opposition, écrit le journal de Barcelone. Il a confirmé que la croissance allait être "faible, voire très faible" jusqu'à la mi-2009. Le même jour, la Commission européenne estimait que l'Espagne

entraînait en récession : "une douche froide" pour Zapatero, qui voulait convaincre que l'Espagne avait la capacité de rebondir.



### CHOSUN ILBO

#### Kim Jong-il serait en voie de convalescence

L'état de santé du dictateur nord-coréen continue de susciter des interrogations. Le 10 septembre, à Séoul, des membres des services secrets sud-coréens ont été entendus à huis clos par les députés. A la sortie de la séance, des élus ont laissé entendre à la presse que Kim Jong-il aurait été victime d'une attaque cérébrale à la mi-août, mais qu'il "se remettait rapidement". Il n'aurait perdu ni l'usage de la parole ni celui de ses jambes. Il n'y aurait donc pas de vide du pouvoir à Pyongyang.



### AL-QUDS AL-ARABI

#### La police égyptienne bloque un convoi vers la bande de Gaza

Un convoi organisé par l'opposition égyptienne pour protester symboliquement contre le blocus israélien de la bande de Gaza a été bloqué par la police, le mercredi 10 septembre, près du canal de Suez, rapporte le quotidien panarabe. Des juges, des députés indépendants, des représentants des Frères musulmans et des militants de divers partis et mouvements d'opposition participaient à cette initiative. Les véhicules transportaient des médicaments, des habits et du lait pour les enfants.



### THE NEW YORK DAILY NEWS

#### L'"esprit du 11-Septembre" plane sur New York

Ce jeudi 11 septembre, en hommage aux victimes des attentats de 2001, la une du tabloïd new-yorkais est en deuil. Sur fond noir, le quotidien populaire regrette que, "en ce septième anniversaire du jour où les Américains ont été frappés si durement et où ils se sont montrés si forts, ils n'aient encore aucun mémorial de fer et d'acier". L'éditorialiste du journal enjoint aux Américains de se souvenir de toute "la bonté" qui s'est manifestée face à l'horreur des attentats.

## les titres du 10 septembre 2008



### THE DAILY TELEGRAPH

#### "Si vous lisez ceci et qu'il est plus de 9 h 31..."

"... alors le professeur Hawking avait raison", titre le journal anglais. Ce 10 septembre, le plus gros accélérateur de particules au monde est entré en service. Propriété de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (ex-Centre européen de recherche nucléaire, CERN), il doit fracasser des protons dans un anneau souterrain long de 27 kilomètres pour recréer les conditions de l'après-big bang. Sa mise en activité a suscité les peurs les plus folles, comme l'apparition d'un trou noir qui avalerait la Terre. Le

professeur Hawking (Cambridge) a, avec d'autres, démenti la rumeur.



### EL PAÍS

#### Face à la menace russe, l'UE ne fait qu'entrouvrir ses portes à l'Ukraine

Le 9 septembre, l'Union européenne (UE) a reconnu l'Ukraine comme "un pays européen qui partageait des valeurs et une histoire commune avec les pays de l'UE". Elle a proposé à Kiev un accord d'association, synonyme de renforcement des relations bilatérales, sans toutefois aller jusqu'à promettre une future intégration. Les Européens craignent que l'Ukraine soit la cible d'une offensive russe, comme celle menée

en Géorgie le mois passé, rappelle le quotidien madrilène.



### THE KOREA HERALD

#### Pyongyang dément les rumeurs sur l'état de santé de Kim Jong-il

Kim Jong-il est "presque sans aucun doute" malade, avance, ce 10 septembre, un responsable sud-coréen, sous le sceau de l'anonymat. Le 9 septembre, le despote nord-coréen n'a pas assisté à la parade militaire organisée pour les soixante ans du pays. Son absence a relancé les rumeurs qui circulent depuis quelques semaines sur son état de santé : il aurait



été victime d'une attaque cérébrale. Pyongyang dément.



### **USA TODAY** Sur l'Irak, Bush persiste et signe

Dans un discours à Washington, "George W. Bush a annoncé le 9 septembre qu'il maintiendrait ou presque les effectifs présents en Irak, jusqu'à ce qu'un nouveau président lui succède à la Maison-Blanche", rapporte le quotidien américain. Bush a précisé que 8 000 soldats seraient rappelés d'Irak d'ici à la fin février, c'est-à-dire une fois son mandat achevé. Les démocrates, de leur côté, demandent la fin de la guerre en Irak et le renforcement des troupes en Afghanistan.



### **BANGKOK POST** Le Premier ministre thaïlandais démissionne, mais ne renonce pas

"Samak est viré, mais son parti, le Parti du pouvoir du peuple (PPP), compte le proposer au poste de Premier ministre", titre le quotidien. Le 9 septembre, la Cour constitutionnelle thaïlandaise a contraint le Premier ministre Samak à démissionner. Motif : il aurait violé la Constitution en acceptant un salaire en échange de deux apparitions dans une émission télévisée. Cet arrêt a satisfait les manifestants royalistes qui, depuis le 26 août, réclament le départ de Samak.



### **LE TEMPS** La procédure de la CPI à l'encontre du président du Soudan bientôt réduite à néant ?

Selon le quotidien suisse, Paris et Londres, en accord avec l'Union africaine (UA), manœuvreraient pour stopper la procédure de la Cour pénale internationale (CPI) à l'encontre du président du Soudan Omar Al-Bachir. Objectif affiché : favoriser la paix au Darfour. Le 14 juillet 2008, le procureur de la CPI avait déclenché une polémique planétaire en accusant Omar Al-Bachir de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre dans la province du Darfour, en proie à la violence depuis février 2003.



### **LE POTENTIEL** La guerre menace à nouveau en RDC

"Une fois de plus les armes grondent, tonnent, crépitent et explosent dans l'est de notre pays", se désole le quotidien de Kinshasa. Entre l'armée gouvernementale et les rebelles de Laurent Nkunda, les hostilités ont repris après quelques mois de trêve, dans la province du Kivu. Fort de sa légitimité électorale, le gouvernement congolais accuse les rebelles d'être téléguidés par le Rwanda pour une opération de déstabilisation de la république démocratique du Congo.



### **YOMIURI SHIMBUN** Cinq candidats briguent le poste de Premier ministre du Japon

Qui sera le prochain président du Parti libéral-démocrate (PLD, au pouvoir) et donc le prochain Premier ministre du Japon ? Ce 10 septembre, le PLD a officialisé la liste des cinq candidats à la succession de Yasuo Fukuda, démissionnaire le 1er septembre. Pour la première fois de l'histoire du Japon, une

femme brigue le poste, Yuriko Koike. Mais c'est un homme, l'ancien ministre des Affaires étrangères Taro Aso, qui a les faveurs de 40 % des députés du PLD. Le parti fera son choix le 22 septembre.



### **TO ETHNOS** Un "scandale sacré" défraie la chronique en Grèce

Depuis le 8 septembre, la justice enquête sur une transaction immobilière entre l'Etat et l'un des vingt monastères du mont Athos. En échange de 8 000 hectares de forêts, les moines ont reçu, entre autres, un bâtiment du village olympique des JO de 2004, qui aurait dû être transformé en ministère. Cédé par le ministre de la Culture de l'époque pour un prix symbolique, il a été revendu par les moines avec force profits. En tout, quatre ministres sont impliqués dans le scandale.



### **EL DIARIO** Des barrages routiers contre le gouvernement bolivien

Cinq des neuf départements de Bolivie poursuivent leur troisième semaine de manifestations contre le gouvernement du président Evo Morales. "La région de Chaco est l'épicentre de ce mécontentement. Les points de passage vers l'Argentine et le Paraguay restent coupés", rapporte le quotidien. Ces barrages perturbent l'approvisionnement en denrées alimentaires et l'exportation de gaz vers les pays voisins. Des manifestants s'en sont également pris, le 9 septembre, à des bâtiments publics dans la ville de Santa Cruz.

## les titres du 9 septembre 2008



### **CORRIERE DELLA SERA** La polémique autour du fascisme ressurgit en Italie

Soixante-cinq ans jour pour jour après la proclamation par Mussolini de la république "sociale" dite de Salò (nord de l'Italie), le ministre de la Défense Ignazio La Russa a créé la polémique, le 8 septembre, en prenant fait et cause pour les soldats de cette république (1943-45) qui "se sont battus pour la patrie". Le 7 septembre, le maire de Rome Gianni Alemanno avait été encore plus loin en déclarant qu'il ne considérait pas le fascisme comme le mal absolu. En réaction, le président Napolitano a fait l'éloge de la Résistance.



### **GAZETA** Vers la détente dans le Caucase ?

Les dirigeants russes et européens se sont mis d'accord, le 8 septembre à Moscou, sur les principes de règlement du conflit en Géorgie, après l'accord Medvedev-Sarkozy du 12 août. Les soldats russes quitteront dans un mois la Géorgie et dans une semaine les checkpoints établis sur la ligne Poti-Senaki. D'ici au 1er octobre, 200 observateurs européens seront déployés dans les zones tampons autour de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Les émissaires européens sont attendus aujourd'hui à Tbilissi.



### **THE WALL STREET JOURNAL EUROPE** La Bourse de Londres connaît un lundi noir

Sept heures de paralysie, consécutives à une panne : c'est ce qu'a subi la Bourse de Londres le 8 septembre. L'incident ne pouvait survenir à pire moment, souligne le quotidien américain (édition européenne) : le marché des échanges était très actif après l'annonce, dimanche, que le gouvernement américain prenait sous tutelle Freddy Mac et Fanny Mae, deux géants du refinancement hypothécaire. Les pertes s'élèveraient à plusieurs milliards de dollars.



### **DAWN** Un nouveau président prend les rênes du Pakistan

Ce mardi 8 septembre, Asif Ali Zardari doit prêter serment en tant que nouveau président du Pakistan. Le veuf de Benazir Bhutto, élu sans surprise samedi par les parlementaires, occupera le siège laissé vacant par Pervez Musharraf en août. Le président afghan, Hamid Karzai, a annoncé sa présence à la cérémonie. Les deux hommes devront en effet mener de concert la lutte contre les talibans : surtout actifs en Afghanistan, ceux-ci disposent de bases arrière au Pakistan.



### **PÁGINA 12** Brésil et Argentine disent adieu au dollar pour leurs échanges

C'est un premier pas vers une intégration monétaire régionale", a commenté le président brésilien Lula da Silva, le 7 septembre à Brasília. Il venait de signer avec la présidente argentine Cristina Kirchner un accord visant à "mettre le dollar américain sur la touche", rapporte le quotidien de Buenos Aires. Désormais, les échanges commerciaux entre les deux pays seront effectués en pesos argentins ou en reales brésiliens.



### **AL HAYAT** Al-Zawahiri accuse l'Iran de collaborer à la croisade occidentale

Dans une cassette vidéo transmise à la chaîne satellitaire Al-Jazira, et dont un extrait a été diffusé lundi 8 septembre, le numéro deux d'Al-Qaida, Ayman Al-Zawahiri, critique vivement l'Iran et accuse l'ayatollah Ali Khamenei de "participer à la croisade occidentale contre l'Islam", une participation qui a "facilité l'invasion américaine de l'Afghanistan et de l'Irak". Cet enregistrement aurait été envoyé pour marquer la date anniversaire des attentats du 11 septembre 2001.



### **JUVENTUD REBELDE** L'ouragan Ike se dirige vers La Havane

La capitale cubaine est placée en état d'alerte maximale, et toute circulation en voiture ou à pied y est interdite sans autorisation. Elle redoute l'arrivée dans les prochaines heures de l'ouragan Ike, qui a déjà tué 4 personnes dans l'est de l'île. Le 30 août, un autre

ouragan, Gustav, avait balayé la partie occidentale de Cuba et dévasté notamment la ville de Pinar del Río, sans faire de morts. Ike doit se déplacer ensuite vers le golfe du Mexique.



### **LE POTENTIEL** Une attaque rebelle aurait fait de nombreuses victimes au Darfour

On ne connaît pas le nombre exact de victimes de l'attaque perpétrée par les rebelles de l'Armée de libération du Soudan (SLA) autour de trois villes de la province du Darfour, Disa, Birmaza et Tawila, le 7 septembre. Selon le quotidien de Kinshasa, elles seraient plusieurs dizaines. Pour les rebelles, il s'agissait de répliquer à l'attaque lancée samedi par des soldats du gouvernement, alliés à des milices armées et appuyés par quatre hélicoptères et deux avions.



### **THE DAILY TELEGRAPH** Au Royaume-Uni, un verdict qui ne satisfait qu'à moitié

Trois Britanniques musulmans ont été jugés coupables, le 7 septembre, d'avoir voulu "tuer des milliers de personnes", résumé le quotidien anglais. En 2006, ils avaient l'intention de faire sauter des avions transatlantiques avec des explosifs liquides. Les accusés comparaissaient devant le tribunal de Woolwich (sud-est de Londres) avec cinq autres individus. L'un d'entre eux a été acquitté. Le journal déplore que le sort des trois autres reste en suspens, le jury n'ayant pas réussi à s'entendre sur un verdict.



### **YOMIURI SHIMBUN** Le dopage de sumotoris japonais fait des remous

L'Association japonaise de sumo a perdu son président : le 7 septembre, Kitanoumi a été contraint de démissionner après la découverte de cas de dopage au cannabis parmi les sumotoris. Les lutteurs épinglés, trois Russes, démentent avoir consommé de la marijuana. En éditorial, le quotidien appelle à des mesures énergiques pour rétablir la confiance du public, et demande l'instauration de contrôles antidopages systématiques.

## les titres du 8 septembre 2008



### **KOMMERSANT** Nicolas Sarkozy arrive en mission européenne à Moscou

Accompagné du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, et du chef de la diplomatie de l'UE, Javier Solana, le président en exercice de l'UE retourne, ce 8 septembre, à Moscou pour

tenter de faire appliquer le plan de paix en six points qu'il avait négocié en août entre la Russie et la Géorgie. Selon le quotidien, la Russie a néanmoins prévu d'établir des représentations diplomatiques dans les

deux républiques séparatistes géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud dès demain, alors que la mission européenne sera à Tblissi.



#### **JERUSALEM POST**

**La police recommande l'inculpation d'Ehoud Olmert**

Dimanche 7 septembre, la police israélienne a recommandé au ministère public israélien d'inculper le Premier ministre Ehoud Olmert dans deux affaires de corruption. La police a également indiqué avoir suffisamment de preuves pour inculper l'ancien associé d'Olmert, l'avocat Uri Messer. Le Premier ministre israélien doit démissionner à la mi-septembre après les primaires de son parti, Kadima. Toutefois il devra rester à son poste le temps qu'un nouveau gouvernement soit formé.



#### **THE WALL STREET JOURNAL EUROPE**

**La Maison-Blanche prend le contrôle de Fannie Mae et Freddie Mac**

Le gouvernement américain a décidé, le 7 septembre, de prendre sous tutelle les deux géants du refinancement hypothécaire, laminés par la crise des crédits immobiliers. Le Trésor américain pourra injecter jusqu'à 200 milliards de dollars dans ces sociétés, en plus de nouvelles lignes de crédit, pour les aider à restructurer leurs finances. Objectif : "empêcher que ne s'aggrave ce qui passe déjà pour le pire krach immobilier depuis les années 1930", souligne le quotidien américain (édition européenne).



#### **JORNAL DE ANGOLA**

**Le parti au pouvoir en Angola remporterait largement les élections**

Les résultats provisoires des élections législatives qui se sont déroulées le 5 septembre en Angola laissent prévoir une victoire sans appel du parti au pouvoir, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), qui remporterait 81,73 % des suffrages, contre 10,53 % à l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Les résultats définitifs

de ce premier scrutin organisé depuis la fin de la guerre civile, en 2002, doivent être connus aujourd'hui 8 septembre.



#### **LA PRESSE**

**Le Canada entre en campagne électorale**

Stephen Harper, le Premier ministre canadien, a convoqué des élections générales anticipées pour le 14 octobre. Le dirigeant conservateur espère enfin former un gouvernement majoritaire, après deux ans et demi en minorité. Au premier jour de la campagne, il s'est envolé pour le Québec, la province où tout devrait se jouer. Selon un sondage du quotidien de Montréal, les conservateurs y disposent déjà d'une bonne avance, avec 43 % des intentions de vote, contre 25 % aux libéraux de Stéphane Dion.



#### **FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG**

**Steinmeier-Merkel : l'affiche des élections allemandes de 2009**

Le 7 septembre, le Parti social-démocrate allemand a désigné son candidat pour les législatives de 2009 : ce sera Frank-Walter Steinmeier, actuel ministre des Affaires étrangères du gouvernement de coalition. Mais la surprise de la journée est venue de Kurt Beck, le président du parti, qui a annoncé sa démission. Pour le remplacer, Franz Müntefering devrait reprendre du service : ce ténor du SPD s'était mis en retrait il y a neuf mois, pour rester aux côtés de sa femme atteinte d'un cancer en phase terminale.



#### **GRANMA**

**Assaillie par les ouragans, Cuba fait front**

Après Fay, Gustav et Hanna, c'est au tour de l'ouragan Ike de prendre d'assaut les côtes cubaines. Avec des vents pouvant atteindre les 195 km/heure, Ike a déjà provoqué la mort d'au moins 47 personnes en Haïti. A Cuba, 800 000 personnes ont dû être évacuées par mesure de précaution. "Toute la nation est sur le pied de guerre", annonce Fidel Castro dans une

"réflexion" diffusée par la télévision et les journaux nationaux.



#### **EL PAÍS**

**Le meurtre d'un Sénégalais met le feu aux poudres dans la province d'Almédria**

La ville de Roquetas de Mar, dans le sud de l'Espagne, a connu ce week-end deux nuits d'émeutes successives. Samedi, la mort d'un Sénégalais de 28 ans, tué à coups de couteau dans une bagarre, a été à l'origine de violents affrontements entre immigrés et forces de l'ordre. Les manifestants ont incendié deux maisons et plusieurs voitures, et ont blessé quatre policiers. Quatre personnes ont été arrêtées, toutes d'origine subsaharienne.



#### **SOUTH CHINA MORNING POST**

**Les Hongkongais dédaignent les partis prochinois**

Le 7 septembre, 3 millions de Hongkongais étaient appelés aux urnes pour élire trente de leurs soixante députés. Alors que l'on prédisait leur recul, les partis prodémocratie ont réussi à conserver 23 sièges, contre 25 en 2004. Ils pourront donc continuer de peser sur les réformes en cours et œuvrer à l'adoption du suffrage universel d'ici à 2017. Les trente autres députés du Parlement sont désignés par un collège de grands électeurs.



#### **THE OBSERVER**

**Contre le réchauffement climatique, devenez végétariens !**

"Commencez par ne pas manger de viande une fois par semaine." Interrogé par l'hebdomadaire britannique, l'Indien Rajendra Pachauri, président du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC), conseille à tout un chacun de diminuer sa consommation de viande pour lutter contre le réchauffement climatique. La filière de l'élevage serait à l'origine d'un cinquième des gaz à effet de serre émis dans le monde.

## les titres du 5 septembre 2008



#### **THE WASHINGTON POST**

**McCain accepte l'investiture républicaine**

Le 4 septembre, John McCain a formellement accepté d'être le candidat républicain à la Maison-Blanche. L'éditorialiste du journal remarque que, dans son discours, le sénateur de l'Arizona "n'a évoqué que brièvement l'Irak, et encore moins le président Bush". Bien plus qu'en héros de la guerre contre le terrorisme, il a voulu se dépeindre comme un "non-conformiste" parlant au nom de l'Américain moyen. "Je ne travaille ni pour moi, ni pour un parti, ni pour défendre un intérêt particulier. Je travaille pour vous."



#### **JORNAL DE ANGOLA**

**Les Angolais votent pour la première fois depuis la fin de la guerre civile**

Cinq ans après la fin de la guerre civile, les Angolais sont appelés ce 5 septembre aux urnes pour élire leurs 220 députés. Dès hier, le quotidien de Luanda se réjouissait que les candidats, au cours de la campagne, "aient fait preuve de maturité politique et se soient abstenus de tout acte qui sape le processus électoral". Pour les observateurs étrangers, la campagne s'est aussi distinguée par l'omniprésence du Mouvement populaire de libération de l'Angola, le parti du président dos Santos.



#### **THE NATION**

**En Thaïlande, un référendum pour sortir de la crise ?**

Le Premier ministre Samak, pressé de se retirer par des milliers de manifestants, a proposé le 4 septembre la tenue d'un référendum. Accusé par l'opposition d'être le pantin de l'ex-Premier ministre Thaksin, soupçonné de vouloir renverser la monarchie, il a prévu "faire le tour de 140 stations de radio pour donner sa version des faits", écrit le journal. Dans le même temps, les milieux d'affaires lui demandent de lever l'état d'urgence imposé mardi à Bangkok, néfaste pour l'image du pays.



#### **FINANCIAL TIMES**

**Moscou paie le prix de son offensive en Géorgie**

Le 4 septembre, la Banque centrale russe a été forcée d'intervenir pour soutenir le cours du rouble, relève le quotidien financier londonien. La monnaie était tombée à 30,41 roubles contre un panier de devises, son plus bas niveau depuis l'adoption de cet étalon de mesure en février 2007. La Banque centrale russe aurait vendu entre 3,5 milliards et 4 milliards de dollars pour inverser la tendance. En tout, 21 milliards de dollars de capitaux étrangers auraient fui le pays après la guerre en Géorgie.



#### **NEZAVISSIMAJA GAZETA**

**Ioulia Timochenko et Viktor Iouchtchenko invités dans l'arène**

Le président ukrainien et le vice-président américain Dick Cheney, en visite à Kiev pour deux jours, avaient prévu de parler de la crise dans le Caucase et de la création d'un nouveau système de défense en Europe. Cependant, un nouveau point a été inscrit à l'ordre du jour : la situation politique intérieure ukrainienne, "qui ne permet pas à l'Ukraine de prétendre au rôle de soutien fiable des Etats-Unis". La coalition orange traverse à nouveau une grave crise depuis le conflit russo-géorgien.



#### **DAWN**

**Islamabad dénonce un raid américain sur son territoire**

Le 4 septembre, à l'unanimité, le Parlement pakistanais a demandé au gouvernement de "repousser à l'avenir toute attaque sur son sol avec la force nécessaire". Les députés réagissaient à l'offensive perpétrée la veille dans la zone tribale pakistanaise par des soldats de la coalition étrangère en Afghanistan. Le raid, qui visait des combattants d'Al-Qaïda et des talibans, aurait fait plus de 20 morts, dont des femmes et des enfants. De leur côté, les Etats-Unis n'excluent pas de nouvelles attaques.



#### **LA HORA**

**Le président guatémaltèque se déclare victime d'espionnage**

Alvaro Colom a provoqué "une grande surprise", le 4 septembre, en annonçant le départ de Carlos Quintanilla, le chef du Secrétariat des affaires administratives et de sécurité (SAAS). Cette mesure fait suite à la découverte d'au moins 17 micros et caméras cachés dans le palais présidentiel. Le président guatémaltèque a demandé l'aide de l'armée pour inspecter les lieux, qui ont été aussitôt fermés. La nouvelle a alimenté des rumeurs de coup d'Etat dans le pays.



#### **IL GIORNALE**

**Immigration : Bruxelles ouvre un boulevard à Berlusconi**

"La gauche italienne reste pétrifiée par la décision de l'UE, qui considère que les mesures d'urgence prises contre l'immigration ne sont pas discriminatoires", titre le quotidien de droite, dont le propriétaire est le frère de Silvio Berlusconi. Bruxelles a en effet estimé que la politique d'immigration du président du Conseil, adoptée pour répondre à un prétendu "état d'urgence", n'était pas contraire au droit européen. Cette politique prévoit, entre autres, le fichage des empreintes de tous les Roms installés en Italie.



#### **LIBYA-ALYOUM**

**Escale historique de Condoleezza Rice en Libye**

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice arrive ce vendredi 5 septembre en Libye pour une visite officielle, la première depuis cinquante-cinq ans pour un chef de la diplomatie américaine. Rice commence à Tripoli une tournée qui la mènera ensuite en Algérie, en Tunisie et au Maroc. Le webzine *Libya Al-Youm*, édité à Londres, relève que la presse officielle paraissant en Libye a ignoré cette visite.



#### **DIE WELT**

**Le gouvernement allemand veut renforcer la protection des données**

Wolfgang Schäuble, le ministre de l'Intérieur allemand, a promis une nouvelle loi, plus sévère, pour empêcher toute mauvaise utilisation des données personnelles. Cette nouvelle fait suite à un vaste scandale de trafic de données sur Internet, révélé en août. Désormais, les utilisateurs devront explicitement autoriser l'utilisation de leurs données à des fins



## les titres du 4 septembre 2008



### **AL-THAWRA**

#### **La normalisation des relations franco-syriennes est en route**

Le président syrien Bachar El-Assad et le président français Nicolas Sarkozy se sont rencontrés le mercredi 3 septembre à Damas, où le chef d'Etat français effectue une visite officielle. Les relations bilatérales, notamment économiques, étaient à l'ordre du jour. Outre la normalisation des relations avec la Syrie, la France tente de peser sur la scène diplomatique proche-orientale et de participer aux efforts pour établir la paix dans la région.



### **BANGKOK POST**

#### **Le Premier ministre thaïlandais exclut de démissionner**

"Ne vous mettez pas dans la tête que je vais démissionner. La Thaïlande a besoin d'un leader, et le monde entier nous regarde." Le Premier ministre Samak s'est exprimé ce 4 septembre sur les ondes de la radio nationale. Il a également refusé de dissoudre le Parlement, comme réclamé depuis le 26 août par des milliers de manifestants. Le quotidien décrit un Premier ministre "complètement isolé", à nouveau fragilisé par la démission le 3 septembre de son ministre des Affaires étrangères, Tej Bunnag.



### **LE NOUVELLISTE**

#### **L'ouragan Hanna frappe Haïti**

Haïti a été frappé de plein fouet le 3 septembre par le passage de l'ouragan Hanna, seulement huit jours après l'ouragan dévastateur Gustav. Le passage d'Hanna aurait fait au moins 60 morts. La municipalité des Gonaïves a été particulièrement touchée. "La troisième ville du pays est à nouveau détruite, quatre ans après le passage de la tempête tropicale Jeanne, qui avait fait plus de 3 000 morts", écrit le quotidien. Et Haïti redoute l'arrivée d'Ike, le cinquième ouragan de la saison.



### **HINDUSTAN TIMES**

#### **Les maux des eaux dévastent l'Etat indien du Bihar**

Le Bihar (Est de l'Inde), envahi par les eaux, a réclamé le 3 septembre l'aide internationale. Les intempé-

ries ont déjà fait plus de 100 morts et des millions de sinistrés. Le journal de New Delhi a un sujet supplémentaire d'inquiétude : les eaux du fleuve Kosi, sorti de son lit, ont déjà recouvert plus de 1 100 hectares. Or, "depuis des siècles, le fleuve est réputé détruire tout ce qu'il touche". Loin de charrier du limon, il dépose sur les sols un véritable "poison", mélange de sable et de graviers.



### **DAWN**

#### **Le Pakistan accuse les Etats-Unis d'un raid meurtrier**

"Au moins 20 morts, dont des femmes et des enfants" : tel est le bilan de l'offensive terrestre menée le 3 septembre en territoire pakistanais, près de la frontière afghane. Des témoins accusent les troupes étrangères présentes en Afghanistan, notamment américaines, d'être à l'origine de cette attaque. "C'est une atteinte directe à la souveraineté du Pakistan", a protesté Owais Ahmed Ghani, gouverneur de la province de la Frontière-du-Nord-Ouest.



### **LE SOLEIL**

#### **L'opposant tchadien Ibni Oumar serait mort**

Disparu depuis le 3 février et l'attaque rebelle sur N'Djamena, l'opposant tchadien Ibni Oumar, président du Parti pour les libertés et le développement (PLD), serait mort, annonce le quotidien camerounais, qui se fonde sur le fait que les deux autres opposants enlevés en même temps que lui ont recouvré depuis longtemps la liberté. Un rapport sur les événements sanglants de février a été rendu public le 3 septembre. Pour la première fois, la mort de l'opposant est officiellement envisagée.



### **FINANCIAL TIMES**

#### **Acier : les Etats-Unis veulent traîner la Chine devant l'OMC**

Selon le quotidien britannique, les Etats-Unis seraient sur le point de déposer une plainte contre la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ils accusent celle-ci de poser des restrictions aux exportations des matières premières nécessaires à la production de l'acier. Quotas et taxes d'exportation sur des matières premières extraites en Chine, com-

me le coke métallurgique ou le molybdène, permettent à la Chine de produire de l'acier à prix moindre que les Occidentaux.



### **LE POTENTIEL**

#### **Le Gabon est sur le point d'abolir la peine de mort**

Les sénateurs gabonais, réunis en seconde session ordinaire depuis le 1er septembre au Parlement, à Libreville, vont examiner le projet de loi concernant l'abolition de la peine de mort que le gouvernement leur a transmis, rapporte le quotidien de Kinshasa. Il s'agit de la dernière étape avant la promulgation de cette loi, proposée il y a un an par le gouvernement et que les députés de l'Assemblée nationale ont déjà adoptée.



### **ZAMAN**

#### **Le président turc se rendra samedi en Arménie**

Abdullah Gül a accepté l'invitation de son homologue arménien, Serge Sarkissian, à venir assister au match de qualification entre leurs équipes nationales pour le mondial de football 2010. Ce sera la première visite d'un dirigeant turc en Arménie depuis 1991, date de l'indépendance du pays. Le quotidien turc (version anglophone) constate que les médias turcs ont bien accueilli la nouvelle. Seuls les journaux extrémistes et les partis de l'opposition ont formulé des critiques ouvertes, précise-t-il.



### **THE WASHINGTON POST**

#### **Convention républicaine : Palin reprend la main**

Mercredi soir, Sarah Palin "a électrisé la convention républicaine", organisée cette semaine dans le Minnesota. Le gouverneur de l'Alaska, choisie comme colistière par John McCain, avait été ébranlée ces derniers jours par la révélation de la grossesse de sa fille de 17 ans. A la tribune, elle est apparue pugnace et résolue. "Elle s'est présentée en championne des réformes, a raillé le côté élitiste du candidat Obama et minimisé la critique de ses compétences par les médias", résume le quotidien.

## les titres du 3 septembre 2008



### **O ESTADO DE SÃO PAULO**

#### **Scandale d'espionnage : Lula tente de surmonter la crise**

Le 1er septembre au soir, Lula da Silva a suspendu la direction de l'Agence de renseignement brésilienne (Abin). L'Abin, qui ne dépend pas de la présidence, est accusée d'avoir procédé à des écoutes téléphoniques illégales visant, entre autres, le président de la Cour suprême, Gilmar Mendes. Le chef de l'Etat brésilien, qui, le 2 septembre, s'exprimait pour la première fois sur le sujet, a dit prendre ces mesures "pour démontrer que l'enquête était menée en toute transparence".



### **THE TIMES**

#### **En Afghanistan, les soldats britanniques accomplissent "l'exploit"**

Pour le quotidien britannique, il s'agit tout simplement de "l'opération militaire la plus audacieuse depuis la Seconde Guerre mondiale". Le 2 septembre, 5 000 soldats ont été mobilisés pour acheminer une turbine de 220 tonnes jusqu'au barrage hydroélectrique de Kajaki, en traversant l'une des zones les plus dangereuses d'Afghanistan. L'opération, qui s'est terminée en "triomphe pour l'armée britannique", devait symboliser les efforts de la coalition pour reconstruire le pays.



### **BUSINESS DAY**

#### **Hugo Chávez signe à Pretoria d'importants accords sur l'énergie**

En visite officielle pour deux jours en Afrique du Sud, le président du Venezuela, Hugo Chávez, a signé le 2 septembre, avec son homologue sud-africain Thabo Mbeki, une série d'accords portant sur les télécommunications, les arts, la culture et surtout l'énergie

pétrolière. La compagnie pétrolière sud-africaine PetroSA a été invitée à participer dès maintenant à l'exploitation des réserves de pétrole d'Orinoco (sud-est du Venezuela), que Chávez veut développer.



### **TRIBUNE DE GENÈVE**

#### **Affaire Kadhafi : les domestiques retirent leur plainte**

"Les employés battus ont trouvé un accord financier avec le fils du dirigeant libyen", titre le quotidien genevois. Ils ont retiré la plainte qu'ils avaient déposée à Genève. L'éditorialiste du journal n'y voit pas matière à scandale : pour les deux victimes, "mieux vaut un bon accord qu'un procès à l'issue incertaine". Pour autant, les relations ne sont pas revenues à la normale entre Berne et Tripoli. La Suisse refuse toujours de présenter les excuses réclamées par la famille Kadhafi.



### **LA LIBRE BELGIQUE**

#### **Fuite radioactive : le ministre de l'Energie belge veut des sanctions**

Paul Magnette, le ministre de l'Energie belge, réclame des "sanctions sévères" contre un laboratoire médical de la ville de Fleurus. Le 22 août, l'Institut national des radioéléments (IRE) a rejeté accidentellement de l'iode radioactif dans l'atmosphère. Il a ensuite attendu trois jours avant de prévenir l'agence belge de contrôle nucléaire. En éditorial, le quotidien souligne le manque de transparence récurrent de la filière nucléaire en Belgique.



### **THE NEW YORK TIMES**

#### **John McCain : portrait d'un indépendant au service des Etats-Unis**

Au deuxième jour de la convention républicaine dans le Minnesota, George W. Bush et Joe Lieberman se

sont succédé pour vanter les mérites de John McCain, candidat du parti à la présidentielle. Le président sortant, qui s'exprimait par vidéo interposée, et l'ancien colistier d'Al Gore en l'an 2000, devenu depuis républicain, ont dépeint un homme qui ne craignait pas d'affirmer ses désaccords et qui n'hésiterait pas à "mettre les intérêts de la nation avant ceux de son parti", résume le quotidien.



### **CYPRUS MAIL**

#### **Une nouvelle tentative de réunification s'esquisse à Chypre**

Ce 3 septembre, une rencontre est prévue à Chypre entre Demetris Christofias, nouveau président de la partie grecque de l'île, et Mehmet Ali Talat, dirigeant de la partie turque. Les deux hommes négocieront une nouvelle tentative de réunification de Chypre, après trente-quatre ans de partition. Ce sommet se fera sur fond de polémique, la partie chypriote-turque refusant à des pèlerins chypriotes-grecs le droit de venir se recueillir sur le site religieux de Morphou.



### **ULTIMA HORA**

#### **Le gouvernement paraguayen dénonce un complot**

Investi dans ses fonctions présidentielles le 15 août, Fernando Lugo a accusé plusieurs personnalités du pays d'œuvrer au renversement de son gouvernement. Il reproche notamment à Lino Oviedo, un ancien putschiste qui fut candidat à la présidentielle d'avril, d'avoir organisé une réunion avec l'ancien président Nicanor Duarte et un général de l'armée en charge de la sécurité au Parlement, où l'activité est bloquée depuis plusieurs jours en raison de différends entre majorité et opposition.



### **HINDUSTAN TIMES**

#### **La Nano de Tata ne fait pas l'unanimité au Bengale-Occidental**

Tata, le géant de l'automobile indien, a décidé le 2 septembre de suspendre la construction de la Nano dans son usine du Bengale-Occidental. Il s'est déjà mis en quête d'un nouveau site de production pour ce modèle de voiture présenté comme le moins cher du monde. Depuis cinq jours, un mouvement de protes-

tion des paysans alentour empêchait tout travail sur le site : ces derniers dénoncent les conditions dans lesquelles ils ont été expropriés de leurs terres au profit de Tata.



### **FRATERNITÉ MATIN**

#### **Le lycée français d'Abidjan rouvre ses portes**

Tous les établissements français de Côte-d'Ivoire avaient fermé leurs portes en 2004, après la flambée

de violences qui avait entraîné le retour précipité en France de nombreux expatriés. Le 2 septembre, le lycée Blaise-Pascal - communément appelé Lycée français d'Abidjan - a été le premier à rouvrir ses portes. Entièrement rénové après la destruction partielle dont il avait fait l'objet en 2004, il accueille dès aujourd'hui 960 élèves, répartis en 49 classes.

## **les titres du 2 septembre 2008**



### **KOMMERSANT**

#### **L'UE lance un ultimatum à la Russie**

"L'UE a décidé de ne pas appliquer de sanctions à l'encontre de la Russie. A Moscou, on considère donc les résultats du sommet [du 1er septembre] comme une victoire de la diplomatie russe", commente le quotidien moscovite. Réunis en sommet à Bruxelles, les dirigeants de l'Union européenne ont décidé de suspendre les négociations en cours sur un partenariat renforcé avec Moscou si la Russie ne retire pas ses troupes de Géorgie. Le journal s'attendait à "des conséquences beaucoup plus graves".



### **BANGKOK POST**

#### **L'état d'urgence a été décrété à Bangkok**

Le 2 septembre, le Premier ministre Samak Sundaravej a décrété l'état d'urgence dans la capitale thaïlandaise, après des heurts nocturnes qui ont fait 1 mort et plus de 40 blessés. L'état d'urgence restera en vigueur jusqu'au 30 novembre. Depuis une semaine, des milliers de manifestants réclament le départ du chef du gouvernement. La fronde gagne peu à peu le pays. Les syndicats des entreprises publiques d'eau et d'électricité menacent d'interrompre l'approvisionnement de la police, pour empêcher celle-ci de travailler.



### **ASAHI SHIMBUN**

#### **Le Japon se cherche un nouveau Premier ministre**

Quelques heures après la démission surprise du Premier ministre Yasuo Fukuda, le 1er septembre au soir, Taro Aso a déjà fait acte de candidature pour lui succéder. Le secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD), au pouvoir au Japon, s'est en effet déclaré apte à occuper le poste. Une élection interne au parti aura lieu le 22 septembre. Le gouvernement avait de plus en plus de mal à faire adopter ses lois au Parlement, où l'opposition dispose de la majorité à la Chambre haute.



### **LE POTENTIEL**

#### **En Mauritanie, la junte militaire forme son gouvernement**

Le 1er septembre, vingt-six jours exactement après avoir pris le pouvoir par un putsch, la junte militaire a annoncé la formation d'un gouvernement de vingt-deux ministres sous la direction de Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, rapporte le quotidien de Kinshasa. Toutefois, faute de garanties concernant la fixation d'une période transitoire et l'inéligibilité des membres des forces armées lors d'une prochaine élection présidentielle, le Rassemblement des forces démocratiques (RFD), deuxième parti du pays, a condamné le nouveau gouvernement.



### **USA TODAY**

#### **Les révélations de sa colistière embarrassent John McCain**

Alors que le cyclone Gustav s'éloigne de La Nouvelle-Orléans, où il n'a causé que des dégâts matériels, une nouvelle tempête ébranle le Parti républicain. Des rumeurs parues sur Internet ont forcé Sarah Palin, la colistière de John McCain, à reconnaître que sa fille aînée, âgée de 17 ans, était enceinte. De quoi reléguer au second plan l'ouverture, dans le Minnesota, de la convention républicaine qui doit officiellement désigner les candidats du parti à la présidentielle.



### **ETEMAD-E MELLI**

#### **Ahmadinejad célèbre l'amitié irano-bolivienne**

Le président bolivien Evo Morales est arrivé le 1er septembre à Téhéran, pour une visite de deux jours. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qui s'était rendu en Bolivie en septembre 2007, s'est félicité de l'amitié entre les deux pays et a appelé à une plus grande coopération commerciale, économique et agricole. Morales a, de son côté, salué "la lutte contre l'impérialisme" menée par le dirigeant iranien.



### **MAIL & GUARDIAN**

#### **Les intempéries sèment la dévastation en Afrique du Sud**

Des feux de brousse, attisés par des vents violents, ont fait une vingtaine de victimes en Afrique du Sud ce week-end. Des milliers d'hectares de *veld* ont été brûlés, rapporte sur son site Internet l'hebdomadaire sud-africain. En tout, 150 départs de feu ont été répertoriés. Les pompiers restent sur le qui-vive cette

semaine, pour laquelle des conditions météorologiques analogues ont été annoncées.



### **ABC**

#### **Le juge espagnol Baltasar Garzón rouvre la mémoire de la guerre civile**

"Garzón force l'Eglise et plusieurs institutions à rouvrir la mémoire historique", titre le quotidien conservateur ibérique. Le juge espagnol a en effet demandé à plusieurs organismes - dont la Conférence épiscopale - de lui fournir la liste des fusillés et disparus pendant la guerre civile (1936-1939) et sous le régime du général Franco (1939-1975). Objectif : déterminer si son tribunal est compétent pour ouvrir l'enquête que réclament plusieurs familles de victimes.



### **SÜDDEUTSCHE ZEITUNG**

#### **Katharina et Eva Wagner remportent la bataille de Bayreuth**

Le 1er septembre, à la quasi-unanimité, le conseil d'administration du Festival de Bayreuth a mis fin à une guerre de succession qui durait depuis des années. Il a désigné les deux demi-sœurs Katharina Wagner et Eva Wagner-Pasquier pour diriger en duo le festival d'opéra wagnérien. Elles succéderont à leur père Wolfgang, démissionnaire après cinquante-sept ans de règne absolu. Les candidatures de Nike Wagner, une de leurs cousines, et du Belge Gérard Mortier, directeur de l'Opéra de Paris, ont été écartées.



### **THE INDEPENDENT**

#### **Le "Donald Trump d'Abou Dhabi" s'offre le Manchester City**

Ce rachat "pourrait changer la face du football international", estime le quotidien londonien. Sulaiman Al-Fahim, surnommé le "Donald Trump d'Abou Dhabi", a acheté le 1er septembre le club de football de Manchester City pour 258 millions d'euros. PDG de l'Abu Dhabi United Group, un consortium dans lequel la famille royale des Emirats arabes unis a des intérêts, il compte utiliser ses pétrodollars pour détrôner Manchester United au palmarès européen. De quoi enflammer le marché des transferts.

## **les titres du 1er septembre 2008**



### **LA STAMPA**

#### **L'Italie et la Libye scellent leur amitié pour 5 milliards d'euros**

En déplacement en Libye, le Premier ministre italien s'est excusé, le 30 août, pour les "blessures profondes infligées par la colonisation italienne au peuple libyen". Il a signé avec Kadhafi un accord d'amitié et de dédoublement, et s'est engagé à investir en Libye 5 milliards d'euros sur vingt-cinq ans. Le quotidien turinois espère que les retombées de cet accord ne se feront pas attendre. "Plus de pétrole, moins de clandestins" sur les côtes italiennes, espère-t-il à la une.



### **THE TIMES-PICAYUNE**

#### **A l'approche de Gustav, la nervosité gagne La Nouvelle-Orléans**

Environ 1,9 million d'Américains ont fui le sud de la Louisiane, alors que l'ouragan Gustav poursuit sa progression dans le golfe du Mexique. Il devrait atteindre vers midi les côtes de cet Etat, durement frappé par l'ouragan Katrina en 2005. L'éditorialiste du quotidien de La Nouvelle-Orléans se réjouit d'ailleurs que les leçons de 2005 aient été retenues et que les personnes âgées, handicapées ou démunies aient pu être évacuées à temps et en bon ordre.



### **FRATERNITÉ MATIN**

#### **Présidentielle ivoirienne : "La bataille est engagée !"**

La nouvelle est "sans surprise", constate le quotidien proche du régime : le 30 août, le Front populaire ivoirien (FPI) a officiellement intronisé Laurent Gbagbo comme candidat à la présidentielle du 30 novembre. Une convention extraordinaire du parti était organisée à Yamoussoukro. Gbagbo, président sortant, est au pouvoir depuis 2002. L'un de ses plus sérieux rivaux sera l'ancien président Henri Konan Bédié (Parti démocratique de Côte-d'Ivoire).



### **THE ASIAN AGE**

#### **Les hindous du Jammu-et-Cachemire obtiennent satisfaction**

"Accord trouvé, l'agitation cesse", titre le quotidien de New Delhi. Le 31 septembre, les hindous du Jammu-et-Cachemire ont suspendu leurs manifestations. Depuis deux mois, ils réclamaient un terrain pour accueillir des pèlerins. Un compromis a finalement été trouvé : l'Etat a accepté de leur prêter temporairement des terres. Pour autant, musulmans et séparatistes continuent de rejeter cet accord, et le couvre-feu a dû être imposé dans plusieurs villes.



### **CHINA DAILY**

#### **Un nouveau séisme fait 32 morts en Chine**

Trente-deux morts, 400 blessés, plus de 100 maisons détruites, 656 écoles en ruine : c'est le dernier bilan du séisme qui a ébranlé les provinces du Sichuan et du Yunnan (sud de la Chine), le 30 août. Selon le quotidien anglophone pékinois, la secousse était d'une amplitude de 6,1 sur l'échelle de Richter. La même région avait été victime, le 12 mai, d'un violent séisme qui avait fait plus de 70 000 morts.



### **VREMIA NOVOSTIË**

#### **Un leader de l'opposition ingouche a été assassiné**

Magomed Evloiev, propriétaire du site d'informations indépendant *Ingouchetya.ru*, est mort d'une balle dans la tête alors qu'il était aux mains de la police locale pour un interrogatoire. Arrivé de Moscou dans le même avion que Mourad Ziazikov, le président ingouche, Evloiev se trouvait dans un véhicule de police lorsqu'il a reçu une balle "par accident". L'opposition s'émeut et annonce une pétition pour le retrait de l'Ingouchie, république du Nord-Caucase, de la Fédération de Russie.



### **O GLOBO**

#### **Une affaire d'espionnage ébranle les institutions brésiliennes**

Gilmar Mendes, le président de la Cour suprême, et Demostenes Torres, un sénateur, ont fait l'objet d'écoutes illégales de la part des services secrets



brésiliens. L'hebdomadaire *Veja*, en révélant cette affaire, a ouvert une "crise entre les institutions du pays", titre le quotidien de Rio. D'ores et déjà, les deux victimes réclament que le président Lula fasse le ménage au sein des services de renseignements.



**DIE WELT**

**La Commerzbank s'empare de la Dresdner Bank**

L'ancien chancelier Schröder en rêvait, c'est désormais chose faite. En rachetant la Dresdner Bank pour 8,8 milliards d'euros, la Commerzbank devient le second géant bancaire allemand, capable de peser sur la scène européenne aux côtés de la Deutsche Bank. Cette vente s'est faite sans l'aval des représentants

du personnel de la Dresdner Bank, précise le quotidien berlinois. Il faut dire que 9 000 emplois sont menacés par cette opération, dont 2 500 à l'étranger.



**THE GUARDIAN**

**Au Royaume-Uni, la crise pourrait faire le jeu du racisme**

La crise économique pourrait conduire à une hausse du racisme et de la popularité des partis extrémistes : telle est la teneur d'une lettre envoyée par Jacqui Smith, la ministre de l'Intérieur, au Premier ministre Gordon Brown. La presse britannique révèle ce matin les grandes lignes de cette missive. La pression s'accroît sur le gouvernement, qui doit, à partir du

2 septembre, annoncer une série de mesures pour tenter d'enrayer la crise.



**THE JAKARTA POST**

**Les musulmans indonésiens entrent dans le ramadan**

Le mois de ramadan débute ce lundi en Indonésie, le plus grand pays musulman du monde, ainsi que dans les plupart des Etats du Golfe et du Maghreb. Le quotidien anglophone de Jakarta rapporte toutefois que le jeûne a débuté dès le 31 août dans au moins deux communautés musulmanes du pays, l'une à Java et l'autre à Célèbes, pour cause de désaccord sur la date de commencement du mois sacré.